Dossier : Les défis de 1993



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 14913 – 7 F

JEUDI 7 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'échouage du pétrolier « Braer »

Grave menace de pollution en mer du Nord

Les gardes-côtes écossais craignaient une « catastrophe écologique », mardi 5 janvier, après l'échouage sur la côte sud des Shetland du pétrolier « Braer », transportant 84 500 tonnes de brut, qui menaçait de se disloquer.

La tempête qui sévit sur le nord de l'Ecosse rendait très difficile la mise en place des moyens nécessaires pour lutter contre le début de marée noire provoquée par l'échouage du pétrolier *Braer* sur les rochers de Sumburgh-Head, à la pointe sud de la plus grande des îles Shetland. Le *Braer*, dont la coque menaçait de se disloquer, laissait échapper une partie de sa cargaison. Un mois après l'accident du pétrolier grec *Aegean-Sea* à La Corogne, cet échouage met en lumière l'urgence d'un meilleur contrôle international de la sécurité du transport d'hydrocarbures.

POINT

Le début d'une catastrophe écologique

page 10

Navires à risques

QUE notre soif de pétrole soit périlleuse pour notre environnement, l'échouage du pétrolier libérien « Braer » sur un récif écossais des Shetland vient à nouveau d'en faire la démonstration. Après les grandes catastrophes des années 70, notamment celle de l'« Amoco-Cadiz » en 1978, le monde pensait être débarrassé de ces superpétroliers transportant couramment plus de 200 000 tonnes. On les disait dangereux, car difficiles à manœuvrer, dotés d'équipages trop réduits et catastrophiques en cas de naufrage.

Le retour à des navires de taille plus raisonnable n'empêche pas les drames. On l'a vu en 1989 avec l'« Exxon-Valdez », en Alaska, et en 1991 avec le « Haven » en Méditerranée. La navigation dans les tempêtes reste toujours dangereuse, sans compter les risques d'abordage ou d'explosion. En outre, malgré la modernisation des équipements de navigation, la compartimentation des soutes et la fabrication de coques à double paroi, la qualification des équipages, elle, ne s'améliore pas. Beaucoup d'échouages sont davantage dus à des fautes de navigation qu'à des faiblesses du matériel.

S'AGISSANT du « Braer », navire immatriculé au Libéria, avec un équipage composite, la controverse sur les pavillons de complaisance, qui permettent aux armateurs d'échapper à la pression fiscale et à la législation sociale de leur pays réel, devrait être relancée. Mais il arrive que des navires ultra modernes naviguent sous pavillon de complaisance et que des épaves circulent aux couleurs nationales. C'est pourquoi le secrétaire d'Etat français à la mer, M. Charles Josselin, propose que la Communauté européenne interdise l'accès de ses ports aux navires notoirement à risques, ceux-ci étant évalués d'après l'âge du matériel et les accidents passés.

Reste la lancinante question de l'approvisionnement du monde industrialisé en pétrole. A moins d'installer partout des tuyaux, comme pour le pétrole sibérien ou celui de l'Alaska – ce qui n'exclut pas des accidents à terre, – on voit mal comment éviter le transport par mer, dans des navires d'une forte capacité. Dans ces conditions, on peut, et on doit, renforcer considérablement la sécurité de ces transports, et pour cela s'en donner la peine, et les moyens. Il suffit de se rappeler du soin qui a prévalu pour le transport du plutonium de Cherbourg au Japon à bord de l'« Akatsuki-Maru », ou des précautions prises pour le transport des matières chimiques dangereuses « ordinaires ».

FAUDRA-T-IL un jour classer le pétrole parmi ces matières dangereuses ? Mais il s'agit d'un produit naturel biodégradable, qui ne présente pas de danger à long terme. Etant donnée la montée de l'exigence pour un meilleur environnement, cependant, les pays nantis se doivent de renforcer les mesures de sécurité dans des secteurs – le pétrole et la navigation maritime – où le laxisme et la loi de la jungle sont encore trop souvent la règle.

Alors que les licenciements se multiplient

Gouvernement et patronat s'affrontent sur l'Unedic

Les hostilités ont repris dès le mardi 5 janvier entre le gouvernement et le patronat. Alors que les négociations pour régler le déficit de l'assurance-chômage reprenaient, mercredi 6 janvier, entre le bureau de l'UNEDIC et les pouvoirs publics, le ton a brutalement monté. Mme Aubry a mis en cause ceux « qui licencient trop, trop vite, trop fort » et a vertement critiqué l'attitude du CNPF. Celui-ci exige que les promesses faites soient « aujourd'hui tenues ».



Lire page 16 l'article d'ALAIN LEBAUBE

1993 et le futur

par Jacques Lesourne

Nous publions aujourd'hui un cahier spécial de huit pages consacré aux « défis » de 1993. La rédaction du « Monde » examine l'état des conflits et des zones de tension de la planète, les espoirs de paix mais aussi les menaces de tous ordres – sur l'écologie, la démocratie, l'économie – qui pèsent sur les sociétés, le chemin de l'union européenne, etc. En France, où la perspective d'une alternance politique domine le débat, se posent évidemment les questions de la relance économique, de l'exclusion et de la lutte contre le chômage, mais aussi la gestion des « héritages » culturels.

L'ANNÉE 1993 : le millésime évoque un bicentenaire, 1793, *l'année terrible*, et nul doute que, dans leur morosité de ce début de janvier, nombre de Français, inquiets des perspectives économiques, traumatisés par les vicissitudes de l'Europe, horrifiés par les drames yougoslave et somalien, feront plus ou moins consciemment le rapprochement. Mais la mauvaise conjoncture économique est un verre déformant : si elle fait éclater au grand jour des problèmes de fond, elle en masque d'autres. Aussi, au seuil de cette année nouvelle, ressent-on le besoin de mettre en évidence les tendances profondes et les principales incertitudes qui dominent la scène mondiale.

L'exercice est moins périlleux si l'on commence par se reporter près de huit ans en arrière, à la mort de Tchernenko, le 10 mars 1985. Le monde apparaissait – et pour longtemps, pensaient la majorité des observateurs – divisé en trois parties : les pays développés de l'OCDE (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon, Australie-Nouvelle-Zélande), qui produisaient et consommaient 63 % du revenu mondial ; l'Europe de l'Est, qui, autour de l'URSS, en contrôlait 14 % ; l'immense tiers-monde, dont la population de quatre milliards d'habitants assurait le complément (23 %).

A cette époque, et depuis longtemps déjà, trois tendances lourdes sont à l'œuvre : *la mondialisation, la construction européenne* et *la différenciation du tiers-monde*. Des termes abstraits, mais qui recouvrent des réalités concrètes.

Facilitée par l'explosion du transport aérien et des technologies de l'information, la *mondialisation* revêt déjà les formes les plus multiples. Elle diversifie les réseaux de communication, fait émerger des marchés globaux tant pour les biens manufacturés que pour les capitaux ou le travail, suscite la création d'acteurs économiques multinationaux, engendre des problèmes d'environnement à l'échelle de la planète, commence à développer les rudiments d'une culture globale...

Lire la suite page 26

L'Allemagne et le franc

La spéculation perturbe gravement le couple moteur de l'Europe

FRANCFORT

de notre correspondant

La politique de l'Allemagne ne se fait pas dans les salles de marchés. C'est en paraphrasant de Gaulle qu'on cerne au mieux le sentiment allemand devant la nouvelle spéculation contre le franc, entamée avant les fêtes et qui semble repartir de plus belle depuis le début de semaine. Le chancelier Schmidt avait traité les cambistes de *« gnomes de Zurich »* et il parle, ces temps derniers, de *« bandes d'idiots »*. Il faudrait voir qu'on leur cède... L'Allemagne aime placer son action dans le long terme et elle ne craint rien plus que l'urgence. D'où son dédain pour ces « marchés » qui changent d'avis au jour le jour, pour un oui ou pour un non. Faudrait-il que le couple franco-allemand divorce pour un différend monétaire ? L'Allemagne aime l'industrie, les usines. D'où une incompréhension profonde pour ces cambistes qui veulent dévaluer le franc alors que les données fondamentales de l'économie française sont bonnes, à commencer par l'inflation.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 16

L'opposition dans le désordre

Le RPR et l'UDF se préparent à l'épreuve du pouvoir dans une certaine dispersion

par Daniel Carton

A quelques encablures des terres promises de l'alternance, la droite offre un étrange spectacle. La course aux portefeuilles n'a jamais été aussi âpre. Les cabinets se font et se refont. Des listes de futurs patrons d'entreprises à privatiser se croisent et se recroisent. Pourtant, si chacun a mis la fleur au fusil, à observer l'ensemble de la troupe, celle-ci semble se diriger à reculons vers le front d'une nouvelle cohabitation, comme pétrifiée par l'ampleur des embuscades imaginables. En ce début d'année, l'heure n'est plus tellement aux fanfaronnades.

La droite ne sait aujourd'hui qu'une chose : 1993 ne sera pas 1986. *« En 1986*, admet Alain Madelin, *c'était une partie de campagne au printemps. Cette fois, on se prépare à une partie de haute montagne en hiver. »* En 1986, Jacques Chirac clamait haut et fort qu'il n'était *« pas question de concessions et de compromis »* et Valéry Giscard d'Estaing lui-même engageait la nouvelle majorité à sceller *« les retrouvailles de la France et du libéralisme »*. C'était le temps de la grande croisade libérale qui devait aérer la France, la période faste des penseurs libéraux de tous acabits, qui n'étaient pas encore devenus plus ou moins réformateurs, à charge pour l'électeur de saisir la nuance. C'était aussi le temps où, entre le RPR et l'UDF, les choses étaient relativement simples.

Lire la suite page 8 et l'article de M. CHARLES MILLON page 2

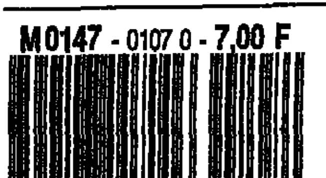
Rétablissement partiel du contrôle des prix en Russie

Un mois après avoir remplacé M. Egon Gaïdar, qui avait libéré les prix en Russie, le nouveau premier ministre, M. Victor Tchernomyrdine, a annoncé, mardi 5 janvier, le rétablissement d'un contrôle des prix sur une série de produits alimentaires de première nécessité.

Une mesure qualifiée aussitôt de *« populiste »* par les réformateurs radicaux, mais appréciée par une population exaspérée. Celle-ci risque cependant de renouer aussi avec l'habitude des files d'attente...

Lire page 3 l'article de notre correspondant JAN KRAUZE

M0147 - 0107 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Alternance

En danger de victoire

par Charles Millon

UNE analyse à courte vue risque d'apporter à la droite républicaine une assurance dangereuse : l'usure et le discrédit du parti au pouvoir et le mode de scrutin majoritaire lui donnent la (quasi)-certitude de remporter les élections législatives des 21 et 28 mars prochain. Et après ?

Une conjoncture économique difficile, un tissu social délité, un président sans avenir, une durée gouvernementale au plus égale à deux ans – et que le chef de l'Etat peut interrompre chaque jour, – des tactiques présidentielles dans tous les camps, ce sont déjà de sérieux handicaps pour mener une action en profondeur.

Mais l'ampleur même de la victoire législative attendue porte en elle trois menaces : une insuffisance de notre réflexion préalable ; une surévaluation de notre force de conviction mesurée à tort par des résultats électoraux essentiellement dus à la disqualification du parti au pouvoir ; un décalage de légitimité entre la représentation parlementaire et le pays, du fait du mode de scrutin.

L'incertitude du calendrier de gouvernement, la guérilla entre la majorité parlementaire et le président, un faux débat constitutionnel, les scories de la loi d'amnistie et du scandale du sang, des tactiques politiciennes étalées au grand jour, trois millions de chômeurs, un décalage de légitimité parlementaire, l'usure rapide du pouvoir en ces temps d'incertitude économique : tous les ingrédients seraient rassemblés pour ouvrir la voie aux pires aventures.

1993 ne sera pas un pauvre « remake » de 1986, pas plus qu'une revanche de 1988 et encore moins de 1981. La France n'a pas de revanche à prendre sur elle-même.

La droite républicaine garde une crédibilité importante, bien que singulièrement réduite par rapport à ce qu'elle était il y a six ans à peine.

Or cette crédibilité s'effritera très vite si elle n'est pas mise au service d'une véritable ouverture. Non pas de cette « ouverture » que n'a pas su réaliser la gauche en 1988, car elle n'était conçue qu'en termes politiciens. Mais une ouverture fondée sur l'affirmation, certes, de ses convictions, mais aussi sur l'écoute de celles des autres et sur la volonté de trouver les mots et les actes qui répondent tant à la réalité des contraintes qu'aux aspirations profondes du peuple français.

Celui-ci accepte la réalité des contraintes, mais ne les supporte que si elles sont clairement identifiées et si leur poids est équitablement réparti. Le sentiment de justice est le seul fondement possible des efforts collectifs à accomplir.

Or pour qu'il y ait sentiment de justice, *il faut qu'il y ait transparence* : transparence sur les nécessités, sur les choix, sur les comportements et les efforts demandés à chacun ; il ne faut pas que prévale le sentiment que certaines catégories peuvent impunément se placer hors de la loi commune, qu'une « nomenklatura » du pouvoir se mette elle-même au-dessus des lois, se disqualifiant du même coup pour faire de l'Etat le garant efficace du respect par tous de la loi, de l'ordre et du droit.

C'est dans cette disposition d'esprit que nous devons mener la réflexion préalable au débat électoral de mars prochain. Rien ne serait plus pervers qu'un accord électoral entre deux partis, se bornant à rechercher la meilleure arithmétique de conquête de circonscriptions et renvoyant sans cesse le débat d'idées, de peur de révéler des ambitions personnelles.

Rien ne serait plus dommageable que de s'enfermer dans ce dialogue exclusif, entre deux formations politiques se stérilisant l'une l'autre, alors même que l'opportunité nous est donnée de partager notre victoire électorale attendue avec une bien plus large partie de l'opinion que celle qui nous fait – encore ? – confiance.

Admettons nos différences d'approche, mais n'en faisons pas des pommes de discorde. Accordons-nous sur l'essentiel et ouvrons-nous au débat. Et d'abord avec ceux qui tentent depuis quelques années – non sans succès électoral d'ailleurs – de traduire l'aspiration fondamentale de transparence, de justice, d'effort consenti et de progrès partagé de nos concitoyens.

Les résultats prévisibles des élections législatives donneraient à l'UDF et au RPR une large majorité en sièges, alors que ces deux formations auraient obtenu ensemble 35 % à 40 % des voix.

Serait-il judicieux, dans la crise actuelle, étant donné les efforts qui seront demandés aux Français et la nécessaire cohésion nationale, de gouverner la France en tenant à l'écart 60 % à 65 % de nos concitoyens.

C'est sans doute possible, mais ce serait dangereux, compte tenu des insatisfactions qui ne manqueraient pas d'apparaître.

C'est sans doute possible, mais ce serait pervers, du fait de la tentation naturelle à établir un Etat-parti.

Ouvrons un nouvel espace à la démocratie

L'enjeu des élections législatives de 1993, la responsabilité historique des futurs gouvernants, c'est de construire un vrai rassemblement et de refuser une majorité parlementaire, réduite aux seules formations de l'opposition parlementaire. C'est pourquoi, ouvrons le débat. Ouvrons un nouvel espace à la démocratie. Il est impératif de le faire maintenant, car personne ne pourra nous accuser de faire cela pour « sauver la mise ». Nous pouvons faire maintenant un acte de sincérité en politique, domaine où l'on s'apprête généralement si peu à en trouver. Plus tard, il sera trop tard.

N'oublions pas que, si nous ne procédons pas ainsi, nous risquons de bâtir « la victoire de tous les périls » : avec le risque, pour la majorité, de la restauration et du recroquevillement, la possibilité pour les socialistes de retrouver une virginité après deux ans de purgatoire, et ce en s'alliant avec ces forces nouvelles que nous aurions ignorées, la menace de voir François Mitterrand jouer sa partie préférée : la droite revancharde contre une gauche ressuscitée, le danger pour la France d'être tentée par toutes les aventures.

A nous de construire le rassemblement indispensable pour mener l'œuvre de redressement. A nous d'en marquer la volonté en affirmant dès maintenant une règle du jeu pour les élections de mars prochain : il n'est pas trop tard !

L'union UDF-RPR est indispensable : ayons des candidats communs partout où nous avons un député sortant ou une personnalité incontestable. Le pluralisme et l'ouverture sont nécessaires : ouvrons-nous à la diversité de candidatures là où la gauche était majoritaire, et où il n'y a pas de menace d'extrême droite, et sachons qu'au second tour nous devons nous retrouver unis derrière le candidat le mieux placé, qui ne défendra ni le socialisme – discrédité – ni l'aventurisme extrémiste du Front national, que ce candidat soit UDF, RPR, écologiste-réaliste, ou non-inscrit.

Il ne s'agit plus de tactique électorale mais de sincérité politique. Il s'agit de dépasser les égoïsmes partisans, d'être à l'écoute des volontés profondes du peuple français.

La problématique de la cohabitation n'en serait-elle pas du même coup fondamentalement renouvelée, tout comme celle de la future élection présidentielle ? Dans cette ouverture du futur espace majoritaire à des millions de Français qui se sentent aujourd'hui exclus, n'est-ce pas la nation tout entière qui y trouverait son compte ?

► **Charles Millon est président du groupe UDF de l'Assemblée nationale.**

Palestine

Forcer l'issue

par Selim Nassib

EN déportant 415 Palestiniens présumés islamistes, Ytzhak Rabin voulait faire un exemple et prouver que l'assassinat d'un militaire israélien est durement puni. Mais c'est l'exemple contraire qui a été donné. Le refus du Liban de recevoir les bannis a dressé en quelques heures un théâtre mettant en scène la tragédie originelle des Palestiniens.

Chassés de chez eux, les expulsés se sont en effet retrouvés à cheval sur la frontière, poussés par les uns, bloqués par les autres, coincés dans un « nulle part » qui est la représentation emblématique de leur situation au monde. Si l'on avait voulu imaginer une chanson de geste pour illustrer en quelques images le problème palestinien, on n'aurait pu trouver mieux. Unité de temps, unité de lieu, rien ne manque. L'approvisionnement et les soins ayant été interrompus, le suspense est assuré par le compte à rebours (combien de temps tiendront-ils ?) et, pour corser le tout, la neige et le froid se sont mis de la partie (c'est Noël). Les télévisions du monde entier se sont aussitôt penchées sur cette crèche d'un nouveau type. C'est court, c'est clair, c'est photogénique : la diffusion mondiale du feuilleton s'est imposée d'elle-même. S'il avait pu mesurer à l'avance les conséquences de sa décision, Ytzhak Rabin aurait certainement préféré s'abstenir.

Car que dit la pièce ? Qu'avant d'être un problème d'occupation, le problème palestinien est un problème d'expulsion. Les Israéliens ont toujours affirmé que les centaines de milliers de Palestiniens qui ont fui leur pays, en 1948, étaient partis de leur plein gré, encouragés par les Etats arabes voisins pressés d'en découdre avec l'Etat juif qui venait de proclamer son indépendance. Les Palestiniens ont toujours farouchement démenti cette version des faits. Sans entrer dans le détail, constatons simplement que les expulsés de 1948 se sont retrouvés dans des camps de réfugiés (au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Cisjordanie et à Gaza) et qu'ils ont toujours revendiqué leur « droit au retour ». Jusqu'en 1967, la question palestinienne c'était cela et seulement cela.

La guerre de 1967 a permis à l'armée israélienne de prendre le contrôle de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, ajoutant au problème « expulsion » le problème « occupation ». Au même moment, Yasser Arafat et son groupe (le Fatah) ont pris la direction de l'OLP. Vingt ans plus tard, en 1987, l'Intifada s'est développée sur le modèle « guerre d'Algérie » (un soulèvement contre l'occupation). Or l'OLP travaillait déjà à faire passer au second plan le problème du « retour » pour insister principalement sur la restitution des territoires occupés afin d'y créer un Etat palestinien. L'Intifada l'a encouragé dans cette voie et provoqué même une accélération du mouvement. Realpolitik oblige. En d'autres termes, Yasser Arafat et ses compagnons, ayant mesuré pendant deux décennies le rapport des forces, ont osé proclamer qu'ils ne pouvaient rien espérer de mieux qu'un *compromis historique* permettant à une petite Palestine de coexister pacifiquement à côté d'Israël.

Compromis historique

Ce choix, s'il fait l'affaire des habitants de Gaza et de Cisjordanie (représentés par leurs notables, notamment Fayçal Husseini), laisse dans un grand flou le sort des réfugiés de 1948. Dans leur majorité, ces derniers continuent pourtant de soutenir l'OLP qui les a implicitement placés devant le dilemme : « C'est ça ou rien. » Mais encore faut-il que cette ligne aboutisse à quelque chose de tangible. C'est tout l'objet de la négociation de paix qui s'est ouverte à Madrid.

Entre-temps, une nouvelle génération est arrivée sur le devant de la scène et, avec elle, les islamistes de Hamas. Pour eux, il n'est aucunement question de négociation de paix mais seulement de guerre à outrance jusqu'à la disparition de l'Etat d'Israël. Toute la question est donc de savoir si la génération des « vieux », qui sont aux affaires depuis plus de vingt ans (Arafat d'un côté, Rabin-Pérès de l'autre) arrivera ou non à concrétiser ce compromis historique. Dans l'affirmative, on peut espérer que l'accord (forcément imparfait) stabilisera une situation depuis trop longtemps explosive et débouchera (peut-être) sur une paix. Dans le cas contraire, si la ligne suivie aujourd'hui par l'OLP aboutit à un échec pur et simple, la vieille génération sera déconsidérée et la voie sera largement ouverte à la génération suivante, c'est-à-dire à Hamas. Cela promet de nouvelles et longues années d'horreurs. D'une certaine façon, des hommes comme Ytzhak Shamir ou Ariel Sharon pourraient préférer cette issue tant il leur sera facile de présenter les islamistes comme des sauvages assoiffés de vengeance avec qui il est impossible de traiter.

Dans ce contexte, l'affaire des bannis prend tout son sens. Chez tous les Palestiniens, elle a ravivé la blessure ancienne. Les hommes de Hamas sont apparus comme des héros et des martyrs, ce qui a obligé la direction de l'OLP à suspendre sa participation aux négociations de paix. Dans le camp adverse, il est devenu très difficile à Ytzhak Rabin de faire machine arrière, sous peine d'offrir aux islamistes une victoire plus éclatante encore. Il a joué de façon à ne plus pouvoir ni avancer ni reculer.

Mais le conflit israélo-palestinien a connu d'autres péripéties et de bien plus graves que celle-ci. Il suffirait au gouvernement israélien d'une semi-reculade (permettre par exemple à la Croix-Rouge internationale d'accéder au no man's land) pour faire baisser la tension et détourner progressivement l'attention de cet abcès de fixation. Parce qu'elle a réveillé les traumatismes, la crise peut aussi être l'occasion de forcer l'issue. Elle a au moins montré que le fameux compromis historique reste l'intérêt commun de toutes les parties.

► **Selim Nassib est journaliste et écrivain libanais.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

REVUES FRÉDÉRIC GAUSSEN

Vivent... les revues !

Les revues, en France, sont bien vivantes. Leur prolifération illustre la diversité de la vie intellectuelle et la curiosité actuelle pour toutes les formes de cultures. Longue vie à ces entreprises téméraires qui, sans souci de gloire ni de profit, maintiennent bien vivantes les petites flammes de la vie intellectuelle !

La France est un pays de revues. Dans son *Catalogue des revues culturelles*, l'association Ent'revues en dénombre 877, uniquement dans les domaines des sciences humaines, des arts et des idées. Certaines semblent avoir toujours existé, comme *la Revue des deux mondes*, créée en 1829. Anne Karakatsoulis, qui s'est plongée dans ses archives, analyse dans *la Revue des revues*, le secret de son influence politique et de son succès commercial. Dans le même numéro, Jacqueline Pluet-Despatin évoque les relations difficiles entre ces deux « grands » du monde des revues que furent Henri Berr, fondateur, en 1900, de la *Revue de synthèse*, et son collaborateur Lucien Febvre, qui lança l'entreprise rivale des *Annales* en 1929. Ces deux géants sont morts, mais leurs revues continuent et semblent indestructibles.

A côté de ces vénérables précurseurs, *la Revue des revues* signale la naissance de ...dix-neuf nouveaux titres. Dix-neuf nouvelles venues dans la nébuleuse des revues, qui se proposent de parler d'art ou de cinéma, de poésie ou de politique, d'égyptologie ou de littérature médiévale italienne, de cuisine ou de psychanalyse. D'autres ont des projets plus mystérieux, cachés derrière des titres enjôleurs : *l'Impossible et pourtant*, *la Dérobée*, *l'Intranquille*, *le Soigneur de gravité*, *la Revue sans qualités*...

Longue vie, donc, à ces dix-neuf audacieux – et peu importe si d'aventure, certaines ne dépassent pas le cap du numéro 1. L'essentiel d'une revue est le projet qui la porte. Les titres naissent et disparaissent, ressurgissent et se métamorphosent. Une revue ne meurt jamais tout à fait, même lorsqu'elle cesse de paraître. Elle aura laissé des traces quelque part, qui germeront ailleurs.

Diogène et Roger Caillois

Une revue est d'abord l'œuvre de son fondateur. Ainsi *Diogène*, qui fête son quarantième anniversaire, ne manque pas de rendre hommage à ce grand éveilleur d'idées que fut Roger Caillois. Jean d'Ormesson, son successeur, rappelle l'ambition ingénue de cette entreprise, née, dans les décombres de l'après-guerre, de l'universalisme de l'UNESCO et de l'humanisme de Caillois. Faire de *Diogène* le carrefour où se rencontreraient toutes les disciplines et toutes les civilisations, tel était l'objectif que Caillois avait proposé au Conseil international de la philosophie et des sciences humaines. Une revue ni savante, ni de vulgarisation, mais qui mettrait à la disposition du public cultivé le dernier état des recherches dans tous les domaines, dans un esprit d'échange et d'interdisciplinarité. *« La revue dont il parlait, se souvient d'Ormesson, était destinée aux philologues qui voudraient savoir un peu plus sur l'économie politique ou aux orientalistes fascinées par la Renaissance italienne. »*

Cet objectif encyclopédiste et mondialiste fut-il atteint ? Evidemment non. Alexandre Pajon, qui dresse le bilan de quarante ans de publication, remarque que *Diogène* a beaucoup plus parlé de sociologie, d'anthropologie, de mythes ou de religions, que d'économie, d'arts ou de psychologie, que la culture occidentale – notamment francophone – y est nettement plus présente que les autres. Les soixante-dix premiers numéros ne comportent que onze signatures indiennes, quatre soviétiques, trois arabes, trois chinoises et deux japonaises. Entre 1970 et 1978, on en relève cinq arabes, trois indiennes, quatre africaines, six japonaises, mais aucune chinoise... Comme quoi, même sous l'égide de l'UNESCO, l'interculturalisme est plus facile à proclamer qu'à pratiquer.

Malgré ces réserves, Alexandre Pajon relève que Roger Caillois aura joué un rôle précurseur en refusant, dans *Diogène*, toute forme d'hégémonie intellectuelle, que ce soit celle d'une discipline (l'économie, par exemple) ou d'une idéologie (le marxisme, l'existentialisme ou le structuralisme). Une attitude qui, en ces années de doute idéologique et épistémologique généralisé, paraît singulièrement actuelle.

Si l'unanimisme culturel de Caillois et sa conception globalisante de la science paraissent maintenant un peu datés, le thème de la pluralité des cultures est, lui, d'une forte actualité. C'est lui qui inspire la majorité des nouvelles revues qui voient le jour, comme le montre l'exemple de *Passerelles*, *« revue d'études interculturelles »*, qui a son siège à Thionville et dont le numéro 5 est consacré au *« métissage culturel »*, avec des articles sur des lieux placés sous le signe de la confrontation ethnique : Marseille, le Liban, les Antilles, le Brésil, les Etats-Unis...

Le chapelet de musées de Marseille

Ce goût des mélanges et de la bivalence se trouvait symboliquement incarné par le fondateur de la revue, Daniel Laumesfeld, poète zonard, marginal de vocation, mort d'un cancer à trente-cinq ans et qui s'est passionné pour la défense de la langue francique parlée en Moselle et au Luxembourg. *Passerelle* publie un émouvant numéro spécial consacré à ce *« braconnier »*, cet *« homme des lisières, passeur d'idées »*, linguiste et chansonnier, fou de science-fiction, routard écologiste, fils de paysan-ouvrier mosellan qui a connu le chômage, la misère et le LSD, avant de passer une thèse de sociolinguistique à la Sorbonne et d'enseigner à l'université de Metz.

« Marseille et je suis toujours en vie », notait avec émerveillement Daniel Laumersfeld dans son carnet de route, alors qu'il se savait condamné par la maladie. Marseille, ville-mosaïque, ville cosmopolite, dont Emile Temine évoque la fièvre composite dans *Passerelles*. Mais aussi ville d'art et de culture, de peinture et d'archéologie, riche en musées, auxquels la revue qui porte son nom – *Marseille* – consacre un numéro spécial. *« Où que vous soyez dans la ville, vous n'êtes jamais très loin d'un musée »*, écrit Jean-Pierre Cuzin, chef de l'inspection générale des musées. Plutôt qu'une monumentale institution centrale, Marseille s'est dotée *« d'un chapelet, d'une couronne de musées »*, qui font place aux arts et aux sciences, à l'histoire et à la marine, à la mode et au cinéma, aux civilisations africaines et océaniennes, comme aux traditions populaires.

« La Marseille des musées, écrit Jean-Pierre Cuzin, *est à part, imprévisible ; elle est un lieu d'effervescence, une terre d'interrogations, parfois d'inquiétudes. Où jaillissent les initiatives téméraires, les projets irréalistes. Qui se réalisent. »*

Une description qui suggère que les musées et les revues sont un peu de la même famille...

► ***Deuxième catalogue des revues culturelles*. Ent'revues, 25, rue de Lille, 75007 Paris, 480 p., 220 F.**

► ***La Revue des revues*, nº 14. 1992. Ent'revues. 100F.**

► ***Diogène*, nº 160. 1992. Gallimard. 54 F.**

► ***Passerelles*, nº 5. 5, rue du Manège, 57100 Thionville. 60 F.**

Hors-série : Daniel Laumesfeld. *Chemins*. Juin 1992. 60 F.

► ***Marseille*, nº 165. « Le Noailles », 62, La Canebière. 13001 Marseille. 45 F.**

ÉTRANGER

RUSSIE : une décision de M. Tchernomyrdine

Les prix des produits de première nécessité à nouveau contrôlés

Le nouveau premier ministre russe, M. Victor Tchernomyrdine, a annoncé, mardi 5 janvier, le rétablissement d'un contrôle des prix sur une série de produits alimentaires de première nécessité.

MOSCOU

de notre correspondant

Un mois après son entrée en fonctions, M. Tchernomyrdine, qui avait été contraint par le président Eltsine de garder à ses côtés l'essentiel de l'équipe de son prédécesseur Egor Gaïdar, marque ainsi sa différence et confirme son intention de réintroduire une certaine régulation du marché : *« Je suis pour la réforme, mais contre le bazar »*, avait-il déclaré au lendemain de sa nomination, une remarque qui avait sonné l'alarme parmi les réformateurs les plus « radicaux ».

La mesure annoncée concerne le pain, le lait, le sucre, le beurre, la viande, certains saucissons, les pâtes, le thé, les aliments pour enfants, et aussi la vodka. Cependant, selon les indications données par un reponsable gouvernemental, les prix des produits en question ne seront pas fixés par les autorités, mais les marges bénéficiaires des producteurs seront limitées. *« C'est une ingérence très douce et très flexible sur le marché »*, a expliqué le même responsable. Selon les explications officielles, il s'agit donc de s'opposer aux pratiques qui se sont généralisées au cours de l'année écoulée, les producteurs, bénéficiant dans de nombreux cas d'un quasi-monopole, préférant augmenter considérablement leurs prix, quitte à réduire leur production quand les acheteurs ne pouvaient plus suivre. La course au profit maximum, qui s'est accompagnée de l'émergence très rapide d'une classe de nouveaux riches affichant leur argent de manière ostentatoire, est d'ailleurs l'un des phénomènes qui ont marqué la politique de réformes menées par M. Gaïdar, et qui ont nourri par la même occasion les critiques de ses adversaires conservateurs ou « centristes ».

Un symptôme de populisme ?

Le rétablissement d'un contrôle a donc toutes chances d'être bien accueilli par la population, confrontée à une culbute permanente des prix, qui ont subi un nouveau bond après les fêtes de fin d'année. Mais il apparaît aussi forcément comme un pas en arrière, accueilli d'ailleurs comme tel par les partisans les plus déclarés du « gaïdarisme ». Le quotidien *Niezavissimaia Gazeta* y voit même un symptôme de *« populisme »* – au sens de démagogie, – dans la mesure où les prix des produits dits de luxe, comme l'automobile, la bijouterie ou les alcools étrangers ne tombent pas sous le coup des mesures de contrôle. Le quotidien rappelle que M. Gaïdar avait, lui aussi, au début de l'année 1992, brièvement régulé les prix des produits de première nécessité, avant de renoncer à une mesure qui, selon le quotidien, ne peut conduire qu'à la disparition des produits concernés des étalages des magasins et à la réapparition des *« queues »*.

Au cours d'une rencontre avec des responsables d'entreprises de Moscou, M. Tchernomyrdine a revendiqué avec fierté sa qualité d'ancien directeur, expliqué que *« la crise économique gardait son caractère dangereux »*, et décoché une nouvelle gentillesse à son prédécesseur : *« L'improvisation de la politique économique doit céder la place au bon sens et à la raison. »* Il a aussi confirmé son intention d'accorder des crédits aux entreprises (200 milliards de roubles, ce qui correspond en théorie à 480 millions de dollars, ont été débloqués dès décembre pour le secteur énergétique), mais a averti que les industriels ne devaient pas considérer ces crédits, compensés par un recouvrement plus rigoureux des impôts, comme des cadeaux sans contrepartie, et qu'eux-mêmes devraient améliorer la qualité de leur production. De leur côté, les directeurs d'entreprise ont réclamé des mesures d'aides supplémentaires, et M. Arkadi Volsky, le président de l'Union des entrepreneurs, a demandé que des crédits publics soient accordés non seulement aux entreprises d'Etat, mais aussi au secteur privé.

JAN KRAUZE

Après l'ajournement des négociations de Genève

Le chef des forces serbes de Bosnie refuse de retirer ses armes lourdes

Au lendemain de l'ajournement des négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, M. Cyrus Vance, coprésident (au nom de l'ONU) de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, s'est rendu, mardi 5 janvier, à Belgrade pour y rencontrer le président serbe, M. Slobodan Milosevic. A Genève, Serbes de Bosnie et Musulmans avaient émis de fortes réserves sur les propositions internationales de paix, que les Croates ont acceptées (*le Monde* du 6 janvier).

Pour sa part, le chef des forces serbes de Bosnie-Herzégovine, le général Ratko Mladic, a déclaré mardi soir à la télévision de Belgrade qu'il était *« hors de question »* pour les Serbes de retirer leurs armes lourdes de Sarajevo et des autres régions, ainsi que le prévoit le volet militaire du plan de paix proposé à Genève par les coprésidents de la conférence sur l'ex-Yougoslavie, M. Vance et Lord Owen (pour la CEE). *« Il n'est pas question pour nous de retirer nos armes lourdes »*, a assuré le général Mladic, ajoutant que son armée devait *« défendre le peuple serbe par tous les moyens disponibles si les parties adverses ne veulent pas la paix »*.

Le leader des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, a quant à lui déclaré que les Serbes *« refusent »* une Bosnie-Herzégovine en tant qu'Etat un et indivisible, *« comme le souhaitent les Musulmans »*. *« Nous ne demandons pas encore notre pleine indépendance »*, a ajouté M. Karadzic, estimant toutefois qu' *« un Etat dans l'Etat est possible »*. *« Nous n'accepterons rien moins qu'un Etat à nous »*, a-t-il affirmé.

Cependant, l'activité diplomatique autour de la Bosnie-Herzégovine s'est poursuivie à New-York où, selon des sources diplomatiques, la France a émis le souhait qu'un projet de résolution de l'ONU prévoyant des mesures militaires pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie soit *« prêt avant la fin de la semaine »*.

Pressions supplémentaires

L'intention manifeste des Français est qu'un projet de texte soit sur la table du Conseil avant la reprise des négociations de Genève, prévue à partir de dimanche 10 janvier. La résolution serait alors prête à être adoptée et constituerait un moyen de pression supplémentaire sur les parties en conflit. Américains, Russes, Français, Britanniques et Espagnols se sont consultés sur les termes d'un projet de résolution qui serait ensuite soumis aux dix autres membres du Conseil de sécurité. Les diplomates russes se sont montrés *« prudents, mais pas fermés »* pendant ces discussions, selon des participants.

De son côté, M. George Bush a déclaré que les Etats-Unis *« réexaminent constamment leurs options »* à propos de l'ex-Yougoslavie et n'excluent pas l'utilisation de la force contre les Serbes. *« Notre évaluation de la situation en Yougoslavie pourrait bien changer en même temps que la situation change »*, a dit le président américain dans un discours à l'Ecole militaire de West- Point.

« Il y a d'importants intérêts humanitaires et stratégiques en jeu, mais jusqu'à maintenant il n'a pas été clair que la mise en œuvre de moyens de force limités » par les Etats-Unis et leurs alliés *« pourrait avoir l'effet désiré, étant donnée la complexité de la situation »*. Toutefois, a ajouté M. Bush, les enjeux pourraient prendre de l'importance et le conflit pourrait s'étendre. L'administration américaine *« consulte activement »* ses alliés pour déterminer s'il faut arrêter les combats, protéger les opérations humanitaires et *« priver les Serbes des fruits de l'agression »*.

Sur le terrain, le froid est apparu, ces derniers jours, comme la principale cause de mortalité, tant à Sarajevo – privée d'eau et d'électricité depuis plusieurs semaines – que dans d'autres localités de Bosnie. Cette situation a amené le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) à réévaluer ses priorités et à privilégier désormais l'envoi de bois, de charbon et de sacs de couchage. – *(AFP, AP, Reuter.)*

□ **M. Chevènement est prêt à se rendre à Sarajevo.** – M. Jean-Pierre Chevènement a adressé à M. Bernard Kouchner une lettre, rendue publique mardi 5 janvier, dans laquelle il se déclare prêt à se rendre *« à Sarajevo, mais, aussi, dans les zones serbes et croates pour éclairer* [son] *opinion, car un député n'est pas un planton »*. Le ministre de la santé et de l'action humanitaire avait annoncé, le 20 décembre dernier, que la France organiserait, à partir du début janvier, un *« tour de garde »* international à Sarajevo, pour *« attirer l'attention du monde »*. *« J'attends du gouvernement de la France qu'il précise les objectifs politiques de l'action qu'il conduit en Yougoslavie »*, écrit le député du Territoire de Belfort, en demandant une réunion du Parlement en session extraordinaire *« avant qu'une intervention militaire ne soit décidée ou rendue irréversible »*.

Sommet russo-ukrainien à la mi-janvier à propos de l'application du traité START 2

Les présidents Eltsine et Kravtchouk ont prévu de se rencontrer à la mi-janvier, a-t-on indiqué mardi 5 janvier à Kiev, après le report d'un sommet russo-ukrainien, fin décembre, puis l'appel à des consultations *« urgentes »* lancé à Kiev au moment de la signature à Moscou de l'accord START 2.

M. Léonide Kravtchouk a déclaré qu'il entendait discuter du désarmement nucléaire, en saluant le dernier accord russo-américain, mais en rappelant qu'il attendait des compensations pour l'application de l'accord précédent, START 1. Dans une interview aux *Izvestia*, il a précisé que le Parlement ukrainien finira certainement par ratifier START 2, mais que Mocou et Kiev *« doivent déterminer une fois pour toutes »* les modalités de la maintenance des cent trente *« complexes de missiles »* situés en Ukraine, en fixant le calendrier et les conditions de leur transfert en Russie, et en déterminant les compensations dues notamment pour la matière fissile de ces armes, *« achetée cher à la Russie »* par l'Ukraine.

Le vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Grigory Berdennikov, a indiqué, mardi, que la Russie était prête à discuter de l'octroi de telles compensations.

M. Berdennikov a en outre souligné que la Russie *« n'avait pas d'autre choix »* que de renoncer à ses missiles SS-18, comme prévu par START 2, dans la mesure où ceux-ci – les plus puissants et déstabilisants de la panoplie, – sont fabriqués en Ukraine. Leur maintien aurait exigé *« des dépenses extravagantes, soit pour les importer, soit pour construire de nouvelles usines en Russie »*, a-t-il précisé, à l'adresse notamment des conservateurs du Parlement russe. Son président, Rouslan Khasboulatov, a déclaré mardi que START 2 serait ratifié *« seulement après de longs débats, car il contient des points litigieux »*. – *(AFP, UPI, AP.)*

GÉORGIE : les combats en Abkhazie

M. Chevardnadze demande l'aide de l'ONU

La guerre qui oppose depuis la mi-août les forces géorgiennes aux séparatistes abkhazes sur la mer Noire s'est intensifiée cette semaine, et le chef de l'Etat géorgien, M. Edouard Chevardnadze, a officiellement demandé, mardi 5 janvier, l'envoi *« d'urgence d'une force de maintien de la paix de l'ONU »*.

Alors que les Géorgiens parlent depuis des mois de lancer une *« offensive »* finale contre les forces abkhazes, il apparaît que non seulement celles-ci tiennent toujours leur fief de Goudaouta dans le nord et un autre front au sud, mais qu'elles sont encore capables de lancer des offensives contre Soukhoumi, capitale de la République autonome investie par les chars géorgiens en août. *L'« offensive »* abkhaze a certes été repoussée, mais les duels d'artillerie ont repris, faisant des dizaines de morts dans les villages et les villes de Soukhoumi (à moitié désertée) et Goudaouta.

Tbilissi accuse l'armée russe – présente des deux côtés – de soutenir les « séparatistes » abkhazes (aidés surtout par des volontaires, ethniquement apparentés, venus du nord du Caucase, sous juridiction russe). M. Chevardnadze, dans une lettre adressée à M. Boutros-Ghali, demande ainsi que l'ONU *« révise sa position »* pour recommander la *« neutralité des voisins »* de la Géorgie dans ce conflit. Une délégation de l'ONU avait préconisé en automne des négociations *« sans conditions préalables »* des deux parties. Les « revers » de Tbilissi s'expliquent aussi par la situation toujours chaotique qui règne en Géorgie, où les milices apparues à la faveur de la guerre civile de 1991-1992 n'ont pas cédé la place à une armée nationale.

ROUMANIE : trois mois après les élections

Le gouvernement veut renforcer le rôle de l'Etat dans la transition économique

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, doit se rendre, lundi 11 janvier, à Bucarest pour participer à la réunion de la commission franco-roumaine, a annoncé, mardi, le Quai d'Orsay. Il sera le premier responsable occidental à se rendre en Roumanie depuis les élections d'octobre 1992.

BUCAREST

de notre correspondant

Malgré de longues négociations post-électorales, le président Ion Iliescu n'a pas réussi à entraîner l'opposition dans ce qu'elle considérait comme « le piège » du gouvernement : M. Iliescu et son parti ont gagné les élections sur un programme démagogique. Qu'ils gouvernent !, a estimé en substance l'opposition, qui compte engranger les mécontents. Pour le troisième gouvernement de la Roumanie post-communiste, dirigé par M. Nicolae Vacaroiu, le parti de M. Iliescu, le Front démocratique de salut national (FDSN), arrivé en tête aux élections parlementaires de septembre-octobre avec seulement 23 % des voix, a donc dû se résigner à assumer seul la responsabilité du pouvoir, alors que le pays s'enfonce toujours dans la crise.

Le chômage touche près d'un million de personnes (9 % de la population active), la production industrielle est en chute libre (– 23 %), le produit intérieur brut ne représente plus que la moitié de ce qu'il était lors de la dernière année du règne de Nicolae Ceausescu, en 1989.

Pour éviter de trop s'exposer, M. Iliescu a une seconde fois choisi comme premier ministre un quasi-inconnu, *« un indépendant et technicien »* de l'économie, M. Nicolae Vacaroiu, rétrogradé en octobre 1990 de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux finances par M. Petre Roman, alors premier ministre, pour s'être opposé à une libération brutale des prix. Plus de la moitié des ministres sont aussi des technocrates sans parti proposés par le FDSN.

Concilier l'inconciliable

Dix des vingt-deux membres du cabinet appartiennent à cette formation, dont quelques personnalités controversées, comme le ministre de la santé, M. Iulian Mincu, un ex-médecin de Nicolae Ceausescu qui a rédigé un ouvrage de base sur l'absurde *« programme d'alimentation scientifique »*, imposé par l'ex-dictateur ; le ministre de l'éducation, M. Liviu Maior, ex-chef du département « d'histoire moderne » (du Parti communiste) à Cluj, est issu du mouvement ultra-nationaliste Vatra Romanesca et de son bras politique, le Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR). Ses déclarations contre l'enseignement dans des langues séparées inquiètent la minorité hongroise. La présence d'un militaire à la tête du ministère de l'intérieur, le général George Danescu, est également contestée.

Au Parlement, le gouvernement a été investi essentiellement grâce aux voix du « bloc de gauche », qui demandait le ralentissement des réformes : le FDSN, le parti nationaliste PUNR et les partis « nationaux-communistes », Grande Roumanie et Socialistes du travail. Aucun n'a exigé de portefeuilles. Quelques députés de l'opposition « de droite », craignant sans doute des élections anticipées, ont aussi apporté leurs suffrages.

Le nouveau premier ministre a aussitôt garanti que les réformes seraient poursuivies, tout en promettant que leur coût social serait réduit. Tout en affirmant vouloir respecter l'orthodoxie monétaire imposée par son prédécesseur, l'austère Theodor Stolojan, M. Vacaroiu parle en effet *« de relance de l'économie »* et de mise en œuvre d'un *« programme anticrise »* promis par M. Iliescu.

Partisan d'une *« économie sociale de marché »*, M. Vacaroiu, aussitôt accusé de *« dirigisme »*, veut renforcer le rôle de l'Etat dans la transition, privatiser rapidement le commerce et le tourisme, encourager les investissements étrangers, mais aussi garantir *« un rapport contrôlé »* entre les prix et les salaires. Les premières mesures du gouvernement illustrent cette politique : la suppression de subventions d'Etat sur les produits de base, prévue fin janvier, a été renvoyée au 1er mai, *« avec des mesures de protection sociale appropriées »* ; les taux d'intérêt ont été réduits de 10 %, bien que l'inflation ne soit pas sous contrôle.

Comme le souligne le président des Jeunes libéraux, M. Dinu Patriciu, le nouveau gouvernement se trouve dans une situation délicate : *« Ou il ne respecte pas le programme du FDSN, ou il le respecte et va à la faillite. Et dans les deux cas, l'électorat sera mécontent. »*

M. Vacaroiu tente donc de naviguer entre les inconciliables et semble s'être résigné à accroître la dette extérieure du pays encore faible, bien qu'en augmentation rapide (3,8 milliards de dollars en 1992 contre 200 millions en 1989). Le choix des quatre ministres d'Etat illustre cette stratégie : le garant de la continuation des réformes libérales, M. Misu Negrotiu, président du conseil de coordination des réformes économiques ; le promoteur de la composante « sociale », le ministre du travail et de la protection sociale, M. Dan Mircea Popescu ; celui qui est chargé de concilier les deux, le ministre des finances, M. Florin Georgescu, et enfin le ministre des affaires étrangères, M. Teodor Melescanu, qui *« doit défendre l'image du gouvernement à l'étranger »* pour assurer l'obtention de crédits internationaux.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

EUROPE

Grande-Bretagne : Winston Churchill pouvait-il faire la paix avec Hitler en 1941 ?

Selon une nouvelle biographie qui suscite la polémique outre-Manche, le Lion de Chartwell aurait pu abréger la seconde guerre mondiale

LONDRES
de notre correspondant

Cela devait bien arriver un jour : le culte qui entoure Churchill depuis son retour au pouvoir, en 1940, et davantage encore depuis sa mort, en 1965, n'avait subi jusqu'à maintenant aucune désacralisation. Dans la mythologie nationale britannique, l'image de celui qui incarne la résistance du « monde libre » face à l'Allemagne nazie, est intacte. Il suffit, pour s'en convaincre, de mesurer l'importance que revêt l' « industrie » touristique et littéraire constituée autour du souvenir du « grand homme », dont l'une des manifestations est sans doute le nombre des visiteurs qui se pressent chaque week-end à Chartwell, la ravissante propriété que possédait Churchill, dans le Kent.

La vivacité de la polémique née autour d'une biographie « révisionniste » de Winston Churchill est donc à la mesure de l'aura dont bénéficie le personnage. Parlementaires conservateurs et historiens « orthodoxes » ont fait front pour réfuter la thèse de l'auteur iconoclaste, John Charmley (1) et de son principal défenseur, M. Alan Clark, ancien secrétaire d'Etat à la défense et historien : selon ces derniers, Churchill n'a pas voulu saisir différentes occasions de faire la paix avec Hitler, choisissant ainsi délibérément de prolonger la seconde guerre mondiale. Ce faisant, il aurait entraîné la Grande-Bretagne vers la perte de son indépendance économique, de sa prospérité et de son empire, la précipitant dans une alliance étroite et contraignante avec les Etats-Unis, transformant ainsi son « ordre social » en semant les germes d'une victoire du Parti travailliste lors des élections de juillet 1945...

Lourde accusation, qui n'aurait sans doute pas provoqué tant de remous si le docteur Charmley, professeur à l'université de l'East Anglia (région au nord-est de Londres), ainsi qu'à Fulton (2), dans le Missouri, n'était un spécialiste reconnu de Churchill. Agé de trente-sept ans, il se définit comme le représentant, voire le porte-parole, d'une génération d'historiens nés après la guerre et donc capables de poser un regard « clinique » sur le rôle historique de l'ancien premier ministre. Habitué des polémiques et des déclarations fracassantes, Alan Clark a affirmé dans le *Times* : *« La guerre s'est prolongée bien trop longtemps et, quand la Grande-Bretagne a émergé, le pays était fichu. Rien ne restait de ses possessions outre-mer. Sans les emprunts considérables (...) auprès des Etats-Unis, nous aurions été affamés. Le vieil ordre social avait disparu pour toujours. L'empire était irrémédiablement endommagé. Les pays du Commonwealth avaient vu leur confiance trahie et leurs soldats gaspillés... »*

Sans se montrer aussi sévère, le docteur Charmley estime qu'en refusant de répondre aux propositions de paix de Hitler, Churchill a gagné sa gloire de chef de guerre au prix de la cause à laquelle il avait dédié sa vie : la permanence de la puissance de la Grande-Bretagne et de son empire. *« Ce qu'il aurait fallu*, estime-t-il, *c'était une meilleure diplomatie. L'obsession de Churchill à propos de Hitler était une grave erreur. Ce qu'il aurait dû faire après l'invasion de la Russie était de signifier à l'Allemagne que le principal obstacle à la paix était Hitler lui-même. »*

Selon l'historien, en juillet 1940, avant la bataille d'Angleterre, et surtout en juin 1941, lorsque Hitler s'apprêtait à lancer plus de trois millions de soldats contre les armées de Staline lors de l'opération « Barbarossa », Churchill aurait pu faire la paix. A cette époque, Mussolini avait été battu en Afrique du Nord, et le maître du Troisième Reich cherchait un moyen de rétablir de bonnes relations avec Londres. Churchill, explique-t-il, aurait dû laisser les deux puissances « totalitaires » (l'Allemagne nazie et la Russie stalinienne) se détruire mutuellement.

Une hypothèse « absurde »

Que l'anéantissement de Hitler fût l'idée fixe, la raison d'être du combat de l'ancien premier ministre, bien des ouvrages, et notamment la remarquable biographie de William Manchester (3), en témoignent. Mais, selon la plupart des historiens britanniques, c'est précisément parce que cette « obsession » de Churchill était associée à une vision historique et à la nécessité, pour la paix future de l'Europe, de détruire la machine de guerre allemande, que la seconde guerre mondiale s'est prolongée jusqu'en 1945, avec la défaite totale de l'armée allemande. La plupart des spécialistes relèvent, d'autre part, que Churchill est arrivé au pouvoir notamment parce que l'opinion britannique était lassée et humiliée par la politique d'apaisement de Neville Chamberlain, premier ministre de 1937 à 1940 et signataire des accords de Munich. Chamberlain, qui incarnait alors un sentiment largement majoritaire dans les milieux dirigeants de l'époque, avait refusé de voir les menaces pour l'Europe tout entière qu'annonçaient le réarmement allemand, puis l'annexion successive de la Rhénanie, de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

L'opinion du Parlement était telle en 1940, estiment les historiens, que jamais Churchill n'aurait pu faire accepter une paix avec Hitler. *« L'Allemagne contrôlait l'essentiel de l'Europe, de la Norvège jusqu'à la côte espagnole*, estime M. Correlli Barnett, conservateur du Musée Churchill. *Quelle sorte de paix pensez-vous que Hitler aurait trouvée acceptable ? Il est absurde de penser qu'il y avait* [en Allemagne] *un groupe suffisamment puissant pour se débarrasser de lui. » « Aucune paix ou pacte avec Hitler*, souligne pour sa part M. Norman Stone, professeur d'histoire moderne à Oxford, *n'aurait duré longtemps. Et une Allemagne nazie, contrôlant les ressources de la Russie et alliée avec le Japon, aurait battu à plates coutures l'Empire britannique. »*

La polémique n'est évidemment pas près de s'éteindre, mais il est peu probable que la thèse défendue par John Charmley – qui revient, exercice toujours aléatoire, à réécrire l'histoire – puisse s'imposer. S'il est sain que le « mythe Churchill » perde un peu de sa superbe, qu'il soit disséqué et critiqué, c'est-à-dire mieux compris, les Britanniques – mais pas seulement eux – ne renonceront pas facilement à leur admiration et à leur gratitude envers le Lion de Chartwell.

LAURENT ZECCHINI

(1) *Churchill, the End of Glory*, de John Charmley, éditions Holder and Stoughton.

(2) Ville où Churchill prononça, le 5 mars 1946, un discours qui marqua le début de la guerre froide

(3) *Winston Churchill*, tome 1 *Rêves de gloire, 1874-1932*, tome 2 *l'Épreuve de la solitude, 1932-1940*, de William Manchester, éditions Robert Laffont.

□ **ROYAUME-UNI : les autorités de Guernesey ont aidé les nazis à déporter des juifs.** – La participation des autorités de l'île anglo-normande de Guernesey à la déportation par l'occupant nazi de cinq femmes juives – dont trois sont mortes dans les chambres à gaz d'Auschwitz – a été confirmée, mardi 5 janvier, lors de l'ouverture d'archives de guerre par le gouvernement de l'île. Ces archives avaient déjà montré que la population des îles anglo-normandes avaient souvent collaboré avec les nazis (*le Monde* du 2 janvier). Les documents fournissent les preuves d'une étroite coopération de la police, de l'Eglise anglicane et des responsables locaux avec l'autorité allemande. Le bailli de Guernesey, Victor Carey, a notamment pris une série de décrets antisémites et a ordonné à la police, en mars 1941, de ficher tous les résidents juifs de l'île. Un an plus tard, à l'aide des informations policières communiquées, les Allemands déportaient cinq femmes. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : des radars et des systèmes de détection à infrarouge pourraient être installés sur les frontières orientales.** – Un porte-parole du ministre allemand de l'intérieur, M. Rudolf Seiters, confirmant une information parue le même jour dans le quotidien *Bild*, a indiqué, samedi 2 janvier, que M. Seiters envisage de faire installer des radars et des systèmes de détection électroniques à l'infrarouge sur les frontières orientales du pays, afin d'interdire l'infiltration clandestine d'immigrants. M. Seiters, qui avait déjà proposé en vain de déployer des militaires le long des frontières avec la Pologne et la République tchèque, a l'intention d'emprunter ces appareils modernes à l'armée. – *(AFP.)*

□ **FINLANDE : la plupart des demandeurs d'asile roumains devraient être expulsés.** – La Finlande expulsera la plupart des demandeurs d'asile roumains, a indiqué M. Risto Veijalainen, responsable de l'office d'immigration, dans un entretien publié mardi 5 janvier par le quotidien *Helsingin Sanomat*. *« Nous considérons que la Roumanie est un pays démocratique et sûr, où les gens ne sont plus persécutés. Une demande d'asile ne peut pas être utilisée comme une candidature à l'immigration »*, a-t-il ajouté. Au cours des trois dernières années, six cent soixante-dix Roumains ont demandé l'asile. Un seul d'entre eux l'a obtenu . Près d'une centaine se sont vu accorder un permis de séjour. – *(AFP.)*

□ **ITALIE : suicide d'un géomètre dans le cadre de l'enquête sur la corruption à Milan.** – Un géomètre de quarante-cinq ans, impliqué dans l'enquête sur la corruption dans la région milanaise, s'est suicidé par asphyxie à Pavie (Lombardie), a indiqué, mardi 5 janvier, la police italienne. Roberto Spallarossa était responsable des services techniques de la polyclinique San Paolo de Pavie, sur la gestion de laquelle les magistrats enquêtent actuellement. Bien qu'il n'ait personnellement fait l'objet d'aucune mesure judiciaire, il avait confié à un ami que la crainte d'être impliqué directement lui était insupportable. Plusieurs suicides analogues ont déjà eu lieu. – *(AFP.)*

□ **SLOVAQUIE : limogeages dans la presse.** – Le rédacteur en chef et le directeur de *Smena*, principal journal gouvernemental de Slovaquie, ont été limogés lundi 4 janvier, officiellement pour mauvais résultats financiers de leur publication. Le premier ministre, M. Vladimir Meciar, accusé d'autoritarisme à l'égard des médias, a par ailleurs annoncé, mardi, à Trencin, devant le commandement militaire de la région, que la Slovaquie va *« produire des armes modernes qui se vendront »* et *« construire une armée très forte, mais non offensive »*, car *« certains représentants du gouvernement hongrois notamment »* risquent de remettre en cause les frontières slovaques. – *(Reuter, AFP.)*

AMÉRIQUES

Colombie : l'insaisissable Pablo Escobar

La chasse à l'homme menée contre le numéro un du cartel de Medellin dégénère en une guerre sans merci entre policiers et trafiquants

BOGOTA

de notre envoyé spécial

« Nous sommes pratiquement sur ses talons... » A en croire le général Bermudez, les militaires de la 4e brigade de Medellin et les unités spéciales de la police qui font la chasse à Pablo Escobar depuis son évasion spectaculaire de la prison d'Envigado, le 22 juillet 1992, sont sur le point de capturer le « narco » le plus célèbre de Colombie. Le général, commandant en chef des forces militaires, nuance pourtant son optimisme : *« Le cartel*, dit-il, *dispose encore d'un solide appareil et il peut monter des opérations très dangereuses. »*

Preuve évidente de cette capacité offensive, neuf voitures piégées, bourrées chacune de 100 à 200 kilos de dynamite, ont été désactivées *in extremis* ces dix derniers jours dans la seule capitale de l'Antioquia. Soixante-dix policiers ont été assassinés dans la ville depuis la mort, à la fin octobre, de Munoz Mosquiera, alias Tyson, l'un des principaux lieutenants du parrain. Tirés comme des lapins par des tueurs à gage circulant à moto, selon la tactique traditionnelle des *sicarios* de Medellin. Plus d'un par jour en moyenne, et en représailles à l'opération de police contre Tyson, criblé de balles dans son repaire. *« Tyson a été vendu par un collègue*, dit un colonel. *Depuis son exécution, le nombre de dénonciations anonymes a doublé. »*

Une dizaine de voitures piégées ont explosé en décembre, faisant des dizaines de victimes, pour la plupart des civils, étrangers à cette vendetta sauvage. Le rythme des massacres est aussi en hausse dans les quartiers du nord-est et du nord-ouest de la ville, où les milices populaires ont renforcé leurs effectifs. *« Non seulement les milices populaires*, dit le général Bermudez, *mais aussi les hommes de l'ELN* (Armée de libération nationale, procastriste) *participent à cette lutte aux côté des narcos. »*

Collusion entre guérilleros et tueurs

Cette thèse de la collaboration active entre les guérilleros de la Coordination Simon Bolivar (regroupant les trois mouvements de guérilla du pays) et les tueurs des cartels, soumis à la pression conjuguée du gouvernement colombien et de la DEA (l'agence américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue), est défendue avec conviction dans les milieux dirigeants. Le président Gaviria, qui a décrété l'état d'urgence pour quatre-vingt-dix jours fin novembre, l'a de nouveau évoquée avec fermeté dans son message de fin d'année.

« Les guérilleros, affirme de son côté le général Bedoya, commandant de la 2 division basée à Bucaramanga (Santander) et dont les unités ont capturé Francisco Galan, numéro trois de l'ELN, *n'ont plus aucune idéologie. Ce sont des mercenaires, des voleurs de grands chemins, de vulgaires terroristes. Les millions de dollars accumulés par les enlèvements et les extorsions leur permettent de se procurer un armement très sophistiqué. Mais ils refusent le combat direct avec l'armée. »* Il ajoute : *« La population maintenant collabore de plus en plus avec les forces de l'ordre. »*

Il semble acquis en effet que Francisco Galan a été, lui aussi, trahi par un intime, alléché par la prime. Trahi aussi Umberto Ruiz, dirigeant d'une modeste fraction encore combattante de l'EPL (Armée populaire de libéraiton, prochinoise) capturé le 1er janvier à Cartagène. La prime, dans son cas, était seulement de 70 000 dollars. Vendu encore, selon toute vraisemblance, par ses proches, la semaine dernière, John Jairo Posada, alias le Titi, un autre lieutenant de Pablo Escobar, qualifié par la police de *« principal responsable militaire du cartel de Medellin »*. C'était déjà le titre de Tyson.

La délation est officiellement encouragée par des spots à la télévision. Plusieurs millions de dollars pour Escobar, à peine moins pour Maruanda, chef militaire des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), et le curé espagnol Manuel Perez, le patron de l'Armée de libération nationale, solidement installée dans le nord-est colombien (Santander du nord et du sud, Arauca, Casanare, Cesar).

Dialogue de sourds

Les principaux dirigeants de la Coordination Simon Bolivar affirment de leur côté *« être toujours disposés à une solution politique du conflit »*. Tout contact a été rompu avec le gouvernement, qui répète que *« la reprise du dialogue de paix est totalement exclue dans les circonstances actuelles »*. En réponse à une lettre des intellectuels colombiens, signée en particulier par l'écrivain Gabriel Garcia Marquez et leur demandant de mettre fin à une lutte *« maintenant sans objet »*, ils rejettent tous la responsabilité de la poursuite d'une guerre *« qualifiée de totale par les autorités »*. Ils affirment également *« condamner et rejeter le trafic de drogue »* mais restent silencieux sur les sabotages systématiques des installations industrielles et pétrolières et sur la politique de chantage et d'extorsion qui leur est reprochée. Dialogue de sourds et impasse.

Qu'on en finisse une bonne fois avec les narcos et la guérilla !. Tel semble bien être le vœu largement partagé de la population à l'aube de 1993 alors que l'organisation America's Watch affirme que la Colombie détient déjà le *« taux de criminalité le plus élevé de la planète »*. Et le plus fort taux d'impunité, pourrait-on ajouter. Des généraux, des ministres sont, sans conséquence grave apparente, publiquement accusés de complaisance ou de complicité avec les cartels, notamment celui de Cali. *« Les meurtres de trois candidats à la présidence, d'un directeur de journal, de plusieurs ministres, de magistrats et de dirigeants politiques restent impunis à ce jour »*, constate Me Vasquez Carrizosa, président de la Commission des droits de l'homme de Colombie.

Selon un sondage récent, 80 % des Colombiens estiment que les forces armées sont maintenant capables de mettre fin à une guérilla vieille de quatre décennies. En revanche, le mythe de Pablo Escobar semble intact. Son évasion qui a ridiculisé le gouvernement, les coups meurtriers portés par son organisation depuis octobre et les réseaux de complicité au plus haut niveau récemment mis en évidence, ont renforcé son image d'« homme fort ». La police affirme avoir réalisé plusieurs centaines de rafles depuis trois mois.

« Protégé par une milice surarmée

Des mercenaires nord-américains et israéliens se sont précipités en Colombie pour participer à la chasse à l'homme et toucher les primes offertes aussi par les familles des narcos adversaires d'Escobar. Des équipes spéciales de la DEA sont sur place avec les moyens les plus modernes. En vain jusqu'à présent. *« La police sait très bien où il se trouve*, affirme un diplomate. *Mais il est protégé par une milice d'au moins 200 hommes surarmés. Lancer un assaut serait un massacre. »*

Pour les habitants de Medellin, Pablo Escobar est capable de toutes les audaces. Une vingtaine d'hommes d'affaires de la ville qui rentraient l'autre nuit par le dernier avion venant de Bogota ont été interceptés sur la route par un barrage d'hommes armés, courtois mais résolus. Ils cherchaient un policier, l'ont trouvé et l'ont abattu sur place. La barrage, jurent les businessmen avec ensemble, était dirigé par Pablo Escobar en personne. Il se serait même entretenu aimablement avec plusieurs d'entre eux qu'il connaissait. L'armée et le gouvernement ont démenti cette version, qualifiée d'*« hallucination »*. La population, elle, n'a aucun doute...

MARCEL NIEDERGANG

PÉROU

Le ministre de l'économie a démissionné du gouvernement de M. Fujimori

LIMA

de notre correspondante

La démission du ministre de l'économie et des finances Carlos Bolona, – *« ministre préféré »* du président Fujimori, selon les termes de ce dernier – puis l'annonce par le général Alberto Arciniegas qu'il se réfugiait à l'ambassade d'Argentine pour y demander l'asile politique ont provoqué un mini-séisme dans l'opinion publique, mardi 4 janvier, à Lima. Les purges de la semaine dernière (*le Monde* du 4 janvier) au sein de l'armée et du ministère des affaires étrangères avaient déjà suscité un sérieux mécontentement dans ces institutions.

Technocrate lié au monde de la finance internationale, M. Bolona, en poste depuis deux ans, n'avait pas eu de mal à faire adopter les mesures préconisées par le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement : programme d'austérité, ouverture des marchés et restructuration du secteur public. L'application dogmatique de ce programme économique, dont les laissés-pour-compte et les classes moyennes ont été les principales victimes sur le plan social, avait néanmoins permis de ramener l'inflation à un taux de 56,7 % en 1992 (contre près de 8 000 % en 1990), au prix d'une grave récession.

« D'importantes divergences »

Le putsch du 5 avril dernier du président Fujimori a mis ce programme en péril, une grande partie de l'aide extérieure ayant été suspendue. Quinze jours avant sa démission, acceptée par le chef de l'Etat, M. Bolona avait annoncé qu'il espérait liquider ses arriérés avec la Banque mondiale, puis obtenir un nouveau crédit du Japon et des Etats-Unis pour se mettre à jour avec le FMI, avant d'entamer des négociations avec le Club de Paris et les banques commerciales. M. Bolona s'est contenté d'évoquer *« d'importantes divergences de vue »* avec M. Fujimori pour expliquer sa décision.

Le général à la retraite Arcinegas avait, quant à lui, publiquement critiqué la nomination du général Nicolas de Bari au poste de commandant en chef de l'armée, alors qu'il a dépassé la limite d'âge. Le conseil de guerre avait décidé de poursuivre cet officier pour *« outrage à la nation »*, quelques heures avant qu'il ne décide de se réfugier à l'ambassade d'Argentine, estimant que ses jours étaient en danger.

NICOLE BONNET

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

La censure de la presse va être renforcée

Les autorités algériennes ont annoncé, mardi 5 janvier, que la censure sur les informations relatives à la sécurité serait renforcée. *« Nous allons, à notre corps défendant, prendre des mesures réglementaires pour que seuls les services compétents puissent donner l'information sur tout ce qui a trait à la question sécuritaire »*, a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Messaoud Ait Challal. Il a précisé que les informations à ce sujet *« seront très prochainement soumises à un embargo et ne seront pas diffusables sans l'imprimatur des services compétents »*. Au même moment, six journalistes du quotidien indépendant *El Watan* – suspendu depuis la fin de la semaine dernière pour avoir annoncé *« prématurément »* l'assassinat de cinq gendarmes (*le Monde* du 6 janvier), – étaient présentés au parquet. Ils ont été placés sous mandat de dépôt à l'issue de leur audition par le juge d'instruction.

Par ailleurs, selon un communiqué du ministère délégué à la sécurité publique, trois civils armés et un gendarme ont été tués lundi lors d'un accrochage avec les gendarmes dans la région de Aïn-Defla, à 160 kilomètres à l'ouest d'Alger. – *(AFP, Reuter.)*

ALLEMAGNE

Le président du tribunal qui juge M. Erich Honecker a été récusé

La cour d'appel de Berlin a fait droit, mardi 5 janvier, à une requête en suspicion légitime déposée par les défenseurs de M. Erich Honecker contre le président du tribunal, M. Hansgeorg Brautigam. Cette récusation, motivée par un incident mineur de procédure, constitue une importante victoire pour les défenseurs de l'ancien chef de l'Etat est-allemand. Ces derniers accusaient M. Brautigam de fermeté et de partialité excessives, notamment en rejetant systématiquement les demandes d'arrêt du procès déposées par la défense en raison du mauvais état de santé de leur client. M. Erich Honecker, quatre-vingts ans, est atteint d'un cancer du foie, qui, selon les médecins commis par le tribunal, ne lui laisserait plus que trois à six mois à vivre. A la reprise des audiences, jeudi 7 décembre, M. Brautigam sera remplacé par son assesseur, M. Hans Boss. La poursuite du procès de M. Honecker et de ses coaccusés, à qui l'on reproche les tirs sur les fugitifs à la fontière interallemande, suscite un malaise grandissant en Allemagne, en raison de son incapacité à aborder, quatre mois après son ouverture, le fond du dossier. – *(AFP.)*

Plus de 438 000 demandeurs d'asile en 1992

L'Allemagne a enregistré un nombre record de demandeurs d'asile en 1992, avec plus de 438 000 demandes, soit 71,1 % de personnes de plus qu'en 1991, a annoncé mardi 5 janvier, à Bonn, le ministre allemand de l'intérieur, M. Rudolf Seiters. L'Allemagne a ainsi accueilli 60 % de toutes les personnes qui ont demandé l'an dernier l'asile à l'intérieur d'un pays de la CEE. Le ministre a ajouté que 122 666 des personnes qui ont demandé l'asile en 1992 sont originaires de l'ex-Yougoslavie, 103 787 de Roumanie, 31 540 de Bulgarie et 28 327 de Turquie. *« L'objectif de la réforme du droit d'asile devrait être de réduire fortement le nombre de demandeurs d'asile en 1993 »*, a-t-il déclaré. – *(AFP.)*

EGYPTE

Coups de feu contre deux cars de touristes en haute Egypte

Des coups de feu, qui n'ont pas fait de victimes, ont été tirés, vraisemblablement par des intégristes musulmans, mardi 5 janvier, contre deux autobus de touristes près de Datrout, en haute Egypte, a-t-on indiqué au ministère de l'intérieur. L'un des autobus transportait vingt touristes japonais. On ignore la nationalité de ceux qui se trouvaient à bord du second. Le convoi, qui venait de Louxor et se dirigeait vers Le Caire, était escorté par deux voitures de police, dont les occupants ont riposté, mettant en fuite les assaillants. La route Assouan-Le Caire a été fermée à la circulation pendant environ deux heures entre les villes d'Assiout, à près de 380 kilomètres au sud du Caire, et de Minia, plus au nord.

Par ailleurs, la *Gamaa Islamiya*, principale organisation clandestine intégriste, a affirmé, dans un communiqué, qu'elle n'avait *« pas d'objection à la venue de touristes »* en Egypte, mais qu'elle était *« incapable d'empêcher »* les attentats contre ces derniers, qui sont l'œuvre de *« groupes de jeunes dont les chefs ont été tués ou sont détenus en prison et que la Gamaa ne contrôle pas directement »*. – *(AFP.)*

IRAN

Washington affirme avoir annulé un projet de vente d'une usine chimique

A la suite de révélations publiées par le *Washington Post*, la Maison Blanche a indiqué, mardi 5 janvier, que les Etats-Unis avaient décidé de rejeter un projet de vente à l'Iran d'une usine ayant la capacité de produire une substance utilisée comme arme chimique. *« La décision a été prise il y a un mois »*, a indiqué le porte-parole de la présidence, M. Marlin Fitzwater. Le *Post* avait rapporté, selon des responsables américains parlant sous le couvert de l'anonymat, que le gouvernement étudiait la proposition, faite par la société BP-America – filiale du groupe Bristish Petroleum, – de vendre à l'Iran cette usine pour 100 millions de dollars. BP-America a indiqué que l'Iran utiliserait l'usine pour la fabrication de fibres synthétiques, mais des représentants du gouvernement américain ont prévenu que le procédé prévu induirait inévitablement la production de cyanure d'hydrogène, un gaz de combat utilisé lors de la première guerre mondiale. – *(AFP.)*

SALVADOR

Le gouvernement demande un nouveau délai pour l'épuration de l'armée

Le gouvernement salvadorien a proposé, mardi 4 janvier, aux Nations unies à New-York, d'étaler jusqu'en mai 1994 (date de la fin du mandat du président Cristiani) le programme d'épuration de l'armée concernant les officiers coupables de violations des droits de l'homme. L'ONU, qui supervise le processus de paix au Salvador, avait dénoncé samedi des *« carences »* dans les changements limités de personnels annoncés plus tôt par le ministère de la défense . L'ONU avait rappelé que le président Cristiani avait accepté de *« mettre totalement en application les recommandations »* d'une commission *ad-hoc* sur l'épuration des forces armées, suggérant le départ de 117 militaires, notamment des généraux et des colonels, avant le 31 décembre 1992. Cette purge est prévue par les accords de paix entre le gouvernement et le Front Farabundo Marti pour la Libération nationale (FMLN), qui a décidé de suspendre la destruction de ses derniers missiles sol-air en attendant que ce dossier soit réglé. – *(AFP.)*

VIETNAM

Deux bonzes menacent de s'immoler par le feu

Deux dirigeants de l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam, les vénérables Thich Nhat Lien et Thich Tri Tuu, ont menacé de s'immoler par le feu pour protester contre les interrogatoires policiers dont ils sont les victimes, indique le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme. Soumis à d'intenses pressions par la police pour reconnaître que le testament du patriarche de cette Eglise, Thich Don Hau, récemment décédé, était un faux, Thich Tri Tuu a écrit à ses coreligionnaires le 10 décembre 1992 : *« Si les autorités persistent à nier l'authenticité de ce testament, je ferai don de ce corps en torche vivante pour éclairer la vérité »*. D'autre part, selon le Comité Vietnam, le département de propagande et de mobilisation des masses du PC vietnamien aurait, dans le document secret 125-TUDV, donné instruction de prendre des mesures répressives à l'encontre du successeur attitré du patriarche, Thich Huyen Quang, dont le régime – qui a créé une Eglise bouddhiste vietnamienne liée au PCV – refuse de reconnaître la légitimité. Hanoï a rejeté ces *« accusations calomnieuses »*, mais a toutefois *« appelé le public à la vigilance à l'égard des personnes qui commettent des actes de sabotage, de provocation et de division religieuse »*.

□ **HAITI : 352 nouveaux réfugiés arrivent en Floride.** – Une embarcation chargée de 352 Haïtiens a illégalement accosté, mardi 5 janvier, près de Miami, en Floride. Cependant, près de Miami également, 159 émigrés du même pays poursuivent une grève de la faim entamée le 31 décembre dernier pour protester contre les conditions de leur détention dans un camp des services d'immigration. – *(UPI.)*

□ **NICARAGUA : sept « contras » tués.** – Sept membres de l'ex-mouvement anti-sandiniste de la Contra ont été tués et au moins huit autres blessés lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre, mardi 5 janvier, dans le nord du Nicaragua, a annoncé Managua. Les combats ont eu lieu dans les provinces d'Esteli, de Jinotega et de Matagalpa. Quelque 20000 « contras » ont lutté, dans les années 80, contre les sandinistes. Ils ont déposé les armes à l'élection présidentielle de 1990. Mais 8 000 d'entre eux ont repris le combat. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Israël face à l'intégrisme juif

N'ayant de cesse de vouloir imposer la loi divine, le judaïsme ultra-orthodoxe, en une sorte d'« intifada », livre la « guerre des squelettes »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Bande de nazis! Oser frapper des Juifs! » Papillotes en bataille, calotte de travers, caftan maculé, essoufflé, le gros barbu éructe de colère. Il est entouré d'une demi-douzaine d'individus d'apparence semblable. A deux mètres, sur un trottoir jonché des débris d'une vitrine fracassée, trois ou quatre policiers anti-émeutes, uniformes kakis, rangers et casques à visière-plexiglass, se tapotent doucement les mollets avec leurs matraques. Menaçants. Sous l'insulte, soudain, l'un d'eux perd son sang-froid.

Pour la quatrième journée consécutive, mardi 5 janvier, plusieurs milliers de juifs orthodoxes à Jérusalem – et à Bnei-Brak, près de Tel-Aviv –, ont violemment protesté contre des projets de génie civil qui profanent selon eux d'antiques sépultures hébraïques.

« Vos g....! Ordures! Retournez en Allemagne, on ne veut pas de vous ici! » Un passant en blue-jean et veste de cuir renchérit : *« Vous nous em...! Dehors! »* Une volée de pierres, lancée d'un balcon au-dessus de la scène s'abat tout à coup sur le groupe. Aux fenêtres du quartier, des centaines d'orthodoxes suivent en famille les événements. Ils huent les forces de l'ordre, leur jettent des bouteilles vides, des boîtes de conserve, tout ce qui leur tombe sous la main. Epargnés de justesse, les uniformes se sont énervés, l'un d'eux a ramassé le projectile et l'a retourné à l'envoyeur. Une ènième course-poursuite s'amorce dans un décor d'émeute.

Poubelles enflammées au milieu des rues, voitures retournées, grenades lacrymogènes en rafale, bastonnades en série, échanges de coups de poing et de ruades. Il y a des blessés légers, un enfant a pris une pierre dans l'œil, un policier imprudent, qui a poursuivi un jeteur de pierre jusque dans la cour de son immeuble, est tombé sur les voisins solidaires : il s'en sortira avec deux côtes brisées et un œil au beurre noir. Les sirènes de police et d'ambulances hurlent.

TANCHO

Des gens sont empoignés, traînés sans ménagement dans les paniers à salade. Demain, pour la quatrième journée consécutive, la presse locale fera ses choux gras de *« l'intifada juive »*.

En fait, il ne faut rien exagérer : les intégristes juifs sont loin d'être traités comme le sont leurs « homologues » palestiniens islamistes. A preuve, les excuses publiques que les autorités ont présentées à la communauté des « hommes en noir » après qu'un policier eut lâché dimanche dernier une rafale de balles caoutchoutées vers le ciel, très haut au-dessus des émeutiers. N'empêche que l'émotion fut grande. D'abord parce que c'est la première fois qu'une arme à feu a été utilisée contre une manifestation juive; ensuite, comme l'a déclaré un député ultra-orthodoxe, M. Avraham Ravitz, parce que *« les balles caoutchoutées ça peut tuer »*. Dans les territoires occupés, on en sait quelque chose...

Des mesures jugées sacrilèges

Il y avait longtemps que Mea-Shearim, le fief de l'intégrisme juif en plein cœur de Jérusalem, n'avait connu pareils débordements. Le quartier, qui semble tout droit sorti de l'Europe centrale du XIXe siècle, a même été, avec ses dizaines de milliers d'habitants, totalement bouclé par la police pendant une dizaine d'heures dimanche. Le motif des affrontements? Comme d'habitude... Les représentants de la majorité laïque de la « ville sainte » ont pris des mesures jugées sacrilèges par la minorité orthodoxe. Et celle-ci le fait savoir.

Mardi soir, un télégramme de menace de mort est arrivé sur le bureau du premier ministre, M. Itzhak Rabin. Son chef de cabinet a reçu le même avertissement, par téléphone. Deux jours plus tôt, la tombe de Theodore Herzl, le père fondateur du sionisme, la doctrine politique qui a donné naissance à l'Etat d'Israël, mais que la plupart des orthodoxes méprisent, avait été recouverte de goudron par des inconnus. Celle de Menahem Begin, sur le mont des Oliviers, a subi le même sort. Puis la voiture personnelle de Teddy Kollek, maire – ô combien laïc – de Jérusalem et véritable bête noire des religieux, a été incendiée sous ses fenêtres.

Qu'on se le dise : *« Ceux qui craignent Dieu »* ne sont pas contents du tout. Ils ont livré dans le passé la « guerre des cinémas » qui voulaient ouvrir le samedi, jour de sabbat, puis la « guerre de la pub » contre les affiches montrant des filles dénudées sur les « abribus », ensuite la « guerre des transports » contre ces véhicules publics et privés qui osent rouler le samedi et troubler le repos hebdomadaire sacré. Voici maintenant la « guerre des squelettes », un furieux conflit qui touche encore une fois, selon eux, aux fondements mêmes de la *charia* juive, la *halakha*.

La Cour suprême doit trancher

« La Loi interdit qu'on touche aux tombes des juifs » explique un rabbin. Or deux projets de génie civil, déjà bien avancés, violeraient ce tabou absolu. Le premier concerne une route qui reliera la périphérie nord au centre de la cité; le second est un immense projet immobilier de grand luxe situé près de la porte de Damas, à un jet de pierre des remparts de la vieille ville. Dans les deux cas, les travaux de terrassement ont mis au jour des centaines de sarcophages et de squelettes qui ont été confiés aux services archéologiques du gouvernement.

Pour les premiers, aucun doute, les restes datent de l'époque du Second Temple, il y a plus de vingt siècles. La colline servait sans doute de cimetière à l'époque. Les « hommes en noir » n'ont pas admis que les archéologues, non seulement *« aient dérangé le repos éternel des personnes ensevelies à cet endroit »*, mais qu'ils l'aient fait en catimini, une nuit de décembre, pour éviter les manifestations de mauvaise humeur. Dans des cas exceptionnels, il est possible de transporter des ossements juifs d'un site à un autre, mais à condition que l'affaire soit conduite dans les règles et par des personnes compétentes, c'est-à-dire des rabbins.

Les orthodoxes exigent donc que les squelettes déposés dans les caves du musée Rockefeller de Jérusalem soient ramenés par leurs soins là où ils reposaient, et qu'un pont soit construit au-dessus des cavernes funéraires refermées. La mairie fait valoir que trente mille banlieusards attendent leur route. Quant au projet immobilier, financé par un milliardaire juif américain, les « hommes en noir » recommandent de l'abandonner.

Car, bien qu'il soit établi que les ossements mis au jour aux pieds des remparts sont ceux de chrétiens massacrés au VIIe siècle par les Perses, l'un de leurs rabbins a, d'une part, expliqué : *« Il est possible que des juifs aient été ensevelis avant, c'est-à-dire dessous. »* Il a, d'autre part, précisé : *« Quand bien même il n'y aurait là que des chrétiens, comment pourrions-nous nous permettre de déplacer ainsi leurs tombes sans justifier les profanations presque quotidiennes de cimetières juifs à l'étranger? »*

Cruel dilemme que la Cour suprême d'Israël, dûment saisie, a promis de trancher d'ici au 14 janvier. Jusque-là, au grand désespoir de M. Kollek, tous les travaux ont été suspendus.

PATRICE CLAUDE

Lors d'un conseil des ministres de l'intérieur à Tunis

Les pays arabes n'ont pu se mettre d'accord sur une véritable coopération contre l'activisme islamiste

TUNIS

de notre correspondant

Au nom du sacro-saint consensus, la dixième session du conseil des ministres arabes de l'intérieur, qui a eu lieu les lundi 4 et mardi 5 janvier, à Tunis, a évité de se prononcer nettement sur le danger que représente, selon plusieurs de ses membres, l'activisme intégriste. Evoquant le problème en le qualifiant pudiquement, pour ne heurter personne, *« d'infiltrations étrangères dans le monde arabe »*, le communiqué final souligne seulement *« l'importance de la coopération et de la coordination entre les Etats arabes pour mettre en échec les activités subversives et les tentatives de terrorisme, de violence et de sabotage »*. Un autre texte condamne, en termes tout aussi généraux, le terrorisme *« quelles qu'en soient les formes »*, en prônant une *« action commune »* pour faire face *« aux actes visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de tout Etat arabe »* On reste loin de la *« stratégie sécuritaire transfrontalière »* que souhaitaient voir mise au point, ou tout au moins esquissée dans ses grandes lignes, les pays les plus visés par le terrorisme religieux : l'Algérie et l'Egypte, qui en pâtissent quasi quotidiennement, et, à un degré moindre, la Tunisie, qui a su endiguer pour le moment l'activisme des islamistes. Ce n'est donc pas un hasard si le président Ben Ali a cru utile de rappeler aux ministres *« qu'en matière d'action sécuritaire, mieux vaut prévenir que guérir »*. Apparemment, il n'a été que partiellement entendu. Les représentants des pays du Golfe, bailleurs de fonds de divers mouvements islamistes, qui auraient pu faire pencher la balance, ont préféré, semble-t-il, adopter une position conciliante à l'égard de ceux qui demeurent très discrètement leurs protégés. Le représentant du Soudan – ironie de l'ordre alphabétique – président de la session, dont le pays demeure le meilleur relais du prosélytisme de Téhéran et le refuge providentiel des courants intégristes les plus radicaux, s'en est très certainement félicité.

MICHEL DEURÉ

IRAK : après l'installation de missiles près du 32e parallèle

Les alliés de la guerre du Golfe pourraient adresser un ultimatum à Bagdad

Le *New York Times* a affirmé, mercredi 6 janvier, que les Etats-Unis ont proposé à la France, la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite de lancer un ultimatum commun au régime irakien, pour le forcer à retirer des missiles sol-air qu'il a installés aux abords de la zone d'exclusion aérienne au sud du 32e parallèle.

Selon des sources diplomatiques, qui ont souhaité garder l'anonymat, le journal précise que les alliés de la guerre du Golfe pourraient avertir dès mercredi la mission irakienne aux Nations unies que les bases aériennes irakiennes risquaient d'être la cible d'attaques des alliés si les missiles n'étaient pas retirés. La veille, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, avait confirmé des informations de la chaîne de télévision *CBS* sur la mise en place de ces missiles, en bordure de la zone d'exclusion où un chasseur bombardier américain F-16 avait abattu un MIG-25 irakien le 27 décembre dernier (*le Monde* du 29 décembre). M. Fitzwater avait affirmé que les Etats-Unis *« surveillaient ces missiles de près »* et ajouté : *« Nous sommes très préoccupés et continuons d'étudier les options. »*

De son côté, le département de la défense avait indiqué qu'il ne permettrait pas que les pilotes américains effectuant des missions de reconnaissance dans la zone soient mis en danger par les Irakiens. – *(AFP, Reuter.)*

□ **La bourse Michel-Seurat attribuée à deux chercheurs.** – Dotée de 100 000 francs par le CNRS, la bourse Michel-Seurat pour 1992 a été décernée mardi 5 janvier à deux jeunes chercheurs français, Mmes Malika Zeghal et Séverine Labat. Les travaux de la première portent sur la société algérienne et ceux de la seconde sur l'islam en Egypte. La bourse a été remise au cours d'une cérémonie marquée par un hommage à la mémoire de l'otage du Djihad islamique, décédé au Liban au début de 1986, et dont le corps n'a toujours pas été rapatrié en France (*le Monde* du 6 janvier).

AFRIQUE

SOMALIE : à la réunion des chefs de factions à Addis-Abeba

Le général Aïdid s'emploie à ruiner les efforts de médiation des Nations unies

Au moment où quatorze chefs de factions somaliens se réunissaient à Addis-Abeba, les forces multinationales participant à l'opération « Rendre l'espoir » ont presque terminé leur déploiement en Somalie. Le nombre de militaires déployés s'élevait, lundi 4 janvier, à 28 870, dont 20 515 Américains, 2 454 Français et 2 150 Italiens. Un Somalien qui travaillait pour l'agence Associated Press a été tué mardi au marché de Mogadiscio, alors qu'il tentait d'empêcher un voleur de dérober le matériel des techniciens de l'agence.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

C'est les mains vides, ou presque, que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a quitté Addis-Abeba pour Asmara, en Erythrée, aux premières heures de la matinée, mercredi 6 janvier, aucun accord n'ayant pu être conclu entre les quatorze factions somaliennes réunies depuis lundi sous son égide (*le Monde* du 6 janvier). Ces dernières devaient prolonger jusqu'à mercredi soir leurs difficiles négociations.

« Nous avons besoin de patience, d'imagination et de temps », a commenté M. Boutros-Ghali lors d'une conférence de presse organisée mardi soir. Difficilement qualifiable de succès, la *« réunion préparatoire informelle sur la réconciliation nationale »* aura néanmoins permis, *« pour la première fois »* depuis le début du conflit, de *« faire s'asseoir à la même table tous les dirigeants somaliens »*.

Bien qu'ayant donné leur feu vert de principe à l'organisation d'une conférence de réconciliation nationale, les chefs de factions n'avaient pas encore réussi, mardi soir, à s'entendre sur la date et le lieu de cette conférence. Poursuivant leurs négociations à huis clos dans un des grands hôtels de la capitale éthiopienne, ils se sont refusés à toute déclaration publique. Un texte commun avait, semble-t-il, obtenu l'aval de onze des quatorze factions. Mais les trois autres, menées par le général Aïdid, se seraient opposées à le contresigner.

Devenu, par la force des choses et des atrocités que ses hommes ont commises à Mogadiscio, une des « vedettes » du conflit somalien, M. Mohamed Farah Aïdid, principal artisan de la chute de l'ex-président Syaad Barre, paraît déterminé à miner par tous les moyens les efforts des Nations unies. Dans un communiqué publié lundi à Addis-Abeba, la Somali national alliance (SNA), qu'il dirige, a une nouvelle fois pris pour cible les *« bureaucrates »* du secrétariat général, en raillant leur *« extraordinaire ignorance des affaires somaliennes »*. Fermement opposée aux projets de l'ONU *« d'imposer une administration de transition »* en Somalie, la SNA s'est félicitée, en revanche, de la *« bonne influence »* des Etats-Unis dont elle espère qu'ils *« réviseront leur attitude vis-à-vis de l'ONU et de la crise en Somalie »*.

Répondant implicitement à ces accusations, M. Boutros-Ghali a évoqué sa rencontre, dimanche à Mogadiscio, avec les autorités militaires américaines, ces entretiens portant, précisément, sur les *« modalités de la transition »* et le *« projet de création d'un académie de police »* dans la capitale somalienne. Le secrétaire général de l'ONU a également rappelé que *« depuis la fin de la guerre froide »*, la Somalie avait *« perdu tout intérêt stratégique »* pour les grandes puissances. Un coup de semonce diplomatique que les factions somaliennes auront sans nul doute entendu.

CATHERINE SIMON

Selon la FAO

Vingt pays africains auront besoin d'une aide d'urgence en 1993

En dépit de l'amélioration de la distribution de vivres en Somalie, au Soudan, en Ethiopie et au Libéria, vingt pays africains auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 1993, estime l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un rapport publié mardi 5 janvier.

Selon ce rapport, malgré de bonnes récoltes dans certaines régions d'Afrique australe, un nombre important de personnes touchées par la sécheresse et la guerre civile sont encore en danger. Les pays concernés sont l'Angola, le Botswana, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Rwanda, la Sierra-Leone, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, le Zaïre, la Zambie et le Zimbabwe. Plus de 300 000 personnes sont mortes en raison de la famine en Somalie en 1992, tandis qu'environ un million reste menacées et dépendront de l'aide alimentaire en 1993, indique le rapport. – *(AFP.)*

ANGOLA : vers une reprise de la guerre civile

Les combats s'étendent dans plusieurs régions

Les perspectives de paix se sont gravement éloignées, mardi 5 janvier, en Angola, où le port de Lobito et la ville méridionale de Namibe étaient à leur tour en proie à de violents combats entre le mouvement de M. Jonas Savimbi, l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), et les forces gouvernementales. L'Angola semble être à la veille d'une véritable reprise de la guerre civile, estiment les observateurs. De nouveaux combats ont éclaté il y a quelques jours dans diverses provinces, notamment à Caxito (60 kilomètres au nord de Luanda) et à Ndalatando, (200 kilomètres à l'est de la capitale). Les affrontements se sont étendus cette semaine au sud, d'abord à Lubango – où une centaine de personnes seraient mortes, –, puis dans la ville côtière de Benguela, les forces gouvernementales poursuivant leur offensive contre celles de l'UNITA. L'armée gouvernementale aurait pris le contrôle de Benguela, mais les affrontements se sont propagés à la localité voisine de Lobito. *« Oubliez le processus de paix. C'est la guerre civile »*, constate un diplomate. A l'issue d'un entretien, mardi, avec le président Jose Eduardo Dos Santos, la représentante spéciale des Nations unies, Mme Margaret Anstee, n'a pas caché son pessimisme. *« Je crains que nous ne soyons maintenant dans une spirale de violence que personne n'est capable de contrôler »*, a-t-elle affirmé.

Les milieux diplomatiques n'excluent pas que l'ONU mette fin à sa présence le 31 janvier, dans la mesure où aucune des deux parties ne respecte les accords de paix. Le premier ministre, M. Marcelino Moco, a d'ailleurs déclaré lundi : *« Le pays est en guerre, pas une guerre déclarée, mais une guerre tout de même. »* – *(AFP, Reuter, AP.)*

□ **KENYA : la France juge que les élections sont *« un pas important dans le processus de démocratisation »*.** – La France *« se félicite de ce que les élections kényanes se soient déroulées dans le calme »*, a déclaré, mardi 5 janvier, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. *« Avec ses partenaires des Douze, la France estime que ces élections, même s'il y a eu des imperfections, marquent un pas important dans le processus de démocratisation en cours au Kenya »*, a-t-il ajouté. Le ministère des affaires étrangères du Danemark, pays qui préside actuellement la Communauté européenne, a pour sa part indiqué que le scrutin *« a été marqué par les efforts des personnes au pouvoir pour s'assurer d'avantages décisifs »*, et que les partenaires de la CEE vont ensemble *« examiner de plus près la préparation et le déroulement des élections »*. – *(AFP, Reuter.)*

□ **NIGER : un mort dans une attaque touarègue.** – L'agence nigérienne de presse a annoncé, mardi 5 janvier, qu'une attaque contre un convoi de véhicules sous escorte militaire, par des Touaregs, a fait un mort et quatre blessés, la veille, entre Agadès et Arlit. Selon des témoins, toutes les victimes sont des civils. L'agence de presse a également indiqué que le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA) a adressé un ultimatum au gouvernement le 31 décembre pour qu'il libère *« sans condition dans un délai de huit jours »* les personnes détenues depuis la fin août pour leurs liens présumés avec la rébellion. – *(AFP, Reuter.)*

□ **RWANDA : une attaque de rebelles a fait huit morts.** – Les rebelles rwandais ont tué huit civils en pilonnant une position du gouvernement dans le nord du pays, a annoncé mardi 5 janvier la radio nationale. L'attaque du Front patriotique rwandais (FPR) a eu lieu lundi, à Kidaho, dans la région de Ruhengeri, malgré un cessez-le-feu déclaré en juillet dernier. Des pourparlers de paix sont en cours depuis six semaines en Tanzanie entre le gouvernement et le FPR. – *(Reuter.)*



Les cérémonies des vœux à l'Elysée

« Je demande que l'on préserve toutes les conquêtes sociales »

déclare M. François Mitterrand

Au cours de la deuxième série des cérémonies organisées à l'Elysée à l'occasion du Nouvel An, mardi 5 janvier, le président de la République a longuement développé, dans des propos improvisés, les sujets qu'il avait évoqués le 31 décembre en s'adressant directement aux Français.

Répondant au vice-président du Conseil d'Etat, M. Marceau Long, qui venait de lui présenter les vœux des corps constitués, M. François Mitterrand a précisé sa pensée sur l'opportunité d'une intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie en disant notamment : *« Je pense que la France doit être présente partout où il y a atteinte grave aux droits de l'homme car nous avons une vocation particulière. Et la France est présente dans beaucoup d'endroits puisque nous sommes dans le monde, loin devant tous les autres, même plus nombreux ou plus puissants – je pense aux Etats-Unis – les premiers à fournir nos soldats. (...) Donc, on ne peut pas non plus constamment recevoir des leçons, le conseil « Allez-y ! » exprimé avec tant de vigueur et de vertu par ceux qui n'y vont pas ! L'Allemagne a une Constitution qui le lui interdit. L'Angleterre n'a pas de Constitution mais n'y tient pas davantage. Pour les autres, il en est de même. Les Etats-Unis d'Amérique veulent bien aller en l'air mais pas à terre. Est-ce comme cela que vous ferez refluer les agresseurs ? Et c'est à la France qu'il incombe, associée peut-être avec quelques Indiens ou quelques Afghans, de redresser les torts ?*

« Le chef de l'Etat n'a pas pour charge de gouverner »

» Lorsque je vois toutes ces campagnes bellicistes, j'ai plutôt tendance à trouver que c'est trop facile. Je ne disposerai pas des forces armées françaises et du sang des Français sans agir au nom de la seule institution à laquelle j'en reconnaisse l'autorité, je veux dire les Nations unies, et de pair avec l'ensemble des pays qui se reconnaissent pour charge de défendre le droit. Or, ces conditions doivent être réunies pour des objectifs simples, précis et concrets. Non pas une guérilla qui rappellerait toutes celles qu'on a connues et perdues à travers les âges mais des objectifs simples. Il y a des villes qui peuvent devenir des villes ouvertes. Eh bien ! il faut en débattre diplomatiquement et le cas échéant ponctuer ces démarches diplomatiques par une présence militaire. Il y a des crimes qui sont commis. Il faut que l'institution internationale puisse se rendre dans les lieux où ils sont commis pour les interdire ou pour les empêcher. Je ne voudrais pas qu'en termes trop généraux ces problèmes soient traités. (...) Ce n'est pas la même histoire en Slovénie et en Croatie qu'en Serbie. Ce n'est pas la même histoire en Macédoine et en Albanie. Il y a quand même eu un empire romain, un empire byzantin, un empire ottoman. Il y a des présences – spirituelles ou religieuses – non pas totalement différentes mais qui se sont opposées. Il y a eu les guerres du siècle où tous ne se trouvaient pas du même côté, c'est le moins qu'on puisse dire. Tout cela, doit-on l'effacer ? Faire comme si cela n'avait pas existé ? Si, cela a existé et l'on doit en tenir compte. Une fois encore on ne trouve de réponse que dans la synthèse du politique, du diplomatique et des droits de l'humanité. »

« Restituer au Parlement des droits nécessaires »

M. Mitterrand s'est également appliqué à préciser, devant les représentants des corps constitués, les contours de son éventuelle seconde cohabitation avec ses adversaires politiques, au lendemain des élections législatives : *« Le président de la République n'a pas pour charge de gouverner à la place du gouvernement,* a-t-il notamment déclaré. *Il n'y a pas de gouvernement* bis *ici* [à l'Elysée]. *Non, il n'y a pas deux gouvernements. Il y a le gouvernement de la République, que conduit avec talent et dévouement M. Bérégovoy, et il y a les responsabilités particulières qui incombent au chef de l'Etat. Et cela se passe, de ce point de vue, bien. Donc, vous avez devant vous des femmes et des hommes chargés de gouverner la République et qui ont une démarche commune dans un partage constitutionnel strict et correct que commandent nos lois.*

» J'espère que cela continuera quelles que soient les évolutions de la politique. (...) L'unité nationale ne sera pas atteinte. La continuité serait assurée : je le préférerais. Elle ne le serait pas ? On se comportera en citoyen, c'est la loi de la République ; ce n'est pas une affaire, sauf pour quelques-uns, mais c'est un détail qui ne compte pas dans la marche de l'Histoire. Nous servons avec nos convictions. Nous les servons avec passion. Nous déplorerions que les Français puissent s'en éloigner mais nous l'acceptons. Et nous trouvons normal qu'ils puissent disposer de ce droit. C'est bien le moins. »

Le président de la République a aussi commenté ses propositions de réforme de la Constitution en disant : *« On ne peut pas dire que j'adore la Constitution. J'ai voté contre. C'est peut-être une tendance à laquelle il faudrait que je prenne garde parce que j'avais voté aussi contre l'autre auparavant. Enfin, je ne voterai pas contre celle que je proposerai ! Je n'irai pas jusque-là. J'ai voté contre la première – c'était en 1946 – parce qu'avec une Assemblée souveraine elle organisait l'anarchie ; contre la deuxième, parce qu'un pouvoir excessif accordé à un seul homme pouvait organiser la monarchie dont j'entends parler quelquefois d'ailleurs même encore aujourd'hui ! Alors, pourquoi ne pas chercher autrement ? Il faut restituer au Parlement des droits qui lui sont nécessaires puisqu'il est l'expression de la volonté populaire. Je ne pense pas qu'il faille le remettre dans la situation antérieure – ce serait également une erreur – mais équilibrer les pouvoirs qui, par la pente naturelle des choses, ont été déséquilibrés.*

» Le Parlement se sent en état de déshérence. Quelquefois, il m'arrive de penser que s'il y a tant d'absentéisme, si le Parlement a l'air de s'ennuyer et de tourner sur lui-même, c'est aussi parce qu'il lui manque un pouvoir majeur que j'ai bien connu dans le passé et auquel j'ai pris part, c'est de pouvoir chaque semaine renverser le gouvernement ! (...) Je ne demande pas qu'on en revienne là, mais au moins faut-il pouvoir débattre des lois, que l'initiative de l'ordre du jour parlementaire puisse dépendre aussi du Parlement, que les propositions de loi puissent équilibrer la masse de projets qui, par définition, émanent du gouvernement, que des commissions spécialisées puissent s'attaquer à l'examen de tous les problèmes dans leur diversité. La liste est longue ; vous allez peut-être l'allonger et vous aurez raison. Je n'ai pas prétendu soumettre un projet exhaustif. (...) Alors, pour l'équilibre du pouvoir et le perfectionnement de l'Etat de droit, je compte sur vous. Moi, je ne me pose pas en constitutionnaliste éclairé ; je garde les notions que j'apprenais sur les bancs de la faculté de droit, c'est dire ! »

Un peu plus tard, répondant aux vœux des représentants des « forces vives » (syndicats, organisations professionnelles, mouvements associatifs, mutualistes, etc.), M. Mitterrand a insisté sur sa volonté de veiller à la sauvegarde des acquis sociaux, qu'il a qualifiés de *« considérables »*. Il a notamment affirmé : *« Je revendique, au cours de ces onze dernières années, un certain nombre de mesures structurelles qui ont modifié de façon importante les chances et les moyens de ceux auxquels elles s'adressaient. (...) Mais comme les techniques vont beaucoup plus vite que les mœurs et que la marche des sociétés prend du retard et que ce retard, on le paie en chômage (...). un immense effort de savoir et d'apprentissage du savoir est indispensable dans tous les domaines de notre activité. On ne peut pas laisser les choses aller. Quelle que soit la nature ou l'orientation politique des majorités ou des gouvernements, il faudra en passer par là. Il y a des responsabilités auxquelles on ne peut pas échapper. (...) La réalité, c'est que la vérité est dans l'effort. Et moi, j'attends de l'effort national qu'il réponde aux besoins de notre société. On essaie de le faire chaque jour. Il faudra continuer et, quelles que soient les évolutions politiques, il faudra persévérer. Et, comme j'y tiens beaucoup, je le redis, persévérer dans le maintien de ce que sont les véritables acquis, les conquêtes sociales.*

« Faut-il jeter la sécurité sociale par-dessus bord ? »

» Il ne s'agit pas d'appeler conquêtes sociales la situation à un moment donné d'une catégorie donnée. Il s'agit des lois fondamentales. Exemple : la sécurité sociale. Faut-il la jeter par-dessus bord, soit dans un grand mouvement de débarras, soit plus insidieusement ? Je vous dis non. On peut débattre de beaucoup de choses mais il y a quelques principes qui ont été dictés dès le point de départ et qui étaient justes parce qu'ils étaient le résultat d'un siècle de lutte. (...) La répartition, c'est un principe ; si l'on en change, si l'on rétablit l'inégalité dont on a eu tant de peine à se défaire après des siècles et des siècles de lutte, alors c'est un recul. Moi, je demande des avancées et en tout cas je demande que l'on préserve toutes les conquêtes sociales. Dans la durée du travail il y a d'autres conquêtes à faire. Au moins que celles qui ont été acquises restent et fassent partie du bagage de la Nation. (...) Il faut déconnecter le service à rendre du revenu de celui qui en profite. (...) Chaque fois qu'il s'agit de la santé, de la sécurité, de la retraite et des moyens d'atteindre la fin de sa propre vie dignement, il faut que les conditions de l'égalité entre les Français soient au maximum préservées. »

□ **M. Chirac juge « prioritaire » l'impératif de la solidarité.** – M. Jacques Chirac, qui présentait ses vœux à la presse, mardi 5 janvier, a affirmé, en réponse à M. François Mitterrand, que *« depuis plusieurs années les acquis sociaux ont été profondément remis en cause »* et qu'il faut *« avoir l'ambition de les redresser, de les relever, de leur rendre leur authenticité »*. Le président du RPR a estimé qu'*« une nouvelle exigence de solidarité est indispensable »*, ajoutant : *« Chacun doit se sentir personnellement solidaire, au nom de la morale, mais aussi de la cohésion sociale et nationale. Cela doit être pour tous un impératif prioritaire. »*

Responsabilités partagées

par Alain Rollat

QUAND on parle par paraboles, on prend le risque de subir un effet-boomerang. Le président de la République s'est exposé à cet inconvénient lorsqu'il a recouru à une allégorie d'inspiration africaine, mardi après-midi 5 janvier, en présentant ses vœux aux « forces vives » de la nation, pour illustrer les velléités réformistes de ses compatriotes.

« Au Burkina-Faso, a raconté M. François Mitterrand, *le Moro-Naba, roi des Mossis, chaque matin, se lève, fait harnacher son cheval, chausse les étriers, dit adieu à ceux qui l'entourent, part au galop en compagnie de ses chevaliers, atteint l'enceinte de son palais, puis revient, descend de son cheval et passe la journée paisiblement chez lui... Beaucoup de Français font comme cela lorsqu'ils dessinent les plans de l'avenir. Après quoi, après le simulacre, ils rentrent chez eux. Moi, la vocation que j'attends de celles et ceux qui m'entendent, c'est que, en vérité, on n'ait pas envie de rentrer chez soi mais qu'on ait la vocation d'aller toujours un peu plus loin. On peut monter sur le cheval mais d'étape en étape on ira jusqu'à l'horizon et on essaiera de le dépasser... »*

Cette métaphore est en effet à double tranchant. Si M. Mitterrand et ses compagnons de route ont perdu la confiance de la plupart de leurs électeurs de 1981 et de 1988, n'est-ce pas parce que leur propre attitude est apparue trop velléitaire sur leurs terrains de prédilection ? Comme le disait M. Mitterrand devant le même auditoire, *« il y a des responsabilités auxquelles on ne peut pas échapper »*, et les siennes sont naturellement éminentes.

La part du calcul et celle de l'évidence

Elles le sont même d'autant plus que le miroir de l'Histoire confronte le philosophe relativiste d'aujourd'hui à l'utopiste de naguère qui prétendait non pas simplement *« changer la société »* mais *« changer de société »*, qui présentait le *« socialisme à la française »* comme la garantie du bonheur, et qui était pleinement conscient de la portée de ses engagements vis-à-vis du pays. *« L'espérance de notre peuple est immense et notre responsabilité historique »*, disait-il.

Cette comparaison est particulièrement accablante pour M. Mitterrand, si l'on oppose l'ampleur du chômage et des disparités sociales, qui hypothèquent aujourd'hui les incontestables progrès sociaux accomplis depuis 1981, aux sarcasmes qu'il prodiguait aux gouvernants d'avant 1981. A l'époque où, par exemple, il reprochait à M. Raymond Barre d'être *« l'homme des déficits »* et *« le premier millionnaire des chômeurs »* (1977) et où il accusait M. Valéry Giscard d'Estaing de s'être *« toujours trompé »*, d'être *« l'homme du passé et l'homme du passif »* et d'avoir laissé le niveau du chômage dépasser *« le seuil d'intolérance »* (1981).

Au-delà des conséquences politiques que le constat de ce bilan très contrasté aura fatalement sur les prochaines échéances électorales, la question est néanmoins de savoir jusqu'à quel point la leçon d'humilité qui en résulte sera retenue par les uns et par les autres, électeurs compris.

Autrement dit : son tardif aveu d'impuissance disqualifie-t-il *ipso facto* M. Mitterrand lorsqu'il souligne aujourd'hui la nécessité de persévérer dans la recherche de nouvelles pistes contre le chômage ? L'impression de rengaine suffit-elle à discréditer le propos de M. Pierre Bérégovoy selon lequel la solution passe par un meilleur partage du travail et la création d'emplois d'utilité sociale ? Mme Martine Aubry a-t-elle automatiquement tort lorsqu'elle relève que les recettes préconisées par l'opposition procèdent de *« vieilles lunes »* ? Les échecs imputables à M. Mitterrand rendent-ils vraiment superflus, compte tenu des tentations qui s'expriment ici ou là, ses appels à la protection des conquêtes sociales ?

De même, s'il y a manifestement une part de calcul tactique dans l'ancrage à gauche que M. Mitterrand manifeste avec ardeur depuis sa présentation des vœux de Nouvel An aux Français, dans la perspective du scrutin de mars, l'existence de cette arrière-pensée peut-elle autoriser à mépriser ses propositions de révision de la Constitution ? Puisque tout le monde s'accorde désormais à relever un certain déséquilibre dans le fonctionnement des institutions de la Ve République, la logique ne devrait-elle pas conduire à saisir l'occasion de passer aux actes ?

C'est peut-être sur ce dernier terrain que réside l'une des clés de l'avenir si l'on veut bien admettre qu'en démocratie aucune délégation de pouvoir à un seul homme, fût-il élu monarque républicain, ne saurait exonérer les corps intermédiaires, ni le commun des citoyens, de leur part de responsabilités. Et qu'en cela le destin paradoxal de M. Mitterrand aura été d'apporter la preuve de cette vérité d'évidence au moment où lui-même et son ancien parti étaient trop déconsidérés pour en tirer les enseignements concrets qui devraient pourtant – n'est-ce pas la période des vœux ? – s'imposer à toute la communauté nationale...



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITÉ S.A. Président directeur général : Jacques Lesourne. Directeur général : Michel Cros. Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi. 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Téléfax : 46-62-98-73. – Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Antennes présidentielles et secrétariats particuliers

Depuis 1988, la droite a connu une véritable éclosion de ce que l'on peut appeler au choix « les secrétariats particuliers », « les écuries » ou « les antennes », disposant de collaborateurs tout aussi particuliers, d'un petit vivier de matière grise bien caché, de petits fonds secrets bien utiles. Outre que ces mini-structures ne contribuent guère à renforcer le poids des partis politiques et qu'elles ne se distinguent pas non plus par une forte volonté de travail en commun, cette dispersion explique en grande partie l'impression de désordre que donne actuellement l'opposition.

Jusqu'en juin 1988, vivaient à l'ombre du RPR et de l'UDF trois antennes dites présidentielles autour des trois candidats virtuels de l'opposition : MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac. Elles sont restées en place. Rive droite, rue François-Ier, M. Giscard d'Estaing a conservé son secrétariat particulier d'ancien président de la République installé au lendemain de son échec de 1981. Son arrivée à la présidence de l'UDF, dont le siège se trouve à quelques mètres, n'a rien changé. C'est rue François-Ier qu'il continue d'animer un réseau extrêmement discret de hauts fonctionnaires et de patrons, tout en s'appuyant sur les études de la COFREMCA et sur les travaux du Conseil pour l'avenir de la France (CAF), placé sous la responsabilité de M. Philippe Mahrer. MM. de Charette, Madelin, Bayrou et Lamassoure sont les principaux élus travaillant avec lui.

Ouvert également en 1981, le secrétariat particulier de M. Barre, situé rive gauche, boulevard Saint-Germain, et dirigé par M. Jean-Pierre Ronteix, reste une structure très légère, l'ancien premier ministre fournissant un travail personnel important, connecté sur les réflexions de la CLES (Convention libérale européenne et sociale) placée sous la responsabilité de Mme Gilberte Beaux.

Rive gauche, rive droite

A quelques pas de là, fonctionne la nouvelle antenne présidentielle de M. Chirac, créée au lendemain des élections européennes de 1989. M. Nicolas Sarkozy en est le gérant. Le discours économique et social de M. Chirac est essentiellement le fruit de la réflexion de deux jeunes hommes essentiels dans le dipositif : MM. Pierre-Mathieu Duhamel, administrateur civil propulsé en mai dernier directeur des services financiers de la Ville de Paris, et Yves Cabana, énarque, inspecteur des finances, directeur du cabinet du secrétaire général du RPR depuis avril 1992.

Au début du second septennat de M. Mitterrand, sont venues s'ajouter trois autres structures. M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, a établi, boulevard Saint-Germain, le siège de sa nouvelle association pour le libéralisme populaire, qui a permis notamment d'animer de multiples réunions entre parlementaires de tous groupes. La cheville ouvrière de cette antenne est M. Nicolas Bazire, jeune énarque de trente-cinq ans, membre de la Cour des comptes.

M. François Léotard, ancien ministre de la culture, a lancé également à cette époque « France entreprises », passé depuis l'été dernier de la rive droite à la rive gauche, pour aboutir... boulevard Saint-Germain. Une structure activée après la démission de M. Léotard de la présidence du PR en novembre 1990. L'équipe resserrée constituée autour de lui est composée essentiellement de MM. Roger Chinaud, Claude Malhuret, Willy Diméglio, Gilles de Robien, de Mme Brigitte de Gastines, présidente de « SVP » et, pour les affaires extérieures, M. Patrick Wajman et Mme Karine Leverger.

M. Alain Madelin, ancien ministre de l'industrie, devenu le plus grand brasseur d'idées de l'UDF, s'est établi rive droite, avenue d'Iéna, pour fonder en trois ans trois creusets de réflexion, les seules intégrant une dimension internationale : l'institut Euro 92, l'ICREI (Centre international de recherche sur les problèmes de l'environnement), l'ICRET (Centre international de recherche sur les transformations économiques des pays de l'Est).

Sont venus ensuite les « dissidents ». Rive droite encore, en mars 1991, au plus fort de la première crise interne du RPR, MM. Pasqua et Séguin ont lancé leur association « Demain la France » qui fonctionne avec un réseau commun d'une trentaine d'experts, Ses deux principaux animateurs sont, chez M. Pasqua, M. William Abitbol, vieux compagnon de route du président du conseil général des Hauts-de-Seine, qui garde toujours un pied dans le privé, et chez M. Séguin, M. Henri Guaino, qui conserve des responsabilités au sein de la MAAF.

A la fin de 1991, M. Philippe de Villiers lancait « Combat pour les valeurs » et M. Michel Noir « Nouvelle démocratie », deux associations qui ont également leur siège parisien mais qui, pour diverses raisons, ne semblent pas directement concernées par l'alternance de 1993. Reste enfin le cas particulier de M. Edmond Alphandéry, député centriste de Maine-et-Loire, auquel beaucoup promettent de hautes destinées ministérielles. Il est devenu la pièce maîtresse du dispositif de réflexion du CDS. Bien avant 1986, cet universitaire et économiste distingué avait lancé le Club de l'Odéon, regroupant hauts fonctionnaires et banquiers. Ce club fonctionne toujours. Président depuis 1988 de la commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance, M. Alpandéry a à sa disposition les locaux nécessaires, situés, eux aussi, boulevard Saint-Germain.

D. C.

□ **Les réformateurs et les radicaux de gauche souhaitent que M. Bérégovoy coordonne la campagne de la majorité.** – Au terme d'une réunion, mardi 5 janvier, avec M. Pierre Bérégovoy, à laquelle participait M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, MM. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du Mouvement des réformateurs, et Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, ont une nouvelle fois exprimé le souhait que la campagne électorale de la majorité sortante soit *« coordonnée par le premier ministre »*. M. Hory a précisé que serait prochainement mis en place un comité de coordination présidé par le chef du gouvernement.

L'opposition dans le désordre

Suite de la première page

Pour Matignon, Jacques Chirac, soutenu par la *« bande à Léo »*, s'imposait comme le favori. Valéry Giscard d'Estaing étouffait sa rancune, et Raymond Barre jouait les solitaires. Pour l'élaboration du programme, une délégation par parti, un point c'est tout. Officiellement, ces deux délégations existent toujours, mais quel est leur poids? Les candidats au poste de premier ministre se bousculent. Les « antennes » se sont multipliées, vidant un peu plus les partis de leur substance. La maison RPR dispose maintenant de deux étages : celui du couple Chirac-Balladur et celui du couple Pasqua-Séguin. Le PR est partagé entre Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard. Les centristes courent se réfugier sous l'aile d'Edouard Balladur. Et Raymond Barre veille. Une belle pagaille!

En 1986, personne ne doutait que la victoire aux législatives serait l'antichambre d'un grand succès présidentiel. Aujourd'hui, nul ne se basarderait à un tel pari, Jacques Chirac pas plus que d'autres. *« Avec ce calendrier infernal,* confirme-t-on dans son entourage, *on est tous morts de trouille à l'idée qu'il se fasse planter par Michel Rocard. »*

Trois inconnues

Au bout du compte, la victoire étriquée de 1986 avait convaincu l'opposition qu'avec un PS resté fort et un Front national turbulent certaines limites s'imposaient. Voilà maintenant qu'une partie de cette droite, devant la « vague blanche » annoncée, prend peur de sa victoire, à l'instar de Charles Millon, redoutant qu'*« une Chambre bleu horizon ne conduise à un gouvernement de restauration sentant plutôt le renfermé »*.

L'opposition peut se sentir forte, mais elle n'est pas tranquille. Elle n'a cessé de dire et de répéter, ces dernières semaines, qu'elle se trouvait devant trois grandes inconnues : politique, économique et sociale. Politiquement, ses responsables savent que François Mitterrand demeurera le maître de leur jeu. *« Nous sentons,* explique François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, *une opposition croissante dans l'opinion à son maintien à l'Elysée, mais force est de constater que nous n'avons pas encore trouvé la manière républicaine de l'empêcher de rester. »*

Economiquement, ils se disent aussi qu'ils vont se trouver face à une situation beaucoup plus périlleuse encore qu'en 1986. Dans un rapport confidentiel du 26 novembre, Alain Madelin, vice-président de l'UDF, consigne ainsi sa vision du proche avenir : *« La France de 1993 risque fort de ressembler à la Grande-Bretagne de 1992. Au pis, elle suivra le modèle suédois. »* Du point de vue social enfin, les vœux de fin d'année du chef de l'Etat n'ont pas contribué à rassurer. *« S'il se remet à flatter tous les réflexes corporatistes, la situation va devenir vite ingérable »*, se plaint M. Bayrou. *« Il n'est pas sûr,* surenchérit un conseiller de M. Chirac, *que le pays soit prêt à entendre un langage lui demandant de se serrer la ceinture. Deux ans ne permettront pas de faire toucher du doigt les résultats qu'on peut obtenir. »* Mais il faudra bien avancer.

M. Madelin comme M. Balladur ont prévu de présenter dans les jours prochains un état de la situation budgétaire du pays, *« pour mettre les choses au net »*. Procédure inutile, grince-t-on chez M. Séguin, *« qui ne sert qu'à occuper les gens et à justifier ensuite le sang et les larmes »*. Et puis il faudra quand même présenter avant la fin de ce mois cette fameuse plate-forme de gouvernement qui, en réalité, ne semble guère préoccuper grand monde. Pour les conseillers de M. Pasqua, ce ne sera là qu'*« un replatrâge permanent et bidon »*, *« qui n'engagera que ceux qui s'estiment engagés »*, ajoutent ceux de M. Séguin. Pas du tout, rétorque-t-on chez Jacques Chirac, *« cette plate-forme sera l'expression officielle des comportements de la future majorité »*. Mais quand, chez Edouard Balladur, on entend dire aussi que, quel que soit le premier ministre, il ne sera pas tenu par cette plate-forme, la question de savoir si celle-ci n'est pas faite seulement pour amuser la galerie se pose sérieusement.

« Une aberration médiatique »

Si l'opposition se trouve à la fin de cet hiver fort dépourvue, c'est peut-être parce qu'elle a beaucoup de candidats à des postes ministériels, mais peu de candidats à la réflexion. Combien sont-ils? Les compte-t-on sur les doigts des deux mains? *« Tant que cela? »*, rétorque M. Madelin. *« Le fait est que nous étions plus stimulés intellectuellement en 1986 »*, note M. Balladur. Pour les amis de M. Pasqua, les « états généraux de l'opposition » n'auront été qu'*« une aberration politique et médiatique »*. L'UDF, lors de son dernier conseil national du 19 novembre 1992, a présenté en grande pompe son *« pacte social »*. Son président, M. Giscard d'Estaing, l'a découvert à la tribune. Chacun y va de son projet, en cultivant comme à plaisir les différences.

On ne cherche pas vraiment à *« s'insérer »*, admet-on encore dans l'entourage de Charles Pasqua. Pas la peine, glisse-t-on chez le voisin Séguin, puisqu'*« on n'est d'accord sur presque rien »* avec le texte officiel du RPR. Le 5 décembre, François Léotard annonçait tout de go qu'il présenterait son programme pour ses soixante premiers jours de gouvernement. *« Tout le monde sait que ce sera épouvantable,* expliquent ses proches, *personne n'attend de miracles. Mais nous, nous voulons donner un souffle, prouver que le talent peut combler le manque d'argent. »* Tout un programme, en effet!

Pour ne pas être en reste, chacun met en avant son énarque, son inspecteur des finances, faisant toucher un peu plus du doigt la difficulté de la vie politique française à s'ouvrir sur l'extérieur. Les mêmes hauts fonctionnaires continuent de réfléchir sur les mêmes dossiers, les hommes politiques, comme on en vient d'ailleurs à le regretter au RPR, s'employant à *« habiller d'une caution politique une analyse techno-administrative »*. Cette impression de désordre ne se serait pas produite, selon Edouard Balladur; si, comme il le recommandait, le RPR et l'UDF avaient su à temps se fondre dans un même ensemble. *« Même après dix ans,* préfèrent se consoler les proches de M. Chirac, *la droite n'a toujours pas réussi à avoir une culture d'opposition. Elle est exécrable quand elle s'oppose, mais elle se coagule bien quand elle gouverne. »*

Si coagulation il doit y avoir, il faudra en tout cas faire vite, car de sérieux écueils se présentent sur sa route. Celui de la monnaie, bien sûr. Faudra-t-il la dévaluer, la laisser flotter, briser le lien avec le mark? Le débat est vif au sein du RPR.

Il l'est aussi au sein de l'UDF entre M. Madelin et M. Giscard d'Estaing. *« Notre plate-forme dira clairement que nous sommes favorables à la stabilité monétaire »*, assurent les conseillers de M. Chirac. *« Il n'y a aucune raison,* pronostiquent au contraire ceux de M. Pasqua, *que nous ne retrouvions pas sur ce dossier les mêmes clivages que pour Maastricht. »*

Priorité sociale

Priorité sociale : la formule est sur toutes les lèvres, mais que recouvre-t-elle vraiment? Les centristes entendent être en pointe sur ce terrain qui leur est cher. *« Notre politique économique,* veut croire Edmond Alphandéry, *devra être faite non pas en fonction de considérations idéologiques, mais en fonction de critères sociaux. »* Au RPR, on ne se dissimule pas la difficulté. *« Notre discours économique et social,* explique-t-on, *a été élaboré au moment où nous pensions avoir touché le fond de la crise. Il nous faut trouver des formulations de campagne électorale sur des sujets que nous n'avons pas eu le temps de vraiment creuser. »*

L'opposition n'échappera pas non plus à un recadrage sur l'Europe. *« En 1993, les pro-européens devront reprendre l'initiative »*, écrivait M. Giscard d'Estaing dans *Paris-Match* de la semaine dernière. Sur ce terrain, le RPR semble moins zélé. Compte tenu des *« réalités très mouvantes »*, le dossier de la défense est également laissé sous le coude. D'autres débats – la décentralisation, l'immigration – pourraient aussi faire apparaître des frictions entre le RPR et l'UDF.

L'opposition n'est pas au bout de ses peines. Savoir d'abord cohabiter avec elle-même paraît pour demain sa plus urgente priorité.

DANIEL CARTON

Hérault : M. Couveinhes (RPR) s'estime diffamé par son suppléant

MONTPELLIER

de notre correspondant

Dans une lettre qu'il a envoyée à M. Jacques Chirac et qu'il nous a transmise lundi 4 janvier, M. René Couveinhes, maire RPR de La Grande-Motte, député de l'Hérault, indique, qu'il a *« dû déposer une plainte en diffamation »* contre M. Jean-Pierre Grand, son actuel suppléant et maire RPR de Castelnau-le-Lez (Hérault), en réponse aux *« insinuations diffamatoires »* de ce dernier. M. Couveinhes avait été cité dans une plainte contre X... déposée à Montpellier pour ingérence et abus de biens sociaux par un de ses colistiers, M. René Eymard (*le Monde* du 24 décembre 1992). Dans un courrier adressé à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et rendu public, M. Grand avait considéré, *« sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux »*, que cette plainte, déposée *« en raison de fautes pénales graves qui auraient été commises dans la gestion de la commune »*, rendait *« moralement et politiquement difficile »* l'idée *« de faire équipe avec René Couveinhes pour les prochaines élections législatives »*.

Dans sa lettre au président du RPR, M. Couveinhes dénonce *« le spectacle de mascarade et la nouvelle tentative de désunion que Jean-Pierre Grand donne actuellement »*. *« Que ses fantasmes politiques ne soient pas assouvis,* explique-t-il, *ne doit en aucun cas être le prétexte d'une campagne de diffamation concernant un élu qui n'a jamais démérité »*. Le maire de La Grande-Motte voit avant tout dans la campagne menée contre lui une tentative de déstabilisation qui exploite *« un dossier vide en ce qui concerne la responsabilité éventuelle de la mairie de La Grande-Motte et encore moins du maire »*. Il fait état de nombreux appels ou courriers reçus de militants demandant l'exclusion de M. Grand. Il laisse toutefois M. Chirac *« juge de l'attitude à prendre »* à ce sujet en *« comptant sur* [sa] *fermeté »*. Et de conclure que M. Grand porterait *« l'entière responsabilité »* d'un échec électoral en mars prochain.

La fracture politique entre le député et son suppléant ne date pas d'hier. Les deux hommes représentent en effet deux tendances différentes au sein du RPR. M. Grand, plus jeune et proche de M. Alain Juppé, pense incarner la relève d'un parti contrôlé dans cette région par des amis de M. Couveinhes, lui-même plus proche de M. Charles Pasqua. En 1988, les deux hommes avaient su, au prix d'âpres discussions, faire taire des divisions déjà vives. Mais ils avaient fait listes séparées aux élections régionales, chacun revendiquant officiellement l'investiture du RPR.

M. Grand avait ensuite dit « oui », et M Couveinhes « non », à la ratification du traité de Maastricht. Cette fois, le député soupçonne son suppléant de vouloir se présenter contre lui aux élections législatives. Sur ce point, M. Grand réplique, sans autres commentaires, qu'il n'a *« pas encore pris de décision »*.

JACQUES MONIN

□ **LOIRET : deux conseillers généraux sanctionnés.** – Le tribunal administratif d'Orléans a prononcé l'inéligibilité pour un an de deux conseillers généraux du Loiret, MM. Ferling (UDF-PR), vice-président du conseil général, et Sorgniard (RPR), élus, respectivement, dans le canton de Sully-sur-Loire et dans celui de Jargeau. Il leur est reproché de ne pas avoir déposé en préfecture leurs comptes de campagne dans les délais prescrits, comme la loi du 15 janvier 1990 l'exige, lors du scrutin cantonal de mars dernier.

Dordogne : les chances de la droite

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

En Dordogne, l'opposition rêve de rééditer son exploit de 1968. Cette année-là, les électeurs périgourdins, oubliant qu'ils avaient, de longue date, le cœur à gauche, avaient envoyé quatre députés de droite à l'Assemblée nationale. Un coup de Trafalgar sans lendemain, socialistes, communistes et radicaux ayant regagné ensuite, sans trop de difficultés, les positions perdues.

Le basculement du conseil général à droite, en mars dernier, donne beaucoup d'espoir au RPR et à l'UDF, qui entendent démontrer que cette victoire historique coïncide avec un retournement durable de l'opinion publique locale. Ainsi dans la quatrième circonscription, M. Jean-Jacques de Peretti, qui, après de nombreux revers, a fini par emporter la mairie et le siège de conseiller général de Sarlat, est-il aujourd'hui en position de réaliser la passe de trois. Issu de l'appareil chiraquien, ce jeune loup retrouve en face de lui M. Roland Dumas, son vainqueur de 1988.. Le ministre des affaires étrangères, en dépit de son aura en milieu rural, est déjà interpellé sur son bilan. Les gaullistes ont de moins en moins de mal à convaincre les Périgourdins que, hormis de généreuses distributions de médailles, leur grand homme ne s'est pas beaucoup soucié d'eux.

Dans la première circonscription (Périgueux), le député sortant socialiste, M. Bernard Bioulac, ancien président du conseil général, qui a battu M. Guéna il y a cinq ans, est désormais en perte de vitesse. Il n'a toujours pas commencé sa campagne, alors que M. François Roussel, son challenger RPR, est en piste depuis six mois. L'entourage de M. Guéna a pris en main ce vétérinaire, qui n'a pourtant jamais réussi à être élu conseiller général dans son canton. Un handicap que la machine RPR tente de gommer en exploitant le discrédit qui affecte le Parti socialiste, ainsi que certaines « petites affaires » liées à la gestion de M. Bioulac à la tête de l'assemblée départementale.

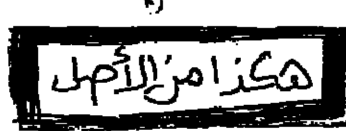
Comme à l'accoutumée, l'opposition pourra compter sur les mauvais reports de voix entre le PC et le PS pour forcer la décision. En chaussant des semelles de plomb lors des dernières cantonales, les électeurs communistes ont donné à la droite une victoire qu'elle n'osait espérer. Moins que jamais ils ont envie de voter socialiste et, dans les rangs du RPR, on est persuadé qu'ils feront tout pour faire battre M. Dumas.

Paradoxalement, la perspective de la victoire divise l'opposition. Sous l'impulsion de M. Guéna, le RPR a décidé de présenter des candidats partout. Placée devant le fait accompli, l'UDF dénonce des *« primaires démobilisantes et écœurantes pour les électeurs »* et s'étonne que l'union prônée il y a quelques semaines, lors des cantonales, ne soit plus de mise aujourd'hui. Cette zizanie à droite redonne toutes ses chances, dans la deuxième circonscription (Bergerac), à M. Suchod, député sortant (proche de M. Chevènement), non investi par son parti, qui lui a préféré M. Renaud Boisvert, secrétaire départemental de la fédération socialiste. M. Suchod, fort bien implanté, peut tirer profit de la guerre qui va opposer Mme Katherine Traissac (UDF) à M. Daniel Guarrigue (RPR).

Il en va de même pour ce communiste atypique qu'est M. René Dutin en Périgord vert, dans la troisième circonscription. Surnommé « l'assistante sociale », cet homme de contact a de bonnes chances de devancer le sortant radical de gauche, M. Alain Bonnet, au premier tour. Nombre de militants RPR du nord du département affirment sans hésitation qu'ils voteront pour M. Dutin si le candidat de l'UDF arrive en tête de la droite au premier tour.

Reste à savoir si les chasseurs et les écologistes, qui ont obtenu plus de 15 % des voix aux élections régionales, pourront jouer un rôle d'arbitre dans ces joutes particulièrement indécises. Les premiers n'ont pas de chef de file représentatif dans toutes les circonscriptions; les seconds ne parviennent pas à mettre un mouchoir sur leurs querelles.

DOMINIQUE RICHARD



SOCIÉTÉ

En contradiction avec l'esprit de la loi Evin

L'affichage publicitaire des boissons alcoolisées pourrait être autorisé sur l'ensemble du territoire

Les décrets d'application de la loi Evin, pour la partie qui concerne la lutte contre l'alcoolisme, qui devaient être publiés avant le 1er janvier 1993, ne le sont toujours pas. Leur rédaction se heurte en effet à des difficultés techniques, ainsi sans doute qu'à l'action de différents lobbies. Le principal décret – à l'étude chez le premier ministre – autoriserait, dans sa rédaction actuelle, la publicité par affichage sur l'ensemble du territoire et non, comme le prévoyait la loi, dans les seules «zones de production».

La loi Evin du 10 janvier 1991, relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, prévoyait, dans sa partie «alcool», qu'une série de décrets d'application seraient publiés avant le 1er janvier 1993. Elle prévoyait la modification, à cette date, de l'article L 17 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme. Deux ans après la promulgation de la loi, l'échéance n'a pas été respectée.

Le principal décret concerne la publicité pour les boissons alcoolisées. La publicité directe ou indirecte devait être autorisée, selon la loi, *«sous forme d'affiches et d'enseignes dans les zones de production, sous forme d'affichettes et d'objets à l'intérieur des lieux de vente à caractère spécialisé»* (1).

L'idée de M. Claude Evin, alors ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, était de protéger la production viticole française en aménageant des zones géographiques correspondant aux aires de production de vins de qualité (vin d'appellation d'origine contrôlée et vin délimité de qualité supérieure). Dans ces aires officiellement définies, les producteurs auraient pu, sous forme d'*«enseignes»*, identifier clairement et signer leur production.

Or le débat à l'Assemblée nationale devait, en élargissant ces possibilités, pervertir l'idée initiale. On a ajouté aux *«enseignes»*, les *«affiches»*. La notion de *«lieu de production»* est devenue, par le jeu de divers amendements, celle de *«zone de production»*. La rédaction du décret devenait dès lors plus problématique.

Comme dans le cas du tabac, les lobbies se sont clairement manifestés. Les représentants de la viticulture française ont fait, pour l'occasion, cause commune avec les grands alcooliers internationaux, producteurs de bière ou d'alcools de grain. Aussi la rédaction du décret de la loi Evin s'est-elle orientée vers une conception plus *«pragmatique»* que prévu.

De bonne source, on indique que, dans sa dernière version, actuellement soumise à la relecture des services du premier ministre, le texte du décret prévoit de considérer la France entière comme *«zone de production»*. L'affichage incitant à l'achat et à la consommation de boissons alcoolisées ne serait prohibé que dans un périmètre de cent mètres autour des établissements et restaurants scolaires et universitaires, ainsi que dans les enceintes sportives.

Equilibrisme

Sans être pleinement satisfait d'un tel texte, on souligne, dans l'entourage de M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, avoir dû faire preuve d'*«équilibrisme»*, compte tenu des contraintes techniques imposées, à commencer par l'argument avancé par le cabinet du ministre de l'agriculture. Ce dernier invoque l'existence d'une directive communautaire européenne, selon laquelle c'est l'ensemble du territoire national qui doit être considéré comme «zone de production» de boissons alcoolisées.

Au cabinet de M. Kouchner, on indique avoir étudié, en vain, de nombreuses solutions consistant, par exemple, à limiter la publicité par affichage aux régions productrices de vin d'appellation d'origine contrôlée ou à faire une distinction entre les types de boissons en fonction de leur degré.

«Tous les arguments invoqués sont sans valeur, qu'il s'agisse des directives communautaires ou de l'ambiguïté de la rédaction de la loi», explique le professeur Claude Got, l'un des cinq «sages», spécialistes de santé publique, à l'origine de la rédaction initiale de la loi Evin. Il ajoute : *«La vérité est beaucoup plus simple. Il s'agit, à la veille des élections législatives, de ménager le secteur de l'affichage – où le contrôle précis des dépenses des partis est très difficile – et de ne pas toucher aux 300 millions de francs que génère annuellement la publicité pour les boissons alcoolisées.»*

JEAN-YVES NAU

(1) La loi Evin prévoit l'autorisation des publicités incitant à la consommation de boissons alcoolisées dans la presse écrite, *«à l'exclusion des publications destinées à la jeunesse»*, ainsi que, par voie de radiodiffusion, dans certaines catégories de radios et certaines tranches horaires.

Après la vague de froid

M. Teulade estime suffisantes les capacités d'accueil d'urgence des sans-abri

Douze sans-abri ont payé de leur vie la vague de froid que vient de subir la France. A Paris, où on n'a enregistré aucune victime, les numéros verts mis en place par la mairie de la capitale et par le ministère des affaires sociales ont reçu 475 appels au cours de la journée du mardi 5 janvier. Soixante appels émanaient de personnes sans domicile fixe cherchant un lit, 96 d'associations caritatives se renseignant sur les places disponibles et 70 de particuliers proposant des dons. Au ministère, la moitié des appels venaient de province.

L'appel aux établissements universitaires, lancé par M. Jack Lang, n'a reçu qu'un modeste écho. Sept restaurants universitaires de Paris et de l'Ile-de-France ont servi des repas aux nécessiteux. La Sorbonne et trois instituts universitaires de formation des maîtres autour de la capitale ont installé des matelas dans des locaux vacants. A Montpellier, les 120 places aménagées dans la salle de spectacle d'une ancienne école normale ont été occupées. D'autres centres ont été ouverts principalement dans les villes du midi, comme à Perpignan, Narbonne, Carcassonne, Mende et Nîmes.

Au total, selon M. René Teulade, ministre des affaires sociales, les capacités d'accueil d'urgence pour les sans-abri se sont révélées suffisantes. Plus de 200 places sont restées disponibles à Paris durant la nuit du lundi 4 au mardi 5. *«S'agissant de la province*, déclarent les services de M. Teulade, *les informations transmises par les préfets ne font apparaître aucune insuffisance des capacités d'accueil, au moins dans les grandes agglomérations»*.

Mort d'un homme des bois

On l'a découvert, dimanche 3 janvier, mort de froid dans sa cabane, à Cournon, dans le Morbihan. Jean Le Blet vivait là, sans eau ni électricité, dormant sous une bâche en nylon. Il aurait eu soixante-douze ans dans quelques semaines. Veuf depuis une quinzaine d'années, il était père de sept enfants, dont six sont vivants. Ouvrier de scierie, Jean Le Blet avait toujours travaillé en forêt, par tous les temps. Il avait choisi de continuer à vivre ainsi, en homme des bois.

Détail qui en a étonné plus d'un dans la commune : on a découvert que le «sans domicile fixe» de Cournon était propriétaire de plusieurs hectares de terrain et possédait plus de 300 000 francs sur son compte bancaire.

REPÈRES

ESPACE

L'accord Lockheed-Khrunichev provoque des remous

L'accord récemment conclu entre la société américaine Lockheed et la firme russe Khrunichev pour la commercialisation en Occident du lanceur russe Proton suscite de nombreuses réactions (*le Monde* du 31 décembre 1992). Selon l'hebdomadaire spécialisé *Space News*, bien des voix se sont élevées au sein des départements de la défense, des transports et du commerce pour protester contre cet accord qui pourrait bien, disent-ils, sonner le glas pour l'industrie américaine déjà faible des services de lancement et perturber le fragile équilibre de ce marché par des offres à très bas prix. A l'appui de leurs thèses, les déclarations faites par le géant américain de l'électronique Motorola qui envisage de faire mettre en orbite, par trois Proton russes, vingt et un des soixante-six satellites de son futur réseau mondial de télécommunications cellulaire Iridium. Bien que Motorola se défende d'une quelconque entente sur ce point avec Lockheed, certains observateurs font en effet remarquer que c'est cette même firme qui construira les satellites pour Motorola.

FAITS DIVERS

Trois morts dans une famille de l'Hérault

Les gendarmes ont découvert, mardi 5 janvier, les corps sans vie de Jean et Martine Odier, ainsi que de leur fille de 15 ans, Sybille, allongés sur un lit dans une chambre de leur pavillon de Fontanès, dans l'Hérault, une carabine 22 long rifle dans la main gauche de l'adolescente. Un cousin, domicilié à Toulon, qui avait reçu peu avant un courrier dactylographié, signé de l'ensemble de la famille, et dans lequel se trouvaient les clés du domicile, avait donné l'alerte. Selon les premières constatations, la fille aurait pu tuer ses parents avant de se donner la mort, mais aucun mobile ne vient confirmer l'hypothèse d'un suicide collectif. – *(Corresp.)*

IMMIGRATION

Un imam de Bondy menacé de reconduite à la frontière

L'association de la culture islamique de Bondy (Seine-Saint-Denis) se mobilise, avec le soutien de la municipalité (PS) de la ville, contre le refus du ministère de l'intérieur de renouveler le titre de séjour d'un imam marocain, M. Nadir El Houssaine, qui prêche et donne des cours d'arabe. Une pétition circule pour obtenir la régularisation de la situation de l'imam, menacé de reconduite à la frontière.

L'association se défend de toute inspiration *«intégriste»* et met en avant le rôle social de l'imam à l'égard des jeunes désœuvrés. Tel n'est pas l'avis de l'administration, qui s'oppose à la demande d'obtention du statut de salarié de M. El Houssaine, arguant de l'insuffisance de ses ressources, de son défaut de maîtrise de la langue française et de discours jugés peu favorables à l'intégration.

SPORTS

Ski alpin : première victoire de la saison pour Carole Merle

En s'imposant très nettement, mardi 5 janvier, dans le slalom géant de Maribor (Slovénie), la Française Carole Merle a remporté sa première victoire de Coupe du monde de la saison. Meilleur temps dans les deux manches, elle a devancé l'Autrichienne Anita Wachter et la Suissesse Vreni Schneider. Elle se hisse ainsi à la troisième place, derrière Wachter et la Suédoise Pernilla Wiberg, du classement général de la Coupe du monde, récemment désertée par sa grande rivale autrichienne, Petra Kronberger. Grâce à cette dix-neuvième victoire de sa carrière, Carole Merle, qui va fêter ses vingt-neuf ans, a battu le record établi par Jean-Claude Killy et devient l'athlète français ayant remporté le plus d'épreuves de la Coupe du monde. La Française, qui avait changé de matériel à l'intersaison, offre également sa première victoire à la firme française Salomon.

La patineuse Katarina Witt rêve des Jeux de 1994

Passée professionnelle après son deuxième titre olympique obtenu en 1988 à Calgary, l'ancienne championne est-allemande de patinage artistique Katarina Witt, âgée de vingt-sept ans, a annoncé, lundi 4 janvier, qu'elle espérait participer aux prochains Jeux d'hiver de Lillehammer (Norvège) en 1994. *«Je ne pense pas à l'or»* a précisé la patineuse qui aurait surtout besoin de retrouver *«cette tension formidable des grands championnats»* après avoir incarné une Carmen sur glace pour le cinéma.

Katarina Witt a déposé une demande de licence amateur auprès des fédérations allemande et internationale de patinage. Cette demande devrait être étudiée le 12 février. En cas de réponse positive, elle participerait aux Championnats d'Allemagne prévus en décembre et qui décideront des places qualificatives pour les Jeux. *«Mon objectif ressemble à une montagne que je m'efforcerai de franchir»*, a déclaré la championne qui devrait renouer avec son ancien entraîneur, Jutta Mueller, assistée de deux autres entraîneurs britannique et canadien, chargés de sa condition physique et de sa chorégraphie. *«Je reviens aussi remettre au goût du jour le beau patinage, celui qui plaît parce que tout est harmonieux et esthétique.»*

EN BREF

□ **L'association Act-up manifeste contre le plan de lutte contre la drogue du ministère de l'intérieur.** – Une douzaine de personnes se réclamant de l'association de lutte contre le sida Act-up ont manifesté, mardi 5 janvier, place Beauvau à Paris, devant les locaux du ministère de l'intérieur, contre le «plan Quilès-Broussard» de lutte contre la drogue (*le Monde* du 24 décembre 1992). Les manifestants ont réclamé que l'on *«déclare la guerre au sida, pas aux toxicomanes»*. Ils ont scandé des slogans en faveur de la distribution de seringues avant de se coucher sur le sol devant les grilles du ministère. Ils ont été emmenés par les forces de l'ordre dans des fourgons de police.

□ **Mort de Mgr Michel Bernard, ancien archevêque de Brazzaville et de Nouakchott.** – Mgr Michel Bernard, ancien archevêque de Brazzaville, capitale du Congo, et de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, est décédé le 2 janvier à l'âge de quatre-vingt-un ans. Ancien missionnaire spiritain, il avait été ordonné prêtre en 1938. Après avoir été vicaire apostolique à Conakry, en Guinée, il était devenu archevêque de Brazzaville en 1955, puis archevêque de Nouakchott en 1965. – *(AFP.)*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 6 janvier 1993 :

DES DÉCRETS

– N° 93-15 du 5 janvier 1993 portant création de l'Etablissement public de la Cité de la musique;

– N° 92-1483 du 31 décembre 1992 relatif à l'organisation de la représentation du ministre chargé des armées au sein des missions diplomatiques françaises à l'étranger.

UN ARRÊTÉ

– Du 31 décembre 1992 fixant les caractéristiques des affichettes relatives à la publicité en faveur du tabac dans les débits de tabac.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

NUCLÉAIRE

Trois décrets pris par le gouvernement

La gestion des déchets radioactifs se met en place

La gestion des déchets radioactifs se met progressivement en place. Le gouvernement vient en effet de prendre coup sur coup trois décrets en application de l'importante loi du 30 décembre 1991 sur la gestion et le stockage de ces produits et s'apprête à en prendre un quatrième (1). Le premier, daté du 17 décembre 1992, est lié à l'article 6 de la loi. Il a eu pour conséquence la nomination d'un médiateur, M. Christian Bataille, chargé d'organiser la concertation avec les élus des zones où l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) pourrait, d'ici à quelques années, ouvrir un laboratoire souterrain où seraient menées des recherches sur la gestion et l'entreposage des déchets à haute activité et à vie longue (*le Monde* daté 20-21 décembre 1992).

Laboratoires souterrains

Le deuxième, daté du 30 décembre 1992 et relatif à l'article 13 de la loi sur les déchets, installe l'ANDRA dans ses nouveaux habits pour qu'elle puisse mener à bien les cinq grandes missions qui lui ont été confiées : recherches; gestion des centres de stockage des déchets; mise en place des laboratoires souterrains; renforcement des contrôles et spécifications du conditionnement des déchets; inventaire des déchets radioactifs sur le territoire national. Deux points sont à noter : la présence d'un parlementaire siégeant au conseil d'administration et la création d'un conseil scientifique de douze membres.

Quant au troisième décret, daté du 29 décembre 1992 et relatif à l'article 12 de la loi, il définit ce que seront les groupements d'intérêt public (GIP) chargés d'organiser les mesures d'accompagnement financières dans les zones où seront implantés les laboratoires souterrains. Siégeront au sein de ces GIP des représentants de l'Etat, de l'ANDRA, de la région, du département et des communes dont une partie du territoire est située à moins de 10 km du puits du laboratoire souterrain.

(1) Relatif à la procédure de création des laboratoires souterrains dans lesquels seront menées les recherches nécessaires à la bonne connaissance des terrains géologiques susceptibles d'accueillir demain les déchets radioactifs à haute activité et à vie longue.

SCIENCES

Un nouveau directeur pour le synchrotron de Grenoble

M. Yves Petroff a pris, le 1er janvier, les fonctions de directeur général de la source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) en cours de construction à Grenoble. Il succède à M. Ruprecht Haensel, qui occupait ce poste depuis le démarrage du projet, en 1986, et a rejoint son université d'origine, à Kiel (Allemagne). Associant douze partenaires européens pour un investissement de 2,2 milliards de francs (aux conditions de 1987), l'ESRF devrait offrir ses premières lignes de lumière aux chercheurs à la mi-1994. – *(Corresp.)*

[Né le 16 janvier 1937 à Mortagne (Orne), docteur es sciences, M. Yves Petroff est un spécialiste de la structure électronique des solides, des surfaces et du rayonnement synchrotron. Après avoir enseigné à L'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), et à celle de Berkeley (Etats-Unis), il a participé à la création du laboratoire pour l'utilisation du rayonnement synchrotron (Lure) de l'université d'Orsay, dont il a assuré la direction de 1980 à 1990.]

POINT/L'ÉCHOUAGE DU PÉTROLIER « BRAER »

Début de catastrophe écologique

En s'échouant en 1989 au sud de l'Alaska, le pétrolier américain *Exxon-Valdez* avait fait prendre conscience aux Etats-Unis des menaces que font peser sur l'environnement les transports d'hydrocarbures par voie maritime.

La réglementation qu'ils ont adoptée à la suite de cet accident leur permet désormais d'empêcher les transporteurs de brut qui n'ont pas une double coque d'entrer dans leurs ports. Le pétrolier *Braer* affrété par une compagnie américaine sous pavillon libérien possédait une coque simple.

Drossé, mardi 5 janvier, par la tempête sur les récifs de la côte sud de la principale île des Shetland au nord de l'Ecosse, il avait commencé de laisser échapper les 84 500 tonnes de sa cargaison – deux fois plus que l'*Exxon-Valdez* – par des déchirures à la proue et à la poupe.

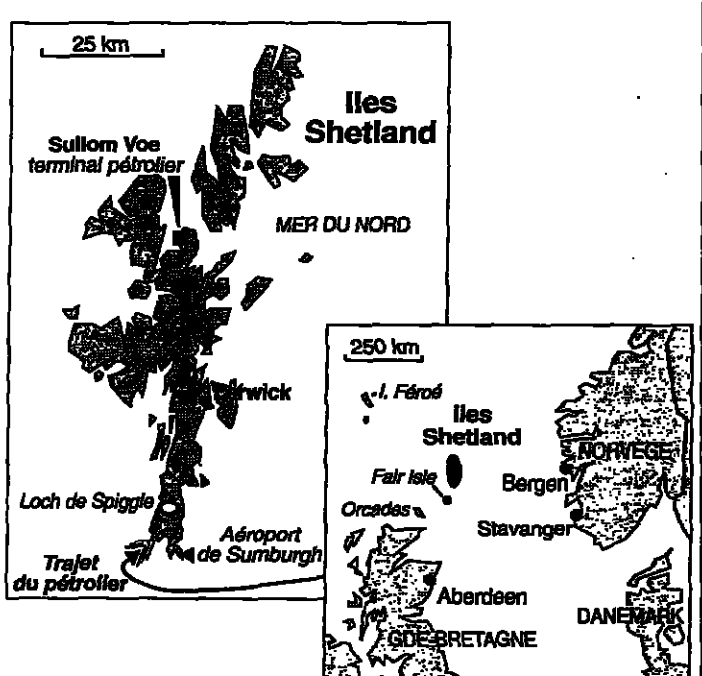
La tempête, particulièrement violente, qui empêchait la mise en place des moyens nécessaires pour lutter contre la marée noire, faisait craindre, mercredi 6 janvier, une dislocation du bâtiment qui entraînerait une catastrophe écologique.

Drossé dans la tempête

LONDRES

de notre correspondant

En évoquant les conséquences de l'accident du *Braer*, les gardes-côtes écossais parlaient déjà, mardi soir 5 janvier, de *« catastrophe écologique »*. Celles-ci sont cependant incertaines, puisque le navire n'a pas encore été brisé par la tempête qui fait rage dans la région des îles Shetland, mais les prévisions météorologiques ne laissaient, mercredi matin 6 janvier, guère d'espoir d'assister à une amélioration du temps, qui seule permettrait d'envisager une opération de sauvetage du bateau. Des vents de force 10 (vitesse de 89 à 102 km/h) continuaient de souffler sur la zone, empêchant les deux remorqueurs qui se trouvent à proximité du bateau de tenter quoi que ce soit. Faute d'une accalmie, il est douteux que le *Braer* puisse résister longtemps aux assauts de la mer qui roulent sa coque sur les récifs. A terme, il ne peut donc que se démanteler, libérant ainsi la totalité de sa cargaison, soit 84 500 tonnes de pétrole.



D'ores et déjà, la proue et la poupe du bateau ont été percées, et les hydrocarbures qui se déversent dans la mer ont noirci toute la côte alentour, menaçant la population animale de l'une des plus précieuses réserves naturelles de Grande-Bretagne. L'accident du *Braer*, navire qui bat pavillon libérien et a été affrété par une compagnie américaine s'est déclenché à 5 h 30 du matin, le 5 janvier, lorsque les moteurs du bateau se sont arrêtés, apparemment parce que la mer (par force 10, la hauteur des vagues est de 7 à 12 mètres) est entrée dans les circuits d'alimentation. Le *Braer*, qui se trouvait à 10 milles de la côte, a immédiatement commencé à dériver vers les récifs.

Le navire faisait route dans le chenal large de 22 milles situé entre Sumburgh Head (à la pointe sud de la plus grande des îles Shetland) et Fair Isle, île située au nord des îles Orcades. Venant du port norvégien de Mongstad, il se rendait au Québec. Deux heures plus tard – ce délai fait l'objet d'une polémique entre le capitaine du *Braer* et les gardes-côtes, – deux remorqueurs, dont le port d'attache est situé à Lerwick, à 30 milles de là, étaient sur place, ainsi que des hélicoptères de secours. Très vite, il est apparu que toute tentative de remorquer le bateau était vouée à l'échec et, à 9 heures, alors que le navire se dirigeait inéluctablement vers les récifs, le dernier des trente-quatre membres de l'équipage était hissé à bord des hélicoptères Sikorsky des gardes-côtes. Une ultime tentative fut ensuite lancée : quatre hommes furent déposés par hélicoptère sur le pont du tanker, afin d'essayer de faire redémarrer les moteurs et d'accrocher un câble de remorquage, sans résultat.

A 11 h 15, après l'évacuation de l'équipe de secours, le navire était drossé sur la côte, deux déchirures se signalant immédiatement à sa poupe et à sa proue, libérant un début de marée noire. En fin de soirée, les conséquences écologiques de cette fuite d'hydrocarbures apparaissaient déjà graves, notamment pour les colonies d'oiseaux et de phoques qui sont établies sur le rivage. La persistance du mauvais temps est à la fois un adversaire et un allié, s'agissant des menaces d'extension de la pollution pétrolière. Si la tempête se prolonge, le bateau, dont le pont est déjà à moitié submergé par les vagues, se brisera, et les opérations visant à contrôler la nappe pétrolière – notamment par des filets et le déversement de détergents – seront impossibles : *« La technologie qui est disponible ne peut rien faire de bon avec les conditions climatiques actuelles »*, a estimé M. George Sutherland, le directeur des opérations maritimes du conseil des îles Shetland.

« Pleinement indemnisés »

Si le temps se calme, des équipements antipollution sont immédiatement disponibles, à la fois sur les îles Shetland et à Aberdeen, la « capitale pétrolière » du nord-est de l'Ecosse, en raison de la proximité des gisements de gaz et de pétrole de la mer du Nord. Mais la persistance de vents violents a aussi pour effet de disperser beaucoup plus rapidement la pollution marine. Les hydrocarbures contenus dans les soutes du *Braer* sont du brut de type léger, dont la faible densité, estiment les experts, est un avantage. Selon eux, près de 40 % du pétrole pourrait s'évaporer, de 20 % à 30 % se disperser au large, le reste de la cargaison s'échouant sur la côte. Les responsables du « PC de crise » qui a été constitué tablent sur une réorientation des vents au nord-ouest, ce qui pourrait avoir pour effet d'éloigner des îles Shetland l'essentiel des hydrocarbures.

Lord Caithness, secrétaire d'Etat à la marine marchande, a déclaré que les habitants des îles seront *« pleinement indemnisés »* et a assuré que l'enquête qui va être ouverte sur les causes de cette catastrophe sera effectuée en Grande-Bretagne, et non au Liberia, port d'attache du *Braer*. Selon des responsables des assurances Lloyd's, le coût des dégâts produits par la pollution marine pourrait s'établir à environ 80 millions de livres sterling (environ 640 millions de francs). Si le navire était parfaitement en droit d'emprunter ce passage maritime relativement étroit, une polémique est déjà en train de naître sur le danger de laisser des navires comme le *Braer* naviguer si près de côtes spécialement « sensibles » en raison de caractéristiques économiques et écologiques.

Le *Braer*, qui a été construit en 1975, est en effet un bateau à une seule coque, contrairement aux navires construits depuis juillet dernier, qui, conformément à une nouvelle réglementation internationale, doivent posséder un double revêtement.

LAURENT ZECCHINI

Flottes à bout de souffle, équipages hétéroclites

Un navire battant pavillon libérien, un capitaine grec, un affréteur dont les bureaux sont au Canada, un propriétaire norvégien de... New-York. Tous les éléments semblent rassemblés pour laisser penser que le *Braer* appartient à cette catégorie des navires dénommés « bateaux de complaisance ». En vérité, s'il existe bien des « navires poubelles », qui naviguent impunément de par le monde, et des « tas de ferraille » qui bourlinguent au gré de chargements occasionnels grappillés ici et là, et dont les commandants se conduisent vis-à-vis de leurs équipages composés de pauvres hères du tiers-monde comme des dictateurs, ce n'est pas parce qu'un bateau est immatriculé à Monrovia, à l'île (britannique) de Man, à Singapour ou... au Havre qu'il est assurément voué au naufrage ou qu'il peut au contraire affronter toutes les mers et toutes les tempêtes.

En l'occurrence, le Libéria, s'il est politiquement un Etat d'Afrique en déliquescence, demeure pour une quantité de multinationales américaines (Exxon, Mobil) mais aussi pour des armateurs britanniques, norvégiens, ou français, le pavillon d'emprunt le plus utilisé, par un artifice juridique qui dure depuis un demi-siècle. Motif essentiel : des facilités fiscales, sociales et financières considérables.

La gestion de la flotte libérienne se fait d'ailleurs à partir d'un bureau très sérieux situé sur la côte Est des Etats-Unis et l'on sait bien que les Américains ne sont pas des gens qui jouent avec l'environnement ou avec les dollars... Or un tanker et sa cargaison représentent des valeurs considérables. Un armateur qui commanderait aujourd'hui en Corée du Sud ou au Japon (les deux principaux pays constructeurs) le même navire que le *Braer* (80 000 tonnes de port en lourd) devrait débourser environ 40 millions de dollars. Le Libéria est en tête de la flotte mondiale, et notamment de la flotte de gros pétroliers transporteurs de brut.

La question de la sécurité de la navigation maritime préoccupe toutefois de plus en plus les opinions publiques. Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, a d'ailleurs fait le 23 décembre dernier une communication au conseil des ministres sur le sujet, appelant à une meilleure coopération européenne pour améliorer non seulement la qualité des bateaux, mais aussi la formation des équipages.

Trop souvent, en effet, ces équipages sont hétérogènes, composés de plusieurs nationalités, recrutés par des agences spécialisées de marchands d'hommes qui travaillent avec des « correspondants » plus ou moins recommandables des Philippines, de Pologne, d'Ukraine, ou des pays de la côte occidentale d'Afrique, ou de Singapour.

Un système de double paroi

Les Etats-Unis, pour leur part, ont, en 1990, décidé des mesures unilatérales rigoureuses, à travers le Maritime Pollution Act, après l'accident de l'*Exxon-Valdez*, obligeant, par étapes, les pétroliers qui desserviront leurs ports à être munis de doubles parois, afin d'éviter ou de limiter les marées noires en cas d'échouement. Quant aux armateurs, leur responsabilité en cas d'accident pourra être engagée de manière illimitée.

Le pétrole toutefois n'est pas la marchandise la plus dangereuse qui navigue sur les mers ou les fleuves. Les cargos ayant à leur bord des produits chimiques, des acides, des explosifs, des matières nucléaires (on l'a bien vu avec l'épisode du cargo japonais *Akatsuki-Maru*), du gaz naturel liquéfié ou des essences très volatiles, passent chaque jour par dizaines au large d'Ouessant ou dans le détroit de Malacca, entre Singapour et l'Indonésie, sur la route du Japon.

Il n'empêche que les pétroliers, à cause de leur taille (certains peuvent transporter 350 000 tonnes de brut), sont les navires qui engendrent les peurs les plus profondes. Non sans raisons d'ailleurs, car beaucoup d'entre eux ne sont plus d'une extrême jeunesse. La flotte mondiale de transport de pétrole brut compte environ 2 600 navires pour une capacité de 245 millions de tonnes, ce qui représente par rapport à 1978 une diminution de 700 bateaux et de 80 millions de tonnes.

Les risques d'accidents peuvent donc être considérés comme moindres, d'autant que les systèmes de guidage et de surveillance se sont améliorés. Mais les opérations de contrôle sous contrainte et les sanctions (listes noires de navires dangereux inférieurs aux normes réglementaires ou d'armateurs irresponsables, embargo, saisies) restent encore insuffisants.

La flotte pétrolière mondiale – y compris la flotte française avec ses 14 tankers – a considérablement vieilli. Et la chambre syndicale des constructeurs français de navires a, il y a quelques jours, tiré la sonnette d'alarme. Plus de la moitié des pétroliers qui naviguent ont plus de quinze ans. La flotte vieillit au rythme de cinq mois et demi par an en moyenne depuis 1980. Alors qu'il faudrait sérieusement renouveler une bonne partie des cargos, pétroliers, ferries, caboteurs, les armateurs, à cause de la crise économique, repoussent toujours leurs décisions d'investissement : le carnet de commandes qui était de 44 millions de tonnes en juillet 1991 est tombé à 38 millions en septembre dernier.

FRANÇOIS GROSRICHARD

L'archipel aux oiseaux

L'archipel des Shetlands est un paradis pour les « birdwatchers » (observateurs d'oiseaux), car il recèle de très nombreuses colonies d'oiseaux marins, en particulier fous de Bassan, macareux moines, pingouins et guillemots. On y dénombre deux réserves naturelles gérées par le National Trust – l'équivalent britannique du Conservatoire du littoral – l'île de Noss et Fair Isle, à mi-chemin entre les Shetlands et les Orcades.

Quant à la puissante RSPB (Royal Society for the Protection of Birds), qui compte 850 000 membres, elle gère trois réserves dans le nord de l'archipel (Lumbister, Fetlar, Yell Sound Island) et une autre qu'elle vient d'acquérir dans le sud, le Loch of Spiggie. Cette dernière réserve, plus facile d'accès grâce à la présence de l'aéroport de Sumburgh, se trouve à quelques miles à l'est du lieu d'échouage du Braer.

En cette saison hivernale, heureusement, la plupart des colonies sont désertées pour des cieux plus cléments. Les fous de Bassan ne rentrent qu'en février et les alcidés (pingouins, guillemots et macareux) fin mars au plus tôt. *« Une marée noire en janvier est beaucoup moins catastrophique qu'en mars, comme ce fut le cas pour l'*Amoco-Cadiz *et la réserve des Sept-Iles »*, observe Antoine Reille, président d'honneur de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). Seuls, en effet, les oiseaux hivernants vont souffrir dans l'immédiat de la présence de pétrole sur la mer. Ce sont, pour l'essentiel, les cygnes et canards, ainsi que les eiders, plongeons (imbrin et catmarin) et hareldes.

Les autres victimes potentielles de la marée noire sont les phoques et les loutres, qui fréquentent beaucoup les estuaires marins pour y pêcher. Les principales colonies de phoques sont le phoque gris *(Halichoerus grypus)* et le veau marin *(Phoca gitulina)*.

ROGER CANS

Des assureurs particulièrement inquiets

« C'est la loi des séries noires. L'année 1993 commence comme 1992 s'était terminée avec le naufrage en décembre du pétrolier grec Aegean-Sea *près de La Corogne »*, se lamente un réassureur français. *« Les pertes liées à la catastrophe dans les îles Shetland seront sans doute lourdes, mais si le navire venait à se briser, ce sera sans doute la marée noire la plus coûteuse et la plus importante en Europe depuis le naufrage de l'*Amoco-Cadiz *en 1978 »*, ajoute-t-il.

Les grands assureurs et les réassureurs, toujours en première ligne dans la couverture des risques majeurs, comme les Lloyd's de Londres, déjà en très fâcheuse posture, se refusent aujourd'hui à faire le moindre pronostic sur le coût final d'une telle catastrophe.

Dans un naufrage de ce type, les assureurs interviennent à trois niveaux : ils assurent le corps du navire, sa cargaison et, en quelque sorte, la responsabilité civile, c'est-à-dire les dégâts causés par la marée noire. A Oslo, la compagnie d'assurances Skuld, qui assure le bâtiment, enregistré au Liberia, propriété de la Braer Corp. of Bermuda, elle-même filiale de Bergvall and Hudner Ship Management de Stamford, dans le Connecticut, précise que le pétrolier est assuré à hauteur de 13 millions de dollars. Un niveau jugé très faible par les spécialistes compte tenu de l'âge du navire, lancé en 1975. Le niveau de couverture de la cargaison n'est pas connu. Enfin, Bergvall and Hudner est assuré à hauteur de 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs) contre le risque de marée noire. Mais pour éventuellement obtenir de telles sommes, il faudra prouver que l'équipage a commis des erreurs ou a fait preuve de négligence.

L'Etat français et les communes bretonnes ont eu besoin de quatorze ans de procédure après le naufrage de l'*Amoco-Cadiz* pour obtenir, le 24 avril 1992 *(le Monde* du 26 avril), un peu plus de 1 milliard de francs d'indemnités. Un chiffre à comparer avec les 7,5 milliards de francs obtenus par l'Alaska après la marée noire de 45 000 tonnes de l'*Exxon-Valdez* en mars 1989.

ÉRIC LESER

Le rôle essentiel des bactéries marines

Chaque marée noire repose le problème des dispersants. Même si on n'a jamais prouvé avec certitude que ces produits – qui sont des détergents – sont nocifs pour la faune et la flore.

Le rôle des dispersants est de fragmenter la nappe de pétrole et, ainsi, d'augmenter les surfaces de contact entre l'eau de mer et le pétrole. Les meilleurs agents de destruction du pétrole sont, en effet, les bactéries « amateurs » d'hydrocarbures liquides qui sont naturellement présentes dans l'eau de mer. Bien évidemment, ces bactéries sont d'autant plus actives et efficaces qu'elles sont plus nombreuses à entrer en contact avec le pétrole. Notons que la forte agitation de la mer a le même effet de fragmentation des nappes de pétrole.

Lorsque le pétrole se répand sur la mer, il s'étale en nappes très peu épaisses qui dérivent au gré du vent. D'abord, il y a formation d'une première émulsion – assez comparable à une mayonnaise – dans laquelle de l'eau se mélange au pétrole. Très vite ensuite, on a affaire à un deuxième type d'émulsion dans laquelle c'est le pétrole qui est dans l'eau. La première émulsion est la « mousse de chocolat », visqueuse et compacte, dans laquelle les surfaces d'échange entre l'eau et le pétrole ne sont pas bien grandes. L'action des bactéries y est donc plus difficile que dans la seconde émulsion qui, étant plus fluide, permet vraiment l'attaque bactérienne.

Il faut aussi se rappeler qu'un pétrole répandu sur la mer (même froide) perd très vite, par simple évaporation, ses éléments légers. De 40 % à 50 % de la masse initiale d'un pétrole léger, comme l'est en général celui de la mer du Nord, peuvent ainsi disparaître en quelques jours.

Y. R.

Les précédents

– **18 mars 1967** : les 123 000 tonnes du pétrolier libérien *Torrey-Canyon* souillent quelque 180 kilomètres des côtes anglaises (et un peu des côtes françaises) de la Manche.

– **21 août 1972** : la collision de deux pétroliers, le *Texanita* et l'*Oswego-Guardian*, déverse 100 000 tonnes d'hydrocarbures au large de l'Afrique du Sud.

– **19 décembre 1972** : le *Sea-Star* fait naufrage dans le golfe d'Oman et perd 100 000 tonnes de brut.

– **7 juin 1975** : le superpétrolier japonais *Showa-Maru* s'échoue dans le détroit de Malacca, près de Singapour, avec 237 000 tonnes de chargement.

– **24 janvier 1976** : l'*Olympic-Bravery*, un superpétrolier tout neuf transportant 250 000 tonnes de brut, s'échoue sur un récif d'Ouessant (Finistère). Le 13 mars, il se casse en deux et déverse son chargement, qu'il faudra trois mois pour nettoyer.

– **12 mai 1976** : l'*Urquiola* explose dans la baie de La Corogne, dans le Finisterre espagnol, laissant échapper 100 000 tonnes à la mer.

– **16 mars 1978** : l'*Amoco-Cadiz* s'échoue sur un récif du Finistère-breton, près de Portsall (Finistère-Nord). Les 230 000 tonnes du navire se répandent immédiatement sur la côte de granit rose. Cet accident reste la plus grande marée noire connue en France.

– **3 juin 1979** : l'éruption du puits mexicain de forage en mer Ixtoc-1 provoque un déversement continu de brut pendant neuf mois et demi dans le golfe du Mexique. La quantité perdue est estimée entre 500 000 et un million de tonnes.

– **7 mars 1980** : le pétrolier malgache *Tanio* s'échoue au large de l'île de Batz (Finistère). L'essentiel des 28 000 tonnes du chargement pourra être pompé et récupéré.

– **Mars 1983** : à l'occasion de la guerre entre l'Iran et l'Irak, le terminal pétrolier de Nowrouz est endommagé et perd du brut pendant des mois. On ne connaît pas la quantité déversée dans le golfe Persique.

– **5 août 1983** : le pétrolier *Castillo-de-Bellever* prend feu et coule au large de l'Afrique du Sud avec 100 000 tonnes à bord.

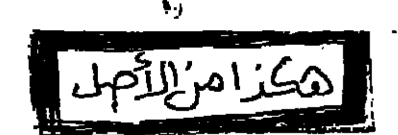
– **24 mars 1989** : le navire américain *Exxon-Valdez* s'échoue sur un récif du sud de l'Alaska. Quelque 40 000 tonnes de son chargement se répandent dans les fjords du littoral. La plus grande marée noire pour les Etats-Unis.

– **18 décembre 1989** : le navire iranien *Kharg*, chargé de 200 000 tonnes de brut, subit une explosion au large des côtes marocaines de l'Atlantique. Il est remorqué jusqu'aux Canaries et la quasi-totalité du chargement est récupérée.

– **Janvier 1991** : l'offensive des armées alliées pour la libération du Koweït provoque la destruction du terminal irakien de Mina-al-Ahmadi ainsi que celle de plusieurs tankers en cours de chargement. On ignore le volume de pétrole relâché à cette occasion dans le golfe Persique.

– **11 avril 1991** : le pétrolier chypriote *Haven* explose et coule au large de Gênes, en Italie, avec 100 000 tonnes de brut iranien dans ses soutes. L'essentiel pourra être pompé, de sorte que la marée noire sur le littoral ligure et la Côte d'Azur sera très limitée.

– **3 décembre 1992** : le pétrolier grec *Aegean Sea*, transportant 79 000 tonnes de pétrole, s'échoue près du port de La Corogne au nord-ouest de l'Espagne. Une nappe de pétrole s'étend sur une centaine de kilomètres de côtes entre La Corogne et le cap Prior.



هكذا من الأصل

Des industriels et certaines grandes surfaces trouvent que les prix sont descendus trop bas. Trop bas pour qui ?



En 1993 l'inflation française est sur le point d'être terrassée et paradoxalement on n'entend qu'un concert de récriminations. Banquiers, sociétés d'assurance-crédit, industriels et même certains commerçants ne se gênent pas pour dire : "Il faut remonter les prix, refaire des marges; les prix sont descendus trop bas !"

On comprend très bien que des producteurs de fruits et de légumes, dont les cours se sont effondrés réagissent ainsi (au dessous d'un certain prix on ne vendra pas plus de pommes de terre). Mais quand le propos est repris par des industriels et des commerçants qui se plaignent par ailleurs d'une baisse de chiffre d'affaires, cela devient économiquement aberrant... et socialement inacceptable.

Jamais, depuis dix ans, autant de français n'ont été atteints par les difficultés économiques. Sans faire de démagogie, ni de misérabilisme, jamais les français n'ont été, toutes classes sociales confondues, aussi sensibles aux prix bas. La priorité de toute politique économique en 1993 sera de préserver, et si possible d'accroître le pouvoir d'achat.

CLM / BBDO

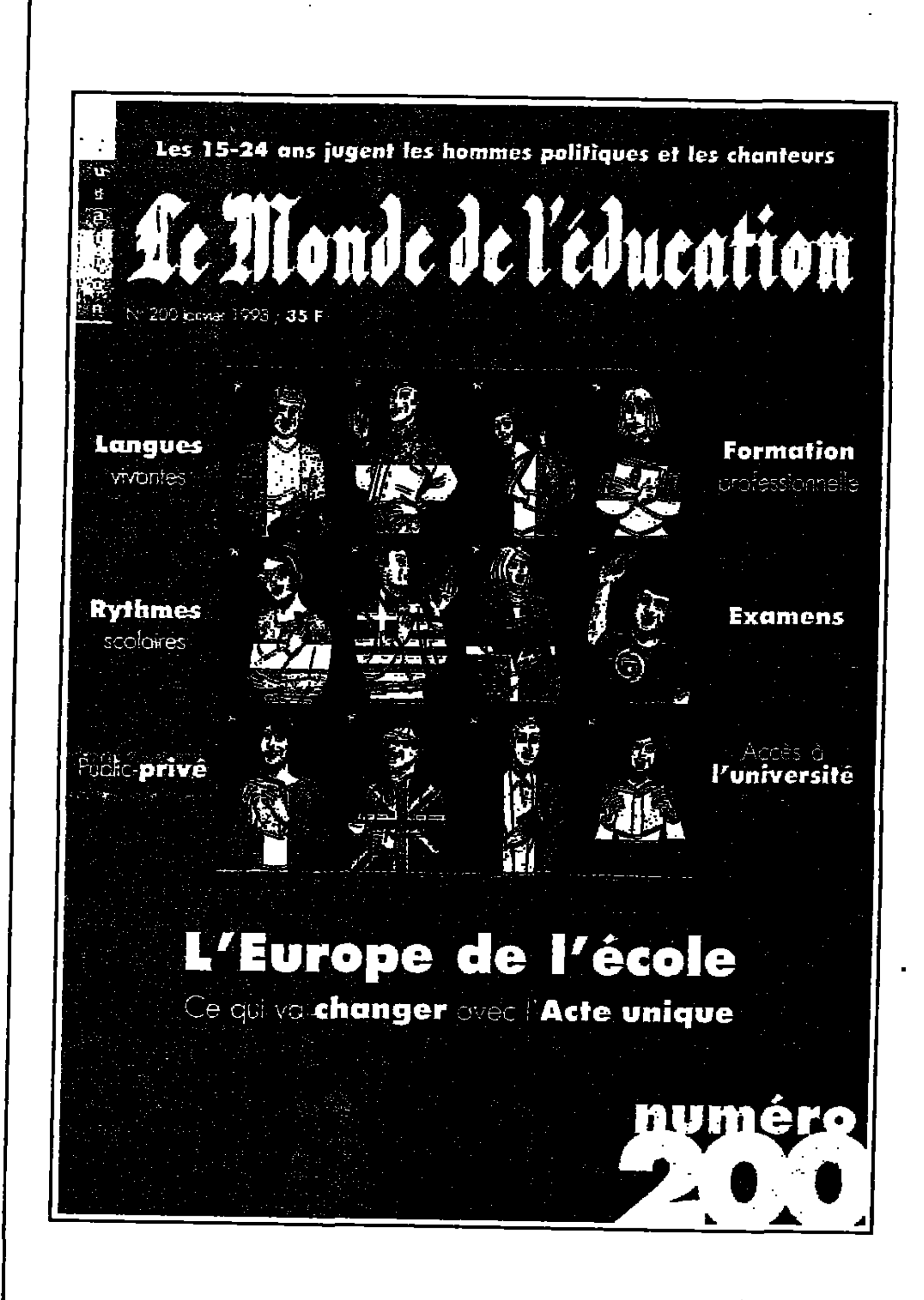
E.LECLERC

Numéro de janvier 1993 - 35 F

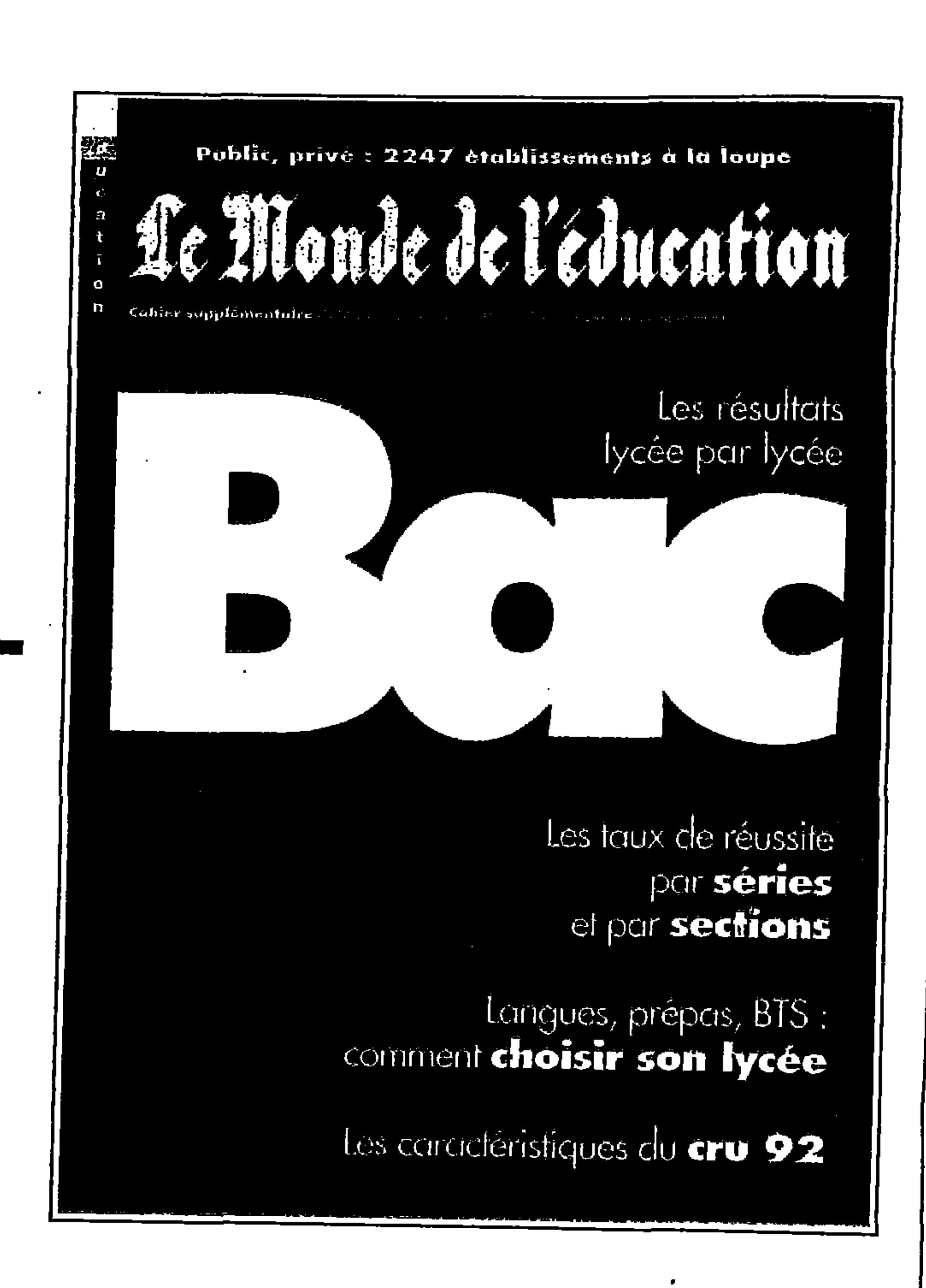
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EXCLUSIF
CAHIER SPÉCIAL
Les résultats du BAC 1992

Public, privé, tous les résultats du bac section par section.
Avec un guide sur 2 200 lycées : les langues enseignées, les options, les classes préparatoires.



+



Enquête :
l'Europe de l'école

Douze questions pour comprendre ce qui va changer avec l'Acte unique : langues, rythmes scolaires, public-privé, formation professionnelle, examens, accès à l'Université...

Reportage :
l'internat : jour et nuit au lycée

Pour tout savoir sur un mode d'hébergement encore et toujours indispensable à certains.

Sondage
le baromètre des 15-24 ans

Les jeunes jugent les hommes politiques. Quelle image ont-ils des partis ? Quels sont leurs leaders préférés ?

هكذا من الأصل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Impasse

Au-delà des situations de paroxysme – famines, guerres civiles, débarquement en grande pompe de GI's onusiens, – c'est tout le continent africain qui paraît aujourd'hui à la dérive. Symboles du savoir puis de l'indépendance, enjeux de pouvoir pour des jeunesses impatientes et des gouvernements fragiles, aujourd'hui bases vitales d'un développement économique autonome, les universités africaines sont minées par la longue dépression qui frappe ce continent.

Au-delà des lancinants discours pessimistes ou des rapports alarmants des organisations internationales, l'enseignement supérieur africain est confronté à d'impressionnantes contradictions. De Dakar à Abidjan, d'Addis-Abeba à Tananarive, en dépit des disparités locales le constat est le même : la pénurie des moyens matériels prend le pas sur toute autre réflexion et bloque toute capacité d'adaptation.

La croissance anarchique du nombre d'étudiants, conjuguée à une diminution des ressources financières des Etats, enferme les jeunes dans une impasse. De privilégiés, ceux-ci sont désormais piégés. Les portes de la fonction publique, débouché traditionnel, se sont refermées sous la contrainte des bailleurs de fonds internationaux. L'absence de tissu économique local dynamique fait le reste.

Dans les années 60, il fallait [illegible] dans le sol de son continent.

Les universités africaines à bout de souffle

Pression des étudiants, pénurie de moyens, avenir bouché : l'enseignement supérieur du continent noir traverse une profonde crise de conscience

DAKAR

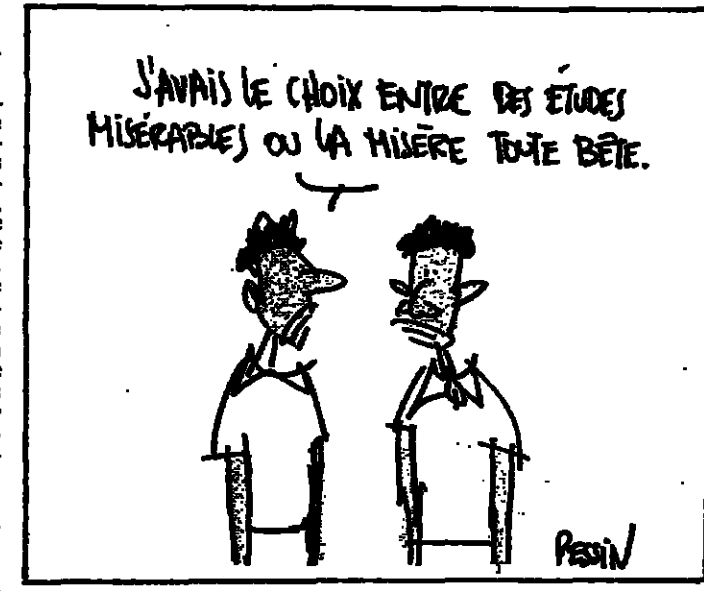
de notre envoyée spéciale

VENU participer à un séminaire sur la restructuration des établissements d'enseignement supérieur africains à Dakar au mois de novembre, M. Boukary Mahaman Sani, doyen de la faculté de pédagogie de Niamey, au Niger, déclarait que *« l'Université est devenue un piège »*. Force est de constater que le piège s'est aujourd'hui refermé. L'université Abdou-Moumouni-Dioffo de Niamey (4 000 étudiants) vient, en effet, d'être déclarée en cessation de paiements. Les inscriptions, les cours et les stages ont été suspendus *sine die*, lundi 4 janvier. Les lignes de téléphone, télex et télécopie ont été coupées.

L'université de Niamey n'a pas encaissé un seul centime en décembre, alors que ses besoins se chiffrent à 800 millions de francs CFA (16 millions de francs français), précise le recteur, M. Yenikoye Alhassane. En octobre, des étudiants avaient manifesté, occupant les bureaux du premier ministre et brûlant des véhicules officiels. Ils protestaient contre la décision du gouvernement, prise sous la pression des bailleurs de fonds, de relever la moyenne requise pour l'attribution des bourses d'enseignement supérieur aux nouveaux bacheliers et d'instituer un concours d'entrée dans la fonction publique pour les nouveaux diplômés.

La fermeture d'une université est certes un phénomène exceptionnel. Elle est cependant symptomatique de la grande misère des établissements d'enseignement supérieur sur l'ensemble du continent africain. Au [illegible] a eu lieu avec vingt et un jours de retard. Au Kenya, l'université de Nairobi est demeurée fermée durant un mois cet été, les étudiants réclamant le renvoi du directeur des œuvres universitaires et la reconnaissance de leur syndicat ; dès septembre, cinq semaines après sa réouverture, le département de lettres, qui accueille la moitié des inscrits, était à nouveau fermé.

Au Tchad, les 4 000 étudiants ont boycotté les cours de mars à juin pour obtenir le paiement des bourses des six derniers mois. Au Nigéria, l'université de Lagos a rouvert ses portes le 9 septembre, après quatre mois de fermeture. Au Zimbabwe, [illegible] Harare a été, au mois de mai, le théâtre d'affrontements entre la police et les étudiants... Ce fonctionnement erratique des établissements d'enseignement supérieur africains suscite des diagnostics sévères. *« Les universités doivent changer ou périr »*, estimait ainsi M. Eric Ahmerding, directeur du programme Priorité Afrique de l'UNESCO, organisateur avec le concours de l'Association des universités africaines du séminaire dakarois (1) qui a réuni les représentants de trente pays africains.



Les situations sont pourtant fort différentes d'un bout à l'autre du continent, même si le pourcentage du PNB des pays d'Afrique noire consacré à l'enseignement supérieur (0,7 %) démontre que les gouvernements considèrent ce secteur comme vital pour leur avenir.

Quel rapport entre l'enseignement supérieur au Maroc et dans la République centrafricaine ? Entre les 6 328 étudiants du Togo et les 122 925 du Nigéria ? Quelle logique commune pourrait animer les responsables politiques du Mali et de la Namibie dans leur volonté de créer une université ? Malgré cette diversité, le diagnostic du malaise de l'enseignement supérieur en Afrique fait l'objet d'un consensus. En revanche, les solutions à mettre en œuvre ont du mal à être dégagées.

Caisse de résonance des problèmes politiques et économiques qui ravagent l'Afrique, les établissements d'enseignement supérieur traversent une crise qui met en péril leur existence, s'accorde-t-on à penser de la Tunisie au Lesotho, de la Guinée à l'Ethiopie. Crise de moyens, tout d'abord, dans des pays en proie à de telles difficultés économiques qu'ils ne peuvent plus, désormais, assurer le simple fonctionnement de leur système éducatif et se heurtent aux désirs légitimes d'une partie toujours plus importante de la population d'avoir accès à l'enseignement supérieur. Le nombre d'inscrits à l'Université ne cesse de s'accroître, passant, entre 1975 et 1990, de 820 000 à 2,9 millions d'étudiants, selon les statistiques de l'UNESCO.

Entre l'Etat et le libéralisme

« Trop d'étudiants pour une efficacité déficiente », diagnostiquent les bailleurs de fonds, qui prônent la mise en place de politiques sélectives d'admission. *« Peut-on, au moment où les pays occidentaux augmentent massivement le nombre de leurs inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur, demander aux pays en voie de développement de réduire le leur ? »*, s'interrogeait un recteur, qui soulignait qu'à peine 2 % des jeunes Africains accèdent aux universités. En revanche, tous s'accordent sur la nécessité de créer des filières courtes à vocation professionnelle, capables de répondre aux besoins locaux de cadres, mais déplorent l'absence de statistiques fiables sur les besoins des économies nationales.

Mais la politique d'admission ne dépend pas des présidents d'université, qui réclament en chœur que l'Etat ne soit plus considéré comme le seul détenteur du monopole de l'enseignement supérieur. Cette volonté de maîtriser le nombre d'admis à l'Université n'est pourtant pas synonyme d'un libéralisme sauvage. Les recteurs et vice-chanceliers des universités refusent en effet en bloc de remplacer l'absence de sélection par une sélection par l'argent. Ils accepteraient en revanche une orientation des candidats à l'entrée à l'Université en fonction de critères de mérite. Vaste programme...

« Tant que nous ne maîtriserons pas ce facteur, déclare M. Seddoh, recteur au Togo, *nous ne pourrons agir sur la qualité de l'enseignement et de la recherche. Les pouvoirs politiques ont peur de la jeunesse. Nous avons des étudiants qui, après six ans à l'Université, sont toujours à l'Université, faisant un tour de piste des filières proposées. Il faut prendre des décisions courageuses, ne serait-ce que pour ne pas donner à la jeunesse le sentiment qu'elle est dans une impasse. »* Les aides accordées aux étudiants grèvent le budget de l'enseignement supérieur. *« Au Mali*, raconte le directeur national adjoint de l'enseignement supérieur, *la moitié du budget de l'éducation est consacrée au paiement des bourses, alors que nous n'avons pas de bibliothèque. »* Mais ces aides sont également un instrument de gouvernement, souvent déterminées par le contexte politique, maintenues, voire augmentées, pour calmer les tensions sociales.

Crise de conscience

L'Université traverse aussi une crise de conscience remettant en cause ses missions et sa légitimité. Les activités de recherche représentent un budget oscillant entre 0,1 et 0,9 % du budget des universités, et les publications sont rares. Le chômage des diplômés est devenu un souci permanent : le Ghana annonce 4 500 étudiants ayant terminé avec succès leurs études. Seuls 500 peuvent prétendre à un emploi. En Ethiopie, la relation automatique entre le diplôme universitaire et un emploi dans la fonction publique vient d'être rompue *(voir l'article de Catherine Simon)*.

« A quoi bon un fonctionnement plus satisfaisant de l'Université, un taux flatteur de réussite aux examens, un plus grand nombre de diplômés au bout de moins d'années d'études, si l'Université fonctionne en vase clos et si les étudiants qu'elle forme se trouvent démunis le jour où il leur faut s'insérer dans la vie active ? », s'interroge ainsi le ministre de l'éducation nationale du Sénégal, M. André Sonko, reflétant les interrogations de la plupart des présidents d'université.

Dans leur difficulté à trouver des solutions communes, si ce n'est d'appeler de leurs vœux la création de troisièmes cycles régionaux comme l'encourage l'organisation non gouvernementale francophone AUPELF-UREF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, université des réseaux d'expression française) les recteurs et vice-chanceliers d'université profitent aussi de leur rares occasions de rencontre pour échanger leurs expériences.

Ainsi, concernant le problème de l'accès des filles à l'enseignement supérieur – le nombre d'étudiantes à l'université a décru depuis dix ans, notamment en Afrique australe, où elles représentent 18 % des inscrits à l'Université en 1986 contre 25 % en 1981, – la solution mise en place en Ethiopie a fait l'objet d'un refus unanime : là, les filles bénéficient de critères d'admission à l'Université moins sévères que pour les garçons. Mais cette « prime », qui se perpétue tout au long de leur cursus universitaire, a un redoutable effet boomerang : soupçonnées d'être titulaires de diplômes au rabais, les filles, de l'avis même du doyen de la faculté d'économie d'Addis-Abeba, ont les plus grandes difficultés à trouver un emploi.

MICHÈLE AULAGNON

(1) Organisé par l'UNESCO dans le cadre du programme Priorité Afrique, ce séminaire sur « La restructuration de l'Université africaine » s'est tenu du 19 au 24 novembre à Dakar (Sénégal). Il succédait à un séminaire sur « La mission future de l'Université africaine », organisé en 1991 à Accra (Ghana), et précédait une dernière réunion sur « La diversification et l'utilisation efficace des ressources », prévue pour avril 1993 au Caire (Egypte).

Madagascar, la « révolution » par l'école

Après vingt ans de socialisme, le gouvernement malgache s'efforce de restaurer un système d'éducation en ruine

TANANARIVE

de notre envoyée spéciale

DOUZE francs. Tel est, par an, le « prix de revient » d'un élève malgache. L'équivalent de 5 kilos de riz : voilà ce que dépense l'Etat pour éduquer un enfant pendant une année. L'investissement, toujours par enfant et par an ? Selon un rapport de la Banque mondiale, il était, l'année dernière, de 49 francs malgaches. Environ 15 centimes ! Ni cahiers, ni tableaux, ni ampoules au plafond... les écoles ne sont plus que des coquilles vides.

« Vingt ans de dégringolade ! », *« plusieurs générations sacrifiées ! »*... Parlez-leur d'enseignement, les Malgaches vitupèrent. La faillite du système éducatif n'est-elle pas la meilleure preuve – et l'une des plus graves conséquences – de l'échec du « socialisme à la malgache » ? La Grande Ile, en pleine mue politique, s'est d'ailleurs lancée dans un vaste débat sur la réforme de l'éducation. Une « révolution » est en cours : le retour à l'enseignement en français, abandonné en 1972, réamorcé à la fin du régime du président Didier Ratsiraka, en 1991, et cheval de bataille du ministre de l'éducation nationale de la période de transition en voie d'achèvement.

Un secteur privé florissant

Pour les parents, la cause est entendue : tous les malheurs ont pour origine les trois mots-clés du *Livre rouge*. Le bréviaire du socialisme, édité en 1975, avait fixé trois objectifs en matière d'éducation : *« malgachisation, décentralisation, démocratisation »*. La finalité – permettre à tous d'accéder à l'Université – ne manquait pas de noblesse. Mais la réforme fut menée sans préparation ni conviction. Le BEPC et trois mois de formation devinrent suffisants pour faire un instituteur. Les maîtres, formés en français, durent enseigner en malgache. Sans manuels. Le corps d'inspecteurs disparut peu à peu. La gestion du personnel enseignant devint tributaire du politique. La baisse de la qualité fut telle que ceux-là mêmes qui avaient imposé la réforme envoyèrent leurs enfants dans le privé ou, mieux, en France.

La déliquescence du secteur public fit la fortune du privé, sorti vainqueur à la fin des années 70 d'une bataille avec l'Etat socialiste, qui voulait le supprimer. *« Les parents se saignent pour mettre leurs enfants dans le privé »*, explique un jésuite. A l'école de sa paroisse, à Anosibe, immense faubourg-bidonville de Tananarive, la scolarité coûte 3 000 francs malgaches par mois (environ 10 francs). Soit le prix d'un kilo de viande. Encore trop pour les parents, qui doivent se priver pour les trouver.

Le français langue étrangère

Aujourd'hui, près d'un enfant sur cinq du primaire est dans le privé ; dans le second cycle, la proportion monte à 42 %. Un seul résultat peut tenir lieu d'explication : l'an dernier, l'école du Sacré-Cœur (tenue par les jésuites) a affiché 95 % de réussite au bac ; or, pour la première fois, la presse n'a pas publié les résultats généraux, jugés trop mauvais pour être diffusés... la moyenne nationale était de l'ordre de 15 % ! *« Dans les écoles, on répète, on rabâche »*, soupire une enseignante qui a fini par abandonner le public. Le souvenir des trois feuilles polycopiées qui tenaient lieu de livres à sa classe pour une année entière la met hors d'elle : *« Mes élèves passaient un tiers du temps à recopier des textes ! »* Comme tous ceux de sa génération, c'est avec nostalgie qu'elle évoque le lycée Gallieni de son enfance.

A l'époque, l'école était un moyen d'ascension sociale, et le système d'enseignement malgache présenté comme un modèle. Le fleuron des établissements de l'océan Indien accueillait alors surtout des enfants de fonctionnaires. Aujourd'hui, certains y viennent pieds nus, et il pleut dans les classes faute de vitres. Le lycée a changé de nom et, démocratisation oblige, les élèves sont issus de familles défavorisées – les enfants de fonctionnaires sont, eux, dans le privé. La démocratisation, cette enseignante n'a rien contre, au contraire. C'est la façon dont l'affaire a été menée qui la révolte, et elle craint qu'aujourd'hui on ne se lance avec la même précipitation dans la nouvelle réforme.

La « malgachisation », fruit du rejet de la langue du colonisateur – *teny baiko*, « la langue qui donne les ordres », – avait été « fomentée » dans les années 50 à Paris, par l'Association des étudiants malgaches (AEM), constituée de ceux qui, un jour, prendraient les commandes. Parce qu'elle fut un échec, aujourd'hui, de la même façon, les Malgaches considèrent le retour du français comme la panacée.

Le projet est gigantesque. Car les 70 % de Malgaches qui vivent à la campagne n'ont plus aucun contact avec le français : hors des villes, la langue du colonisateur est devenue une langue étrangère. Presque tout le corps enseignant doit donc être recyclé. Sur les 36 000 instituteurs que compte la Grande Ile, 4 500 seulement parleraient correctement le français. *« Il faudra vingt à trente ans pour venir à bout du recyclage nécessaire »*, estime un enseignant. Le ministre de l'éducation nationale, M. Fulgence Fanony, un francophile invétéré, a fixé une échéance : l'an 2009 !

La France et la Banque mondiale sont parties prenantes. Quatre-vingts coopérants français – sur les cent cinquante enseignants en poste à Madagascar – ont été affectés au recyclage de leurs confrères malgaches, dans le cadre d'un programme de 100 millions de francs sur trois ans (renouvelables dans les mêmes termes), le Programme de renforcement du système éducatif malgache (PRESEM). A la mission de coopération, l'on se défend d'être derrière la réintroduction du français dans l'enseignement. *« Jamais personne, dans cette maison ou à Paris, n'a fait de « forcing »*, martèle un des conseillers en charge du dossier. *Ce retour ne peut d'ailleurs se faire qu'en totale synergie avec la langue malgache ; pour nous, c'est le bilinguisme qu'il faut envisager, le français ne peut être envisagé que comme une langue d'ouverture. »*

Le PRESEM, signé en 1991, répond à la nouvelle approche de la coopération française en matière d'éducation sur le continent africain. En Côte-d'Ivoire, au Congo, aux Comores, en Guinée et en Mauritanie, des programmes ont été initiés dans le même esprit : plus question aujourd'hui d'intervenir sur le seul plan académique ; Paris entend approcher l'ensemble des composantes du système éducatif (carte scolaire, gestion du patrimoine, etc.) et, surtout, concentrer ses efforts sur la pédagogie.

L'Université, fabrique de chômeurs

Cette rationalisation se traduit à Madagascar par l'abandon de la coopération dans l'enseignement technique, en crise totale, le ministère de l'éducation nationale malgache étant encouragé à développer, à la place, la formation professionnelle. Paris a également diminué le nombre de postes dans l'enseignement supérieur : il y avait quatre-vingts coopérants français dans les six universités de l'île l'an dernier ; ils ne sont plus que vingt-six ! *« Nous ne voulons plus intervenir dans ce cadre qui fabrique des chômeurs »*, explique-t-on à la mission de coopération.

Cette année, la rentrée universitaire a été fixée au début janvier, soit avec trois mois de retard. Au lieu des 40 000 étudiants habituels, on en attend 60 000 à 70 000 : l'année 1991-1992, perturbée par sept mois de grèves, avait été une « année blanche », d'où l'arrivée de deux générations de bacheliers. A Tananarive, ils auront d'autant plus de mal à se faire une place que le campus a été totalement « squatterisé » par la population pendant les événements. Profitant de l'absence de l'autorité de l'Etat de mai 1991 à janvier 1992, le « petit peuple » a complètement investi les locaux. Dans les salles de travaux pratiques, tous les carreaux de faïence ont disparu. On a même vu une salle de cours transformée en atelier de tôlerie !

MARIE-PIERRE SUBTIL

L'angoisse d'une année blanche au Sénégal

L'approche de l'élection présidentielle, en février, fait craindre la perturbation de l'année universitaire.

DAKAR

de notre envoyée spéciale

« PAS *d'année blanche !* » Ces trois mots éclatent à la peinture rouge sur l'abribus en béton de l'université Cheikh-Anta-Diop. Ils reflètent le climat d'inquiétude qui mine les étudiants dakarois et inquiète le gouvernement. Car, si les grèves dans les facultés font partie, au Sénégal comme dans l'ensemble des pays d'Afrique noire, du calendrier universitaire – un *« phénomène récurrent »*, selon le recteur de l'université de Dakar, M. Souleymane Niang, – l'« année blanche » est au contraire perçue comme une catastrophe. Sur un continent où tout juste 2 % d'une classe d'âge accède à l'enseignement supérieur, l'annulation d'une année signifie une chance gâchée et, pis encore, un nivellement par le bas.

Rien, pourtant, ne laisse présager l'annulation de cette année 1992-1993. La rentrée universitaire s'est déroulée dans le calme en décembre dernier. L'un après l'autre, les départements ouvrent leurs portes et démarrent leurs cours dans des conditions habituelles, les enseignants jonglant entre les heures complémentaires nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre des inscrits et les étudiants arrivant dans les amphithéâtres bondés avec une natte sous le bras pour s'asseoir par terre. L'eau manque toujours dans les salles de travaux pratiques de biologie, et les gargotes, petites cantines de fortune, pallient les insuffisances du restaurant universitaire. La routine.

Pourtant le spectre d'une année blanche plane au-dessus du campus. Tous, étudiants, enseignants, administrateurs et hommes politiques l'évoquent spontanément, comme s'il s'agissait d'un risque imminent. L'élection présidentielle du 21 février prochain fait, en effet, craindre à la communauté universitaire sénégalaise que le scénario de la précédente élection, il y a cinq ans, ne se reproduise et conduise à l'interruption de l'année universitaire. Le 28 février 1988, en effet, le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, avait été largement réélu, au terme d'une campagne électorale virulente. Le lendemain, de violents incidents éclataient entre les forces de l'ordre et les étudiants. Le principal opposant de M. Diouf, M. Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais (PDS), ainsi que d'autres militants de son mouvement étaient arrêtés et l'état d'urgence décrété durant près de deux mois.

Bien avant le scrutin, l'agitation régnait parmi les lycéens de Dakar. Partant de revendications corporatistes et mineures, ils réclamaient le changement (*sopi* en wolof). Bien après la levée de l'état d'urgence, le campus était resté très agité. La Coordination des étudiants de Dakar (CED), née lors d'une grève en janvier 1987, en avait profité pour s'imposer comme l'interlocuteur et l'adversaire du pouvoir. En juin, seule la faculté de médecine fonctionnait. Le gouvernement décida alors d'annuler l'année universitaire.

Tradition orale

1988, année blanche ; 1989, trois mois de grève ; 1991, un mois de grève... L'université de Dakar souffre des maux endémiques des établissements d'enseignement supérieur du continent africain. Chaque rentrée universitaire s'apparente désormais à un numéro d'équilibriste, tant la croissance des effectifs menace la stabilité de l'édifice. La plus ancienne des universités francophones de l'Afrique de l'Ouest – fondée en 1918 – a vu, depuis l'indépendance, le nombre de ses inscrits multiplié par trente. Conçus pour 3 500 étudiants, les bâtiments universitaires en accueillent aujourd'hui plus de 24 000 et craquent dans leurs murs trop étroits. L'augmentation du nombre de bacheliers (6 000 en 1992) est exponentielle. La pression aux portes de la fac n'est pas près de se relâcher. Si les effectifs continuent à croître à cette vitesse, le nombre d'étudiants à l'université de Dakar devrait encore doubler dans les cinq prochaines années.

Face à cette surcharge des effectifs, les moyens de l'université ne suffisent plus. La qualité des enseignements est compromise par la pénurie des ressources. Par manque de moyens, le contrôle des connaissances se fait par des interrogations de cours. *« La carence en livres et matériel d'enseignement donne une part prépondérante aux notes prises pendant les cours et introduit avec force la tradition orale dans le système de transmission des connaissances à l'université »*, constate M. Momar Diop, chercheur en sciences sociales. La plupart des départements disposent à peine des fonds nécessaires pour acheter les fournitures essentielles et entretenir leur matériel. Ainsi, les dix-huit ordinateurs de la faculté de droit et d'économie sont inutilisés, faute de local et de techniciens.

87 % d'échecs en première année

Depuis six ans, le budget du département de géographie, hors salaires, est resté stable : 1,5 million de francs CFA (30 000 francs). Les laboratoires bien équipés ne sont pas accessibles aux étudiants, car les moyens manquent pour entretenir le matériel. Il est impossible de faire des projections dans les amphithéâtres bondés. La moitié du budget sert à financer les frais administratifs, le reste revient aux fournitures et aux livres. Cela équivaut, selon la Banque mondiale, à 3,7 dollars (environ 20 francs) par inscrit chaque année, à peine de quoi acheter une carte à chaque étudiant de première année. En fait, les fonds disponibles sont essentiellement utilisés pour produire et reproduire des documents pour les cours et les examens. Le taux d'échec en première année atteint 87 %.

La bibliothèque principale de l'université n'est pas mieux lotie. Le manuel de base le plus récent en économie, parmi les vingt-sept mis à la disposition des plus de 6 000 étudiants de ce département couplé avec le droit, date de 1979. Le système de climatisation du bâtiment est tombé en panne en 1980, il n'a pas été réparé depuis. Il est impossible de savoir combien de livres ont été endommagés par la chaleur et la poussière. Les sommes consacrées à l'achat sont réduites à la portion congrue : 0,6 % du budget de l'université alors que la norme internationale est de 5 %. Il n'y a pas de nouveaux ouvrages et l'effort se concentre sur un petit nombre de périodiques. Pourtant, la bibliothèque de Dakar, riche de 400 000 volumes, fut longtemps considérée comme la plus prestigieuse de la région, possédant plus de livres que l'ensemble des huit autres pays de l'Afrique de l'Ouest réunis.

Cette pénurie financière n'est pas sans incidence sur la qualité de l'enseignement. Plus de 40 % des étudiants sont des redoublants. 8 % d'entre eux seulement terminent leur premier cycle sans redoubler, 30 % ne redoublent que deux fois. *« Lorsqu'un enfant a commis neuf fautes*, dit le proverbe africain, *il est puni pour cinq d'entre elles. »* Quatre ne sont pas de sa responsabilité, mais de celle de son environnement. Le phénomène des redoublements à répétition, alors que les textes autorisent deux échecs en premier cycle, est dicté par cette logique. Les bacheliers sont presque contraints de brûler leur première cartouche, et deviennent alors des « cartouchards » tant les conditions d'étude sont catastrophiques. Dans les deux premières années, les « classes » vont de 600 à 1 000 étudiants... Le gouvernement, qui comprend que les échecs ne sont pas seulement liés à un manque de travail, laisse les doyens de faculté distribuer les dérogations sans limites. D'autant que les doyens sont élus par un collège dans lequel les étudiants sont représentés...

Cette *« mauvaise conscience »* du gouvernement, selon les termes d'un ancien ministre de l'éducation aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle contre M. Abdou Diouf, M. Iba der Thiam, se traduit aussi dans la généreuse politique d'aide sociale mise en place. Les bourses sont théoriquement accordées en fonction de critères sociaux et scolaires rigoureux. Les deux tiers des étudiants reçoivent en fait une allocation d'études, qui est presque équivalente au salaire minimum. Les services sociaux de l'université tournent aussi à plein régime, fournissant repas, logements, services médicaux et produits pharmaceutiques douze mois sur douze. Les « cartouchards » continuent de bénéficier des bourses et des services sociaux. *« Les étudiants n'ont aucune incitation à bien travailler »*, note la Banque mondiale dans un rapport très critique sur l'enseignement supérieur au Sénégal (1).

L'alliance entre étudiants et enseignants

Les programmes d'aide aux étudiants, outre le fait qu'ils donnent bonne conscience au gouvernement, permettent aussi au pouvoir de les maîtriser. Chaque mouvement de grève démarre sur des revendications matérielles, comme l'an dernier, lorsque les jeunes protestaient contre *« la nourriture pourrie et infectée du restaurant universitaire »*, mais prend rapidement un tour plus politique. L'alliance objective qui lie les étudiants aux enseignants donne un relief particulier à ces mouvements sociaux. Le Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (SAES), principale organisation de ce secteur, et la Coordination des étudiants de Dakar (CED) présentent le plus souvent un front commun contre le gouvernement.

« La CED est liée à l'opposition », rétorque M. Ousmane Tanor Dieng, directeur de cabinet et directeur de campagne de M. Diouf. Une affirmation que contestent totalement les dirigeants étudiants. *« Les membres de la CED peuvent appartenir à des partis politiques s'ils le souhaitent. Mais nous ne roulons pour personne. Le pluralisme est un de nos principes »*, précisent MM. Mamadou Watt et Birane Guène. Pour contenir toute agitation sociale, en particulier en période de campagne électorale, la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. Il ne peut tenter de réduire les dépenses sociales ou les traitements des enseignants, sous peine de déclencher de forts mouvements sociaux, ni embaucher de nouveaux enseignants pour faire face à l'accroissement du nombre d'étudiants, du fait des contraintes imposées par les bailleurs de fond.

Non seulement le gouvernement ne peut donner des moyens supplémentaires à l'université, mais il n'est pas en mesure non plus de proposer un avenir aux étudiants. Le chômage des diplômés touche aujourd'hui 3 000 « maîtrisards-chômeurs », selon les estimations les moins alarmistes. Il est vécu comme un phénomène très déstabilisant par l'ensemble de la population. Paradoxalement, les étudiants se considèrent toujours comme des « privilégiés », ainsi que l'indique une étudiante en anglais, mais leur avenir est sombre. Son frère, un diplôme d'ingénieur en poche, cherche du travail depuis sept mois et rêve de s'expatrier. *« C'est angoissant pour mes parents, qui pensaient garantir leur avenir en envoyant leurs enfants à l'université. C'est paniquant pour mon frère, qui ne peut s'assumer. C'est effrayant pour moi, qui ne sais plus pourquoi je redouble mon année de licence. »*

« Il faut développer une mentalité d'entrepreneurs », constate aujourd'hui M. Dieng. Il y a deux ans, le gouvernement avait instauré un système d'aide financière pour les diplômés qui voulaient créer leur propre petite entreprise. Mais la boulangerie ou la réparation de Mobylettes est-elle vraiment une solution pour les diplômés de droit ?

M. A.

(1) Rapport de la Banque mondiale sur la « revitalisation de l'enseignement supérieur au Sénégal » 1992.

Dans le sillage de la Banque mondiale

A la suite du rapport de la Banque mondiale sur la « revitalisation de l'enseignement supérieur au Sénégal », le gouvernement a mis en place, au mois de mai 1992, une commission de concertation nationale. Dirigée par un « modérateur » proche du pouvoir, M. Assane Seck, ancien ministre de l'éducation sous Léopold Senghor, ce groupe de travail réunit l'ensemble de la communauté universitaire : enseignants, étudiants, personnel administratif et recteurs. Cette concertation a pour objectif de déterminer les axes d'une réforme de l'enseignement supérieur.

« Nous devons remettre nos conclusions en mai prochain », indique M. Seck. *« La tache est difficile, mais chacun s'accorde sur la nécessité de réformer le système actuel »*. Les membres de la commission ont adopté le diagnostic de la Banque mondiale : l'université va mal, engluée par la croissance des effectifs et la faiblesse de ses moyens. *« Nous avons reconnu que l'université sénégalaise ne répond plus aux besoins de la société »*, confirme M. Moussa Samb, l'un des dirigeants du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (SAES), principal syndicat des enseignants.

Mais les remèdes proposés par la Banque mondiale soulèvent bien des réticences. Ainsi, le projet d'instaurer une sélection à l'entrée de l'université a été critiqué, les étudiants, représentés par les membres de la CED, réaffirmant leur attachement au baccalauréat comme ticket d'entrée à la fac. Ils ont toutefois réclamé une réforme de cet examen sanctionnant les études secondaires, afin d'améliorer le niveau des nouveaux inscrits à l'université.

Le principe d'une sélection-orientation a été retenu. Une enquête réalisée en 1990 indiquait que plus d'un étudiant de première année sur trois se plaignait d'avoir été forcé de choisir un domaine qui ne l'intéressait pas. La création de formations courtes professionnalisantes, même privées, qui manquent cruellement sur le continent africain, a été envisagée. Concernant les dérogations, les membres de la commission ont demandé qu'elles ne soient plus accordées avec autant de facilité.

Au sujet des enseignants, l'évaluation de leur recherche devrait être systématisée. La Banque mondiale dénonçait la *« place marginale de la recherche »*. Le nombre de publications des chercheurs sénégalais est resté inchangé entre 1975 et 1985, alors qu'ils sont deux fois plus nombreux. Cet appauvrissement relatif est sans doute lié à la plus faible proportion de professeurs expérimentés parmi le corps enseignant. En 1991, la part des maîtres-assistants est passée à 58 %. Ces derniers sont titularisés automatiquement au bout d'une année, alors qu'auparavant ils étaient tenus d'obtenir leur doctorat dans un délai de cinq ans. Le rectorat se plaint de ces « assistants à vie ». La commission de concertation a donc demandé une évaluation des travaux de recherche de chacun depuis 1981, même si le SAES considère que la part croissante du corps des assistants est aussi liée à la volonté du pouvoir de ne pas encourager les promotions internes, pour des motifs financiers.

M. A

Etudiants éthiopiens entre liberté et asphyxie

L'université d'Addis-Abeba sert de caisse de résonance aux bouleversements politiques

ADDIS-ABEBA

de notre envoyée spéciale

COMME sorti d'une gravure de Escher, un escalier s'élance sans but, haut vers le ciel, portant, sur la dernière marche, la statue du lion impérial. La sentinelle de pierre poursuit sa veille étrange, à deux pas de l'ancien palais du Négus, où la direction de l'université a installé ses bureaux. L'intérieur du palais, construit dans les années 30, n'a pas changé d'un pouce. Luxe fané, boiseries sombres et lustres kitsch. Des bâtisses plus modernes ont été construites tout autour.

Dehors, dans les allées bordées de pins et de palmiers, des groupes d'étudiants flânent, leurs classeurs sous le bras ; d'autres, allongés dans l'herbe, lisent ou discutent à mi-voix, indifférents aux éclaboussures du soleil. Pas de bousculade à l'entrée des amphis. Pas de tables brisées ni de graffitis sur les murs. C'est bien l'Afrique pourtant ! Et même l'une des régions les plus pauvres. Le paradoxe n'est qu'apparent.

En Ethiopie, peut-être plus qu'ailleurs, la sélection commence son œuvre dès le berceau. La misère des campagnes, où vivent près des neuf dixièmes de la population, écarte, plus impitoyablement que n'importe quel concours, l'immense majorité des enfants éthiopiens – les filles, surtout – des chemins de l'école. A sa création, en 1950, l'université d'Addis-Abeba avait démarré avec soixante et onze étudiants. Aujourd'hui, alors que le pays compte près de 52 millions d'habitants, ils sont tout juste dix-neuf mille. Chaque année, un peu plus de deux mille cinq cents d'entre eux obtiennent leur diplôme.

A ce premier filtre social, s'ajoute le classique examen de sélection, qui achève de « trier » les élèves sortant de l'école secondaire. *« Sur les 100 000 qui voudraient entrer à l'université, on n'en n'accepte pas plus de 2 000 »*, assure une étudiante en droit. Elle-même est parfaitement consciente de sa « chance ». Et elle le dit crûment : *« Pour les jeunes, il n'y a que deux solutions : soit on est à l'université, soit on est nulle part »*. Ce qui est vrai aujourd'hui l'était déjà hier. De l'empereur Haïlé Sélassié, renversé en 1975, à la junte « marxiste » du colonel Menguistu, chassée du pays en 1991, jusqu'à l'actuel gouvernement de transition, dirigé par les anciens guérilleros tigréens, le temps a passé sans vraiment ébranler les fondements élitistes de la citadelle universitaire.

Sous Menguistu, la répression

Citadelle, mais non tour d'ivoire : les bouleversements politiques et la dégradation catastrophique de la situation économique n'ont jamais cessé de se faire sentir. *« Entre 1976 et 1979, beaucoup d'étudiants ont été arrêtés ou tués, d'autres ont dû s'exiler »*, rappelle un enseignant, évoquant les heures les plus sombres du régime Menguistu. Principales victimes de la répression : les jeunes militants gauchistes de l'Ethiopian People Revolution Party (EPRP). *« Après ces vagues de terreur, les étudiants se sont tenus à carreau. Une véritable chape de plomb s'est abattue sur le campus, on soupçonnait tout le monde d'être un mouchard à la solde du régime et, au fil des années, un grand nombre de professeurs ont quitté le pays. De là, date, en partie, le début du déclin. La qualité de l'enseignement a rapidement baissé »*, ajoute le professeur.

A cette époque – toute récente – la vigilance des censeurs s'exerce à plein. Le professeur Ato Dessalegn, spécialiste du monde agricole et des réformes agraires, est contraint de publier en Suède. La création est placée sous haute surveillance et tout ce qui franchit les portes de l'université est méticuleusement contrôlé. Ainsi, les ouvrages de l'économiste américain Samuelson, traitant, ô sacrilège, du « marché libre », que les professeurs de l'université avaient très officiellement commandés pour leurs cours, n'atteindront jamais la bibliothèque du campus. *« Les seuls livres ayant la bénédiction du pouvoir, c'étaient ceux que l'on recevait de Moscou ou d'Europe de l'Est : de gros pavés indigestes, traitant de l'économie marxiste-léniniste... »*, sourit avec amertume un professeur d'histoire.

Un an et demi après la chute du régime Menguistu, les choses ont déjà bien changé. Pour le meilleur, mais aussi pour le pire. Le meilleur, c'est la liberté d'expression retrouvée. *« Maintenant on peut parler sans crainte, en public, et dire ce que l'on pense »*, assure une étudiante en journalisme. Assis à côté d'elle, à l'ombre d'un kiosque à toit de paille où chacun sirote son thé, ses camarades approuvent. Les uns avec chaleur, signalant la disparition des « syndicats » de l'ancien régime et la création d'un tout nouveau Conseil étudiant « indépendant ». Les autres en nuançant quelque peu : *« A quoi cela sert-il de pouvoir s'exprimer, si l'on n'est jamais entendu ? »*.

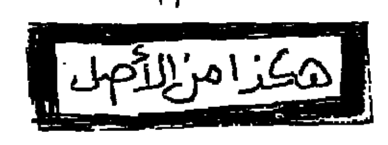
Lutte pour la survie

Soulagés et visiblement satisfaits d'être enfin « libres de travailler », les enseignants, comme leurs élèves, s'inquiètent surtout de la crise financière chronique qui menace d'asphyxier les activités universitaires. *« Sous Haïlé Sélassié, le budget était en birrs* [la monnaie locale], *mais avec une partie en devises : cela permettait de s'approvisionner à l'étranger. On avait tous les livres les plus récents. Et on recevait aussi bien le magazine britannique* Man [spécialisé en anthropologie] *que l'*American Sociological Review, se souvient un nostalgique de cet âge d'or que les nouvelles générations d'étudiants n'ont évidemment pas connu.

La librairie universitaire s'est, certes, timidement enrichie d'une biographie du Négus (publiée en 1991) et de quelques romans, autrefois interdits, de Bealu Girma. On y trouve toujours *Don Quichotte* et *la Mère* de Gorki. Mais pas un seul ouvrage de pointe ou des manuels récents, qu'il s'agisse des sciences, de littérature ou d'économie. *« Du fait du manque de devises, il nous a été impossible, durant ces dix dernières années, de fournir le matériel universitaire pourtant vital à l'éducation et à la recherche »*, souligne sans ambages le nouveau président de l'université, le professeur Alemayehu Teferra. Evoquant les salaires faméliques des enseignants – *« contraints de trouver à l'extérieur des sources de revenus, pour joindre les deux bouts »* – et les mauvaises conditions de vie des étudiants, le professeur Teferra n'hésite pas à parler désormais de *« lutte pour la survie »*.

Le nouveau statut accordant une large autonomie de gestion à l'université est loin d'apaiser les inquiétudes et les suspicions. Pour trouver des subsides, l'université d'Addis-Abeba, qui maintient les accords de coopération avec une bonne quinzaine d'universités étrangères, devra dorénavant se débrouiller toute seule ou presque. De même pour les étudiants. Jusqu'en 1991, les diplômés de l'université étaient quasiment assurés d'un emploi, généralement au sein de l'administration. La politique du « tout Etat » s'étant évanouie en même temps que l'ancien régime « socialiste », cette rente à l'emploi a aussi disparu, une bonne partie des perspectives d'avenir des étudiants aussi.

CATHERINE SIMON



Yop, la démunie

Dans la cité universitaire d'Abidjan, même la confiance dans l'avenir fait défaut

ABIDJAN
de notre correspondant

YOP : avec ses toits rouges, la cité universitaire se distingue de loin dans le quartier populaire de Yopougon, au nord d'Abidjan. C'est un haut lieu de la contestation estudiantine et, depuis l'intervention musclée des « paras commandos », dans la nuit du 17 au 18 mai 1991 – qui s'était soldée par des viols et des tortures, selon le rapport d'une commission d'enquête, – les pensionnaires de Yop ne sont pas tranquilles. *« Nous sommes sur nos gardes, nous vivons toujours dans la psychose d'une nouvelle intervention policière »*, déclare Youssouf, vingt-quatre ans, étudiant en deuxième année de philosophie. Grand, presque maigre, fils d'un fonctionnaire de police et d'une ménagère, Youssouf partage sa chambre avec un « palestinien », un étudiant sans moyens, sans toit, condamné avec son maigre baluchon à « squatter » les chambres des amis.

Une chambre à Yop coûte 3 000 francs CFA (60 francs français) par mois, et l'offre de logements universitaires est très inférieure à la demande. Le restaurant universitaire est quasiment désert. *« On nous prépare n'importe quoi »*, explique Youssouf, qui mange tous les jours dans les petits « maquis » (restaurants populaires) qui ont poussé autour des cités universitaires. *« Le plat de riz avec un peu de sauce me revient à 200 francs CFA* (4 francs français) *»*, précise Youssouf, dont le visage se durcit dès qu'il parle des transports. *« Yop est à 10 kilomètres du campus, il n'y a pas assez de bus. »* La suppression des autobus gratuits pour les étudiants, qui doivent dorénavant acheter une carte de transport à un prix équivalant à un loyer universitaire, a provoqué, il y a quelques mois, une levée de boucliers : grève, autobus incendiés, arrestations... Le gouvernement n'a pas cédé, au grand dam des étudiants de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI), le syndicat le plus puissant du milieu étudiant.

« Gars du ghetto »

Privilégiés, les étudiants ivoiriens ? Tous récusent cette étiquette, que le pouvoir utilise à chaque crise universitaire. *« Je me considère comme un gars du ghetto, j'ai mérité ce que j'ai gagné »*, affirme Guillaume, en licence d'espagnol, un enfant de Treichville, le plus vieux quartier populaire d'Abidjan. *« L'avenir ne nous réserve pas grand-chose »*, renchérit Youssouf. Tous deux ne se font guère d'illusions.

Profs de philo ou d'espagnol ? Ils écartent cette hypothèse : *« Le gouvernement a diminué les salaires »*, précise Youssouf, qui ne compte cependant pas abandonner dans l'immédiat ses études de philosophie. *« L'enseignement, c'est ce qui peut m'arriver de pire. Il n'y a aucune promotion »*, ajoute Guillaume, qui reste malgré tout optimiste, car il veut devenir interprète, *« branché Amérique latine »*. Guillaume se plaint du manque criant de livres : *« A la bibliothèque de l'université, il n'y a pratiquement aucun livre d'espagnol »*, constate, amer, le jeune homme, qui, avec ses quatre-vingt-dix neufs camarades de licence, se contente de ce que le centre culturel espagnol leur prête. Parfois, ils se mettent à plusieurs *« pour commander un livre important à Madrid »*, une ville qu'ils rêvent de découvrir.

En philosophie, Youssouf est confronté aux mêmes problèmes. *« La bibliothèque de l'université est pauvre. On va au centre culturel français et on photocopie »*, explique-t-il. Pascal, lui, n'a pas hésité ; il a tout plaqué. *« Je me suis rendu compte que je perdais mon temps »*, affirme cet étudiant de vingt-trois ans qui voulait faire des études en sciences économiques et s'est retrouvé inscrit en sociologie. A la différence de Youssouf et de Guillaume, Pascal, qui reconnaît être un privilégié, avait les moyens d'abandonner l'université. Son père lui paie à présent des études dans une école de commerce et de gestion, à 500 000 francs CFA par an (10 000 francs français).

La plupart des étudiants ne peuvent pas se permettre ce luxe. Les boursiers, à l'image de Guillaume, vivent avec 800 francs français par mois. Les autres, comme Youssef, *« se débrouillent »*, grâce aux parents et aux petits boulots. Youssouf, Guillaume et Pascal sont, en tout cas, d'accord sur un point : la progression du sida en milieu universitaire les inquiète. *« Dès que tu as une petite diarrhée, tu as peur »*, avoue Pascal, qui se *« promène désormais avec des préservatifs »*. Youssouf, tout aussi concerné que son compagnon, se déclare agréablement surpris par le comportement des étudiantes. *« A chaque fois qu'on veut aller avec une jeune fille, elle demande si on a la capote, c'est bien »*, affirme cet étudiant de *« culture islamique, mais pas pratiquant »*, issu d'une famille polygame de vingt et un enfants.

JEAN KARIM FALL

REPÈRES

ENSEIGNEMENT PRIVÉ. Conformément aux accords signés en juin dernier entre le ministère de l'éducation nationale et le secrétariat général de l'enseignement catholique, quatre décrets sont parus dimanche 3 janvier au *Journal officiel*. Ils portent sur le statut et la prise en charge par l'État des documentalistes des établissements d'enseignement privé sous contrat, l'attribution de décharge aux directeurs d'école du privé, ainsi que sur les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres du privé aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et de lycée professionnel. Par ailleurs, des négociations sont en cours entre les organisations représentatives des enseignants du privé et le ministère sur la formation initiale des maîtres du second degré.

NOMINATIONS. MM. Jean-Yves Cerfontaine et Jean-Claude Guérin, respectivement ancien secrétaire national de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et conseiller technique de M. Jacques Guyard, ancien secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique, ont été nommés, en décembre dernier, inspecteurs de l'académie de Paris, détachés auprès de l'inspection générale.

ORIENTATION. Le troisième Salon de l'orientation, de la formation et de l'insertion professionnelles, Sésames, ouvre ses portes du 19 au 22 janvier au Parc des expositions Paris-Nord Villepinte. Lycéens, étudiants, parents et professionnels des académies de Paris, Créteil et Versailles, pourront y trouver toutes les informations concernant les métiers et les secteurs professionnels, le contenu et l'organisation des formations qui y conduisent, et rencontrer notamment des conseillers d'orientation, des psychologues et des formateurs. Le Salon, qui a accueilli 150 000 visiteurs l'an passé, propose également un cycle de six conférences quotidiennes portant par exemple sur l'alternance, les diplômes universitaires de technologie, l'informatique, l'action humanitaire, etc.

▶ **Renseignements : services académiques d'information et d'orientation des académies d'Ile-de-France.**

PARTENARIAT. L'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) organise les 14, 15 et 16 janvier un colloque intitulé « Etablissements et partenariats ». Dans quels types de négociations, d'enjeux et de logiques les établissements et leurs partenaires – économiques ou politiques – sont-ils impliqués ? De quels exemples européens peut-on s'inspirer ? Une cinquantaine d'intervenants, réunis dans six ateliers et plusieurs tables rondes, tenteront de répondre à ces questions.

▶ **Renseignements et inscriptions à l'INRP, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris cedex 05. Tél : (1) 46-34-91-11.**

COURRIER

Les internats de rêve

Après tant d'autres, M. Jack Lang s'attaque aux collèges et envisage des solutions pour lutter contre l'échec scolaire. Quelques-unes des idées lancées appellent quelques remarques, notamment celles concernant le retour à l'internat.

Dans les premières années de la décennie précédente, on a peu à peu fermé tous les internats dans les collèges qui en possédaient. Ces établissements se sont débarrassés du matériel (lits, armoires, etc.). Les locaux libérés ont été transformés (appartements pour le personnel de direction, salles de classe, etc.). Et on envisage de faire machine arrière, ce qui impliquerait : de nouveaux aménagements de locaux (mais quels locaux ? il n'y en a plus de disponibles dans les collèges), du matériel à acheter, des créations nombreuses de postes (surveillants d'internat, conseillers et conseillers principaux d'éducation, personnel de service...) alors qu'il est déjà impossible de disposer d'un nombre suffisant de surveillants d'externat. Les conseils généraux, engagés depuis quelques années dans des travaux importants, pour ne pas dire gigantesques, de remise en état des collèges (lourd héritage de l'Etat qui a été imprévoyant durant des lustres), verraient d'un mauvais œil de devoir investir pour ce type d'aménagements.

Et puis, il y a le personnel... Les personnels de service dans les collèges ont, en général, choisi ce type d'établissements, de préférence aux lycées, justement parce qu'il n'y a pas d'internat et que les conditions de travail (horaires en particulier) y sont plus intéressantes. Et que dire aussi des principaux de collège qui, actuellement, à 18 heures, peuvent mettre la clef sur la porte mais qui, avec un internat, se retrouveraient de service vingt-quatre heures sur vingt-quatre ? En définitive l'idée de M. Lang apparaît comme un rêve !

MARCEL CHAPELAND
(Mâcon)

Le coût des lettres classiques

Rendant compte dans « le Monde-Campus » du 10 décembre du rapport de l'Observatoire des coûts des établissements d'enseignement supérieur, vous écrivez : *« Le coût des dix étudiants de licence de lettres classiques (à Dijon) est en moyenne de plus de 50 000 francs par an, contre 6 000 francs seulement pour les 182 étudiants de lettres modernes. »* (...)

A l'heure où l'on estime nécessaire de réhabiliter les filières littéraires, il ne serait pas juste de céder à la logique élémentaire d'un calcul économique à courte vue et de songer à supprimer les lettres classiques partout où les effectifs sont trop faibles. Il vaudrait mieux, pour la collectivité, faire bénéficier un nombre plus important d'étudiants d'une formation classique. Or cela n'a rien d'impossible, si les chefs des établissements du second degré acceptent de faire un effort pour faciliter l'apprentissage de ces langues, si le ministère cesse de supprimer chaque année des postes de latin et de grec dans les universités, mettant en péril l'existence même des sections ; si les conseils d'administration de certaines universités renoncent à considérer les langues anciennes comme la vache à lait du redéploiement interne ; et, enfin, si les enseignants de latin et de grec eux-mêmes ne perdent pas confiance dans la valeur de leur mission. Les langues anciennes ont leur rôle à jouer dans une formation littéraire moderne, sans que cela exige à tout coup des sacrifices financiers démesurés.

MICHEL GRIFFE
(maître de conférences à l'université Paul-Valéry Montpellier)



ÉCONOMIE

BILLET

Boeing : un superjumbo pour diviser l'Europe

Manœuvre de diversion ou volonté réelle d'alliance ? En confirmant la tenue de discussions avec le constructeur allemand Deutsche Aerospace, partenaire d'Airbus Industrie, sur la conduite d'une étude de faisabilité pour un avion très gros-porteur de 550 à 800 places, le constructeur américain Boeing a jeté une pierre dans le jardin du consortium européen. Le marché potentiel de ce futur appareil est relativement restreint, et le consortium européen, qui en étudie actuellement quatre configurations possibles, l'évalue à un besoin mondial de 650 avions. Le lancement simultané de deux types d'appareils serait suicidaire, et des alliances sont vitales pour développer un tel projet.

Boeing, dont un porte-parole confirmait également mardi 5 janvier la tenue de discussions avec le constructeur britannique British Aerospace, comme l'annonçait *le Wall Street Journal*, ne chercherait-il pas à gagner du temps en divisant le consortium européen ? Airbus Industrie, qui a mené une étude de marché auprès de dix compagnies aériennes, asiatiques européennes et nord-américaines, prévoit que l'appareil, s'il est lancé, ne verra pas le jour avant l'an 2000. Quel est l'intérêt de l'avionneur américain de développer rapidement un avion qui viendrait directement concurrencer son Boeing-747 ? Pour l'heure, le constructeur de Seattle est en effet le seul sur le marché des gros-porteurs de 400 places.

Reste que la bataille est rude et qu'il faut occuper le terrain. Airbus Industrie a renforcé au fil des ans ses parts de marché et taille aujourd'hui des croupières à son concurrent américain sur son propre territoire. Pour entamer l'unité du consortium européen, Boeing vise donc les Allemands, qui cherchent actuellement à renforcer leur position dans le domaine aéronautique.

Comme les Européens, Boeing regarde également du côté des Japonais pour le développement éventuel d'un avion gros-porteur et discute avec ses fournisseurs Mitsubishi, Kawazaki et Fuji. Ces contacts s'expliquent pour des raisons à la fois financières et commerciales : les Asiatiques devraient être les principaux clients de ce futur géant dont le coût de développement pourrait atteindre 50 milliards de francs. En novembre 1992, M. Jean Pierson, administrateur-gérant d'Airbus, n'excluait pas pour sa part de nouer des alliances aux Etats-Unis. Bref, *« tout le monde discute avec tout le monde »*, comme l'expliquait un spécialiste de l'aéronautique.

MARTINE LARONCHE

Le déficit de l'UNEDIC et l'augmentation des licenciements

Le gouvernement et le patronat s'opposent sur le financement de l'assurance-chômage

Entre le gouvernement et le patronat, quelques déclarations, cinglantes de part et d'autre, ont suffi, les 4 et 5 janvier, pour relancer une polémique laissée en suspens, le 30 décembre, après la rencontre du bureau de l'UNEDIC avec le délégué à l'emploi (*le Monde* du 2 janvier). De nouvelles discussions, qui devaient reprendre le 6 janvier, s'ouvraient dans un climat tendu.

Au centre de cette reprise des hostilités, dont la soudaineté égale la vigueur, on retrouve deux dossiers intimement liés et qui n'avaient pas cessé de provoquer des tensions épisodiques tout au long de l'année 1992. Le déficit cumulé du régime d'assurance-chômage qui atteindrait maintenant les 23,9 milliards de francs, et pour lequel les partenaires sociaux réclament une aide de l'Etat. L'augmentation brutale des licenciements pratiqués par les entreprises, régulièrement mis en cause par Mme Martine Aubry, et qui pèsent sur les comptes de l'UNEDIC.

Au moment où Peugeot annonçait près de 2 600 suppressions d'emploi en 1993, le ministre du travail, à l'occasion de la cérémonie des vœux à la presse, menait l'offensive sur l'un et l'autre terrains. En réplique au CNPF qui demandait *« 2 milliards de plus »*, par rapport aux 3,3 milliards de francs, environ, déjà promis par M. Pierre Bérégovoy avant Noël, elle lâchait : *« Ce n'est pas sérieux. »* Et d'ajouter un peu plus tard que, face à cette volonté de *« faire monter les enchères »*, elle ne pouvait *« pas s'empêcher de penser qu'il y a des* a priori *politiques et idéologiques dans la position patronale »*.

« Ceux qui licencient trop »

Selon Mme Aubry, les propositions des pouvoirs publics, pour un réglement du dossier, seront *« dans une enveloppe qui satisfera les partenaires sociaux »*, à moins laissait-on entendre dans son entourage, que le CNPF ne recherche une révision de fond en comble du système. Puis le ministre embrayait aussitôt sur le deuxième volet en déclarant que, *« s'il y a une détérioration de la situation de l'UNEDIC, c'est à cause des licenciements »*. *« Le CNPF n'a qu'à s'en prendre aux entreprises qui abusent du recours aux licenciements »*, poursuivait-elle, après avoir fustigé ceux qui *« licencient trop, trop vite et trop fort »*. Mettant en cause *« l'incurie et l'irresponsabilité de certains dans la gestion de leurs ressources humaines »*, Mme Aubry, publiquement, en vint à regretter de ne plus être *« au temps de Ceyrac »* – président du CNPF de décembre 1972 à décembre 1981 – car, continuait-elle, l'organisation patronale devrait amener à une prise de conscience de la nécessité qu'il y a à ce que *« les entreprises changent de comportement »*.

Cette attaque en règle a *« surpris »* le CNPF, qui ripostait en assurant qu'il ne voulait pas *« entrer dans une querelle de chiffres que nous n'avons jamais soulevée »*. Mais, la veille, celui-ci avait été plus direct. Dans un communiqué, l'organisation patronale rappelait, à propos de l'UNEDIC, que *« l'effort contributif consenti par les entreprises (...) a atteint sa limite absolue »*. *« C'est à l'Etat d'assurer dorénavant, au titre de la solidarité nationale, les financements complémentaires nécessaires (...) »*, indiquait-elle, affirmant que *« des promesses ont été faites par le gouvernement »* et qu' *« elles doivent être tenues »*. Sinon ? *« Il n'y aurait d'autre solution qu'un aménagement des prestations au niveau nécessaire »*, déclarait le CNPF qui précisait : *« L'ensemble du système d'aide aux chômeurs devrait alors être revu sans délai dans ses modalités comme dans son cadre juridique. »* Une menace à peine voilée. Pareille opposition intervient dans un contexte délicat, pour les deux protagonistes, qui ne peuvent aller jusqu'au bout de leurs refus réciproques et dont la marge de manœuvre est étroite.

Inévitable compromis

Avec les chômeurs pour enjeu, le gouvernement ne peut prendre le risque d'une déconfiture totale du régime d'assurance-chômage. De même, le patronat n'a rien à gagner d'une opération qui ajouterait aux difficultés sociales actuelles, et qui se retournerait contre lui, après les élections législatives. Il faudra bien aboutir à un compromis qui, dans les circonstances présentes, ressemblera à un replâtrage.

Bilan contre bilan, les possibilités sont en effet limitées, à moins d'un geste exceptionnel. De 300 à 800 millions de francs pourraient être accordés au titre des contrats emploi-solidarité (CES) et des allocations formation-reclassement, mais cela ne suffira pas. Les pouvoirs publics, eux, estiment que, entre le RMI (700 millions) et l'allocation de solidarité dont le nombre de bénéficiaires va augmenter, 1,4 milliard de francs de dépenses supplémentaires, pour l'Etat, sont occasionnées par la nouvelle réglementation de l'UNEDIC. Or, en 1993, le déficit cumulé du régime risque de s'élever à 31 milliards de francs et, à un moment ou à un autre, toutes les parties en cause seront donc condamnées à s'entendre, sur le fond cette fois.

La tonalité des discussions de ces derniers jours s'explique par cette perspective, redoutée de tous. Les organisations syndicales, qui sont pour partie obligées de jouer le jeu du CNPF en ont bien conscience. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui avait refusé de signer l'accord du 18 juillet, se situe dans cette optique. *« L'UNEDIC risque de sombrer corps et biens »*, a-t-il déclaré dans *Libération* le 5 janvier, affirmant que *« si le chômage continue à ce rythme, il faudra revoir le système (...), le financement, le niveau des prestations... »*. Entre licenciements et indemnisation du chômage, plus que jamais et quelle que soit l'issue électorale, le sort du gouvernement, du patronat et des syndicats est désormais lié.

ALAIN LEBAUBE

L'Allemagne et le franc

Suite de la première page

L'état comparé des économies des deux côtés du Rhin commanderait, au contraire, de dévaluer le mark ! Mais l'Allemagne est aussi libérale : elle sait que les marchés ont raison même quand ils ont tort. Liberté des capitaux, concurrence des placements... Le franc est attaqué, c'est un fait déplaisant. L'Allemagne a gros à perdre d'une nouvelle crise avec la France alors qu'elle a obtenu gain de cause lors des batailles monétaires de l'automne 1992.

La lire, la peseta ou la livre étaient surévaluées aux yeux de la Bundesbank ; elles sont revenues depuis à bon niveau. Les cours actuels reflètent les données fondamentales (inflation, équilibre budgétaire, balance des paiements...) qu'on avait oubliées depuis 1987 pour des questions de prestige politique. La Bundesbank a réussi cette performance sans abaisser ses taux d'intérêt (d'un quart de point seulement), malgré la pression internationale, c'est-à-dire sans déroger à son indépendance. Sa politique monétaire reste principalement dictée par la lutte contre l'inflation intérieure, comme ses statuts le lui imposent. Crédibilité renforcée donc pour la Banque centrale de Francfort, si l'on veut bien admettre qu'elle a imposé sa vision d'un SME où les taux de change sont *« semi-fixes mais ajustables »*. Le SME colle encore plus qu'avant à la conception allemande du monétarisme. Dans la pure ligne droite vers Maastricht.

Les départs du SME de l'Italie et de la Grande-Bretagne sont regrettables, et il n'était sûrement pas dans l'intention de quiconque en Allemagne de les provoquer. Mais, une fois faits, nombre d'interlocuteurs s'en félicitent en aparté. L'Italie ne doit-elle pas apporter la preuve qu'elle est déterminée à faire un sérieux ménage chez elle ? La voilà au travail. Quant à la Grande-Bretagne, *« la France devrait être reconnaissante à l'Allemagne d'avoir mis dehors un pays qui n'a cessé de se montrer anti-européen »*, dit crûment un banquier... Propos provocateurs, mais qui les reniera à Paris ou à Bruxelles ?

Bref, le calme était revenu dans le jardin européen et l'Allemagne se tournait à nouveau vers ses problèmes intérieurs, bien lourds depuis la réunification. Le Parlement allemand ratifiait Maastricht à une majorité écrasante. Et le sommet d'Edimbourg parvenait même à remettre le traité sur les rails. Et voilà les turbulences monétaires qui reprennent ! Le franc est à nouveau visé alors que les « fondamentaux » justifient les cours actuels de change. Derrière la spéculation, les milieux économiques et politiques découvrent que les critiques redoublent en France contre le niveau des taux d'intérêt que dicte la Bundesbank. Elles disent que le SME dessert les pays qui en sont membres. Tant au RPR qu'à l'UDF, des voix s'élèvent pour demander un décrochage du franc vis-à-vis du mark, couplé avec une baisse du coût de l'argent.

L'Allemagne discerne avec étonnement une France qui doute encore de la politique du « franc fort ». Elle se souvient que lors du référendum sur Maastricht le « non » avait failli l'emporter. Les rangs du RPR étaient majoritairement contre. Incrédule, elle comprend qu'une nouvelle spéculation trouve là matière à s'alimenter. Mais plus avant, elle s'effraie : et si la politique européenne de la France sortait modifiée du scrutin de mars ? Et si l'axe franco-allemand lui-même était remis en cause sous la pression de ceux qui comme MM. Pasqua ou Séguin dénoncent *« la soumission à l'Allemagne »* ?

Le risque apparaît si considérable – plusieurs interlocuteurs parlent de « désastre » – que personne ne l'envisage vraiment. Mais on commence à l'évoquer. Que faire ? D'abord répondre aux critiques sur l'*« égoïsme dominateur »*, avancées en France mais aussi – violemment – en Grande-Bretagne. Jusqu'ici, la Bundesbank a fait valoir deux arguments. Tout d'abord, si l'unification de l'Allemagne a imposé des taux élevés à ses partenaires, elle leur a apporté aussi une plus grande croissance (un demi-point de PNB en moyenne).

« Egoïsme dominateur »

Ensuite, la bonne tenue des prix allemands profitera à tous tandis que tous souffrent de l'inflation. Dans l'instable système financier international où ni l'Amérique, ni l'or, ni personne, n'est plus capable de jouer le rôle d'ancre mondiale, l'Allemagne doit redevenir le pôle régional de stabilité qu'elle fut avant 1989. L'Europe entière a tiré bénéfice de son inflation faible, de ses exportations nettes de capitaux et de ses taux d'intérêt faibles. Il suffit d'attendre un peu que l'unification soit digérée pour que tout rentre dans l'ordre.

Du côté gouvernemental, on reprend la démonstration. Mais avec une nuance de taille : la Bundesbank, estime-t-on à Bonn, ne sera plus capable, à terme, d'assurer seule cette stabilité en Europe. L'européanisation des économies est telle qu'une banque centrale limitée à un seul pays ne sera plus de taille pour contrôler les échanges monétaires. En outre, à cette future impuissance, le gouvernement de Bonn ajoute le constat que les autres pays de la CEE auront de plus en plus de mal à accepter que l'Allemagne s'arroge en solitaire ce rôle d'ancre. Les crises monétaires actuelles en sont l'illustration. Le SME est un système économiquement et politiquement condamné. L'engagement volontariste du chancelier Kohl aux côtés de MM. Mitterrand et Delors dans la définition puis l'adoption du traité de Maastricht trouve ici sa motivation profonde. La stabilité allemande sera européenne ou ne sera plus.

Intérêt prioritaire

C'est fort de cette analyse que l'on rejette les soupçons, toujours nourris en France, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, d'une stratégie de rechange de l'Allemagne, conduite plus ou moins parallèlement, et qui s'appuierait sur la construction d'une zone mark avec le Benelux, l'Autriche, la Suisse, les pays scandinaves et les trois pays de l'Est les plus proches (Hongrie, Etat tchèque et Pologne). Le postulat est que l'intérêt prioritaire de l'Allemagne n'est plus d'avancer vers l'ouest en Europe mais vers le centre sinon l'est. Le sempiternel *« Drang nach Osten »*, de Guillaume II...

Ce scénario n'est guère difficile à rejeter : il suffit de rappeler que 55 % du commerce allemand est fait avec la CEE, pour désigner son intérêt prioritaire. Mais les Européens peuvent se plaindre : les « services » qu'offre l'Allemagne en échange de ses taux d'intérêt apparaissent désormais bien insuffisants. L'Allemagne de l'Ouest est entrée en récession, bien loin d'offrir ce surcroît de croissance d'hier. L'inflation y est élevée et le pays est devenu importateur net de capitaux... Et ce n'est pas la nouvelle argumentation de la Bundesbank – les taux à long terme en Allemagne sont revenus à leur normale – qui parvient à convaincre.

« On ne tiendra pas trois mois », dit un cambiste d'une grande banque allemande pour souligner l'urgence. Le mieux serait bien entendu de supprimer la racine politique du mal. Que M. Chirac, avec l'opposition réunie, affirme haut et fort son attachement à la politique monétaire actuelle, comme M. Giscard d'Estaing l'a fait de son côté. Mais personne ne l'espère à Francfort où l'on sait que la majorité et l'opposition politiques françaises vont se renvoyer la responsabilité d'une dévaluation du franc.

Reste à espérer une baisse des taux allemands. Mais quand ? L'inflation en janvier, février et mars sera mauvaise (au-dessus de 4 %). Mais la modération des syndicats lors des négociations salariales et la volonté de M. Kohl de parvenir ce mois-ci à un pacte de solidarité, pour financer l'unification, sont au contraire des bonnes nouvelles. En outre, une dévaluation du franc face au mark mettrait à mal la compétitivité des exportateurs allemands qui se plaignent déjà de leurs difficultés en Grande-Bretagne ou en Italie.

Comment la Bundesbank tiendra-t-elle compte du ralentissement brutal de la conjoncture ? Comment arbitrera-t-elle entre les différents facteurs de l'économie allemande ? Quelle place fera-t-elle à ses responsabilités internationales ? De quel poids vont peser les nouveaux membres de son conseil, plus colombes que faucons ? Les réponses sont ouvertes. Mais il apparaît peu probable que les taux soient abaissés lors de la réunion du jeudi 7 janvier du conseil, malgré la forte pression du gouvernement de Bonn. L'espoir se porte déjà sur la réunion du 21 janvier.

D'ici là, la nouvelle bataille du franc va se jouer au jour le jour en fonction des déclarations politiques, de la force de persuasion des gouvernements actuels et de la coopération des banques centrales. Les armes sont connues et de portée limitée, comme le communiqué commun publié le 5 janvier.

Rassurer les marchés

D'un côté, on veut rassurer les marchés sur la détermination commune des deux pays et, de l'autre, on risque d'empirer le mal, avec le relèvement par la Banque de France du taux de ses prises en pension à vingt-quatre heures (de 10 % à 12 %). Une déclaration invoquant le resserrement des marges de fluctuations franc-mark est jugée désormais sans effet, vu l'intensité de la lutte. En outre, l'avantage en est contesté : une marge supérieure n'oblige-t-elle pas le spéculateur à prendre un risque supérieur ?

Il existe des mesures plus solides, comme la décision de rendre obligatoire l'intervention conjointe des banques centrales avant les déclenchements de seuils actuels. La Bundesbank intervient aujourd'hui de la sorte mais sans obligation, c'est-à-dire, pour les marchés, sans certitude. L'autre idée, mise en avant en Allemagne, en particulier à la Bundesbank, est d'assurer sans tarder un statut d'indépendance à la Banque de France. Il permettrait de parler d'égal à égal avec la « Buba » et de prendre des décisions à deux. Mais ces stratégies, outre qu'elles ne résisteraient pas devant une spéculation d'ampleur mondiale, ont pour défaut d'engager aujourd'hui une politique monétaire germano-française. Ce serait abandonner la priorité donnée par MM. Mitterrand et Kohl à la ratification de Maastricht et créer une Europe à deux vitesses. Or il a été décidé d'attendre juin, le référendum danois et la décision britannique avant de songer à un « après-Maastricht ». La spéculation vient déranger une laborieuse élaboration diplomatique et économique au sommet qui ne concerne pas uniquement les Français et les Allemands.

Faudra-t-il se résoudre à changer de stratégie pour sauver l'axe franco-allemand ? L'Allemagne doit-elle y consentir alors que l'amitié du nouveau gouvernement de droite en France semble mal assurée ? Tant pis pour de Gaulle. Les salles de marchés vont mettre à l'épreuve dans les jours à venir la politique franco-allemande et la solidité du couple moteur de l'Europe.

ÉRIC LE BOUCHER

Après la publication du communiqué franco-allemand

« La situation de la France est idéale sur le plan des changes »

déclare le gouverneur de la Banque de France

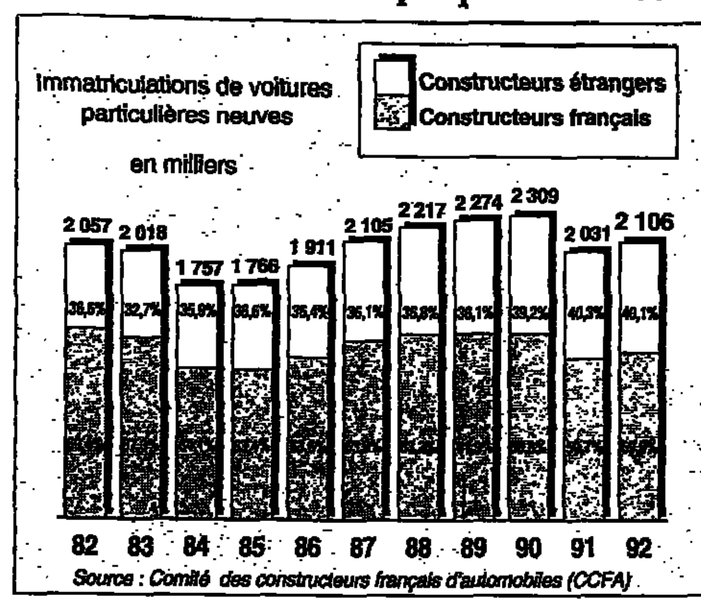
Après la publication, mardi 5 janvier, d'un communiqué commun franco-allemand réitérant la détermination des deux pays à défendre le cours du franc, les marchés des changes étaient relativement calmes, mercredi 6 janvier, la monnaie allemande cotant 3,41 francs. Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a exclu mardi la possibilité d'une dévaluation du franc : *« Qui va faire croire que l'appauvrissement, car c'est un appauvrissement pour chaque Français qu'une dévaluation, va engendrer la prospérité nationale ? C'est absurde »*, a déclaré M. de Larosière, interrogé sur France 2. *« Quand on a la meilleure monnaie du monde, il ne faut pas essayer de la dévaluer »*, a souligné le gouverneur de la Banque de France, d'autant que *« la situation de la France est idéale sur le plan des changes »*, avec une inflation *« extrêmement faible et un surplus commercial »*, a t-il précisé.

M. de Larosière a rappelé que la solidarité franco-allemande était *« extraordinairement forte »* et a souligné qu'en raison de la hausse de deux points des taux à très court terme décidée mardi, *« la spéculation va devenir très coûteuse et incertaine »*. L'année 1993 sera *« l'année de la baisse des taux d'intérêt en Allemagne et en Europe »*, a enfin estimé M. de Larosière. Sans rien prévoir des décisions qui seront prises lors de la réunion de la Bundesbank, jeudi 7 janvier, le responsable de la Banque de France a souhaité que cette baisse *« soit la plus rapide possible »*.

ÉCONOMIE

La situation de l'industrie automobile

Le marché français a été moins mauvais que prévu en 1992



Le marché automobile français aura finalement été moins mauvais que prévu en 1992, avec un total de 2 106 300 immatriculations et une hausse de 3,7 % par rapport à 1991, grâce à un mois de décembre exceptionnel (+33,5 % en données brutes), selon des statistiques publiées mardi 5 janvier par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). L'incitation fiscale de 2 000 francs accordée sur l'acquisition, avant le 31 décembre, de voitures catalysées aurait tardivement dopé les ventes en fin d'année.

Le redressement de Renault est lié à ses ventes intérieures

Renault a renoué, l'an dernier, avec le succès. Deux millions de véhicules vendus (+ 6,7 %) et 10,7 % du marché européen : il y a neuf ans que le constructeur français n'avait été à pareille fête. Il confirme ainsi le redressement entrepris ces quatre dernières années, et qui s'était déjà traduit, en 1991, par une hausse de ses ventes de + 3,4 % à un million huit cent soixante-quinze mille unités (*le Monde* du 11 janvier 1992). Une progression qui lui avait déjà permis d'atteindre le seuil fatidique de 10 % du marché européen.

Mais, contrairement à ce qui s'était passé en 1991, Renault doit à ses ventes en France l'essentiel de sa percée de l'an dernier. Renault y a en effet gagné près de 3 points de pénétration, atteignant 29,6 % du marché des véhicules particuliers (28,6 % en 1991) et 31,4 % de celui des petits utilitaires (un pourcentage qui lui permet de dépasser PSA). Renault a, en particulier, réussi la difficile succession de la 25, la Safrane, avec près de trente mille unités vendues en huit mois, représentant désormais une fois et demie les ventes cumulées de la Peugeot 605 et de la Citroën XM.

Les autres pays européens qui avaient tiré les ventes du groupe en 1991 ont, en revanche, marqué une pause. Renault s'est contenté d'y maintenir ses ventes dans un marché en baisse de 2 %. Bien que le constructeur se félicite d'y vendre toujours plus de deux cent mille véhicules par an, l'effondrement du marché allemand (– 7 %) a pesé lourd dans la stagnation française à l'exportation. Renault s'est en effet contenté d'y conserver sa part de marché (5,1 %). La progression sur le marché britannique (+ 14,5 % de ventes) a compensé la baisse enregistrée sur le marché italien où la part de marché du groupe est revenue de 8 % à 7,6 %. Face à la dévaluation de la lire et à la guerre des prix, Renault assure avoir *« préféré perdre légèrement en pénétration plutôt que de réduire ses marges »*.

A la grande exportation, les ventes de Renault ont augmenté de 18 %, grâce notamment à la Turquie (111 000 véhicules vendus, 35 % de taux de pénétration) et à l'Argentine (23 % de parts de marché).

□ **La France ne veut pas suspendre l'importation de voitures japonaises.** – La France n'a pas l'intention de suspendre l'importation de voitures japonaises comme vient de le décider l'Italie, une mesure qui *« n'a pas grande signification »*, a souligné mardi 5 janvier le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn. Du fait du grand marché unique, les véhicules importés par un pays de la CEE peuvent ensuite être livrés librement dans un autre pays membre, l'initiative italienne perdant de ce fait toute efficacité, a expliqué le ministre.

Un modèle baptisé « Mondeo »

Ford produit la même voiture aux Etats-Unis et en Europe

Le constructeur américain Ford commercialisera, dès mars, en France, sa première voiture fabriquée à la fois aux Etats-Unis et en Europe. Baptisé Mondeo, ce nouveau modèle succède à la Sierra et sera produit, sur le Vieux Continent, dans l'usine de Genk en Belgique, à la rénovation de laquelle Ford assure avoir consacré 1 milliard de dollars (5,4 milliards de francs). La Mondeo est une traction avant à moteur transversal. Outre-Atlantique, elle bénéficiera d'un *air bag* monté en série. Elle est, dit-on, recyclable à 84 %.

Sur le marché allemand où Ford est traditionnellement bien implanté, la Mondeo sera en concurrence avec l'Opel Vectra de General Motors et les Audi 80 et 90 du groupe VAG. En France, elle viendra concurrencer la Renault 21 (27,6 % du marché de ce type de véhicules), la Peugeot 405 (24,7 %) et la nouvelle Xantia de Citroën. La Sierra était largement distancée avec seulement 4 % des parts. Le lancement d'un véhicule commun aux Etats-Unis et en Europe devrait permettre à Ford – qui a perdu 12,5 milliards de francs en 1991 – de réaliser d'importantes économies d'échelle.

Chute de 6 % des ventes et difficultés à l'exportation

Peugeot prévoit 2 597 départs en 1993

La direction d'Automobiles Peugeot (55 000 salariés) annoncera le 13 janvier, devant le comité central d'entreprise, un plan social prévoyant 2 597 départs en 1993. Le constructeur, qui redoute une baisse de 4,5 % du marché européen cette année, entend continuer à accroître sa productivité.

Le dispositif que Peugeot s'apprête à officialiser n'a rien de très surprenant. Tout au long de 1992, la multiplication des mesures de chômage technique – trente et un jours au total à l'usine de Sochaux – aura constitué le signe avant-coureur des difficultés d'une firme dont les ventes ont baissé de 6 % l'an passé en France et qui a également connu des difficultés à l'exportation.

Alors que 1 600 avaient été programmées l'an dernier, le nombre de suppressions d'emploi a été porté à 2 597 pour 1993. Cœur historique de la marque, Sochaux (22 000 salariés) paiera le tribut le plus lourd avec 1 606 départs. Epargné jusqu'alors, le centre de production de Mulhouse (fabrication des 205 et des 106) devra réduire ses effectifs de 775 personnes. Enfin, les unités de Lille (81) et Sept-Fons (Allier) perdront respectivement 81 et 135 de leurs salariés. Ce dispositif, qui ne s'adresse qu'au personnel directement lié à la production, prévoit 1 636 départs en préretraite FNE qui pourront, à titre dérogatoire, intervenir dès cinquante-cinq ans, hormis à Mulhouse, où le seuil des cinquante-six ans et deux mois sera respecté. La vive polémique qui avait opposé, en avril dernier, M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, à Mme Martine Aubry, ministre du travail, autour du financement du plan social de Sochaux, n'est donc plus qu'un mauvais souvenir. En outre, 158 transferts à l'intérieur du groupe sont programmés.

Pour l'essentiel, il s'agira de mutations vers la future usine Peugeot-Fiat de Valenciennes, qui comptera, début 1994, 3 500 salariés dont 75 % doivent être recrutés localement. Les huit cents personnes non concernées par les pré-retraites ou la mobilité interne se verront proposer des mesures d'aide au retour (pour les salariés immigrés), des conventions de conversion ou des reclassements externes. A l'automne prochain, un premier bilan sera réalisé par la direction, qui espère ainsi pouvoir éviter les licenciements *« secs »*. La CFDT, quant à elle, estime que plusieurs de ses revendications ont été satisfaites.

Outre les difficultés du marché, c'est aussi la volonté de poursuivre sa course aux gains de productivité (10 % en 1991, 12 % en 1992 et autant prévus en 1993 alors que Renault vise un objectif de 7 %) qui amène Peugeot à accélérer le rythme des suppressions d'effectifs. A cet égard, il est significatif que l'usine de Poissy (Yvelines) – qui sera chargée de produire la future 306 et applique la formule controversée de la semaine de quatre jours avec dix heures de travail quotidien – soit maintenue à l'écart des suppressions d'effectifs.

Néanmoins, ce plan social marque une certaine rupture. Peugeot, qui avait mené une cure d'amaigrissement à un rythme relativement modéré, se trouve aujourd'hui particulièrement exposé aux difficultés de l'industrie automobile mondiale dont témoignent les réductions d'effectifs récemment annoncées par Volkswagen (12 500), Ford-Europe (4 000), Nissan (4 000), Mercedes (15 000) et Renault (2 250).

Et Citroën, l'autre composante du groupe PSA ? La firme au chevron mise sur le lancement de la Xantia pour éviter de nouveaux sacrifices. L'usine de Rennes, d'où sortira ce nouveau modèle, achève un plan de 1 800 suppressions d'emplois après avoir procédé à quarante-deux journées de chômage technique en 1992...

JEAN-MICHEL NORMAND

SERVICES

Le lancement d'un nouveau plan

M. Baylet veut développer le tourisme rural

Les bons chiffres du tourisme pour l'année 1992 présentés en juillet dernier se confirment, selon le bilan présenté, mardi 5 janvier, par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme. Les recettes du tourisme international devraient s'élever à 57,5 milliards de francs contre 50,6 milliards de francs en 1991. Les touristes étrangers sont venus plus nombreux en France avec 60 millions de séjours contre 52 l'année précédente. L'activité touristique a poursuivi sa croissance avec un chiffre d'affaires passant de 620 milliards de francs en 1991 à 656 milliards en 1992, selon les estimations provisoires.

Cette embellie s'affiche également à travers les premiers résultats de la saison d'hiver 1992-1993. Durant les vacances de Noël, la fréquentation a progressé de 5 à 15 %, selon les sites, par rapport à l'an dernier. La deuxième semaine des vacances d'hiver a connu un fort taux de remplissage (entre 90 et 100 %) soit 5 à 10 % de mieux qu'en 1991. Pour la première semaine, la fréquentation est du même ordre que l'année précédente (50 à 60 % de remplissage).

Ces bons résultats s'expliquent non seulement par la présence de la neige mais par l'impact des Jeux olympiques d'Albertville, l'application du plan montagne et la promotion organisée par les pouvoirs publics et les professionnels, a estimé M. Baylet. Toutefois, le Jura, les Vosges et le Massif central, où la neige n'était pas au rendez-vous, ont connu des résultats décevants.

M. Baylet a annoncé le lancement dans les prochaines semaines d'un plan en faveur du tourisme rural. L'espace intérieur est délaissé par rapport aux zones littorales et de montagne, a-t-il estimé. Le plan qui s'étalera sur trois ans nécessitera 70 millions de francs de crédits publics, le ministère du tourisme s'engageant pour sa part à hauteur de 20 millions en 1993. Ces mesures viseront à aider au développement d'hébergements et de produits touristiques ainsi qu'à faciliter leur promotion, à recenser et expertiser les zones recélant de futurs gisements touristiques, à favoriser la création de petites et moyennes entreprises touristiques et enfin à favoriser, sur des expériences particulières, la participation des grands professionnels au développement du tourisme rural. M. Baylet a indiqué qu'une table ronde, réunie il y a un mois, avait permis de faire le point sur les excédents de capacité hôtelière et les adéquations nécessaires. Elle devrait déboucher dès février sur un Livre blanc d'analyse et de prospective pour un secteur qui souffre de surcapacité dans plusieurs régions.

M. La.

COMMUNICATION

Le groupe Telpresse change d'actionnaires

Le groupe Telpresse de M. René Tendron, qui comprend les journaux *le Journal des finances*, *Epargner*, *Eurovaleurs*, des lettres et guides thématiques et l'Agence centrale de presse (ACP), placé sous administration provisoire depuis octobre après une perte de 40 millions de francs (*le Monde* du 22 octobre 1992), est passé mardi 5 janvier sous le contrôle de M. Jean-Paul Fourdinier. D'abord dans le groupe publicitaire Ogilvy and Mather, ce dernier gère les biens de la famille de M. Henri Dittli, agent de change qui a bâti sa fortune dans les années 70-80 sur le second marché. M. Fourdinier est actionnaire de plusieurs sociétés d'investissements et contrôle la société de marketing direct Top Liste. Il devrait être nommé le 26 janvier président du conseil d'administration de Telpresse, M. Tendron étant vice-président et figurant parmi les quatre directeurs généraux.

M. Fourdinier a racheté les parts des principaux actionnaires de Telpresse (GAN, Centrest, Europar) et devrait donc contrôler 77 % du groupe de presse économique. Il a promis de lui injecter 76 millions de francs, en souscrivant lui-même 36 millions le 26 janvier, et en définissant les modalités d'un nouvel apport de 40 millions d'ici quatre ans. Un comité d'entreprise devait se réunir le 6 janvier pour étudier le départ de trente-cinq salariés sur cent quarante

Y.-M. L.

Le vote d'une « motion de défiance »

Conflit à la rédaction de France-Inter

Une *« motion de défiance »* a été votée mardi 5 janvier contre Ivan Levaï, directeur de l'information de Radio-France, par une minorité de journalistes réunis en assemblée générale : 47 journalistes sur 90 environ à France-Inter ont pris part au vote, et sur ces 47, 38 ont voté pour la motion. Selon un communiqué de la société des journalistes, *« ils dénoncent les méthodes de gestion et la politique éditoriale »* d'Ivan Levaï, *« qui continuent malgré les mises en garde répétées des syndicats et des représentants de la société des journalistes »*.

Les signataires reprochent à Ivan Levaï *« son refus de la concertation »* qui s'est traduit par la réforme de la tranche du matin, confiée à Gilles Schneider et Patricia Martin, l'arrivée de nouveaux chroniqueurs, et, plus globalement, *« une politique éditoriale qui semble tourner le dos à ce qui se faisait à France-Inter depuis des années »*. Ils critiquent aussi *« l'anarchie de la gestion, les plannings non organisés, le manque de mobilité des reporters »*. A France-Culture et France-Info, certains journalistes considéraient cette *« motion »* avec prudence.

□ **M. Yann Clerc quitte le *Figaro*.** – M. Yann Clerc, secrétaire général du *Figaro*, s'apprête à quitter le quotidien phare du groupe Hersant à l'âge de soixante ans. M. Clerc, responsable de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP) avait été à l'origine d'une polémique interne après la publication par l'*Express* du 9 juillet 1992 d'une enquête intitulée « Retour d'une idéologie ». Dans l'*Express*, M. Clerc s'était félicité de n'avoir travaillé au *Figaro* que sous les *« ordres de patrons authentiquement et sincèrement pétainistes »*.

FINANCES

Le Crédit suisse prend le contrôle de la Banque populaire suisse

Le Crédit suisse holding, maison mère du troisième groupe bancaire helvétique, a annoncé mercredi 6 janvier son intention de prendre le contrôle de la Banque populaire suisse (BPS). La cotation des actions BPS avait été suspendue lundi 4 janvier dans l'attente d'une *« nouvelle positive »*. Le rachat se fera par l'intermédiaire d'une offre publique d'échange (OPE) à raison de trois actions nominatives du Crédit suisse pour une action de la Banque populaire suisse. Les deux partenaires soulignent qu'ils vont travailler de façon complémentaire. Le Crédit suisse *« se consacrera aux affaires étrangères et aux affaires d'émission ainsi qu'aux opérations avec les gros clients »*. De son côté, la Banque populaire suisse *« se concentrera à l'avenir sur les affaires avec les petites et moyennes entreprises et les clients privés en Suisse »*.

En prenant le contrôle de la BPS, le Crédit suisse devrait se rapprocher du numéro deux qu'est la Société de banque suisse (SBS), le leader étant l'Union des banques suisses. Le nouvel ensemble devrait avoir un total de bilan de 202 milliards de francs suisses contre 207 milliards pour la SBS.

Avec un total de bilan de 47,5 milliards de francs, la Banque populaire suisse est une moyenne grande banque, la plus petite des grandes helvétiques, avec 6 000 personnes, 191 succursales, plus spécialement tournée vers les petites et moyennes entreprises. Depuis cinq ans, ses bénéfices ont fortement baissé, passant de 136,5 millions de francs suisses en 1989 à 68,4 millions en 1991. La rentabilité devrait encore décroître en 1992 en raison de la constitution d'importantes provisions.

INDICATEURS

POLOGNE

• **Déficit budgétaire : 4,5 milliards de dollars en 1992.** – Le déficit budgétaire en Pologne sera inférieur en 1992 aux dernières prévisions, atteignant quelque 72 000 milliards de zlotys (4,5 milliards de dollars, soit 24,7 milliards de francs), et non pas 81 500 milliards de zlotys prévus par le collectif budgétaire voté par le Parlement en novembre dernier.

Le ministère des finances a indiqué que l'inflation en Pologne a atteint 45 % entre décembre 1991 et décembre 1992, contre 60,4 % de décembre 1990 à décembre 1991.

RUSSIE

• **PNB : – 20 % en 1992.** – Le produit national brut (PNB) russe a baissé de plus de 20 % en 1992, rapporte, mardi 5 janvier, l'agence Interfax, qui cite des experts du ministère de l'économie et du Comité d'Etat des statistiques. Ces derniers prévoient que le PNB de 1992 ne représentera que 79,8 % de celui enregistré en 1991. Cette baisse de 20 % affecterait l'ensemble des secteurs de l'économie avec une production industrielle qui a poursuivi son déclin en 1992, représentant une baisse de 24 % de janvier à novembre par rapport à la même période de 1991, selon les chiffres officiels.

VIE DES ENTREPRISES

Après la démission de M. Michel Pelège

M. Caro accède à la présidence de la SMCI

M. Michel Pelège a présenté, mardi 5 janvier, sa démission de la présidence de la SMCI (Société de missions et de coordinations immobilières), la plus ancienne société de promotion immobilière de France, qu'il présidait depuis 1986. Comme prévu (*le Monde* du 30 décembre 1992), il est remplacé à ce poste par M. Henri Caro, PDG de Kaufman and Broad Development depuis 1987, après vingt-cinq ans passés chez Bouygues.

Néanmoins, s'il est écarté de la présidence de la SMCI sous la pression des banques – et tout particulièrement du Crédit lyonnais, – M. Pelège ne disparaît pas complètement de l'organigramme du groupe qu'il s'est attaché à développer ces dernières années : le holding de tête du groupe, Pelège SA, va être transformé en société à conseil de surveillance et à directoire. M. Pelège conservera la présidence du premier, le second devant être confié à un homme du Lyonnais. Le nom de M. Bernard Langlois circulait ces derniers jours dans le groupe, sans être confirmé.

M. Michel Pelège conservera la majorité de Pelège SA, précise le communiqué, qui détient actuellement 70,15 % de la SPPI, elle-même actionnaire à 82,46 % de la SMCI. Ces pourcentages sont appelés à bouger, la SMCI (557,4 millions de pertes au premier semestre pour un volume d'activité de 1,4 milliard pour les neuf premiers mois) devant être recapitalisée par ses actionnaires. On ignore encore dans quelles proportions, un audit étant en cours sur les multiples sociétés immobilières de la SMCI.

Sans attendre cette opération – qu'il ne suivra pas, – M. Pelège passe les rênes, après avoir cédé *« certaines participations »* sur lesquelles aucun détail n'est donné. Jusqu'alors, Pelège SA était actionnaire de Gestrim (administration de biens, courtage d'assurance), de CEIS (Compagnie européenne d'informatique et de services), du groupe Haussmann communication (dans lequel on trouve notamment Carré Noir). Pour preuve que le promoteur, à cinquante-quatre ans, ne disparaît pas de la scène : *« Michel Pelège recouvre ainsi sa pleine liberté d'action »*, précise la SMCI dans le communiqué annonçant son départ.

F. V.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISES

□ **Radiall envisage de supprimer 150 emplois.** – La direction de Radiall (mécanique électronique), entreprise dirigée par l'ancien président du CNPF, M. Yvon Gattaz, a annoncé mardi 5 janvier un plan de 150 suppressions d'emplois sur 1 176 (France et filiales étrangères). Ces réductions d'effectifs toucheront principalement la France (125 suppressions d'emplois sur 970 salariés) et concernent tous les sites de l'entreprise : le siège de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), Voiron, Voreppe et L'Isle-d'Abeau (Isère) ainsi que Chateau-Renault (Indre-et-Loire). Les 25 suppressions d'emplois à l'étranger concernent principalement la Grande-Bretagne, où elles ont en fait déjà été réalisées, a indiqué la direction. Radiall explique ces mesures par la crise des marchés aéronautiques militaires et la nécessité de se redéployer sur les marchés civils *« où les prix sont beaucoup plus tendus »*. Radiall a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires consolidé de 523 millions de francs.

□ **Kléber Industrie annonce 365 suppressions d'emplois.** – La direction de la société Kléber Industrie (caoutchouc manufacturé et plastiques), filiale des Pneumatiques Kléber, a présenté, mardi 5 janvier au comité central d'entreprise (CCE), un plan de réorganisation de ses activités qui prévoit la suppression de 365 emplois sur un effectif global d'environ 2 840 salariés, annonce un communiqué de l'entreprise. La direction, qui invoque *« la faiblesse générale des marchés »* et *« de sérieuses difficultés financières »*, précise que 125 de ces emplois seront supprimés à Clermont-Ferrand/Palport (Puy-de-Dôme, 790 salariés), 170 à Decize (Nièvre, 1 220 salariés) et 70 au siège administratif et commercial de l'entreprise de Versailles (Yvelines, 170 salariés). Kléber Industrie fabrique dans la Nièvre des pièces anti-vibratoires, des durites et des courroies de transmission, essentiellement pour l'industrie automobile, et à Clermont-Ferrand des tuyaux et des feuilles de caoutchouc.

□ **Northwest Airlines licencie plus de 1 000 salariés.** – La compagnie américaine Northwest Airlines, quatrième compagnie aérienne américaine, a annoncé lundi 4 janvier plus de 1 000 licenciements, en raison de l'extrême difficulté de l'environnement économique dans le secteur du transport aérien aux Etats-Unis. Ces nouvelles réductions de postes, qui représentent plus de 2 % de l'effectif total actuel du transporteur (environ 46 000), frappent 780 employés navigants et 263 employés au sol. Northwest avait déjà licencié 2 100 de ses salariés en 1992. – *(AFP.)*

CONTRAT

□ **La SNCB passe une commande de 3,8 milliards de francs à un consortium mené par GEC-Alsthom.** – La Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) vient de commander 120 rames automotrices, représentant une valeur de 3,8 milliards de francs à ACEC Transport, filiale de GEC-Alsthom, alliée à Bombardier Eurorail-Division BN. GEC-Alsthom sera responsable de l'ensemble des équipements électriques et électroniques. Selon la société franco-britannique, la livraison de ces automotrices débutera en 1995 et s'étendra jusqu'en l'an 2000.

INVESTISSEMENT

□ **Toyota : projet d'un important centre de distribution aux Etats-Unis.** – Toyota Motor Corp., le groupe automobile japonais, prévoit d'implanter un immense centre de stockage et de distribution de 80 000 m² dans la banlieue de Los Angeles, aux Etats-Unis, selon la presse japonaise. Le centre, dont le coût est estimé à 10 milliards de yens (437 millions de francs), sera le plus important dépôt d'un constructeur automobile japonais hors Japon, a indiqué le *Kyodo News Service* citant une source de Toyota. Il pourra stocker à partir de 1995 de 150 000 à 200 000 pièces détachées d'automobiles.

CRÉATION

□ **L'Air liquide : unité de cogénération aux Pays-Bas.** – L'Air liquide, associé aux chimistes Arco et ICI ainsi qu'au distributeur d'énergie électrique GEB, a créé la société Eurogen aux Pays-Bas qui va investir 600 millions de francs dans une unité de cogénération (production de vapeur et d'électricité). Cette unité vise à satisfaire les besoins en électricité et vapeur de l'industrie chimique installée à Rotterdam. L'investissement comprendra deux turbines à gaz d'environ 40 mégawatts chacune et des générateurs de vapeur de 250 tonnes/heure. La nouvelle unité sera mise en service à la fin 1994.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 6 JANVIER =

Hésitante

Après sa petite progression de la veille, la Bourse de Paris était d'humeur indécise mercredi 6 janvier. Après avoir commencé la journée sur une note plutôt soutenue (+0,25 %), les valeurs françaises affichaient rapidement une hausse de 0,4 % avant de se rapprocher du niveau d'équilibre. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 s'inscrivait en hausse symbolique de 0,03 %.

Sur le marché des changes, le franc français se portait un peu mieux après la réaffirmation de la détermination des autorités monétaires allemandes et françaises de défendre la parité actuelle franc-mark. Pour les analystes, le franc français, même s'il a connu une petite détente mercredi matin, restait dans la ligne de mire des spéculateurs avant la première réunion de l'année de la Banque centrale allemande jeudi.

Les opérateurs français espèrent ardemment lors de cette réunion un geste de l'institut d'émission allemand. En attendant, ils restent très hésitants, si bien, comme le faisait remarquer un gestionnaire, qu'il est très difficile de déterminer le fil directeur du marché depuis quelques jours.

Peu de valeurs sortaient réellement du lot, à l'exception d'Immobilière Phénix qui gagnait 6 %, CEP Communication 7 %, Olipar 4 %. En revanche, on relevait la baisse de 8 % de Cica, de 7,7 % de Scor et de 6,2 % de la Cegid.

Les échanges étaient relativement étoffés, puisque le montant des transactions avoisinait 1,2 milliard de francs aux alentours de 13 heures.

NEW-YORK, 5 janvier =

Une séance pour rien

De nombreuses transactions ont été effectuées à la Bourse de New-York mardi 5 janvier, mais celle-ci a terminé pratiquement inchangée. L'indice Dow Jones a fini à 3 307,87 points en baisse de 1,35 point soit 0,04 %. Ce repli a essentiellement été attribué par des experts à la faiblesse des titres IBM et Philip Morris. Le nombre de transactions a été très élevé avec quelque 240 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en hausse a toutefois dépassé celui des titres en baisse : 1 082 contre 795, alors que 537 actions sont restées inchangées.

Les investisseurs restent attentistes, avant de connaître le programme économique de M. Bill Clinton et avant la publication vendredi des chiffres du chômage pour le mois de décembre aux Etats-Unis, selon des analystes.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, a reculé à 7,33 % contre 7,34 % lundi soir.

VALEURS	Cours de 4 janv.	Cours de 5 janv.
Alcoa	73	73 1/8
ATT	50 3/4	51 3/8
Boeing	39 5/8	40
Chase Manhattan Bank	28 3/4	28 3/8
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 5/8
Eastman Kodak	41 1/8	41 7/8
Exxon	61 1/2	62 1/8
Ford	44	44 1/2
General Electric	86 1/2	86 3/8
General Motors	32 3/4	33 1/4
Goodyear	68	69
IBM	50 1/8	48 7/8
ITT	71 1/2	71 1/2
Mobil Oil	63 1/4	63 3/8
Pfizer	72 3/8	69 7/8
Schlumberger	58 3/4	58 1/8
Texaco	59 7/8	60 1/8
UAL Corp. ex-Allegis	125 3/4	125
Union Carbide	16 7/8	16 7/8
United Tech.	48 7/8	48 1/2
Westinghouse	13 3/4	14 3/8
Xerox Corp.	82 3/8	84 1/8

LONDRES, 5 janvier ↓

Prises de bénéfice

L'euphorie de début d'année a tourné court mardi 5 janvier au Stock Exchange de Londres, où les valeurs ont brusquement piqué du nez sous la pression des prises de bénéfices. Après avoir franchi en début de séance un nouveau record absolu à 2 869,3 points, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a tourné casaque après l'ouverture de Wall Street pour clôturer en baisse de 27,9 points à 2 833,6 points, soit un recul de 1 %. Les échanges se sont élevés à 742,5 millions d'actions contre 605,4 millions la veille.

Le marché, initialement soutenu par la grande fermeté de la livre sterling, a été déstabilisé par le retournement de New-York et des commentaires négatifs de chartistes (analystes sur graphique) sur une possible chute du Footsie en dessous de 2 800 points.

TOKYO, 6 janvier ↓

Nouveau repli

Les valeurs ont terminé en léger repli à la Bourse de Tokyo mercredi 6 janvier, finissant toutefois au-dessus de leurs plus bas niveaux du jour grâce à des achats de dernière minute. L'indice Nikkei a perdu 59,70 points, soit 0,35 %, à 16 782,88 points.

Des ventes liées au terme ont pesé sur la cote alors que nombre d'investisseurs préféraient rester sur la touche. Seuls quelques titres liés aux valeurs de la technologie de pointe ont attiré l'attention.

VALEURS	Cours du 5 janv.	Cours du 6 janv.
Ajinomoto	1 250	1 240
Bridgestone	1 170	1 160
Canon	1 380	1 380
Fuji Bank	1 790	1 770
Honda Motors	1 320	1 310
Matsushita Electric	1 150	1 140
Mitsubishi Heavy	632	630
Sony Corp.	4 240	4 250
Toyota Motors	1 460	1 440

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4425	4469	Interc. Computer	126	..
B.A.C.	23 70	...	I.P.B.M.	23 50	23 50
Boiron (Ly)	499	491	Locamic	37 10	40 90 d
Boisset (Lyon)	255	....	Matra Comm.	305	..
C.A.L-de-Fr. (C.C.L.)	775	780	Molex	135 60	..
Calberson	226	225	N.S.C. Schlumberger	790	790
Cardif	801	795	Publ.Filipacchi	420	421
C.E.G.E.P.	184	185	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	317	317
C.F.P.I.	242	242	Select Invest (Ly)	97	
C.N.I.M.	945	960	Serbo	132	135
Codetour	281 10	281	Sopra	315	315
Conforama	....	....	TF1	389	385 50
Creeks	90	..	Thermador H. (Ly)	301 30	..
Dauphin	186	185	Unilog	228	227
Delmas	970	965	Viel et Cie	115	.
Demachy Worms Cie	323	....	Y. St-Laurent Groupe	515	526
Devanlay	1010	1060			
Deville	74 90	74 90			
Dolisos	84 10	97 30			
Editions Belfond	200	198			
Europ. Propulsion	170	170			
Finacor	124	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....			
G.L.M.	440	445			
Gravograph	127	132			
Guintoli	935	935			
I.C.C.	185	186 30			
Idianova	39 10	....			
Immob. Hôtelière	1020	1000			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 5 janvier 1993
Nombre de contrats estimés : 79 545

COURS	ÉCHÉANCES Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,46	113,28	113,10
Précédent	112,46	113,10	112,58

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 93	Juin 93	OPTIONS DE VENTE Mars 93	Juin 93
112	0,96	1,29	0,34	0.79

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 11 334

COURS	Janv. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 879,5	1 896	1 915
Précédent	1 862	1 875	1 903

CHANGES

Dollar : 5,5580 F ↓

Le dollar se repliait légèrement à 5,5580 francs, mercredi 6 janvier, au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,5680 francs à la clôture des échanges interbancaires de mardi. La devise américaine a également ouvert en baisse sur le marché des changes de Francfort à 1,6205 DM contre 1,6350 DM mardi à la clôture.

FRANCFORT	5 janv.	6 janv.
Dollar (en DM)	1,6350	1,6205
TOKYO	5 janv.	6 janv.
Dollar (en yens)	125,25	124,84

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (6 janv.) .... 12 1/8-12 3/8 %
New-York (5 janv.) .... 3 %

BOURSES

PARIS (SBF, *base 100 : 31-12-81*)

	4 janv.	5 janv.
Indice général CAC	479,78	479,95
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 843,08	1 850,78

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	4 janv.	5 janv.
Industrielles	3 309,22	3 307,87

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	4 janv.	5 janv.
100 valeurs	2 861,50	2 833,60
30 valeurs	2 209,90	2 189,10
Mines d'or	62,50	60,40
Fonds d'Etat	94,05	93,99

FRANCFORT

	4 janv.	5 janv.
Dax	1 531,33	1 556,42

TOKYO

	5 janv.	6 janv.
Nikkei Dow Jones	16 842,58	16 782,88
Indice général	1 298,13	1 291,87

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

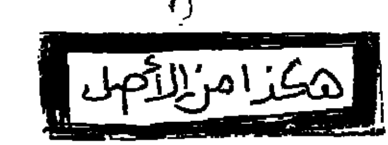
	COURS COMPTANT Demandé	Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	Offert
$ E-U	5,5370	5,5400	5,6735	5,6815
Yen (100)	4,4324	4,4359	4,5382	4,5460
Ecu	6,6730	6,6760	6,7168	6,7275
Deutschemark	3,4070	3,4080	3,4437	3,4485
Franc suisse	3,7533	3,7579	3,8197	3,8286
Lire italienne (1000)	3,6450	3,6550	3,6424	3,6578
Livre sterling	8,6160	8,6263	8,7388	8,7578
Peseta (100)	4,7894	4,7962	4,7508	4,7657

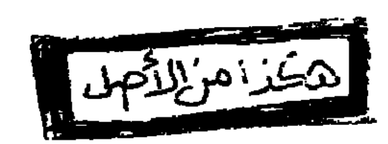
TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	Offert	TROIS MOIS Demandé	Offert	SIX MOIS Demandé	Offert
$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 11/16	3 13/16	3 1/2	3 5/8
Ecu	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 1/2	10 1/16	10 3/16
Deutschemark	8 5/8	8 3/4	8 7/16	8 9/16	8 1/16	8 3/16
Franc suisse	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 3/8	5 1/2
Lire italienne (1000)	13	13 3/8	12 7/8	13 3/8	12 7/8	13 3/8
Livre sterling	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/4	6 7/8	7
Peseta (100)	15 5/8	16 1/8	15 1/8	15 1/2	14 3/4	15
Franc français	13 1/4	14 1/4	12 1/4	13 1/4	10 5/8	11 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ **L'INSEE arrête le calcul de plusieurs indices boursiers.** – Alors que la Société des Bourses françaises s'apprête à lancer au mois de septembre deux nouveaux indices, le SBF 250 et le SBF 120 (*le Monde* du 28 novembre 1992), l'INSEE a abandonné définitivement le calcul des indices quotidiens des valeurs françaises et étrangères dont nous assurions chaque jour la publication. Toutefois, l'institut continuera d'en assurer le calcul hebdomadaire publié chaque semaine dans *le Monde* daté du mardi. Ce changement intervient à la suite des travaux effectués à la demande du Conseil national de l'information statistique. Les principales recommandations de ce rapport portaient sur la constitution d'un indice large des actions françaises dont les caractéristiques puissent permettre une mesure de la performance boursière sur une longue période ainsi qu'une décomposition sectorielle harmonisée avec les nomenclatures les plus couramment utilisées.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 JANVIER

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
5080	C.N.E 3%	5100	5110	5140	+ 0 78
825	B.N.P. T.P.	855	850	850	- 0 58
813	Cr.Lyon. T.P.	822	825	825	+ 0 36
1614	Renault T.P.	1620	1630	1625	+ 0 31
1850	Rhone Poul. T.P.	1601	1640	1640	+ 2 44
999	Saint Gobain T.P.	1010	...	....	...
780	Thomson T.P.	820	....	...	..
630	ACCOR	606	610	608	+ 0 33
790	Air Liquide	790	799	798	+ 1 01
675	Alcatel-Alsthom	688	680	676	- 1 74
1610	Als.Superm.	1540	1530	1530	- 0 65
250	A.L.S.P.I.	263	....	....	....
485	AGF Sté Centrale	496	495	498	+ 0 40
73	Avenir H. Média	82 50	82	85 45	+ 3 58
1000	Axa (ex Cie Midi)	1040	1042	1048	+ 0 77
124	Bafip	130 70	132	132 50	+ 1 38
40	Bail-Equipem.	54	54	55	+ 1 86
630	Bail Investiss.	637	639	636	- 0 16
395	Bancaire	407 30	415	416 40	+ 2 23
600	Bazar H.-V.	628	631	631	+ 0 48
1220	Berger (M)	1250	1240	1240	- 0 80
375	Bertrand Faure	390	....	....	....
930	Bic	951	959	967	+ 1 68
1070	B.I.P.	1085	1040	1085	....
118	BIS	128	130 10	125	- 2 34
420	B N P (CI)	444	448	451 50	+ 1 69
400	Bollore Tech.	435 90	430	429	- 1 58
2900	Bongrain	3130	3020	3050	- 2 56
420	Bon-Marché	452	452 30	452 50	+ 0 11
560	Bouygues	560	563	561	+ 0 18
82	BP France	85	86 50	86 50	+ 1 76
940	B S N	947	945	949	+ 0 21
1090	Canal Plus	1094	1095	1097	+ 0 27
158	Cap Gem.S.	164 70	161 20	164 90	+ 0 12
176	Carnaudmetalbox	184	184	187 40	+ 1 85
2310	Carrefour	2350	2372	2390	+ 1 70
147	Casino	148	148	151 60	+ 2 43
88	Casino ADP	96 90	95 10	96	- 0 83
475	Castorama D.I.	498 50	499 50	497	- 0 30
210	C.C.F.	223 40	223	224 90	+ 0 87
25	CCMC Ly	30	....	...	..
395	C.D.M.E.	405	407	405	....
115	C.E.G.I.D.	128	120 10	120	- 6 25
42	Centrest (Ny)	42 90	43 60	45	+ 4 90
290	C.E.P. Comm.	286 50	288 10	307	+ 7 16
70	Cerus	74 50	75	74 20	- 0 40
920	Cetelem	1020	1026	1039	+ 1 86
315	CF Int.	264	260	254 10	- 3 76
275	CGI Info.	273	268	274	+ 0 37
950	C G I P	922	930	944	+ 2 39
600	CGP	650	670	670	+ 3 08
1240	Chargeurs S A	1264	1251	1277	+ 1 03
220	Christian Dior	225 50	226 60	223 90	- 0 71
440	C I C A (M)	484	445	445	- 8 06
270	Ciments franc.	279	279	279	....
475	Clarins	489	505	497	- 0 40
370	Club Méditer.	388	391	394 80	+ 1 49
830	Colas	852	852	870	+ 2 11
220	Cpt. Entrep.	218	218 50	218 50	+ 0 23
1190	Compt Mod.	1250	1230	1245	- 0 40
235	CPR (Paris Rée.)	250	252	259	+ 3 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
960	Créd. Foncier	960	968	960	....
335	Crédit Loc France	339 10	337	334 80	- 1 27
430	Cr Lyon.(CI)	461	463	462	+ 0 22
1090	Crédit Nat.	1080	1085	1096	+ 1 48
540	CSEE	502	506	514	+ 2 39
3190	Damart	3360	3380	3380	+ 0 60
350	Dassault Aviation	375	385	375	....
180	Dassault Electr.	192	190	191 10	- 0 47
1220	De Dietrich	1330	1345	1367	+ 2 78
460	Degremont	461 40	464	460	- 0 30
33	Dév.R.d.C.(Li)	36	36 45	37	+ 2 78
45	Dév.R.Sud-Est	47 50	47 45	48 95	+ 3 05
280	D M C	275	270 50	268	- 2 55
385	Docks France	389 90	385 50	389	- 0 23
81	Dynaction	89	89 50	94	+ 5 62
2140	Eaux (Gle)	2155	2169	2170	+ 0 70
700	E.B.F.	700	699	698	- 0 29
385	Ecco	403	403	405	+ 0 50
360	Elf Aquitaine	359 60	360	362 90	+ 0 92
1100	Elf Sanofi/ExSanofi	1119	1120	1128	+ 0 80
225	Emp-Elf (Certif)	237	236 10	240	+ 1 27
610	Eridania-Beghin	593	598	592	- 0 17
390	Essilor	408	400	410	+ 0 49
177	Essil.Int.(DP)	185	188	191	+ 3 24
770	Esso	767	769	769	+ 0 26
1310	Eurafrance	1285	1290	1310	+ 1 95
415	Euro RSCG	424	440	439	+ 3 54
62	Eurodisneyland	62 10	62 10	62 45	+ 0 56
770	Europe 1	800	800	796	- 0 50
27	Eurotunnel	28 60	28 90	29	+ 1 40
1450	Exor	1450	1450	1450	...
117	Finextel	119	118 70	118 70	- 0 25
240	Fives Lille	253 60	254 50	255	+ 0 55
605	Fougerolle	610	610	615	+ 0 82
3380	Fromager. Bel	3450	3550	3580	+ 3 77
1780	Gal.Lafayette	1765	1761	1761	- 0 23
330	G.A.N.	338	338	343	+ 1 48
320	Gascogne (B)	313	320	315	+ 0 64
1240	Gaz et Eaux	1230	1277	1277	+ 3 82
565	Geophysique	557	560	560	+ 0 54
625	Groupe André SA	642	642	644	+ 0 31
415	Groupe Cité	461	462	476	+ 3 25
340	GTM-Entrep.	337	344	336	- 0 59
1410	Guyenne-Gas.	1480	1475	1495	+ 1 01
72 77	Hachette	76 90	77 80	77 15	+ 0 33
435	Havas	439 90	436 20	445	+ 1 16
230	Idia	228	226	230	+ 0 88
345	Imétal	350 80	350	347	- 1 08
135	Immob. Phénix	140 30	148	147 90	+ 5 42
130	Ingénico	137	137	136	- 0 73
6900	Inst. Mérieux	7350	7400	7380	+ 0 41
415	Intertail	415	415	419	+ 0 96
360	Intertechnique	392	392	391	- 0 26
820	J. Lefebvre	848	848	848	....
475	Klepierre	478	482	482	+ 0 84
590	Labinal	605	574	574	- 5 12
325	Lafarge	341	341	346 90	+ 1 73

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
280	Lebon	256	260	260	+ 1 56
3900	Legrand	4100	4100	4150	+ 1 22
2120	Legrand (DP)	2200	2202	2210	+ 0 45
132	Legris Industries	133	134 50	133 10	+ 0 08
705	Locindus	700	695	690	- 1 43
3620	L.V.M.H.	3530	3570	3554	+ 0 68
470	Lyon.Eaux/Dumez	484 30	482	480	- 0 89
37	Majorette Ly.	37	....	..	..
275	Mar. Wendel	288	288	288	..
182	Matra	193	194 90	195	+ 1 04
78	Metaleurop	80	79 50	81 50	+ 1 88
15	Métrologie In.	15 30	15 30	15 30	....
180	Michelin	184 40	187	188 30	+ 2 11
80	MMB	85	85	85	....
82	Moulinex	73	73	72 50	- 0 68
725	Navig. Mixte	765	732	758	- 0 92
123	Nord-Est	130 50	130	130 20	- 0 23
215	Nordon (Ny)	219	215	213	- 2 74
41	Olipar	47	47	48 90	+ 4 04
1010	Oréal	1040	1050	1050	+ 0 96
355	Paribas	340 50	341 50	349 50	+ 2 64
210	Pechiney Int.	218	216	219 60	+ 0 73
285	Pechiney (CIP)	309	306	307 30	- 0 55
380	Pernod Ricard	372 20	376	378 50	+ 1 69
580	Peugeot	593	596	596	+ 0 51
284	Pinault	289 90	285	289 90	..
760	Plastic-Omn.	800	798	810	+ 1 25
186	Poliet Ex.Lamb.Fr.	192	190	190	- 1 04
795	Primagaz	838	833	836	- 0 24
638	Printemps	699	685	690	- 1 29
540	Promodes	547	539	545	- 0 37
210	Radiotechn.	225	223	223	- 0 89
6440	Redoute (La)	6420	6470	6420	..
136	Remy Cointreau	140	138 50	140	...
530	R. Poulenc CIP	541	540	538	- 0 55
34	Rochette(La)	34 50	34 60	35	+ 1 45
410	Roussel Uclaf	423	430	425	+ 0 47
2760	R. Impé.Ly *	2780	2720	2781	+ 0 04
133	Sade (Ny)	130	132	129 50	- 0 38
2450	Sagem	2425	2400	2405	- 0 82
505	Saint Gobain	515	518	512	- 0 58
1140	Saint Louis	1179	1180	1180	+ 0 08
1610	Salomon Ly	1650	1650	1640	- 0 61
310	Salvepar (Ny)	300	300	300	....
1460	S A T	1460	....	...	...
260	Saut. Chât.	285	285	285	....
790	Saupiquet (Ns)	770	770	770	...
590	Schneider	605	605	619	+ 2 31
10	SCOA	12 50	12 30	12 30	- 1 60
360	Scor s.a.	390	362	360 10	- 7 67
340	S.E.B.	339 90	339	336	- 1 15
425	Sefimeg	434	424	430	- 0 92
128	Selectibanque	127	126 90	127	....
125	Sextant A.	126 70	126 80	127 60	+ 0 63
510	S F I M	500	495 10	495 10	- 0 98
170	S.G.E.	179 20	180 20	184	+ 2 68
450	Simco	440	432	435	- 1 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	St. Rossignol	819	816	816	- 0 37
355	Sligos	365	365	370	+ 1 37
600	Société Géné.	617	617	610	- 1 13
40	Sodecco(B)	39	38 70	40	+ 2 56
66	Sodero(Ns)	69 80	68 65	68	- 2 58
975	Sodexho	1033	1030	1025	- 0 77
73	Sogeral(Ny)	75	74 60	74 65	- 0 47
350	Sogerap	355	350	346 50	- 2 39
1090	Sommer-Allib.	1165	1175	1190	+ 2 15
385	SOPHIA	383	380 50	380 50	- 0 64
950	Sovac	964	961	961	- 0 31
265	SPEP	305	307	313	+ 2 62
290	Spie-Batignol.	279	275 50	290	+ 3 94
575	Strafor Facom	568	568	567	- 0 35
255	Suez	247 40	248	249 50	+ 0 85
1170	Synthelabo	1157	1162	1166	+ 0 78
141	Thomson CSF	148 80	149 60	149 90	+ 0 74
220	Total	238	238 90	241 90	+ 1 64
140	- (certif)	147 10	145 10	148	+ 0 61
188	Truffaut Fin.	184	186 90	187 80	+ 2 07
475	U.A.P.	499	500	515	+ 3 21
178	U F B Locab.	186 50	190	190	+ 1 88
155	U.G.C. DA (Robur)	167 10	169 90	169 90	+ 1 68
400	U I C	435	448	440	+ 1 15
485	U I F	460 30	465	461	+ 0 15
770	U I S	760	....	..	...
340	Unibail	340	335	338	- 0 59
640	Valéo	647	646	650	+ 0 46
140	Vallourec	141 50	146	142	+ 0 35
245	Via Banque	264	258	264	..
220	Worms et Cie	234	233 40	231 10	- 1 24
1370	Zodiac	1420	1420	1425	+ 0 35
740	Elf Gabon	790	780	795	+ 0 63
86	Amax	93 20	92 30	92 30	- 0 97
161	Amer. Barrick	168 50	168 40	168 70	+ 0 12
133	Amer. Express	142	141 30	141 50	- 0 35
275	A.T.T.	286 70	287 80	287 90	+ 0 42
95	Anglo Amer.C.	98 90	99 80	100	+ 1 11
161	Amgold	160 90	162 40	157	- 2 42
210	Banco Santander	201 10	203 50	203 50	+ 1 19
700	B.A.S.F.	710	725	725	+ 2 11
880	Bayer	915	913	913	- 0 22
40	Blenheim Plc	42 90	42 10	42 10	- 1 86
23	Buffelsfont.	21 80	21 70	21 70	- 0 46
151	Chase Manh.	160	157 50	157 50	- 1 56
1780	Daimler Benz	1894	1862	1859	- 1 85
64	De Beers	65 25	67 90	67 30	+ 3 14
2180	Deutsche Bank	2211	2205	2225	+ 0 63
1180	Dresdner Bank	1220	1205	1205	- 1 23
34	Driefontein	34	34 05	34 30	+ 0 88
260	Du Pont-Nem.	269 70	269 60	272	+ 0 85
220	Eastman Kodak	225 20	232 80	233 30	+ 3 60
6	East Rand	5 70	5 85	5 70	....
26	Echo Bay	26	26	26 40	+ 1 54
185	Electrolux	199	....	...	...
141	Ericsson	150	140	138 70	- 7 53
335	Exxon Corp	340	345 30	345 30	+ 1 56

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
225	Ford Motor	246	246 90	248 90	+ 1 18
26	Freegold	25	25 15	25 95	+ 3 80
11	Gencor	11	11 05	11 30	+ 2 73
475	Gén. Elect.	483 80	482 50	483 90	+ 0 02
175	Gén. Motors	185	185 10	187 20	+ 1 19
300	Gén. Belgique	314 60	315 80	315 80	+ 0 39
38	Gd Metropol	39 60	40	40	+ 1 01
42	Guinness	42	43	42 95	+ 2 26
19 50	Hanson PLC	20 15	20 05	20 20	+ 0 25
6 50	Harmony Gold	6 75	6 80	6 80	+ 0 74
360	Hewlett Packard	379	389 30	389 30	+ 2 72
33	Hitachi	33 45	33 45	33 40	- 0 15
820	Hoechst	840	850	856	+ 1 90
59	Homestak.	59	58 65	58	- 1 69
85	I.C.I.	89 35	93	93	+ 4 09
280	I.B.M.	272 20	271 90	272 40	+ 0 07
380	I T T	393 50	396	396 60	+ 0 79
164	Ito Yokado	165	166	163 60	- 0 85
52	Matsushita	50 55	50 40	50 25	- 0 59
285	Mc Donald's	272 30	272	270 60	- 0 62
255	Merck	245 70	241 40	241 40	- 1 75
565	Minnesota M.	549	550	550	+ 0 18
37	Mitsubishi	37 60	.	.	
340	Mobil corp	351 70	350 90	352	+ 0 09
365	Morgan J.P.	370 80	368	368	- 0 76
4160	Nestlé	4400	4380	4399	- 0 02
121	Norsk Hydro	123	128	126	+ 2 44
55	OFSIL	54 50	54 80	56	+ 2 75
1250	Pétrofina	1245	1253	1248	+ 0 24
425	Philip Morris	421	413 80	413	- 1 90
59	Philips	62 65	64	64 50	+ 2 95
61	Placer Dome	62 55	62 80	63	+ 0 72
295	Procter Gamble	290	296 50	296 40	+ 2 21
181	Quilmès	182 10	189 90	181 60	- 0 27
14 50	Randfontein	14 05	13 70	14	- 0 36
250	Rhone Poul. Rorer	260	254	256	- 1 54
445	Royal Dutch	452	452 50	452 70	+ 0 15
55	R T Z	57 65	57 20	57 90	+ 0 43
12 50	Saat.& Saatch.	13 05	13 50	14	+ 7 28
18 50	St Helena	17 50	18	18	+ 2 86
310	Schlumberger	315	313 10	313 10	- 0 60
45	Shell transp.	47 10	47 05	46 80	- 0 64
1970	Siemens	2030	2025	2010	- 0 99
188	Sony	189	187 40	188	- 0 53
84	Sumitomo Bank	78 10	79 30	79	+ 1 15
159	T.D.K.	156 50	.		
55	Telefonica	56 05	56 20	56 85	+ 1 43
28	Toshiba	27 90	27 55	27 55	- 1 25
575	Unilever	580	577	580	
260	Unit.Techn.	272 20	273 20	273 20	+ 0 37
153	Vaal Reefs	155	155 10	155 50	+ 0 32
810	Volkswagen	867	854	855	- 1 38
265	Volvo	275 50	.	..	..
51	West. Deep.	53	52 10	52 10	- 1 70
430	Xerox Corp	458	464 20	464 20	+ 1 35
114	Yamanouchi	113	111 40	110 80	- 1 95
4 46	Zambia Cop	5 55	5 50	5 45	- 1 80

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	...	4 77
10,80% 79/94	....	3 66
Emp.Etat 13,4% 83	103 45	0 58
Emp.Etat 12,2% 84	100	12 16
10,26% mars 86	105 22	8 43
OAT 10% 5/2000	111 60	6 13
OAT 9,9% 12/1997	107 23	0 66
OAT 9,8% 1/1996	104 10	9 15
PTT 11,2% 85	106	1 16
CFF 10,30% 86	108	8 91
CFF 10,25% nov 90	109 40	8 24
CNA 10 % 1979	....	7 91
CNB Bques 5000F	98 60	0 11
CNB Paribas 5000F	....	0 11
CNB Suez 5000F	97 20	0 11
CNI 1/82 5000F	99 50	0 11
CNT 9 % 86	101 25	6 08
CRH 10,90% déc.85	108 90	0 18
CHARB FCE 3% 100	...	....
CNCA	1056	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	653	....
Ly. Eaux cv 6,5%	743	...
Thoms. cv 9,2% 86	715	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1570	....
Arbel	448	453
Bains C.Monaco	900	861
B.Hypoth.Europ.	220	....
B.N.P. Intercont.	322	....
Bénédictine	2258	2200
Bidermann Internat.	472	469
Blanzy Ouest	950	....
B T P	19 95	20
Cambodge	1150	1100
Carbone Lorraine	283	283
Case Poclain	2 20	..
C.B.C.	246 70	246 50
C.E.G.F (Frigor.)	770	.
Centenaire Blanzy	309 90	308
Cerugen	23 80	....
Champex Ny	10	10 05
CIC (CIP)	147 70	147 90
C.I.M.	1140	...

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.T.R.A.M. (B)	2060	....
Comiphos	595	605
Cie Industrielle	3411	....
Cpt Lyon Alemand	290	295
Concorde	537	563
Constr.Mét.Prov.	8 60	9
Crédit Gén.Ind.	90	....
Cr Universel (Cie)	340	....
Darblay	613	....
Delmas Vieljeux	1785	....
Didot Bottin	559	560
Eaux Bassin Vichy	2850	2900
Ecia	259 80	255 30
Ent.Mag. Paris	3800	....
Eridania-Béghin CI	469	455
Fidei	374	375
Finalens	304 90	295
F.I.P.P.	40	....
F.N.A.C.	4700	....
Foncière (Cie)	460	....
Foncina	320	....
France I.A.R.D.	352	360
France SA (Ly)	1500	1560
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	362 50	360
Gendim	237 50	249 50
Gévelot	371 10	....
G.F.C.	329	329
Groupe Victoire	700	....
G.T.I (Transport)	274	....
Immobail	315	311
Immobanque	617	....
Im.Marseillaise	4500	4550
Invest.(Ste Cle.)	3000	2950
Lambert Frères	....	....
Lille Bonnières	900	880
Localinancière	500	....
Louis Vuitton	508	584
Louvre	2650	2700
Lucia	220	....
Machines Bull	20 60	18 70
Mag.Uniprix	170	....
Magnant	840	....
Métal Déployé	338	....
Mors	43 50	43
Navigation (Nle)	155	154
Optorg	269	276
Oréal (CI)	570	575
Origny-Desvroise	479	478
Palais Nouveauté	1124	....
Paluel Marmont	430	....
Parfinance	185	183
Paris France	202	....
Paris Orléans	179	179 10
Parthena Invest.	208	196
Pathé Cinéma	....	...
Piper Heidsieck	801	....
Porcher	230 10	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Promodès (CI)	320	....
Publicis	515	507
Rochefortaise	117	....
Rosario	137	135
Rougier	160	158
S.A.C.E.R.	630	....
S.A.F.A.A.	200	....
S.A.F.I.C Alcan	180	....
Saga	340	340
Saint Dominique (F.)	124	120
Saline du Midi	523	525
Savoisienne M.	145	...
S.C.A.C.	680	....
Senelle	535	549
S.Fnad.Part. (M)	152	....
Silic	589	565
S.I.P.H.	85	....
S.M.C.I.	14	....
Sofal	475	....
Soffo	167	....
Soficel	1019	990
Sofiam (ex Saram)	68 90	....
Sofragi	2240	....
Soudure Autogène	649	640
Sovabail	272	....
Stemi	635	...
Taittinger	2150	2002
Testut-Aequitas	100	...
Tour Eiffel	230	...
Ufiner	965	990
Vicat	447	447
Viniprix	1600	1510
Virax	109	110
Maroc Sté Brasserie	200	..

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	510	510
Akzo Nv Sico	422 20	422 20
Alcan Aluminium	100 70	...
American Brands	195	...
Arbed	241 10	...
Asturienne Mines	82 60	...
Banco Popular Espa.	536	525
B.Reglements Int.	18300	19000
Can.Pacifique	71 40	71 80
Chrysler Corp.	180 50	180
C.I.R.	2 65	....
Commerzbank	845	....
Dow Chemical	321	320 50
Fiat	14 90	....
GBL (Brux Lamb.)	445	423
Gevaert	830	....
Glaxo Holdings Ltd	86	87 50
Goodyear Tire	380	381 50
Grace and Co (WR)	185 10	...
Honeywell Inc. Im.	165 50	...
Johannesburg	59 50	...
Koninklijke Pakhoed	81	.
Kubota	21 55	. .
Midland Bank	38	32
Noranda Mines	80 85	.
Olivetti priv.	3 70	4 20
Pfizer Inc.	401	396
Ricoh	24 30	.
Robeco	299 70	299 60
Rodamco NV	142 10	147
Rolinco	297	295 20
Saipem	3 60	.
Sema Group	27	27 20
SKF Aktiebolaget	49 40	54 65
Tenneco Inc.	230	....
Toray Ind.	25 50	....
West Rand Cons.	4	...

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	310	.
Calciphos	52 50	.
C G H Cogenbor	7	..
Coparex	580	579
Drouot Assurances	..	.
Electro-Banque	..	.
Europ. Accum.	77 50	...
Europ Soutiens Ind.	13	...
Guy Degrenne	254	...
Lecteurs du Monde	220	209
Nicolas	1100	....
Particip. Percier	250	..
Quadrant	40	....
Romento N.V.	243 10	243 10
St-Gobain-Emballage	1685	...
Schlumberger Ind.	526	....
S.E.P.R.	1380	....
S.M.T. Goupil	0 43	0 43
S.P.R. act. B	230	....
Waterman	1100	1100

SICAV (sélection) 5/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilon	202 54	197 12
Actimonetaire C.	30103 50	30103 50
Actimonetaire D.	30103 50	30103 50
Amén-gan.	9018 28	7709 88
Amplitude	641 15	622 48
Associc.	1185 43	1185 43
Atout Futur	421 82	411 53
Aurecic	1092 81	1061 08
Avenir Alizes	1746 57	1712 32•
Axa Capital	181 07	175 80
Axa Court Terme	8425 96	8425 96
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	931 13	904 01
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargne	759 30	737 18
Axa Europe	126 46	122 78
Axa Investissements	109 93	106 73
Axa NPI	120 39	116 88
Axa Ob.Fr.Exprans	149 42	145 07
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se.	140 62	136 52
Axa Prem.Ex.Agepre.	122 60	119 03
Axa Sél.Ex.Dr.Sela.	148 75	144 42
Axa Valeurs PER	121 11	117 58
Cadence 1	1075 31	1054 23
Cadence 2	1062 25	1041 42
Cadence 3	1053 79	1033 13
Capimonetaire	6647 59	6640 95
Capioblig.	6839 44	6705 33
Capitacic	1404 78	1384 02
Cosmos	1386 55	1362 49
Compravalor	3717 17	3711 60
Convertimmo	332 46	325 94
Credinter	450 83	437 31
Crédit Mutuel Capital	1353 02	1326 49•
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	706 24	706 24•
Créd.Mut.Ep.Indus.	94 92	92 38•
Créd.Mut.Ep.J.	73569 84	73569 84
Créd.Mut.Ep.long.T.	196 37	191 11•
Créd.Mut.Ep.Monde	1191 63	1158 74•
Créd.Mut.Ep.Quatre	1102 08	1072 58•
Diese	1369 90	1336 49
Drouot France	833 98	809 70
Drouot Sécurité	236 97	230 07
Ecocic	1073 42	1042 16
Ecupar	127 68	123 96
Ecur. Capitalisation	2728 85	2701 83
Ecur. Expansion	508184 43	507423 30
Ecur. Géovaleurs	2362 11	2293 31
Ecur Investissement	153 27	148 81
Ecur. Monepremière	71115 59	71115 59
Ecur. Monétaire	41680 27	41680 27
Ecur. Trésorerie	2569	2569
Ecur Trimestriel	2053 93	2033 59
Elancel	111 97	108 71•
Energie	273 26	260 87
Epargic	3817 44	3817 44
Eparcourt-Sicav	4562 66	4551 28
Epargne Associat.	26757 89	26453 22
Epargne Capital	11483 08	11389 39
Epargne Croissance	1751 13	1704 26
Epargne Obligat.	207 91	202 35
Epargne-Unie	1323 28	1291
Epargne Valeur	447 44	435 46
Eufi Cash capi.	8371 54	8371 54•
Eufinvest capi.	597 78	580 37•
Euco Solidarité	1089	1078 22
Eurocic Leaders	1023 64	993 83
Eurodyn	1147 07	1119 09
Euro Gan	6039 17	5806 89
Fonsicav	15291 07	15291 07
France-gan	9885 05	9312 55
France Garantie	277 02	278 47
France Obligations	501 02	496 06
Francic	446 31	433 31
Francic Pierre	99 44	96 54

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic-Régions	1082 38	1050 85
Fructi-Associations	37 22	37 22
Fructi-Capi	45 01	44 34
Fructidor	241 63	238 06
Fructifrance action C	908 63	886 47
Fructifrance action D	888 36	866 69
GAN Rendement	5300 37	5222 04
Gestilion	15721 83	15643 61
Gest.Associations	173 78	169 94
Horizon	1262 30	1225 53
HLM Monétaire	14765	14765
Indicia	1035 50	1015 05•
Indest.Fse.Court T	1559 62	1559 62
Interépar	108910 77	105738 61
Interoblig.	14979 57	14685 85
Intersélection Fce	523 27	513 01
Japacic	146 57	142 30
Jeunepargne	299 08	294 67
Latitude	2381 29	2377 72
Lion Association	11915 84	11915 84
Lion Institution	31572 86	31493 93
Lionplus	1048 29	1027 74
Lion Trésor	2259 42	2237 05
Lion 20 000	27716 33	27716 33
Livret Bourse Inv.	566 60	550 10
Livret Portefeuil.	719 99	698 02
Méditerranée	169 90	164 85
Mensuel CIC	10193 85	10092 92
Monéden	72214 89	72214 89
Mone.J.	38355 48	38355 48•
Monévalor	86894 31	86894 31
Mutualité dépôts	14278 17	14249 67
Natio Court Terme	100645 00	100344
Natio Court Terme2	301748 00	301748
Natio-Epargne	18784 27	18598 29
Natio-Ep. Ret.	125 89	122 52
Natio Epargne Trésor	8260 18	8243 69
Natio-Fran.index	1005 43	978 52
Natio-Immo.	1118 89	1088 94
Natio-Inter	1545 34	1503 98
Natio-Monétaire	26714 70	26714 70
Natio-Opportunités	981 95	955 67
Natio-Patrimoine	1302 86	1267 99
Natio-Perspectives	1034 06	1006 38
Natio-Placements	62605 96	62605 96
Natio-Revenu	1052 28	1041 84
Natio Sécurité	11725 99	11725 99
Natio-Valeurs	866 48	843 29
Nippon-Gan	4875 87	4868 34
Nord Sud Dévelop.	1672 72	1669 38
Obli-Associations	162 24	160 63
Oblicic-Mondial	2731 04	2690 68
Oblicic-Régions	1078 35	1062 41
Oblifutur	3027 74	2953 89
Oblig. ass caté.	185 56	182 82
Oblilion	1466 24	1451 72
Oblisécurité Sicav	13687 73	13687 73
Oraction	1040 41	1015 03
Orvalor	7364 24	7219 84
Paribas Capitalisation	1596 37	1571 79
Paribas Opportunités	127 69	122 39
Paribas Patrimoine	580 13	558 48
Patrimoine Retraite	235 72	231 10
Pervalor	825 04	812 78
Placement A	1449 37	1420 95•
Placement J.	7649 40	7634 13•
Placement M.	71049 33	70907 51•
Placement Nord	915 58	897 63•
Plénitude	138 84	134 60
Poste Croissance	23027 19	23004 19
Poste Gestion	69737 07	69737 07
Première Oblig.	11190 75	11179 57
Prévoy. Ecureuil	117 52	116 38

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Priv'Associations	31144 10	31144 10
Proficus	987 51	963 42
Quartz	135 35	132 05
Réalvalor	733 35	718 97
Renacic.	163 29	160 88
Revenus Trimestr.	5390 21	5336 84
Revenu-Vert	1175 32	1146 65
St Honoré Vie & Santé	997 98	952 73
St Honoré Bons du Tr.	11869 88	11810 83
St Honoré Invest.	777 11	741 87
St Honoré Pacifique	593 46	566 55
St Honoré Réal.	15859 89	15796 50
Sécuricic	1838 90	1838 90
Sécuri-Gan	12477 47	12232 81
Sécuritaux	1470 93	1470 93
Scanden	724 51	713 80
Sicav Associations	1950 02	1950 02
SFI-CNP Assur.	676 27	656 57
S.G. Fr. opport. C et D	1110 58	1088 80
Sicav 5 000	440 22	428 44
S.I. Est.	1330 39	1291 64
Sivafrance	679 86	661 66
Sivam	403 16	389 45
Sivarente	220 95	216 62
Sivinter	440 07	428 29
S.N.I.	1086 23	1054 59
Sogenfrance C et D	1150 66	1128 10
Sogépargne	310 19	304 11
Sogevar	984 24	984 94
Sogınter	1302 93	1277 38
Soleil Investissements	603 23	580 03
Solstice	2200 15	2194 66
State Street Act. Eur.	9129 21	8820 49•
State Street Act. Frce	10087 33	9783 52•
St. Str. Act.Japon	10442 62	10089 49•
State Street Emer. Mkts	12267 84	11676 04•
St.Street OAT Plus	10883 38	10768 02•
Stratège Actions	842 99	810 57
Stratège Rendement	1492	1445 04
Technocic	1012 90	983 40
Techno-Gan	5805 06	5581 79
Thesora	700 51	693 57
Trésor Plus	1373 20	1359 60
Trésor Trimestriel	1050 88	1040 48
Trésoricic	137811 47	137811 47
Trilion	5209 62	5142 76
UAP Investissement	433 42	417 75
UAP Actions France	579 81	558 85
UAP Act. Select.	615 91	593 65
UAP Aedificandi	534 19	514 88
UAP Altafi	214 92	207 15
UAP Alto Sicav	167 44	161 39
UAP Moyen Terme	149 28	143 88
UAP Premiere Cat.	11482 26	11067 24
Uni-Associations	119 28	119 28•
Uni-Foncier	1202 61	1173 29
Unidance	572 17	558 21
Uni Régions	1199 64	1170 38
Univar	248 32	248 32•
Univers Actions	1268 31	1238 35
Univers Obligations	1870 27	1824 66
Valorg	2163 81	2161 66
Valrail	56451 57	56423 36
Winterthur St-Honoré	223 91	213 76

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 6/1	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 578	......	5 3	5 8
Ecu	6 681	......	......	......
Allemagne (100 dm)	341 020	......	331	351
Belgique (100 F)	16 575	......	16 1	17 1
Pays-Bas (100 fl)	303 350	......	293	313
Italie (1000 lires)	3 636	......	3 3	3 9
Danemark (100 krd)	87 980	......	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	8 495	......	8	8 8
Grèce (100 drachmes)	2 569	......	2 1	2 8
Suisse (100 f)	376 460	......	365	385
Suède (100 krs)	76 590	......	71	83
Norvège (100 k)	79 730	......	74	83
Autriche (100 sch)	48 471	......	47	50
Espagne (100 pes)	4 784	......	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 780	......	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 359	......	4 1	4 5
Japon (100 yens)	4 452	......	4 3	4 5

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/1
Or fin (kilo en barre)	59000	58700
Or fin (en lingot)	59250	58300
Napoléon (20f)	338	342
Pièce Fr (10 f)	400	.....
Pièce Suisse (20 f)	341	336
Pièce Latine (20 f)	338	338
Souverain	438	433
Pièce 20 dollars	2300	2255
Pièce 10 dollars	1100	1100
Pièce 5 dollars	600	.....
Pièce 50 pesos	2210	2200
Pièce 10 florins	350	352

LETTRES

Mort de l'écrivain Juan Benet

Le Faulkner de l'Espagne

. L'écrivain Juan Benet, considéré comme l'un des plus importants romanciers espagnols contemporains, est mort mardi 5 janvier à Madrid des suites d'un cancer. L'auteur de *Tu reviendras à Region* était âgé de soixante-cinq ans.

Il n'a pas eu le prix Prince des Asturies, ni le prix Cervantès, ni celui des Lettres espagnoles. Les portes de l'Académie de la langue se sont fermées devant lui à deux reprises, mais Juan Benet poursuivait, imperturbable, son chemin. *« Il y a des êtres à l'instinct infaillible, comme les insectes, qui vont de succès en succès. Je trouve cela lamentable, parce qu'il n'y a pas de place pour la méditation* (1). »

Tout en ayant derrière lui une quinzaine de romans, quelques pièces de théâtre, des recueils de poésie, des essais et de nombreux articles dans le journal *El Pais*, ce ne fut qu'en 1989, à sa soixantième année, qu'il a atteint la célébrité avec son roman *Dans la pénombre*.

Si l'on tente de discerner, à travers ses écrits, ce qui serait à la base de toute sa création et de sa vision du monde, on découvre l'image d'un homme humilié et offensé, qui a vécu dans un rapport douloureux avec son pays. Le drame, il l'a connu : son père fusillé, un frère exilé. L'échec aussi : son premier roman refusé pendant de longues années par tous les éditeurs, qui finira par être publié au prix d'un contrat draconien dans lequel il cédait à l'éditeur tous les droits, y compris ceux de sa descendance.

Ce roman, *Tu reviendras à Region*, eut un énorme retentissement dans les milieux intellectuels et chez les critiques espagnols. Certes, Luis Martin Santos, avec *les Demeures du silence*, et Rafael Sanchez Ferlosio, avec *El Jarama*, marquèrent la première tentative de rupture avec le roman social ou « engagé », mais ce fut le radicalisme de Juan Benet qui ouvrit les portes à une modernité dont se réclament les jeunes écrivains espagnols d'aujourd'hui.

Un territoire imaginaire

Cet homme contradictoire – iconoclaste, insolent, irascible mais également affectueux, affable et poli jusqu'au plus extrême raffinement – a renouvelé le roman espagnol, non pas avec des recherches sur le langage ou autres procédés d'avant-garde, mais en effectuant un retour au classicisme de Cervantès. Anti-bourgeois, Benet était un bourgeois tranquille, un *« écrivain du dimanche »*, tel qu'il se plaisait à se définir. En fait, il exerçait le métier d'ingénieur du génie et consacrait deux heures par jour à la littérature. Il déclarait ne pas avoir lu les auteurs espagnols contemporains, ce qui ne l'empêchait pas d'émettre des avis tranchants. Camilo Jose Cela ? Un rétrograde, un écrivain du siècle dernier. Rafael Alberti ? Il fait des chansonnettes. Pour lui, ne comptaient que Kafka, Proust, Faulkner et Mallarmé. Son œuvre peut plaire ou ne pas plaire ; elle peut même, non sans raison, irriter les lecteurs dont l'attention est constamment sollicitée, parfois sans récompense immédiate.

Comme Faulkner avec le comté de Yoknapatawpha, Benet a construit son territoire imaginaire, Region, où il situe le plus important de son œuvre. Tous les souvenirs d'enfance, les récits de la guerre civile qu'il aurait voulu faire du côté des républicains, les meurtres, les trahisons trouvent leur cadre naturel dans ce pays montagneux, tout à fait désolé, fait de centaines de vallées dépourvues de communication entre elles, avec, au milieu, *« cette montagne – de 2 480 mètres d'altitude au sommet du Moine (aux dires des géodiciens, qui ne l'ont jamais escaladée) et 1 665 à ses points de passage, les cols de Soceanos et de La Requerida – se dresse comme un dernier soupir calcaire des monts aquilins, un geste d'adieu à ses amis continentaux, avant de se perdre et de se cacher dans les digitations portugaises »*.

La guerre fait irruption l'été de 1936 sur cet étrange pays, métaphore de l'Espagne. Les personnages sont des êtres enchaînés à une réalité absurde et solitaire. Un été *« violent, intempestif et fugace où devait mourir, avec ses éclats orangés et ses gros nuages d'encre, avec l'écho des chevauchées et des coups de feu solitaires, avec les chuchotements des bouleaux et les croassements des corbeaux autour des montures agonisantes et des cavaliers affolés, un ange sans raison et un peuple qui avait perdu toute mesure dans son orgueil »*.

Voilà l'art de Benet, son langage rempli de résonances, de longues périodes conventionnelles qui souvent font penser aux écrivains romantiques ; et ce ne serait que cela si ce langage ne disait le contraire de cette filiation apparente. Juan Benet écrit de la sorte parce que personne ne le fait plus, et ce qu'il dit apporte, par contraste, une atmosphère permanente d'irréalité et de mystère. Une grande partie de son œuvre n'a pas été encore traduite en France. Grace aux efforts de Claude Murcia, quelques-uns de ses romans les plus importants sont désormais disponibles : *Tu reviendras à Region, l'Air d'un crime, Baalbec, Une tache, Dans la pénombre* (tous aux éditions de Minuit), et *l'Automne à Madrid* et *la Construction de la tour de Babel*, aux éditions Noël Blandin.

RAMON CHAO

(1) *Le Monde* du 17 avril 1992.

CARNET DU Monde

Naissances

Le lieutenant Etienne RENOUARD
et Mme, née Guigonne Watrenez,
ont la joie de faire part de la naissance de

Adrien,

le 31 décembre 1992.

10, rue de la Libération,
91270 Arpajon.

Décès

– Le président de l'université des sciences sociales de Toulouse,
Les membres du conseil de la faculté de droit,
Les professeurs, chercheurs, personnels administratifs,
Les étudiants de l'université,
ont le regret de faire part du décès accidentel, survenu le 31 décembre 1992, du

professeur Louis BOYER,
doyen de la faculté de droit,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées à Toulouse, en l'église de la Daurade, le lundi 4 janvier 1993.

– Lili Coppermann-Coppée,
Annie et Ernest Coppermann
et leurs enfants,
Suzanne et Jean-François Collet,
leurs enfants et petits-enfants,
Hannah et Ernest Scheuer,
leurs enfants et petits-enfants,
Deborah Brown
et ses enfants,
Et la famille Bernstein,
ont le regret de faire part du décès de

Louis COPPERMANN-COPPÉE,

survenu le 2 janvier 1993, au lendemain de ses quatre-vingt-cinq ans.

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

63, boulevard Louis-Schmidt,
boîte 5, 1040 Bruxelles.

– Mme Georges Decormeille,
son épouse,
Ses enfants, beaux-enfants,
Et leurs enfants,
La Fédération des médecins du front,
ont la tristesse de faire part du passage à l'Eternel du

docteur Georges DECORMEILLE,
officier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
président d'honneur de la Fédération des médecins du front.

Une réunion de recueillement avant l'inhumation aura lieu dans la grande salle du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le lundi 11 janvier 1993, à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Saint-Saëns,
75015 Paris.

– Le docteur et Mme Jean Gaches,
Le docteur Richard Stewart-Gaches,
Anne Sylvie Gaches,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Walter FERRY,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le 25 décembre 1992.

L'inhumation a eu lieu le 31 décembre, dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean-Paul Gaubin,
son épouse,
Catherine et William B. Graham,
sa maman et son beau-père,
M. et Mme Claude Lhomoy,
ses beaux-parents,
Mme Lily Gaubin,
sa sœur,
M. et Mme Charly Gaubin,
son frère et sa belle-sœur,
Le docteur et Mme Pfeil,
son beau-frère et sa belle-sœur,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul GAUBIN,

survenu le 31 décembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 janvier 1993, à 15 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e.

– M. Georges Illouz,
M. Jean-Marc Illouz,
M. et Mme Albert Bénichou
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Bénichou
et leurs enfants,
M. Anatole Douchevsky
et ses enfants,
Les familles Rouch, Sicsic, Illouz
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges ILLOUZ,
née Germaine Bénichou,

survenu à Paris le 30 décembre 1992.

Les obsèques ont eu lieu le 5 janvier 1993, à Cannes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mr Francis Jacob et Mme,
ses enfants,
François et Elizabeth,
ses petits-enfants,
Mme Haas,
sa sœur,
Mme Hecker,
sa belle-sœur,
Mme Jacob,
sa belle-sœur,
Les familles Jacob, Hecker, Netter
Et la fidèle Catherine Hauck,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme Marthe JACOB,
née Hecker,

survenu le 1er janvier 1993, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Morhange (Moselle).

18 *bis*, avenue de Versailles,
75016 Paris.

– M. et Mme J.-F. Mathey,
M. et Mme Michel Levesque,
M. et Mme Vincent Tranie,
M. et Mme Philippe Louboutin,
ses enfants,
Toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François MATHEY,
inspecteur honoraire
des Monuments historiques,
conservateur honoraire
du Musée des arts décoratifs,

survenu le 3 janvier 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée à la chapelle Notre-Dame-du-Haut de Ronchamp, le mercredi 6 janvier, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière de Ronchamp.

Ni fleurs ni couronnes.

(Le Monde du 6 janvier.)

– M. et Mme Jacques Poumarède,
Géraud et Matthieu,
Le docteur et Mme Jean-Luc Poumarède
et Laurent,
Le docteur et Mme Pierre Menjucq,
Delphine, Fabienne et Arnaud,
Les familles Poumarède et Pochy,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André POUMARÈDE,
avocat général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre (2 citations),

survenu le 3 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 5 janvier, en l'église Sainte-Foy de Morlaas (Pyrénées-Atlantiques), suivie de l'inhumation au cimetière de Montauban (Tarn-et-Garonne).

14, rue Bourgneuf,
64160 Morlaas.

– M. Jean-Daniel Verhaeghe,
Camille et Ferdinand,
son époux et ses enfants,
Mme Didier Mutel,
sa mère,
Mme Daniel Verhaeghe,
sa belle-mère,
M. et Mme Francis Brun-Buisson,
son beau-frère et sa sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jean-Daniel VERHAEGHE,
née Hélène Mutel,

le 1er janvier 1993.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 4 janvier, à Nogent-sur-Loir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

– A la mémoire de

M. Alain LACOMBE,

décédé le 14 décembre 1992,

une messe sera célébrée le 11 janvier 1993, à 11 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

Messes anniversaires

– Pour le premier anniversaire de la disparition de

André DEVALLET,

une messe sera célébrée le samedi 9 janvier 1993, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e.

– Pour le cinquième anniversaire du décès de

M. René ROYER,
directeur de recherche au CNRS.

Ceux qui l'ont connu et estimé sont invités à venir prier à la messe célébrée le samedi 9 janvier 1993, à 18 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e.

□ **La Petite Ceinture en autorail spécial.** – Les travaux d'aménagement du quartier Austerlitz-Tolbiac-Massena ne devant commencer qu'au deuxième trimestre de cette année, le Cercle ouest-parisien d'études ferroviaires (COPEF) profite de ce délai pour organiser un nouveau (et peut-être ultime) voyage de découverte de la ligne de Petite Ceinture, avant sa coupure définitive. Départ de l'autorail spécial de la gare de Lyon, le samedi 16 janvier, à 9 heures, retour à 13 heures. 150 F par personne.

► Inscriptions avant le 12 janvier auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : (1) 45-81-11-06.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5949

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II									
III					■				
IV		■							
V						■		■	
VI				■		■			
VII									
VIII	■						■		
IX				■					■
X					■				
XI									■

HORIZONTALEMENT

I. Neuf à la belote. – II. Peut apparaître quand on a goûté au fruit défendu. – III. Ne sont plus blanches quand elles ont été dessalées. Papes, empereurs, villes et régions. – IV. Femme chez qui on a le couvert. – V. Bonne impératrice mais mauvaise mère. – VI. Mot qu'on peut utiliser quand ce n'est pas vrai. Des dunes dans le désert. – VII. Donnerai un prix. – VIII. Faire payer cher. Article. – IX. Possessif. Eructa. – X. Un vieil ennui. Partie d'une balance. – XI. Ne veulent évidemment pas qu'on joue avec les tripes.

VERTICALEMENT

1. Disponible, peut être laissée à l'étranger. On peut l'avoir dans le dos. – 2. A l'origine d'une confédération. Offrira une « tournée ». – 3. Quand on n'a rien dans le coffre. – 4. Peut amener la discorde. Fin de bail. Est divisible par douze. – 5. Agrément ancien. Se développer. – 6. Le chant du départ. Attaqua en rongeant. – 7. Dévorer en couvant. Pronom. – 8. Un ensemble de pulsions. Parlais en fumant. – 9. Est parfois due au désespoir.

Solution du problème n° 5948

Horizontalement

I. Oisiveté. – II. Rouelle. – III. Ana. Rat. – IV. Râ. Anerie. – V. Aïe. Miss. – VI. Incisif. – VII. Routine. – VIII. Fêta. Air. – IX. Yatagan. – X. Ere. Enter. – XI. Ut. Asséné.

Verticalement

1. Orfraie. Yeu. – 2. Io. Ain. Fart. – 3. Sua. Ecrêté. – 4. Iéna. Iota. – 5. Vlan. Suages. – 6. El. Emit. Ans. – 7. Terrifiante. – 8. Ais. Ni. En. – 9. Otés. Erdre.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE



La Xedos 6 de Mazda : beaucoup d'atouts

Avec la perspective de voir en 1993, enfin disent-ils, les portes de l'Europe s'ouvrir plus largement, les constructeurs japonais peaufinent leur stratégie de pénétration. Une opération d'autant plus raffinée qu'il va falloir aussi aux Nippons se mesurer désormais entre eux. Les conditions du « challenge » n'en seront donc pas simplifiées et chaque firme automobile née du côté du Soleil-Levant met dans la danse quelques modèles privilégiés. Toyota avec la Lexus présentée sous marque autonome a fait son expérience, Mazda avec sa Xedos entame la sienne. Les trois cents unités dont disposait sous millésime 93 sa représentation en France ont été vendues entre octobre et la fin de décembre. Il est prévu une diffusion de mille cinq cents voitures en cette année qui débute.

Il faut dire que le « traitement spécial » dont bénéficient les propriétaires de Xedos a de quoi séduire ne serait-ce qu'à travers l'accueil des quarante concessionnaires sélectionnés par Mazda, portant désormais le panonceau particulier du modèle. Mais avant tout l'engin lui-même mérite bien des éloges.

La Xedos est une berline de 4,56 m de long pour 1,70 m de large dotée d'un 6 cylindres de 1995 cm^3 en V à injection électronique, 24 soupapes et double arbre à cames particulièrement souple. Pour 10 CV fiscaux on trouve 144 chevaux (106 kW) à 6 000 tours et un couple maximum (effort de traction en l'occurrence) placé haut, mais qui commence à se manifester dès les 2 000 tours. Il en découle une grande satisfaction à mener la machine tant en route sinueuse que sur voie rapide, le moteur et la boîte ne manifestant aucune faiblesse ni trou devant l'effort et la direction se durcissant avec la montée en régime du moteur. A ce propos, la boîte automatique (disponible sur la version la plus coûteuse), qui choisit selon les sollicitations de l'accélérateur le mode de conduite (sportive ou classique) qui convient, est un modèle du genre. A signaler en outre une isolation phonique et un confort intérieur sans faille.

Bien sûr la silhouette de cette Xedos peut ne pas plaire, issue d'un « bio-design » qui atteint aujourd'hui ses limites de séduction, mais il reste que cette nouvelle venue dans la bataille européenne des hauts de gamme compactes ne passera pas inaperçue.

C. L.

► Prix de base de la Xedos 6 : 143 200 F. Deux mois d'attente à la livraison en ce début d'année.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 JANVIER

Exposition « Trésors de la Cité interdite », à Chinagora, 10 h 30, métro Maisons-Alfort-Ecole-Vétérinaire, à l'arrêt de l'autobus 103 (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, métro Solférino (Paris pittoresque et insolite).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, parvis de Saint-Germain-l'Auxerrois (Sauvegarde du Paris historique).

Exposition « Les livres des rois », à la Bibliothèque nationale, 14 h 30, 58, rue de Richelieu (D. Fleuriot).

« L'hôtel Mazzara de Guimard, exceptionnellement ouvert, et le castel Béranger », 14 h 30, 60, rue La Fontaine (C. Merle).

« Les salons de l'Arsenal », 14 h 30, entrée, boulevard Henri-IV (S. Rojon-Kern).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme », 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lulli (Arts et caetera).

« La conciergerie, du palais des rois de France à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (E. Romann).

« La salle Véronèse au Louvre et la restauration des *Noces de Cana* », 14 h 30, sous la pyramide, au pied du pilier central (M. Hager).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel de Soubise et les appartements du prince et de la princesse », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

« *Les Noces de Cana* et l'école vénitienne au Louvre », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (D. Bouchard).

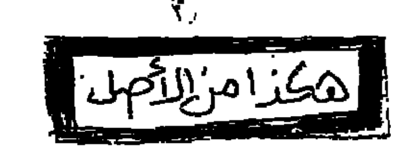
« Petits tableaux de la rue au Moyen Age », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé (I. Haulier).

Exposition « Les théâtres de l'Inde » au musée Kwok-On, 15 heures, 41, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

3, rue de Tilsitt, 18 heures : « Les beaux-arts actuellement au Japon. L'enseignement de la peinture Nihonga » (limité à vingt-cinq personnes), par Y. Nomura (Espace des arts Mitsukoshi Etoile).

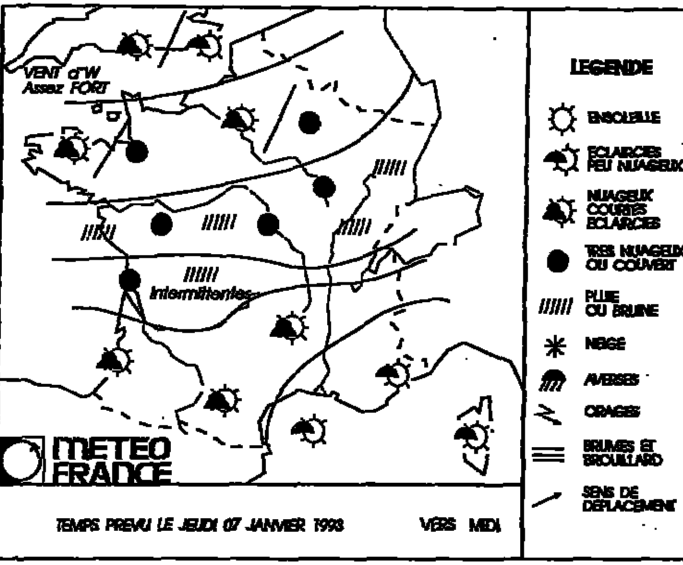
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe dans le monde au nouvel an 1993 », par J.-P. Gouzy (Maison de l'Europe).



MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 JANVIER 1993 A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER 1993



Jeudi : gris et doux, quelques pluies moitié nord du pays. – Les nuages domineront dès le matin, avec une grande douceur sur une bonne moitié nord du pays. Des pluies faibles balayeront rapidement au petit jour les régions du nord-ouest au nord à l'Ile-de-France et Champagne-Ardenne ; elles s'attarderont un peu plus pour la journée, au voisinage de la Loire, sur le centre et le nord-est du pays. En fin de journée, il neigera un peu sur le nord des Alpes au-dessus de 1 500/1 700 mètres.

Du Bordelais au nord du Massif central, les précipitations resteront éparses l'après-midi. Sur les régions plus au sud, jusqu'aux Pyrénées, les nuages seront abondants mais sans pluie. Ils gagneront vers le Roussillon et la moyenne vallée du Rhône dans la journée.

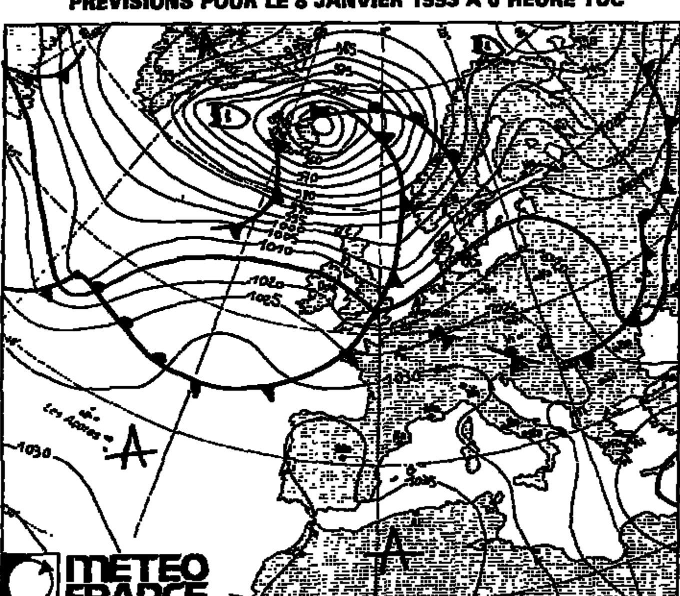
Le soleil, à peine voilé, persistera vraiment des Alpes du Sud à la Provence Côte d'Azur et à la Corse.

Le vent de secteur sud-ouest soufflera assez fort de la Bretagne aux côtes de la Manche, l'après-midi et le soir ; de même la tramontane se lèvera sur le Languedoc, et le vent d'ouest sera sensible entre Corse et continent.

Les températures poursuivent leur hausse : au lever du jour, elles avoisineront les 10 degrés en Bretagne, 6 à 8 sur le reste de la moitié nord du pays, 4/5 degrés du Bordelais au Lyonnais, 2 à 4 du Sud-Ouest à la Méditerranée ; de petites gelées ne persistant plus que dans les Alpes et aux alentours.

Les températures maximales atteindront 11/12 degrés sur la moitié ouest du pays, 9/10 sur un grand quart Nord-Est, et 13 à 15 en Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 6-1-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 5-1-1993 à 6 heures TUC et le 6-1-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	9	0	D
BIARRITZ	16	7	D
BORDEAUX	8	5	C
BOURGES	6	5	C
BREST	12	12	P
CAEN	8	8	C
CHERBOURG	2	10	P
CLERMONT-FER.	7	4	C
DIJON	1	-1	C
GRENOBLE	5	-4	D
LILLE	3	3	C
LIMOGES	7	4	C
LYON	4	-2	N
MARSEILLE	9	-3	D
NANCY	3	2	C
NANTES	7	7	P
NICE	13	4	D
PARIS-MONTS.	5	4	C
PAU	14	3	D
PERPIGNAN	7	-2	B
POINTE-A-PITRE	29	22	D
RENNES	10	9	C
ST-ETIENNE	4	-3	C
STRASBOURG	-1	-4	C
TOULOUSE	9	-1	D
TOURS	6	4	C

ÉTRANGER			
ALGER	13	8	C
AMSTERDAM	3	3	C
ATHÈNES	6	4	C
BANGKOK	34	24	N
BARCELONE	11	0	D
BELGRADE	-4	-15	D
BERLIN	-1	-1	P
BRUXELLES	5	3	C
COPENHAGUE	0	0	C
DAKAR	26	19	N
GENÈVE	2	-5	C
ISTANBUL	4	1	N
JÉRUSALEM	9	3	N
LE CAIRE	17	8	D
LISBONNE	14	7	D
LONDRES	12	9	C
LOS ANGELES	12	6	A
LUXEMBOURG	0	-1	B
MADRID	12	-2	D
MARRAKECH	18	3	D
MEXICO	19	8	D
MILAN	4	-10	D
MONTRÉAL	7	-8	C
MOSCOU	-7	-13	N
NAIROBI	21	12	N
NEW-DELHI	31	13	C
NEW-YORK	17	4	N
PALMA	13	-2	D
PÉKIN	0	-6	D
RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
ROME	13	0	D
ROYAL OBS.	-	-	-
SÉVILLE	18	4	D
SINGAPOUR	30	24	C
STOCKHOLM	0	-1	C
SYDNEY	-	-	-
TOKYO	10	3	C
TUNIS	16	7	N
VARSOVIE	-9	-13	C
VENISE	6	-3	T
VIENNE	0	-11	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Drames en accéléré

QUELS estomacs d'autruche, nos consciences ! Avec quelle rapidité les drames du monde sont-ils digérés par le grand aspirateur médiatique ! Prenons la Somalie. Premier temps : les gros titres, l'ouverture des journaux télé, les sanglots, les duplex en direct, les sahariennes de baroudeurs, la mobilisation. Justement, un écrivain en revient : le voici chez Pivot (ou ailleurs, ou partout), la larme à l'œil. Un chanteur engagé déploie sa belle âme chez Drucker (ou ailleurs, ou partout). Impossible d'allumer le poste sans que la Somalie interpelle l'opinion. Second temps (nous y sommes) : les titres diminuent, la Somalie ne vaut plus qu'une « brève » vers la vingtième minute des journaux télévisés, juste avant les films de la semaine. Les bons esprits en font de bonnes blagues : gageons que l'on doit rire déjà des petits squelettes et de leurs sacs de riz, dans plus d'un recoin de l'écran. Quelques semaines encore, et l'opinion mondiale sera mûre pour un nouveau drame, de nouvelles larmes, de nouveaux élans, une nouvelle mobilisation magnifique. Ce sera le Soudan, ou ailleurs.

De cette insupportable loi médiatique de la consommation accélérée des drames, les « Guignols » de Canal Plus avaient fait un petit sketch, amèrement drôle. A vrai dire, cela n'est pas nouveau. L'éphémère est frère siamois de la télé. Lointain aïeul des « Guignols », la « Rubrique à brac », du dessinateur Gotlib, l'avait même, à l'époque du Biafra, souligné en quelques pages ravageuses, dont les « Guignols » s'inspiraient ce soir-là si manifestement qu'ils eussent pu signaler l'emprunt. Mais n'accablons pas les marionnettes de Canal Plus. On se demande comment on ingurgiterait, sans elles, ce bol quotidien de boursouflures, d'impostures, de scandales et de misères qui s'appelle l'information télévisée. Ils en constituent l'antidote.

A-t-on cessé de mourir de faim en Somalie, ou de froid sous les porches de nos villes ? On en parlerait, en tout cas, un autre jour. L'heure était à la guerre du franc. Et il fallait que cette heure fût grave pour que M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, délaissant la tranchée du fond de laquelle il défend, milliard après milliard, la monnaie, vienne en personne haranguer la nation épargnante. « *Le franc est la meilleure monnaie du monde* », martela-t-il à Paul Amar. Il en semblait si convaincu qu'il le répéta trois fois en trois minutes. Sans entrer dans une bataille de chiffres, c'était peut-être deux de trop.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 6 janvier

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Michel Leeb, Charlotte de Turckheim, Claire Nadeau, Anne Roumanoff, Hélène Vincent, Linda de Suza, Richard Gotainer, Les Infidèles, Audin et Modena.
22.40 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Les Chariots du diable, reportage de Patrick Charles-Messange et Tony Comiti.
23.40 Journal et Météo.
23.45 Série : Côté cœur.
0.10 Série : Intrigues.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Lucas. De Nadine Trintignant, avec Evelyne Bouix, Robinson Stévenin.
22.20 Première ligne. Helmut Newton, d'Adrian Maben.
23.50 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Marlene Dietrich, ange et démon. Invités : Maria Riva, fille de Marlene Dietrich ; Louis Bozon, auteur de *Marlene, la femme de ma vie ;* Jean-Pierre Aumont, acteur, metteur en scène, romancier et dramaturge ; Patrick Brion, auteur de *Film noir, l'âge d'or du cinéma ;* Henri Alekan, chef opérateur ; Document : Marlene, seule en scène, de Gaëlle Montlahuc.
22.25 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 19.30

19.30 Sport : Football. Lille-Marseille. Championnat de France, en direct. A 19.30, coup d'envoi du match.
21.30 Flash d'informations.
21.35 Cinéma : L'Affaire Wallraff. □ Film franco-américain de Bobby Roth (1990). Avec Jürgen Prochnow, Peter Coyote, Nathalie Baye.
23.10 Cinéma : Bix. ■■■ Film italien de Pupi Avati (1990). Avec Bryant Weeks, Ray Edelstein, Julia Ewing (v.o.).
1.00 Les Vœux 1993.
1.05 Cinéma : La Guerre du feu. ■■■ Film franco-américano-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Pearlman.

ARTE

20.40 Documentaire : Cecilia Bartoli. De David Thomas.
21.30 Opéra : Le Château de Barbe-Bleue. ▶ De Bela Bartok, par l'Orchestre philharmonique de Londres. dir. : Adam Fischer ; sol. : Robert Lloyd, Elizabeth Lawrence.
22.40 Documentaire : Face à la mort. De Lars Westman (94 min).

M 6

20.45 Série : Aldo tous risques.
22.30 Téléfilm : Pour affaire de mœurs. De Mike Robe, avec Martin Sheen, Peter Riegert.
0.10 Magazine : Vénus.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Le noir dans les fantasmes occidentaux.
21.30 Correspondances.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Champ libre-idées ; Eloge du réel (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Chantons sous la marge (2).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Surya (Georges Bataille, la mort à l'œuvre) (2).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 juillet 1992 lors du Festival de Montpellier) : Via crucis, de Liszt ; Stabat Mater, de Gagneux, par l'Ensemble Musicatreize et le Chœur contemporain d'Aix.
22.00 Concert. Fa/Si, de Berio, par Michel Fischer, orgue ; Syrcus, de Teruggi, par Florent Jodelet, percussions, Daniel Teruggi, syter ; Suite II, de Sikora, par Elisabeth Chojnacka, clavecin, Daniel Teruggi, syter.
23.09 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes nº 58 en ut majeur op. 54 nº 2, de Haydn ; Octuor pour cordes et vents en fa majeur op. 166, de Schubert ; Mazurka pour piano nº 3 en ut mineur op. 56, de Chopin.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 7 janvier

TF 1

15.10 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.05 Feuilleton : Santa Barbara (et à 0.05).
16.30 Club Dorothée. Huit ça suffit ; Clip ; Jeux.
17.30 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.00 Série : Hélène et les garçons.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : José Arthur.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Téléfilm : L'Affaire Seznec. ▶ D'Yves Boisset, avec Christophe Malavoy, Nathalie Roussel. *Condamné au bagne en 1924, Guillaume Seznec n'a jamais cessé, jusqu'à sa mort, de proclamer son innocence.*
0.00 Journal et Météo.
0.30 Série : Passion (et à 0.55).

FRANCE 2

15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran.
16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Feuilleton : Beaumanoir (et à 5.10).
17.10 Magazine : Giga.
18.50 Jeu : Score à battre.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Rallye Paris-Dakar, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. La Terre en colère, de Pierre Bonte et Philippe Dumail ; La Pistolera au grand cœur, de Vincent Gerhards et Christian Hirou ; Somalie : les coulisses de l'espoir, de Rachid Arhab, Jean-Jacques Dufour ; Christian Hirou et Jean-Louis Melun.
22.20 Téléfilm : Mortelle romance. De Patrick Lau, avec Janet McTeer, Clive Wood. *Un tueur méticuleux, une jeune professeur de littérature, un étudiant amoureux... et du suspense.*
23.55 Journal, Météo et rallye Paris-Dakar.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Spécial Rallye Paris-Dakar, en direct.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *Cinquante ans de chansons françaises,* de Lucien Rioux.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 La Dernière Séance.
20.55 1er film : L'Homme de la loi. ■ Film américain de Michael Winner (1971). Avec Burt Lancaster, Robert Ryan, Lee J. Cobb.
22.35 Dessins animés : Fresh Fish et Screwball Football.
23.00 Journal, Météo et Rallye Paris-Dakar.
23.35 2e film : Le Trésor de la Sierra Madre. ■■■ Film américain de John Huston (1947). Avec Humphrey Bogart, Walter Huston, Tim Holt (v.o.).

CANAL PLUS

15.30 Magazine : L'Œil du cyclone.
15.55 Les Vœux 1993.
16.00 Cinéma : La Guerre du feu. ■■■ Film franco-américano-canadien de Jean-Jacques Annaud (1981). Avec Everett McGill, Rae Dawn Chong, Ron Pearlman.
17.35 Dessin animé : Les Razmoket.
18.00 Canaille peluche. Des souris à la Maison Blanche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top. Princess Erika.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Cyril Collard.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Rien que des mensonges. □ Film français de Paule Muret (1991). Avec Fanny Ardant, Alain Bashung, Jacques Perrin.
21.55 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Chérie, j'ai rétréci les gosses. ■ Film américain de Joe Johnston (1989). Avec Rick Moranis, Matt Frewer, Marcia Strassman (v.o.).
23.35 Cinéma : Xtro 2. ■ Film canadien de Harry Bromley Davenport (1990). Avec Jan-Michael Vincent, Paul Koslo, Tara Buckman.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : La Dernière Valse. ■■ Film américain de Martin Scorsese (1978). (v.o., rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre.
19.30 Documentaire : L'Hôtel de Madsen. D'Annette Olsen et Katja Forbert Petersen.
20.10 Magazine : Grafic. De Jean Frappat. Le dessin dans tous ses états.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Heimat. Soirée proposée par la chaîne allemande ARD/WDR.
20.41 Feuilleton : Heimat. D'Edgar Reitz (11e épisode).
22.30 Concert : Rock Festival de Francfort.

M 6

14.15 Magazine : Destination musique.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les Aventures de Tintin. Objectif Lune (2e partie).
18.00 Série : Equalizer.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Jeu : Le saviez-vous ?
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Signes extérieurs de richesse. ■ Film français de Jacques Monnet (1983).
22.30 Téléfilm : L'Impossible Vérité. De Warris Hussein.
0.10 Informations : M6 express.
0.20 Magazine : Fréquenstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Pour Robert Walser (2).
21.30 Profils perdus. Raoul Breton, éditeur de musique.
22.40 Les Nuits magnétiques. Chantons sous la marge (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Pierre Prévost (Georges Bataille, René Guénon, l'expérience souveraine).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Notations, de Boulez ; Concerto pour piano et orchestre nº 1 en ut majeur op. 15, de Beethoven ; Symphonie nº 1 en sol mineur op. 13 « Rêves d'hiver », de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; sol. : Alicia de Larrocha, piano.
23.09 Ainsi la nuit. Quatuor pour hautbois et cordes en fa majeur K 370, de Mozart ; Quatuor à cordes nº 2, de Janacek ; Quintette à cordes nº 2 en ut mineur K 406, de Mozart ; Mazurkas pour piano op. 30, de Chopin.
0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Le Monde

Provoquant une crise des institutions

Le gouvernement malaisien remet en cause les privilèges des sultans de la Fédération

Le gouvernement malaisien souhaite remettre en cause les privilèges dont jouissent les neuf sultans de la Fédération. Le Parlement a été convoqué pour le 18 janvier afin de débattre de cette question, qui risque de susciter une crise constitutionnelle.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Depuis l'indépendance, en 1957, et pendant un quart de siècle, des princes se sont succédé à la tête du gouvernement de Kuala-Lumpur, pour le bonheur du Conseil des souverains, neuf sultans héréditaires qui se relaient tous les cinq ans sur le trône de la Fédération de Malaisie. Mais, depuis 1982, le premier ministre, le Dr Mahathir Mohamad, est d'origine roturière. Surtout, après le boom économique de ces dernières années, la Malaisie fait désormais figure de «bébé-tigre» et les rangs des classes moyennes s'y sont nettement renforcés. Il n'aura donc fallu que quelques coups de canne royale à l'adresse d'un entraîneur de hockey pour provoquer une crise institutionnelle.

En juillet dernier, l'équipe de hockey de l'Etat du Johore, au sein de laquelle jouait Majid Idriss, le deuxième fils du sultan Mahmood Iskandar, perdit un match contre celle du Perak. A l'issue du match, le prince, apparemment mauvais joueur, flanqua une belle volée au gardien de but de l'équipe adverse, ce qui lui valut une suspension de compétition de cinq ans et, plus tardivement, une inculpation.

Les équipes de hockey du Johore, sur ordre du sultan, furent alors retirées de deux compétitions et, pour avoir protesté contre cette mesure, l'un de leurs entraîneurs fut convoqué, le 30 novembre, au palais de Johore-Baru, où le sultan ne se contenta pas, paraît-il, de le réprimander verbalement. Fort de son immunité – toute critique d'un monarque est, en outre, passible d'une condamnation pour sédition – il lui administra une bonne correction.

En d'autres temps, pas si lointains, l'affaire aurait été étouffée. Après tout, en 1978, alors qu'il n'était encore que prince héritier, Mahmood Iskandar avait été condamné à six mois de prison et à une amende pour avoir tiré, de son hélicoptère, sur un homme qu'il avait pris, avait-il affirmé, pour un contrebandier. Usant de son droit, son père l'avait gracié et on en était resté là tant le prestige des sultans demeurait grand dans les kampongs, les villages malais. La société d'aujourd'hui juge ces privilèges de plus en plus exorbitants et les efforts du gouvernement pour les réduire sont loin d'être impopulaires.

Rolls et garde privée

La plainte déposée par M. Douglas Gomez, l'entraîneur agressé par l'ancien roi – Mahmood Iskandar régna de 1984 à 1989 – a donc fait les manchettes d'une presse indignée. A la mi-décembre, appuyant le gouvernement, le Parlement a exprimé, à l'unanimité, sa «*tristesse*» à la suite de la réprimande royale. Surtout, au Johore même, la section locale de l'UMNO, le parti malais qui domine depuis toujours la coalition gouvernementale, a réclamé que l'immunité des sultans soit levée.

Le débat ainsi ouvert a montré que, même parmi les Malais musulmans, qui forment la moitié de la population de la Fédération, les privilèges de souverains par ailleurs très riches n'allaient plus de soi. Le Parlement a donc décidé de se réunir en session extraordinaire du 18 au 20 janvier pour voter la levée de l'immunité des sultans et supprimer leur droit de gracier leurs descendants et parents. Tout amendement à la Constitution doit, cependant, recevoir l'aval du Conseil des souverains, convoqué le 16 janvier.

La partie de bras de fer peut donc déboucher sur une grave crise constitutionnelle. Conscient de ce risque, le gouvernement dément avec force vouloir instaurer une République et le premier ministre a proposé de rencontrer les neuf sultans le 9 janvier.

Ces derniers sont, néanmoins, sur la défensive. En avril, lorsque le sultan du Kelantan avait refusé de payer l'équivalent de quatre millions de francs de taxes sur l'importation d'une voiture de sport, le gouvernement n'avait pas réussi à imposer aux souverains un «*code de conduite*». Mais cette fois-ci, M. Mahathir bénéficie d'un vaste soutien des Malais choqués par les abus de pouvoir ou les excentricités de certains de leurs souverains roulant en Rolls Royce et actifs dans les affaires. Le sultan du Johore, pour sa part, dispose d'un petit avion, de quatre hélicoptères et d'une garde privée, tout à fait légale, de deux cents hommes.

La possibilité d'une marche arrière des monarques est donc sérieuse. Si M. Mahathir l'emporte, le pouvoir central en sortira renforcé face non seulement à celui, diminué, des souverains, mais aussi à celui des Etats fédérés. Car la Malaisie reste une construction multi-ethnique dont un tiers des habitants sont d'origine chinoise et dont les deux Etats non-péninsulaires, ceux du Sarawak et du Sabah, sur l'île de Bornéo, bénéficient d'un statut à part. Une centralisation croissante risque de secouer de délicats équilibres. Pour ce qui est des sultans, un recul de leur part les condamnerait progressivement à la condition des derniers Mérovingiens, acculés à la fainéantise par les maires du palais.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La préparation des élections législatives

Les patrons sont sceptiques sur les projets de la droite

Deux patrons sur trois (65 % contre 19 %) estiment que la droite n'a pas de véritable projet. A moins de trois mois des élections législatives, ce constat ressort d'un sondage Louis-Harris que publie le mensuel *Enjeux-les Echos* dans son numéro de janvier. Les plus sceptiques dirigent des entreprises d'au moins deux cents salariés et ils ont entre quarante ans et quarante-neuf ans.

Plus de la moitié (53 % contre 36 %) pensent que si le RPR et l'UDF remportent les législatives, ils conduiront une politique proche de celle de M. Pierre Bérégovoy. La proportion est encore plus importante (67 % contre 29 %) parmi les patrons des grandes entreprises.

Pour autant, il ne se trouve que 22 % des chefs d'entreprise pour souhaiter que le futur gouvernement «*maintienne la politique de rigueur du franc fort*» alors que 71 % attendent qu'il «*mène une politique de relance avec une baisse des taux d'intérêt*».

Forts de ces différentes appréciations, les patrons pensent que pour cette politique le meilleur premier ministre serait M. Edouard Balladur (38 %) devant MM. Raymond Barre (16 %), François Léotard (9 %), Jacques Chirac (6 %), Charles Pasqua (4 %) et Valéry Giscard d'Estaing (2 %). Ce sondage a été réalisé du 8 au 10 décembre 1992 auprès d'un échantillon national représentatif de quatre cent deux chefs d'entreprise.

Dans un autre sondage réalisé par la SOFRES pour *l'Expansion*, du 25 novembre au 9 décembre 1992 auprès de six cent vingt chefs d'entreprise, M. Bérégovoy reste le ministre le plus apprécié des patrons mais il voit s'effriter sa cote de confiance : 60 % contre 85 %, six mois auparavant, et 96 % en juin 1991, comme ministre de l'économie et des finances.

Au conseil des ministres

M. Dumas affirme avoir obtenu un accord pour que Sarajevo soit déclarée «ville ouverte»

Le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a indiqué, mercredi 6 janvier, au cours de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, que les trois présidents participant, à Genève, aux négociations de paix sur la Bosnie-Herzégovine lui avaient donné leur accord «*pour que Sarajevo soit déclarée ville ouverte*». M. Dumas, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermaz, a précisé qu'il venait d'envoyer une lettre au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, dans laquelle il insiste pour qu'un statut protecteur soit donné à Sarajevo.

Le ministre des affaires étrangères avait rencontré samedi à Genève le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, celui de la RFY (Serbie, Monténégro), M. Dobrica Cosic, et celui de Croatie, M. Franjo Tudjman. «*Ils m'ont donné leur accord pour que Sarajevo soit déclarée ville ouverte et que les forces qui l'encerclent soient repoussées à plus de 30 kilomètres de cette capitale*», a rapporté M. Mermaz, citant les termes de la lettre de M. Dumas à M. Boutros-Ghali.

Dans sa lettre, M. Dumas assure M. Boutros Ghali de la volonté de la France de poursuivre le travail «*au sein du Conseil de sécurité pour qu'une décision intervienne aussitôt que possible si la communauté internationale veut alléger les misères et les souffrances des populations civiles de cette région*», a dit M. Mermaz.

De son côté, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard a précisé que, dans sa lettre, M. Dumas «*insiste auprès de M. Boutros-Ghali pour que Sarajevo, dont la population a déjà tellement souffert ces derniers mois, puisse, au plus tôt, être déclarée pour ainsi dire ville ouverte, au bénéfice de sa population, par une démilitarisation, notamment des armes lourdes*».

Le grand marché européen

D'autre part, le ministre des affaires européennes, Mme Elisabeth Guigou, a estimé, devant le conseil des ministres qu'il fallait «*veiller à la régularité de fonctionnement du grand marché unique européen*», a rapporté M. Mermaz.

Mme Guigou, qui présentait une communication sur l'entrée en vigueur de ce marché depuis le 1er janvier, a insisté sur «*le fait que la réalisation du grand marché ne devait pas conduire à une certaine démobilisation mais qu'il fallait au contraire multiplier les efforts pour garantir son succès*». Elle a souligné qu'environ 95 % des actes communautaires nécessaires à la mise en place de ce marché étaient en vigueur et que la libre circulation des marchandises était assurée. Seuls quelques contrôles douaniers ont été maintenus pour certains produits sensibles (défense nationale, santé, patrimoine culturel, drogue).

M. Mermaz a insisté sur le fait que ce grand marché était un «*atout*» pour l'économie française, en soulignant, à titre d'exemple que les ventes d'automobiles devraient s'accroître, la firme PSA vendant déjà plus d'une voiture sur deux aux Etats de la Communauté, 3 % en Asie, 2 % en Afrique et 1 % aux Etats-Unis. Il a précisé que, pour Renault, les chiffres étaient comparables.

«Patron» des «casques bleus» en Bosnie

Le général Morillon reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 6 janvier a décidé d'élever au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Philippe Morillon, qui commande à Sarajevo les «casques bleus» (la FORPRONU renforcée pour la protection des convois humanitaires) en Bosnie. Il recevra sa quatrième étoile à compter du 1er février prochain.

[Né le 24 octobre 1935 à Casablanca et ancien élève de Saint-Cyr, Philippe Morillon, spécialiste de l'arme blindée, a notamment servi en Algérie et en Allemagne, avant de commander, entre 1980 et 1982, le 1er régiment de cuirassiers. Après plusieurs postes en état-major, il est, comme général de brigade, nommé à la tête de la 1re division blindée en 1989. Promu général de division en février 1991, Philippe Morillon devient chef d'état-major du général Cot commandant la 1re armée à Strasbourg. Il est appelé au début de 1992 à prendre les fonctions de numéro deux de la force des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie et, en octobre dernier, il est placé à la tête des «casques bleus» de Bosnie (FORPRONU et forces de protection des convois humanitaires).]

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Les défis de 1993» folioté de 23 à 30 et un cahier «Arts-Spectacles» folioté 31 à 38

Le numéro du «Monde» daté 6 janvier 1993 a été tiré à 480 506 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Le Monde des livres» : lectures d'hiver

Ce que les éditeurs proposent dans les mois à venir : romans, essais, histoire. *Le Secret*, le vingt-cinquième livre de Philippe Sollers : l'art de la guerre et le triomphe du style, mais aussi, et c'est étonnant, l'écriture de l'intimité. Nicole Zand a aimé *l'Homme flambé* de Michael Ondaatje, le Sri-Lankais du Canada, lauréat du Booker Prize 1992.

Chronologie

L'année 1992 en France et dans le monde.

Selon l'ambassade de Chine à Paris

Pékin a été informé de la vente de Mirage 2000-5 à Taïwan

La France a officiellement notifié à la Chine qu'elle avait autorisé la vente de Mirage à Taïwan, a annoncé, mercredi 6 janvier, un porte-parole de l'ambassade de Chine populaire à Paris : «*La société Dassault a signé avec Taïwan un contrat sur la vente de soixante Mirage 2000-5. Le gouvernement français nous a confirmé qu'il avait déjà décidé d'autoriser cette vente militaire*».

[Pékin avait protesté dès que la décision de Paris de vendre des Mirage à Taïwan avait été connue et avait pris des mesures de rétorsion, en particulier en demandant la fermeture du consulat-général de France à Canton et en interdisant de faire appel aux entreprises françaises pour le métro de cette même ville. La Chine n'avait pourtant pas eu le même comportement lors de la vente, également à Taïwan, de six coques de frégate de 3 000 tonnes en 1991. Le contrat des Mirage avec Taïwan est estimé à 2,6 milliards de dollars (environ 14 milliards de francs) non compris le soutien après-vente et la logistique sur plusieurs années. L'île nationaliste a déjà versé un premier règlement sur une banque à Paris.]

M. Gerald Corrigan quitte la présidence de la Réserve fédérale de New-York

Le président de la Réserve fédérale (Fed) de New-York, M. Gerald Corrigan, a annoncé, mardi 5 janvier, qu'il avait décidé de quitter son poste pour reprendre un emploi dans le secteur privé. M. Corrigan, cinquante et un ans, était l'un des financiers les plus influents travaillant pour le secteur public américain. Il restera à la tête de la Réserve fédérale de New-York jusqu'au 20 août.

M. Corrigan avait pris ses fonctions en 1985. A ce poste, il jouait un rôle clé dans la supervision des adjudications de bons du Trésor organisées pour refinancer la dette publique américaine. Il participait aux réunions de l'Open Market organisées toutes les six semaines au siège de la Fed à Washington pour déterminer la politique américaine en matière de taux d'intérêt.

Haute-Vienne : M. Marcel Rigout repart au combat

LIMOGES

de notre correspondant

Au nom de l'«Engagement pour changer à gauche», rendu public le mois dernier par plusieurs organisations de gauche et d'extrême gauche (*le Monde* du 5 décembre), d'anciens reponsables du Parti communiste seront candidats aux élections législatives dans les quatre circonscriptions de la Haute-Vienne : MM. Marcel Rigout, ancien ministre, conseiller régional ; Jacques Jouve, ancien député, adjoint au maire de Limoges ; Claude Charpentier, ancien adjoint au maire de Limoges ; Jean-Claude Fauvet, conseiller général.

Sous le sigle SEGA (Solidarité écologie gauche alternative), ces quatre candidats bénéficient de l'appui de diverses dissidences communistes (Refondation, Refondateurs communistes, ADS), de l'Alternative rouge et verte, de la Ligue communiste révolutionnaire (dont l'un des militants départementaux, M. Daniel Clerembeaux, sera candidat suppléant) et de diverses personnalités sans étiquette.

Le Mouvement des citoyens en sera absent, car ses adhérents locaux ne veulent pas présenter de candidats contre les quatre sortants socialistes.

M. Rigout, qui a présenté les huit candidats et suppléants à la presse, mardi 5 décembre, a annoncé de semblables candidatures dans la Creuse et en Corrèze. Pour l'ensemble de la France, a-t-il précisé, il y aura des candidats solidaires de l'«Engagement pour changer à gauche» dans deux cents à deux cent cinquante circonscriptions.

Certains, comme M. Jacques Combasteil, refondateur, maire de Tulle (Corrèze), seront également soutenus par la fédération communiste de leur département. «*Nous ne sommes pas candidats contre le PCF, mais pour combler le vide laissé par le PCF*», a dit l'ancien ministre. *D'ailleurs, nous ne présenterons pas de candidat là où il y a des sortants communistes.*» Quant au PS, a-t-il ajouté, «*il doit savoir qu'après le premier tour, il n'y aura pas de désistement automatique*».

GEORGES CHATAIN

Quinze jours avant son départ du pouvoir

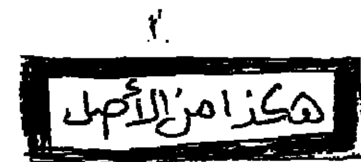
Le «nouvel ordre mondial» selon le président Bush

Dans un discours prononcé devant l'Académie militaire de West Point, mardi 5 janvier, le président George Bush a résumé ce que devait être, à ses yeux, le rôle des Etats-Unis dans le monde incertain de l'après-guerre froide : assurer un «*leadership*» international sans devenir les «*gendarmes du monde*», quitte à recourir parfois à un «*usage sélectif de la force militaire*».

«*A l'étranger comme chez nous, personne ne souhaite que nous jouions ce rôle* (de gendarme du monde). (...) *Nous nous épuiserions à la tâche*», a-t-il déclaré dans son allocution en forme de testament politique, quinze jours avant son départ du pouvoir. Il «*incombe*» toutefois aux Etats-Unis, devenus la seule superpuissance mondiale, «*de rassembler leurs ressources morales et matérielles*» pour promouvoir ce «*nouvel ordre mondial*», dans lequel «*les gouvernements seront démocratiques et libres, déterminés à résoudre pacifiquement les différends qui ne peuvent manquer de surgir*». «*C'est notre responsabilité de montrer le chemin, personne d'autre ne peut le faire*», a-t-il estimé.

Ce leadership «*implique, à certains moments, la volonté de recourir à la force militaire*», a poursuivit M. Bush, citant les interventions au Panama, dans le Golfe puis en Somalie. «*User de la force militaire peut être efficace lorsque aucune autre politique n'est susceptible de l'être*», a-t-il ajouté. Le président sortant a estimé que les alliés pouvaient apporter une contribution militaire ou financière à cet effort, notamment «*lorsque leurs intérêts sont en jeu*». Il a ajouté que, idéalement, l'usage de la force devait être décidé «*de concert*», mais que cet accord, quoique souhaitable, ne devait pas être «*un préalable absolu*». Citant le cas de l'ex-Yougoslavie, il a estimé que, «*jusqu'à présent, on ne peut dire clairement que l'usage limité de la force aurait les effets désirés, vu la complexité de la situation*». – *(AFP, Reuter, UPI.)*

□ **PHILIPPINES : la guérilla communiste souhaite relancer les discussions avec le gouvernement.** – Le dirigeant communiste en exil Jose Maria Sison a lancé un appel en faveur de la reprise des négociations de paix avec le gouvernement philippin, dans une déclaration reçue, mercredi 6 janvier, à Manille. Il a estimé que «*les discussions exploratoires pour des négociations bilatérales formelles en vue de la paix entre le Front démocratique national* (NDF, communiste) *et le gouvernement*» peuvent reprendre. Les premières discussions avaient eu lieu en septembre dernier à La Haye. – *(AFP.)*



LES DEFIS DE 1993

FRANCE

Chantier

L'ANNÉE 1992 fut morose et 1993 s'annonce terne. Où que les regards se tournent, ils ne peuvent fixer que conflits, injustices, désillusions. L'Est, où le système communiste s'est brisé en mille morceaux, cherche ses voies entre l'épreuve des libertés et les tentations autoritaires. L'Ouest ne parvient pas à associer richesses et équité. L'Europe en état de langueur se construit sans vrai soutien des opinions. Le Japon a perdu de sa superbe économique. La Chine comme l'Inde, géants démographiques, sont empêtrées dans des cultures de l'immobilisme. Les pays arabes sont travaillés par un islamisme régressif. L'Afrique noire est le continent des désastres.

Dans ce monde peu gai, la France peut-elle se consoler en se trouvant, par l'exercice des comparaisons, des raisons de mieux-être ? Pas même : elle se sent lasse, confrontée à une fin de règne qui n'en finit pas, et se prépare à une alternance dont ses propres bénéficiaires n'attendent pas de miracles. C'est peut-être que, par une mystérieuse correspondance, l'état mental et social du pays est la répétition – sur d'autres plans – de ce qui se passe à l'Est : mitage, particularismes, puzzle.

Marquer son territoire

La société française est comme un vaste territoire où chacun tenterait de marquer le sien afin de s'abriter des misères du temps. Les grandes institutions chargées de faire le lien, de faire circuler le sentiment d'appartenance, de produire une identité commune, sont toutes invalides.

L'Etat a pâti de son incapacité à contenir le chômage, ce qui était pourtant le premier projet de celui qui le dirige depuis 1981 et expliqua son succès d'alors. La justice a perdu une part de son autorité, soit que son indépendance ait été malmenée soit, tout simplement, que les aléas du tout-médiatique en aient fait un sujet de polémique, chaque vaincu d'un procès ayant désormais la possibilité de dénoncer devant le peuple assemblé les méfaits de son juge. L'armée, avec son petit service « minimum », ne brasse plus la société et, devenue technicienne, décourage jusqu'à l'antimilitarisme de naguère. L'école, creuset des projets, est la gare de triage des inégalités et de l'irrattrapable. Les Eglises sont moins écoutées à mesure qu'elles deviennent moins péremptoires.

Alors les Français – et les immigrés – se cherchent seuls. Dans les banlieues qui, sans égaler encore les ghettos des grandes villes américaines, ressemblent trop souvent à des zones de non-droit, de non-vie, de non-sens. Dans les villes elles-mêmes où les méfaits de l'entassement, du bruit et de la fureur vont toujours plus vite que les décisions prises pour les conjurer. Dans les campagnes vidées de leur substance active et qui tendent à devenir des musées naturels pour estivants.

Une crédibilité retrouvée

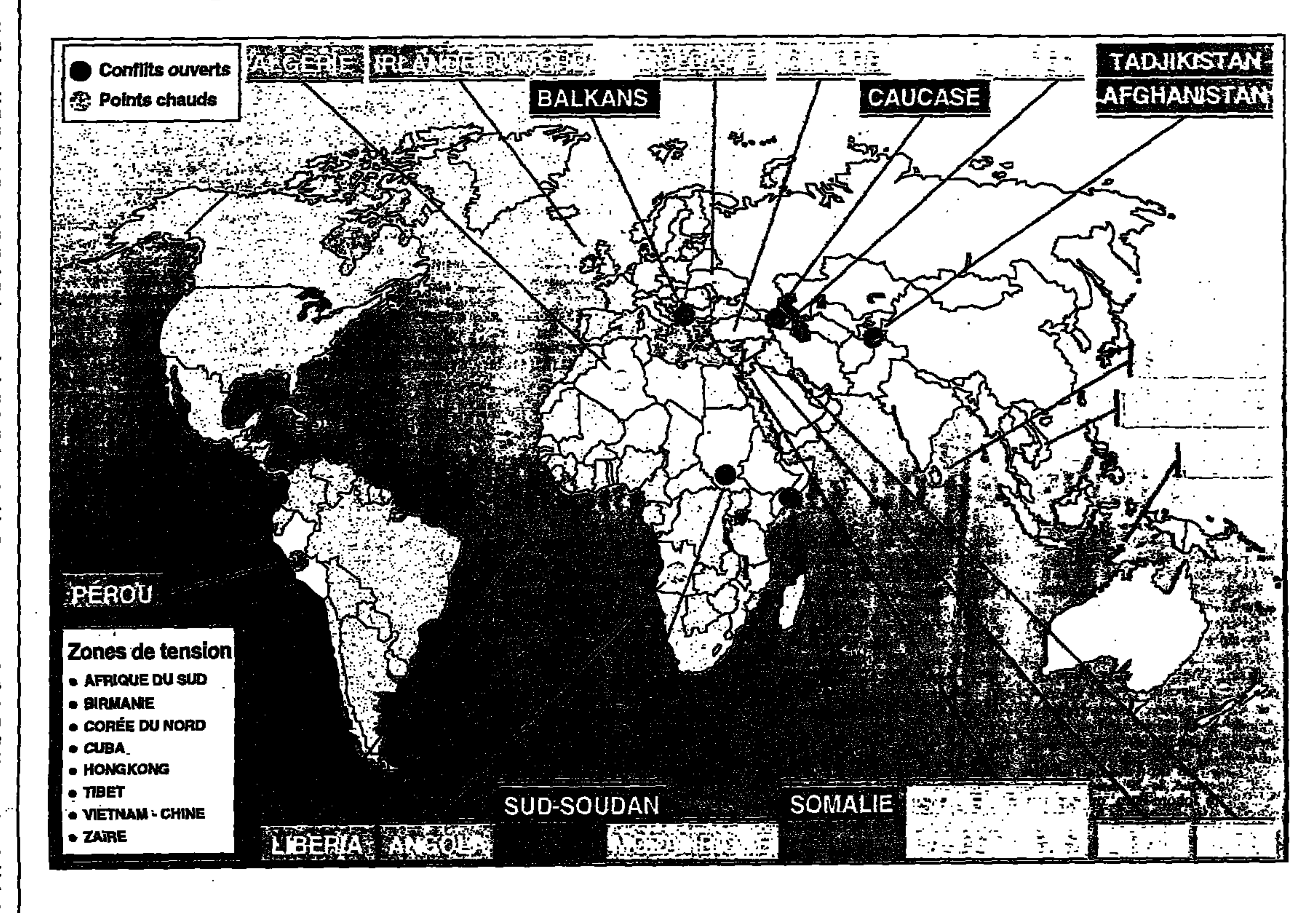
Mitage social : l'érosion du syndicalisme s'accompagne d'un écheveau de catégories dont les explosions momentanées sont insaisissables et surprennent les responsables avec constance. Mais aussi, et surtout, relâchement du sentiment d'utilité pour les inemployés – jeunes ou plus très jeunes, – aggravation de la réalité de l'exclusion pour les pauvres (plus pauvres et plus nombreux) et que le RMI, pansement social, empêche seulement de crever de faim.

Si les institutions faillissent à retrouver un rôle dirigeant, à étayer la société de balises et à lui fournir des raisons d'être ensemble, il ne faut pas s'étonner de voir la France aborder cette fin de millénaire dans un mélange de doutes, de peurs et d'égoïsmes. Le seul espace communautaire du pays, à part sa langue – malmenée par les vents d'ouest – est la télévision, dirigée par la triple alliance de l'audience, du vedettariat et de l'inessentiel. Alternance ou pas, la recherche d'un lien social, fondé sur la crédibilité retrouvée de ce que l'on appelait jadis « les autorités », devrait être le grand chantier de 1993.

Bruno Frappat

CONFLITS

Les points chauds de la planète



MONDE

L'ONU, Gulliver empêtré

JAMAIS le drapeau des Nations unies n'aura flotté sous tant de cieux qu'en ce début d'année. Quelque quarante mille « casques » ou « bérets » bleus servent sur tous les continents, dont près de la moitié au Cambodge. Depuis qu'elle a retrouvé une seconde jeunesse dans les décombres de la guerre froide, l'ONU est une entremetteuse trop sollicitée. En quatre ans, elle a lancé autant d'opérations – treize – qu'au cours des quarante années précédentes.

Priée d'éteindre tous les incendies de l'après-communisme, l'ONU se dépense – et dépense – de plus en plus (3 milliards de dollars en 1992). A New-York, dans le Saint des Saints, le Conseil de sécurité siège désormais en quasi-permanence. Victime de la confiance flatteuse mise en elle, l'ONU ouvre de nouveaux chantiers sans fermer les plus anciens (elle est présente à Jérusalem depuis 1948, au Cachemire depuis 1949, à Chypre depuis 1964).

« On demande trop à l'ONU », constate son secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali. La guerre du Golfe – et son épilogue kurde – avaient consacré son retour en grâce, aux yeux d'une communauté des nations toujours plus nombreuse (179 Etats membres). La contagion des conflits, dans le nouveau désordre ambiant, souligne maintenant les limites de son action. L'ONU ressemble souvent à un Gulliver empêtré dans des missions trop complexes ou trop imprécises. Faute d'argent, de consignes claires et surtout de volonté politique.

Consolider ou à défaut maintenir

Quoique liés le plus souvent à des guerres civiles, et non plus à des affrontements entre Etats, les grands défis d'aujourd'hui – migrations forcées, répression des minorités, famine – suscitent une réponse internationale. Ainsi l'ONU se retrouve-t-elle, un peu partout, en première ligne, tandis que sa mission ne cesse de se diversifier. Elle se bornait jadis à s'*« interposer »* entre ex-belligérants, puis à préserver le cessez-le-feu, par la dissuasion (Sud Liban, Golan). Maintenir la paix et, si possible, la consolider. Depuis quelques années, il s'agit de mille autres choses : déminer les routes, favoriser le rapatriement des réfugiés, reconstruire certaines infrastructures, permettre une relance de l'économie (Cambodge), contrôler la démobilisation des soldats (Angola, Cambodge), surveiller la bonne tenue des élections (Namibie, Angola, Cambodge), rétablir l'ordre en désarmant, si besoin, les fauteurs de troubles, faciliter la distribution de nourriture (Somalie), escorter des convois humanitaires (Bosnie), former une force de police (El Salvador).

On demande aux hommes de terrain d'exercer en même temps une foule de métiers : soldats, gendarmes, administrateurs, diplomates, travailleurs sociaux. Les observateurs sont devenus acteurs. Avant de maintenir la paix, ils doivent la rétablir, voire l'imposer. A rôle nouveau, règles nouvelles, car maintenir et imposer la paix sont deux tâches distinctes, qu'on ne peut longtemps concilier.

Contraints à la retenue et au sang-froid, les « casques bleus » d'hier étaient soumis au strict rituel de la légitime défense. En vertu de quoi, en Bosnie, la mort de soldats français – et de pilotes italiens – est restée impunie. Aujourd'hui, les règles de déclenchement du feu ont changé. Les militaires ont un droit de riposte contre quiconque leur interdit par les armes de mener à bien une mission autorisée par le Conseil de sécurité.

Au Cambodge, c'est le mandat lui-même de l'ONU qu'il faut modifier pour permettre à celle-ci d'empêcher le torpillage des accords de paix par les Khmers rouges. Faute de quoi, les soldats risquent de devenir otages, dès maintenant au Cambodge – où les enlèvements de « bérets bleus » pendant quelques heures ou quelques jours se multiplient – et demain plus encore en Bosnie.

Pour avoir nourri partout trop d'espoirs, l'ONU ne pouvait que décevoir, ici et là. A côté d'un succès durable – en Namibie – combien de succès précaires (Kurdistan), d'échecs provisoires (Angola), ou de missions en panne (Cambodge). Sans parler des absences coupables (Soudan, Libéria). En Croatie, elle dut renoncer à ses objectifs initiaux : le désarmement des milices et le retour des réfugiés. Les vieux maux de l'ONU l'affligent encore : lenteur, bureaucratie, opacité (la grande « maison de verre » n'est pas si transparente). L'acheminement au Cambodge du gros des troupes de l'ONU a pris près de six mois. Et il fallut attendre de longues semaines avant qu'elle réagisse publiquement aux massacres et aux sévices infligés aux détenus civils bosniaques au nom de la *« purification ethnique »*, cet intolérable euphémisme.

Et que dire de la Somalie, que l'ONU déserta – comme tout le monde – laissant un trop lourd fardeau aux organisations humanitaires ! Revenue enfin à Mogadiscio, elle se signala surtout, pendant des mois, par l'inefficacité de ses soldats, trop peu nombreux pour rétablir un semblant d'ordre. En autorisant le 3 décembre dernier une opération humanitaire multinationale sous commandement américain, l'ONU avouait son impuissance. Les Etats-Unis sont intervenus en Somalie... par défaut. Et aujourd'hui, Boutros Boutros-Ghali exhorte l'Amérique à ne pas rapatrier les « marines » avant qu'ils aient désarmé les milices somaliennes ou *« donné à l'ONU les moyens de le faire »*, une tâche qui ne leur était pas assignée explicitement par le Conseil de sécurité.

Quand partir en effet ? Comment éviter à la fois l'enlisement et le retrait prématuré ? Peut-on abandonner un pays malade au stade « post-opératoire » ? Qui prendra la relève et dans quelles conditions ? A supposer l'urgence résolue en Somalie, restera l'essentiel : ressusciter un pays – dût-il être amputé du Nord – reconstruire l'économie, apaiser les haines. L'Etat somalien, que les clans et sous-clans mirent tant d'ardeur à ruiner, ne renaîtra pas du jour au lendemain.

Faudra-t-il envisager, comme le chef de la diplomatie britannique, M. Douglas Hurd, de redonner vie au Conseil de tutelle, cet organisme de l'ONU qui – ironie de l'Histoire – régenta, entre autres territoires, les deux anciennes colonies, anglaise et italienne, ayant formé en 1960 la Somalie indépendante ? Ce serait confier à l'ONU un *« rôle impérial »* inédit, en la priant de protéger la renaissance d'un Etat naufragé. En Bosnie, il est vrai, on attend encore plus de l'ONU : sauver un pays de la mort.

La solution militaire, fût-elle « onusienne », n'est qu'un ultime recours, inapte à régler les conflits politiques. Encore faut-il décider où et quand intervenir. Une chose est sûre : depuis le drame des Kurdes d'Irak, la « non-ingérence » dans les affaires d'autrui n'est plus une loi d'airain des relations internationales. *« Le temps de la souveraineté absolue et exclusive est révolue »*, reconnaît Boutros Boutros-Ghali. Ainsi l'ONU assouplit sa doctrine, en faisant sienne sinon le *« devoir d'ingérence humanitaire »* cher à Bernard Kouchner, du moins le *« droit d'assistance »* qui légitime ses interventions, de l'Irak à la Somalie.

La volonté des grandes puissances

Pour l'ONU, si démunie dans l'urgence, mieux vaut prévenir que guérir. D'où le souci de Boutros Boutros-Ghali de mettre en œuvre une *« diplomatie préver..ive »* qui aurait pour bras armé une *« force d'imposition de la paix »*, constituée d'un contingent de réserve prêt à intervenir rapidement à tout moment et regroupant des volontaires disposés à prendre des risques. Cette « armée de l'ONU » restera-t-elle une simple chimère ? Pour l'instant, les Etats-Unis, partenaires indispensables à l'opération, rejettent l'idée de placer en permanence certains de leurs soldats sous un commandement « onusien ».

Dans cette affaire, comme pour d'autres, le sort des réformes souhaitées par le secrétaire général de l'ONU dépend surtout de la volonté collective des grandes puissances. Loin d'être le chef d'un « gouvernement mondial » illusoire, puisque dépourvu d'un vrai pouvoir de contrainte, Boutros Boutros-Ghali reste au service du Conseil de sécurité, comme le veut la Charte de l'ONU. Aujourd'hui comme hier, il a pour arme ultime sa force de persuasion.

Jean-Pierre Langellier

NÉGOCIATIONS

Enfin la paix au Proche-Orient ?

C'ÉTAIT déjà l'un des « défis » de 1992 – tout au moins dans son volet palestinien – et la paix au Proche-Orient demeure l'un de ceux de 1993. Mais, étant donné les très petits pas réalisés dans les négociations israélo-arabes, rien ne garantit que ce « défi » sera relevé dans les douze prochains mois.

A ce stade, fixer des délais à la pacification d'un Proche-Orient déchiré depuis quarante-quatre ans par un conflit sanglant relève un peu de la méthode Coué, comme en témoignent les « professions de foi » des uns et des autres. Ainsi, en est-il de cette déclaration du premier ministre israélien, Itzhak Rabin, qui *« persiste à croire que les négociations de paix aboutiront à des accords »* dans le courant de l'année, *« sinon avec toutes les délégations, du moins avec une partie d'entre elles »*, et de celle du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, qui pense qu'*« avec une volonté politique, avec une imagination politique, avec un peu de chance, c'est possible. Et si cela n'avait pas lieu en 1993, peut-être alors en 1994 »*.

A Washington, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, Edward Djerejian, pourtant si proche des négociateurs et des difficultés des pourparlers, est convaincu que *« 1993 peut être une année de véritable succès »*, la question n'étant *« pas de savoir si le verre est à moitié plein ou à moitié vide... mais s'il est en train de se remplir »*.

Et pourtant, sans vouloir minimiser les progrès accomplis, 1992 aura démontré, si besoin en était, combien longue et complexe est la négociation qui n'a même pas permis d'aboutir à la conclusion – pourtant prévue pour novembre dernier, en vertu de la lettre même d'invitation aux pourparlers – d'un accord israélo-palestinien sur le statut transitoire des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. S'il est vrai que le gouvernement d'Itzhak Shamir en Israël ne facilitait pas les choses, les pourparlers ont à peine avancé depuis l'avènement du cabinet Rabin en juin 1992.

Actions extrémistes

On pourra toujours objecter que les Etats-Unis – maîtres d'œuvre et arbitres de la négociation – étant alors pratiquement entrés en campagne présidentielle, avaient quelque peu relâché leur vigilance et que les parties intéressées étaient d'autant moins pressées de progresser qu'elles préféraient attendre de voir qui serait le futur occupant de la Maison Blanche. L'explication est vraie mais un peu courte.

Schématiquement, à l'issue de la septième session, le 17 décembre à Washington, les négociations bilatérales israélo-arabes achoppaient sur les questions suivantes : les Israéliens ont proposé aux Palestiniens un projet morcelant les territoires occupés en zones juives et arabes, les premières demeurant sous juridiction israélienne, et les secondes passant sous administration palestinienne, les terres non exploitées ou se trouvant entre les implantations israéliennes et les localités arabes devant être placées sous administration conjointe. Pour les Palestiniens, cela *« légitime l'occupation »* et empêche la création, à terme, d'un Etat palestinien, qui demeure l'objectif ultime.

Il va sans dire qu'outre ces divergences de fond, les actions des extrémistes palestiniens hostiles au processus de paix, ou des initiatives telles que la récente expulsion par Israël de 415 Palestiniens, risquent de fragiliser encore davantage le processus de paix. Les Palestiniens, pour leur part, mais aussi nombre de responsables occidentaux, tel le président François Mitterrand, pensent en revanche que l'amorce d'un dialogue entre l'Etat juif et l'OLP pourrait favoriser un déblocage.

Entre Israël et la Syrie, la glace a été enfin brisée, le président Hafez el-Assad évoquant la possibilité d'un accord de paix avec l'Etat juif, lequel n'exclut plus un compromis sur le Golan – pourtant annexé en 1981. Hormis ces déclarations d'intention, les pourparlers – du moins ce que l'on en sait, la rumeur faisant état d'une entente plus élaborée – n'ont pas concrètement progressé.

Les réfugiés, l'eau, le désarmement

Avec le Liban, c'est pratiquement un dialogue de sourds, mais il est généralement admis qu'un déblocage avec la Syrie en entraînerait *ipso facto* un autre avec Beyrouth. Israël a enfin élaboré avec la Jordanie un ordre du jour des négociations qui bute sur la question de Jérusalem-Est.

Mais la paix suppose que soient également réglées, ou commencent à l'être, des questions aussi diverses que le problème des réfugiés, du partage des ressources en eau, du désarmement, etc. Vaste programme confié à des groupes de travail multilatéraux où la présence de parties extérieures au conflit est censée apporter à la fois le savoir-faire et une certaine objectivité.

Mais nul ne se fait d'illusions à court terme à ce niveau-là, et, à ce jour, les réunions ressemblent davantage à des séminaires qu'à des négociations. Il demeure que, depuis l'avènement du gouvernement Rabin, Israël a accepté pour la première fois de siéger avec des Palestiniens de la diaspora.

De nouveaux rendez-vous de travail devraient être pris une fois que le président élu américain, Bill Clinton, aura pris ses fonctions. Quel que soit le professionnalisme du secrétaire d'Etat désigné, Warren Christopher, il lui manquera indiscutablement, au moins dans un premier temps, la parfaite maîtrise du dossier du Proche-Orient acquise par son prédécesseur, James Baker, véritable artisan du processus de paix mis en chantier à Madrid à la fin du mois d'octobre 1991.

Mouna Naïm

Les relations Vatican-Israël

L'ANNÉE 1993 sera-t-elle celle de la reconnaissance pleine et entière d'Israël par le Saint-Siège ? Des relations amicales existent entre le Vatican et les dirigeants de l'Etat hébreu. Depuis Golda Meir, les responsables israéliens ont coutume de rendre visite au pape. Shimon Pérès, chef de la diplomatie, a été reçu en octobre 1992 par Jean-Paul II. Mais des relations diplomatiques formelles, d'une forte portée symbolique, n'ont pas encore été conclues entre Rome et Jérusalem.

Un pas a été fait quand, à la fin juillet 1992, une commission bilatérale réunissant des représentants d'Israël et du Vatican a été mise sur pied. Deux sessions de travail ont eu lieu à Rome et à Jérusalem. Mais si les dirigeants israéliens laissent entendre qu'une reconnaissance officielle par l'Eglise pourrait intervenir dans les mois à venir, à la secrétairerie, les diplomates de Jean-Paul II semblent beaucoup moins pressés.

Ils ne sont pas hostiles à l'échange de « représentants permanents » entre les deux capitales, qui serait imminent (*le Monde* daté 27-28 décembre 1992), mais ils lient la pleine reconnaissance d'Israël, ainsi que celle des Etats arabes voisins, comme la Jordanie, aux progrès des négociations de paix. Porte-parole des aspirations des minorités chrétiennes de la région, Rome place toujours comme préalables à l'établissement de relations formelles avec Jérusalem une avancée décisive en faveur du règlement de la question palestinienne, ainsi que la définition d'un statut particulier pour la ville de Jérusalem, garantissant le libre accès aux Lieux saints.

A ces conditions seulement, et dans une région pacifiée, Jean-Paul II pourrait se rendre en Israël, comme il en a exprimé le vœu, et où il a été à nouveau invité par Shimon Pérès, renouvelant ainsi le premier pèlerinage effectué en Terre sainte par un pape (Paul VI). Mais c'était en 1964, avant la guerre de six jours et l'annexion de Jérusalem...

Henri Tincq

ISLAM

La poussée du « messianisme sectaire »

LA lecture du Coran pouvait-elle adoucir leurs épreuves ? A peine installés, sous des abris de fortune, dans une sorte de zone-tampon entre Israël et le Liban, les 415 Palestiniens, bannis de Gaza à la mi-décembre, se sont vu distribuer, entre autres secours, un exemplaire du Livre saint. Ces proscrits, pour la plupart militants ou sympathisants du mouvement intégriste Hamas, entendaient ainsi manifester qu'ils sauraient se jouer de tous les obstacles placés sur leur chemin et installer, bien plus tôt que prévu, le royaume d'Allah sur terre.

Est-ce à dire que le Coran soit, aujourd'hui, plus lu qu'il ne l'a jamais été et mieux assimilé ? Il est clair, en tout cas, que, d'un bout à l'autre du monde musulman, les disciples d'Allah font effort de pratique, qu'il s'agisse de fréquenter la mosquée ou de jeûner pendant le ramadan. Il est clair aussi qu'autour des enseignements du Prophète la querelle des Anciens et des Modernes s'est singulièrement avivée, les partisans d'un *« messianisme sectaire »*, selon l'expression de M. Mohammed Harbi, historien algérien, semblant gagner en autorité sur les seconds.

Fait religieux ou fait de société ? On serait tenté de préférer la seconde hypothèse à la première. L'intégrisme, cet *« islam entâché de régression romantique* (1) *»*, paraît se bâtir sur les ruines des vieilles idéologies – et d'abord du marxisme – auxquelles s'accrochaient les plus démunis et qui brisaient le fatalisme de leur misère. Pour rebondir, ce fondamentalisme, porteur d'identité, se pare des vertus du nationalisme redécouvert maintenant qu'est révolue l'époque des indépendances. La libération des esprits prend ainsi le pas sur la libération d'un territoire.

Cette *« guerre sainte »*, les intégristes en entretiennent la flamme en dénonçant les agressions multiformes de l'Occident *« mécréant »* contre le monde musulman. Ainsi, se sont-ils employés à présenter comme sacrilège l'opération « Tempête du désert » dans le Golfe, au début de 1991. Ils s'efforcent, aujourd'hui, d'assimiler l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie à une entreprise de perversion culturelle. Et il n'est pas jusqu'à *« l'indifférence »* témoignée par l'Europe et les Etats-Unis pour le sort des Musulmans de l'ex-Yougoslavie qui ne soit exploitée pour démontrer que toutes ces *« mauvaises actions »* s'intègrent dans un plan de reconquête du terrain gagné par l'islam.

Lieux et circonstances

On a tout de même un certain mal à croire que les intégristes soient sur la défensive. On les sait et on les voit, au contraire, un peu partout à l'œuvre avec la bénédiction, et souvent le concours, de l'Iran, puissance tutélaire. Au Liban, le Hezbollah milite pour la déconfessionnalisation du système politique tandis que, dans les territoires occupés par Israël, le Hamas, hostile à l'attitude *« capitularde »* de l'OLP, s'ingénie à torpiller les négociations de paix en cours.

Les « fous de Dieu » adaptent leur stratégie aux lieux et aux circonstances. Dans un pays qui, comme l'Algérie, a tenté, il y a un an, une ouverture démocratique, ils ont joué le jeu et raflé la mise pour se poser en victimes dès lors que, en plein désarroi, leurs adversaires ont annulé la partie électorale. En revanche, dans un pays qui, comme l'Arabie saoudite, en est encore un peu à l'âge de pierre en matière de mœurs démocratiques, les docteurs de la loi haussent aujourd'hui le ton pour réclamer des réformes en profondeur, contraignant le roi Fahd à sortir de sa réserve pour critiquer l'utilisation des chaires des mosquées comme tribunes politiques.

De l'Asie ex-soviétique jusqu'au Sahel, les intégristes font parler d'eux, utilisant, pour transmettre la bonne parole, les missionnaires et les cassettes, voire, si besoin est, le langage des armes. Là, au Tadjikistan, pour disputer avec férocité le pouvoir aux anciens communistes, et ici, au Niger, pour réveiller ceux qui pratiquent trop mollement leur religion. Pour autant, ce serait aller vite en besogne que d'évoquer, par souci tactique de dramatiser la situation, l'existence d'une *« Internationale islamique »*, comme si tout était très savamment orchestré.

Qui sème le vent récolte la tempête. Les apprentis sorciers ont fini par tomber dans le piège qu'ils avaient tendu aux islamistes. Ainsi, le pouvoir en Algérie, depuis l'époque du président Houari Boumediene, a cherché à renforcer sa légitimité en flattant l'ego des « barbus » qui, sans se laisser abuser, ont profité des circonstances pour asseoir leur influence. Il fut un temps aussi où le gouvernement israélien, aux prises avec les *« terroristes »* de l'OLP, ne voyait pas d'un mauvais œil l'émergence d'un mouvement islamiste qui, maintenant baptisé Hamas, tente de lui barrer la route d'une paix négociée.

Toutes divergences cessantes, les pays les plus immédiatement exposés au « péril vert » s'efforcent de faire front commun. Une sorte d'axe Alger-Tunis-Le Caire est en train de se mettre en place. Mais une politique de répression, si nécessaire soit-elle, ne peut, à elle seule, juguler pareille menace. Pour vaincre l'apathie de la population dont se plaignent les gouvernants, il faudrait lui proposer un véritable contre-projet, lui offrir cette petite part de rêve qui nourrit l'espoir d'un mieux-vivre.

Jacques de Barrin

(1) *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens*, de Mohammed Harbi. Arcantère éditions, 8, passage de la Folie-Régnault, 75001, Paris. 247 pages. 120 francs.

AFRIQUE

Bâtir des Etats

DÉSARMER les factions, puis encourager la reconstruction de l'Etat. Telle est la tâche que la communauté internationale devrait s'assigner en Somalie, une fois l'aide alimentaire distribuée, pour éviter que le pays ne continue de s'enfoncer dans le chaos. Car les images de famine, qui ont ému l'opinion mondiale au point de provoquer l'opération « Restore hope », ont pour principale origine la déliquescence des structures étatiques dans les pays sous-développés.

C'est la lutte pour le pouvoir qui a provoqué le désastre en Somalie, une guerre entre clans ayant succédé à une guerre contre un dictateur. Le scénario, poussé ici à son extrême, n'est pas unique sur le continent.

Trente ans après les indépendances, les dictatures africaines tombent une à une, laissant la place, au mieux, au vide politique, au pire, à des conflits. D'un bout à l'autre du continent, l'intervention de la communauté internationale est espérée. Au Tchad, au Togo, au Zaïre, les populations rêvent d'une force-tampon étrangère qui viendrait les protéger contre les exactions de régimes militaires finissants. L'ONU, déjà partie prenante au Mozambique et en Angola, est sollicitée au Libéria, où la guerre civile entreprise en décembre 1989 contre le dictateur Samuel Doe (aujourd'hui décédé) n'en finit pas. Dans le sud du Soudan, c'est un véritable génocide qui est en cours, le régime pro-islamique de Khartoum décimant les populations chrétiennes et animistes dans l'indifférence générale.

Indépendantistes casamançais au Sénégal, Touaregs au Mali et au Niger, rebelles afars à Djibouti, Tutsis au Rwanda, indépendantistes du Cabinda (en Angola)..., les mouvements armés sont légion, combattant des Etats mal assis. Ceux-ci, comme les autres, attendent toujours plus de l'Occident. Partout, les systèmes d'éducation et de santé se détériorent, alors que la démographie annonce l'émergence de jeunes générations pléthoriques.

Le regard reste tourné vers les anciennes puissances coloniales, et celles-ci n'ont pas perdu espoir. Depuis trois ans, un mot les fait vibrer : « démocratie ».

Reste à trouver les moyens de mettre en œuvre ce qui, dans bien des cas, n'est encore qu'un mot magique.

Marie-Pierre Subtil

Le premier synode du continent

POUR l'Eglise catholique, 1991 avait été l'année de l'Europe, avec le premier synode au complet des évêques du Vieux Continent. 1992 a été celle de l'Amérique latine avec la célébration par le pape, à Saint-Domingue, du cinquième centenaire de l'évangélisation du continent.

1993 sera celle de l'Afrique, où le pape doit se rendre pour la huitième fois en février (au Bénin, en Ouganda et surtout au Soudan) et où devrait se tenir une première session du synode des évêques du continent noir. C'est en 1987 que Jean-Paul II avait convoqué cette rencontre sans précédent, donnant ainsi partiellement satisfaction aux partisans du « concile noir » réclamé par des théologiens africains progressistes.

Cinq grands thèmes ont été dégagés dans la phase préparatoire du synode : le dialogue avec l'Islam ; l'inculturation, c'est-à-dire la manière d'exprimer sa voix dans un contexte culturel africain ; les questions liées au développement et à la paix ; les conditions de l'évangélisation du continent ; la communication. Trente conférences épiscopales, sur trente-quatre, ont déjà répondu au questionnaire adressé par Rome.

Ni le lieu du synode ni le nombre des sessions n'ont encore été déterminés. Les épiscopats d'Afrique de l'Est ont déjà fait savoir qu'ils ne comprendraient pas qu'il ait lieu en dehors de la « marmite africaine ». Certains se prennent à rêver que trois sessions aient lieu dans chaque zone linguistique de l'Afrique : à Luanda ou à Maputo (zone lusophone), à Abidjan ou à Yamoussoukro (zone francophone), et à Nairobi (zone anglophone). Des considérations financières et politiques compliquent sans doute le choix du lieu.

Les Eglises du continent comprendraient mal que ce synode ait lieu à... Rome, comme le veut la tradition centralisatrice du catholicisme, et qu'il n'ait qu'une session.

H. T.

AFRIQUE DU SUD

Espoirs et dangers

« POUR peu que Dieu y consente », comme l'affirmait, il y a quelques jours, le président De Klerk dans son traditionnel message de Noël, l'Afrique du Sud surmontera ses difficultés au cours de l'année nouvelle. Si elle veut tout à la fois répondre à la requête présidentielle et aider un pays qui explore avec difficulté les voies de l'avenir, la divine Providence, en tout cas, ne devra pas marchander son soutien.

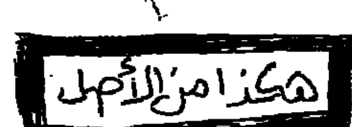
Il y a un an, tous les espoirs en une transition pacifique et maîtrisée vers la démocratie semblaient permis. Douze mois plus tard, les perspectives sont plus sombres, tant pèsent les contraintes politiques, économiques et sociales résultant de quarante ans d'apartheid.

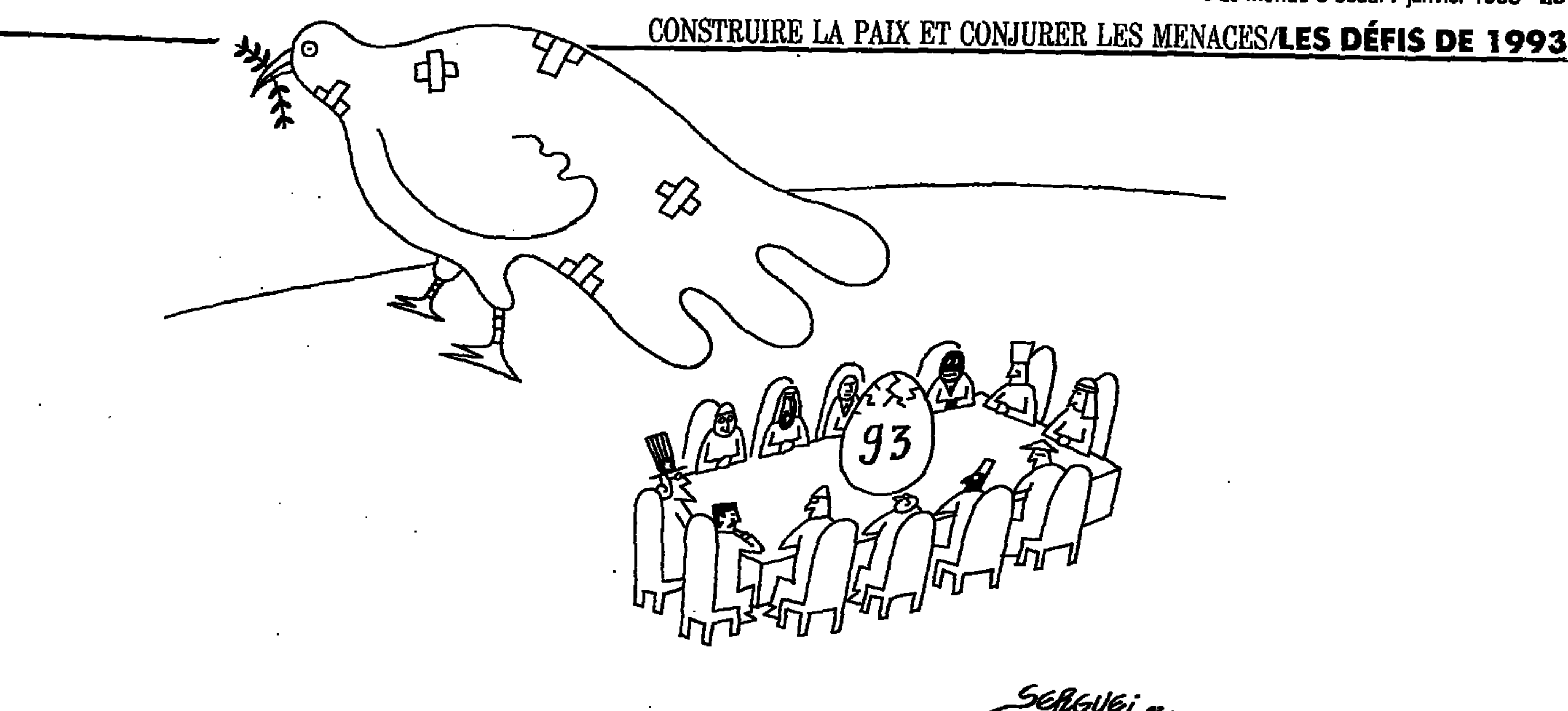
Encore que la date ne soit pas fixée, 1993 devrait normalement être l'année des premières élections multiraciales dans l'histoire du pays, suivies de la formation d'un nouveau gouvernement avec la participation de représentants de la communauté noire. Exception faite de l'extrême droite, tous les acteurs politiques s'accordent sur la nécessité d'un tel processus. Ils sont cependant loin d'être unanimes sur les conséquences qu'il faudra en tirer et encore moins sur le rythme des futures réformes.

Pour les uns, dont l'ANC de Nelson Mandela, la prochaine consultation électorale devrait désigner une Assemblée constituante maîtresse de son ordre du jour et de ses pouvoirs ; pour les autres, dont le gouvernement de Frederik De Klerk, les élections seront l'aboutissement de négociations multilatérales préalables destinées à encadrer les travaux de la future Assemblée. Ces deux points de vue, visiblement contradictoires, semblent cependant avoir évolué au cours de négociations qui ont permis la reprise d'un dialogue bloqué pendant plusieurs mois en 1992, mais dont le contenu n'a, jusqu'à présent, pas été entièrement divulgué. Aux concessions qu'aurait consenties l'ANC aurait répondu l'accord du gouvernement De Klerk d'avancer la date des futures élections, initialement prévues en mars ou avril 1994.

C'est dire que, d'ici là, de nouvelles difficultés pourraient apparaître pour compromettre, un peu plus encore, un calendrier soumis aux incertitudes de négociations qui doivent beaucoup aux rapports particuliers qu'entretiennent Nelson Mandela et Frederik De Klerk. D'autant que la situation économique et sociale ne laisse aucun répit. Durement touchée par la récession, l'Afrique du Sud se voit amputée d'une partie de ses moyens au moment même où des millions de Noirs, sans emploi ni logement, désespèrent d'un changement souvent annoncé mais dont les manifestations sont toujours inexistantes. La violence multiforme qui ravage le pays trouve là l'un de ses meilleurs aliments pour perturber à son tour un processus politique déjà bien fragile.

Georges Marion





EX-URSS

La contagion des conflits ethniques

PARADOXALEMENT, c'est au moment où ils ont cessé de focaliser l'attention, éclipsés par les massacres dans les Balkans, que les conflits interethniques de l'ex-URSS s'aggravent, au point de changer de nature. A la faveur du dépeçage de l'armée soviétique entre les nouveaux Etats indépendants, trois guérillas du pourtour de la Russie se sont développées en véritables guerres : artillerie, hélicoptères, voire avions de combat, passés aux mains des nouvelles armées en formation, sont utilisés dans le Caucase (Karabakh et Abkhazie) comme au Tadjikistan, en Asie centrale.

L'armée russe, dont la force reste et restera largement dominante, est encore présente dans toutes ses «ex-colonies», avec des statuts divers mais qui nulle part ne sont définis de façon stable. Désorientés ou nostalgiques, ses soldats et officiers, soumis à d'intenses pressions dans les zones de conflit, s'engagent parfois comme mercenaires.

Dans la pratique, le rôle de l'armée russe dans ces conflits a varié de «l'interposition» à l'intervention, plus ou moins ouverte mais forcément décisive, aux côtés d'une des parties. Il se trouve que ce dernier choix est celui que Moscou semble de moins en moins hésiter à adopter. Une tendance lourde de nouveaux dangers si le pouvoir politique à Moscou devait répondre aux sirènes nationalistes russes préconisant une défense active des 25 millions de Russes vivant dans les quatorze nouveaux Etats voisins de la Russie.

Deux conflits ont certes été plus ou moins gelés en 1992, par l'intervention de l'armée russe, habillée en «forces mixtes d'interposition» : en Moldavie, où il lui a suffi de prendre la relève des forces «russophones» de la région sécessionniste de Transnistrie, avec l'accord des Etats voisins et des autorités moldaves (en passe d'être débordées par leur opposition nationaliste). Et en Ossétie du Sud (Géorgie), dont les habitants, fortement russisés, ont bénéficié de «l'interposition» russe, sans que le problème politique avec la Géorgie soit réglé. Dans l'environnement explosif du Caucase, ce conflit risque donc de rebondir, alors que la situation semble mieux stabilisée en Moldavie, relevant de la problématique centre-européenne.

Le «Sud» enflammé

Il en va autrement là où Russes ou assimilés ne sont pas partie aux conflits. Entre Arméniens et Azerbaïdjanais, une guerre de positions s'est installée, après trois années de sanglante «épuration ethnique» dans le Haut-Karabakh – et autour. Désormais, la ligne de front est nette, sans enclaves et avec plus d'un demi-million de réfugiés. Aucune des médiations n'a abouti : ni celle des présidents russe et kazakh, ni celles des Iraniens, de la CSCE ou des militaires russes, dont un général en a été réduit à pronostiquer, cyniquement, que cette guerre s'achèvera par épuisement du matériel laissé aux belligérants par son armée.

Mais il apparaît une nouvelle fois que, dans ces cas, les armes comme l'argent (celui de la diaspora arménienne ou de la drogue, dont l'Azerbaïdjan est un des nouveaux grands acteurs en CEI) se trouvent toujours ; l'épuisement touche par contre les populations, notamment en Arménie, deux fois moins peuplée et que son enclavement prive, dramatiquement, d'approvisionnement et d'énergie : fin décembre, les avions avaient cessé de voler entre Erevan et Moscou.

La situation en Arménie a été en outre aggravée par le nouveau conflit qui a éclaté en août entre Géorgiens et séparatistes abkhazes, coupant les dernières routes venant de Russie. Six mois plus tard, aucune solution, là non plus, n'était en vue, alors que les relations entre Moscou et la Géorgie d'Edouard Chevardnadze, cruciales pour tirer ce pays du chaos qui a suivi la guerre civile de l'hiver 1991-1992, s'envenimaient artificiellement.

En 1993, c'est tout le Caucase qui sera ainsi zone de conflit, y compris son versant nord, appartenant à la Russie, où a éclaté celui opposant Ossètes du Nord et Ingouches : l'intervention de l'armée russe y fut ouverte, fulgurante et en réalité totalement partiale en faveur des Ossètes, vieux alliés de Moscou. Quarante mille Ingouches ont été expulsés d'un territoire qu'ils revendiquent non sans raisons ; ce qui crée une situation à la palestinienne dans une région où l'on évoque le spectre d'une «deuxième guerre du Caucase», opposant, comme au dix-neuvième siècle, envahisseurs russes et montagnards musulmans.

Structures européennes ?

L'Histoire semble déjà s'être répétée au Tadjikistan, où, depuis mai 1992, une guerre déchire régions et clans sous couvert de lutte entre «communistes» et «islamistes». Comme les «Basmatchis» anti-bolcheviks, vaincus et repoussés hors d'URSS dans les années 20, les «islamistes» tadjiks actuels (les combattants du Front de salut islamique n'en constituaient au départ qu'une petite minorité) ont été battus et une centaine de milliers de réfugiés chassés en Afghanistan. Là aussi, l'armée russe favorisa les «communistes», moitié par penchant naturel de ses officiers, moitié sous la pression des Républiques voisines, notamment de l'Ouzbékistan, dont le régime, inchangé par la fin du communisme, était directement menacé par la «révolution» tadjike.

La menace n'est pas écartée pour autant, alors que l'appui de la Russie «démocratique» aux régimes de plus en plus autoritaires d'Asie centrale risque d'envenimer les tensions. Entre ethnies, là aussi imbriquées, comme entre musulmans et Russes, toujours présents malgré une émigration croissante. L'Ouzbekistan, mais aussi le Kirghizstan et même le Kazakhstan (peuplé au nord de Russes et au sud de Kazakhs) sont des régions à haut risque. Beaucoup dépendra là des perspectives économiques, d'ailleurs fort sombres.

Il en va de même dans les pays baltes ou en Ukraine, où ces tensions entre Russes et «ex-colonisés» n'ont jamais versé en affrontements armés entre populations. C'est sans doute aussi en raison d'une évolution moins catastrophique que prévu des économies d'Europe centrale que les tensions ethniques (comme en Transylvanie) ne s'y sont pas cristallisées en 1992. Les licenciements prévus par la suite du mouvement de réforme risquent cependant de les relancer. Mais le désir, l'espoir, encore à moitié vivant, d'intégrer les structures européennes pourrait continuer à y jouer un rôle déterminant, comme dans les pays Baltes et même en Ukraine ou en Moldavie. Ce qui pourrait ne pas être le cas pour la Russie, comme l'a rappelé son ministre des affaires étrangères en décembre devant la CSCE, avec sa parodie du discours de guerre froide que tiendraient des conservateurs au pouvoir à Moscou.

Le référendum prévu en avril sur la Constitution russe devrait être une nouvelle occasion de batailles entre nationalistes et séparatistes de la Fédération. A plus brève échéance, c'est le vote de la Russie au Conseil de sécurité sur la crise yougoslave qui risque de soulever de dangereuses vagues dans ce pays. Le maintien *in extremis* en décembre de réformateurs au gouvernement russe éloigne les perspectives de scénario catastrophe, mais il pourrait s'agir cette fois d'une dernière chance.

Sophie Shihab

RISQUES

La poudrière nucléaire de l'Est

TOUTE l'Europe de l'Est est une gigantesque poudrière nucléaire. Cette réalité effrayante s'est imposée à l'Occident au fil de ces dernières années. A la suite, bien sûr, de l'explosion, le 25 avril 1986, du réacteur numéro quatre de la centrale ukrainienne de Tchernobyl, mais aussi, et surtout, grâce à la politique d'ouverture – la glasnost – qui avait été inaugurée un an plus tôt à Moscou.

Les centrales de conception soviétique ne représentent pas moins de 11 % du parc électronucléaire mondial. Soixante réacteurs répartis aujourd'hui dans sept pays, et dont aucun, selon les experts, ne répond, tant s'en faut, aux critères de sûreté exigés à l'Ouest (1). Les pays occidentaux se pressent, au moins en paroles, pour aider l'ex-URSS à désamorcer cette bombe. Par souci humanitaire et écologique, sans doute, mais aussi par intérêt bien compris : l'industrie nucléaire, déjà secouée par la catastrophe d'avril 1986 et par l'accident de la centrale américaine de Three Mile Island (mars 1979), ne survivrait pas à un second Tchernobyl.

Beaucoup d'experts et peu d'argent

Hélas, les choses ne sont pas aussi simples qu'il y paraît. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le WANO (Organisation mondiale d'exploitants de centrales nucléaires), ou la Communauté européenne, multiplient expertises et programmes d'assistance. Quelques opérations ponctuelles ont pu se mettre en place sur le plan bilatéral. La France, notamment, a passé des accords de coopération avec l'Ukraine, la Russie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie (*le Monde* du 21 mars et du 4 juillet 1992). L'Allemagne est également très active. Mais si la rénovation du parc électronucléaire est-européen représente un très gros marché pour nombre d'entreprises européennes, américaines ou japonaises, les «clients» éventuels ne sont pas solvables, et la récession ne facilite pas le déblocage de l'aide financière indispensable.

«Il est vrai que le financement de toutes ces actions n'est pas, pour l'instant, assuré de façon satisfaisante», reconnaît Claude Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'industrie et du commerce extérieur. Réunis en juillet 1992 à Munich, les chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés ont décidé de créer un fonds multilatéral confié à la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Mais les discussions sur sa mise en œuvre sont toujours en cours. L'Europe propose un montant global de 700 millions de dollars que les Etats-Unis et le Japon trouvent trop élevé.

Le G24 (organe de coopération pour l'aide à l'Est) s'efforce, par ailleurs, de recenser les différentes coopérations bilatérales, afin d'éviter la duplication des actions. *«Tout cela représente beaucoup de travail. Il y a beaucoup d'améliorations à apporter d'urgence aux procédures. L'efficacité des programmes d'assistance européens, par exemple, reste à prouver»*, estime Mandil. En attendant, *«on sent monter à l'Est, et notamment chez les Russes, une certaine exaspération contre l'envoi réitéré d'experts, alors que l'argent tarde à venir.»* La difficulté est d'autant plus grande que la solution miracle n'existe pas. Que les remèdes sont très partiels, et, le plus souvent, provisoires. Que les problèmes sont très différents selon les centrales ou les pays concernés.

Les réacteurs conçus par l'ex-URSS se rangent en deux grandes catégories : les RBMK, à eau bouillante, modérés au graphite, et les VVER, à eau pressurisée, similaires, dans leur principe de fonctionnement, aux REP du parc électronucléaire français.

C'est un RBMK qui a explosé à Tchernobyl. Et, si l'accident fut d'abord attribué à une violation des procédures de conduite, *«on considère aujourd'hui que les caractéristiques du réacteur provenant directement des choix de conception sont la source même de la catastrophe»*, affirme un expert. Ces réacteurs possèdent un excellent rendement énergétique (36 %), et peuvent être construits facilement sur le site même de leur implantation. Deux avantages fondamentaux dans un pays mal desservi, et où le productivisme était une «religion» d'Etat. Mais ces atouts sont annihilés par de nombreux défauts dont les plus importants sont une grande instabilité de fonctionnement, et une absence quasi totale de protection contre les fuites éventuelles de produits radioactifs. Les RBMK n'ont pas été exportés hors d'URSS. On en trouve onze en Russie, deux en Lituanie et quatre en Ukraine, à Tchernobyl (dont deux hors service). *«Ce sont probablement les plus difficiles à améliorer»*, estime un spécialiste français. Ils représentent pourtant 40 % de la capacité nucléaire de la Russie, qui refuse évidemment de les arrêter. Les Russes ont mis en œuvre des améliorations sur ces réacteurs, mais n'acceptent qu'avec beaucoup de réticence les offres d'assistance européennes.

La filière VVER à eau pressurisée a, en revanche, fait l'objet d'une large diffusion dans toute l'Europe de l'Est. Quarante et un réacteurs de ce type sont actuellement en fonctionnement, et une quinzaine en construction. Les modèles de première génération, les VVER 230 (440 mégawatts), posent des problèmes de sûreté presque aussi insolubles que ceux des RBMK. L'Allemagne s'est d'ailleurs empressée de fermer définitivement les quatre qui fonctionnaient à Greifswald, dans l'ancienne RDA. Mais, faute d'énergie de remplacement, la même décision est beaucoup plus difficile à prendre dans les autres pays. En Bulgarie, par exemple, quatre des six réacteurs de l'unique centrale de Kozloduy sont des VVER 230. Or, ce complexe fournit 30 % de l'électricité du pays.

«Il serait illusoire d'espérer amener ces centrales au niveau de sûreté de celles du monde occidental», estiment les experts de l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). On ne peut que les améliorer un peu. Cela sera sans doute un peu moins difficile sur les VVER 213, de seconde génération (14 en fonctionnement) ; relativement facile sur les VVER 320 de 1 000 *mégawatts* (18 en fonctionnement, 15 en construction). Pour ces derniers, les plus récents, beaucoup plus proches des critères occidentaux, seule l'électronique de commande semble poser de gros problèmes.

Jumelages et ordinateurs

Mais, en tout état de cause, une éventuelle mise à un niveau de sûreté acceptable du parc nucléaire est-européen sera longue, difficile, et très chère (Carlo Ripa Di Meana, commissaire européen chargé de l'environnement avance le chiffre de 15 milliards de dollars). Délicate, aussi, notamment sur le plan humain, prévient un expert français qui tient à défendre l'honneur des collègues russes qu'il s'efforce d'aider. *«N'oublions pas que l'ex-URSS fut jusqu'à son éclatement la deuxième puissance nucléaire, incontestable et incontestée, au monde. La Russie accepte mal d'être soudain mise au ban de la société. Il faut éviter de la considérer comme un pays sous-développé, ce qu'elle n'est nullement.»*

Dans un premier temps, partant du principe qu'un bon conducteur est moins dangereux qu'un mauvais, *«surtout au volant d'un camion qui tient mal la route»*, la France a décidé d'axer sa coopération sur la *«culture de sûreté»* dont EDF et le CEA se sont faits les champions. L'IPSN offre aux possesseurs de VVER les codes de calcul et le matériel qui leur permettra de simuler le comportement des réacteurs à eau pressurisée lors d'un accident grave. EDF pratique le «jumelage de centrales» grâce auquel les techniciens de l'Est peuvent venir se perfectionner chez nous.

Il serait aussi urgent pour ces pays, notent tous les spécialistes, de mettre en place rapidement une politique d'économies d'énergie. Dans de nombreux cas, cela permettrait de fermer immédiatement les centrales les plus dangereuses. En effet, un habitant de l'ex-URSS consomme deux à trois fois plus d'électricité que son homologue d'Europe occidentale. Pour combattre efficacement cette fâcheuse habitude, il suffirait d'appliquer progressivement à l'énergie la politique de «vérité des prix». Une mesure radicale difficile à prendre quand la population supporte déjà très mal la baisse incessante de son pouvoir d'achat. *«Les gouvernements renâclent devant l'obstacle. Nous comprenons leurs difficultés, mais nous sommes inquiets»*, lance un haut fonctionnaire français. Dans ce domaine, hélas, l'aide de l'Occident ne peut être que morale...

Jean-Paul Dufour

(1) Deux autres se trouvent en Finlande, à Lovisa, mais ils ont été profondément transformés par les Finlandais, qui les ont mis aux normes occidentales en matière de sûreté.

OUEST

Des pouvoirs affaiblis

L'HISTOIRE sera sans doute une fois de plus taxée d'ingratitude, mais le fait est là : les hommes et les femmes en charge du pouvoir dans les grandes démocraties européennes abordent l'année 1993 avec une forme politique nettement moins brillante qu'au début de cette décennie, qui les vit, pour la plupart d'entre eux, arriver aux affaires.

Reportons-nous dix ans en arrière. En ce début d'année 1983, les principaux personnages du jeu politique européen viennent de faire leur entrée en scène. François Mitterrand est encore, au bout de dix-huit mois de pouvoir, l'homme en qui la France voit le symbole du changement promis par une gauche frustrée de pouvoir pendant plus de vingt ans. A Bonn, le chancelier Kohl s'apprête à faire avaliser par le suffrage universel le renversement des alliances qui lui a permis, trois mois plus tôt, de s'asseoir dans le fauteuil d'Helmut Schmidt.

A Londres, Margaret Thatcher, auréolée de la victoire de ses armées dans la guerre des Malouines, vient de gagner son surnom de Dame de fer et va faire plier plus d'une baronnie syndicale du royaume. L'Espagne, jeune démocratie qui vient de faire son entrée dans la Communauté européenne, s'est dotée, le 3 décembre, d'un premier ministre de moins de quarante ans, Felipe Gonzalez, et a établi le Parti socialiste espagnol (PSOE) comme la formation politique hégémonique de l'après-franquisme.

Reste l'Italie, où la «partitocratie» et l'instabilité gouvernementale chronique sont incarnées par le président du conseil de l'époque, l'insubmersible démocrate-chrétien Amintore Fanfani. Les forces vives de la Péninsule fondent cependant beaucoup d'espoirs sur l'homme qui monte à Rome : le jeune secrétaire général du Parti socialiste, Bettino Craxi, qui va bientôt devenir l'axe obligé de la vie politique.

Tous ces dirigeants bénéficiaient alors d'un atout essentiel : le crédit que leur accordaient des peuples qui leur avaient fait confiance pour conduire leur pays au travers des écueils. De l'affrontement Est-Ouest – la bataille des euromissiles fait rage – à la lutte contre le chômage, en passant par la relance de la construction européenne, l'année 1983 apparaissait propice au développement de visions par des dirigeants avides de marquer le siècle de leur empreinte.

L'année 1993 se présente sous des auspices bien moins exaltants pour les dirigeants restés en place, ou pour leurs successeurs. Le principal souci de François Mitterrand, Helmut Kohl et même de Felipe Gonzalez est de gérer au mieux une sortie programmée à plus ou moins brève échéance. John Major est loin d'avoir les coudées franches, après sa victoire surprise de l'an passé aux élections législatives : l'étroitesse de sa majorité – 21 voix – l'expose aux pressions des *backbenchers*, ces députés de base du Parti conservateur qui le contraignent à reculer sur des points-clés de son programme politique, comme la ratification du traité de Maastricht ou la restructuration de l'industrie charbonnière britannique.

Perte d'autorité

L'électorat espagnol va être amené, dans le courant de l'année, à renouveler les Cortès. Lors des dernières élections législatives, le PSOE avait, d'extrême justesse, perdu la majorité absolue, mais Felipe Gonzalez était tout de même parvenu à constituer un gouvernement quasi homogène en s'appuyant sur de petites formations régionalistes.

Il est fort peu probable que le résultat du prochain scrutin soit plus favorable que le précédent aux socialistes espagnols : la corruption s'est insinuée dans les rangs d'une génération de notables encore «quadras», mais déformés par dix ans de pouvoir hégémonique à peine contesté. Pour rester aux commandes, le PSOE devra donc nouer des alliances, partager le pouvoir, passer des compromis. Une situation à laquelle un Felipe Gonzalez qui semble manifester une certaine lassitude aura du mal à s'adapter.

En Allemagne, d'importantes élections régionales ainsi que le renouvellement du Bundestag sont prévus pour l'automne 1994, ce qui laisse quelque répit au chancelier Kohl pour tenter de remonter un courant, qui lui est pour l'instant très défavorable, et assurer l'avenir de la coalition CDU/CSU/FDP qu'il dirige depuis son triomphe électoral acquis en 1990 dans la foulée de l'unification.

Le score d'une extrême droite actuellement créditée de chiffres supérieurs à 10 % sera un élément important : une entrée au Bundestag des Républicains de Franz Schönhuber, pour la première fois depuis la guerre, pourrait signifier la fin de la coalition au pouvoir à Bonn, et la constitution d'un gouvernement de «grande coalition» entre la CDU et le SPD, à l'image de celui qui s'est constitué l'an dernier dans le Bade-Wurtemberg. Une hypothèse dans laquelle le chancelier Kohl a d'ores et déjà annoncé qu'il ne souhaitait pas poursuivre sa tâche.

Dans la plupart de ces pays, cependant, la perte d'autorité et de soutien populaire des principaux dirigeants ne met pas fondamentalement en cause la confiance générale dans la démocratie et ses vertus. Il n'en est pas de même en Italie, où la perte de crédibilité de la classe politique dans son ensemble, symbolisée par la chute annoncée de Bettino Craxi pour corruption, pourrait se transformer en une véritable crise de régime.

Luc Rosenzweig

MAISON BLANCHE

Bill Clinton en président

BILL CLINTON a été, à l'évidence, un excellent candidat. Sera-t-il un bon président ? Il place, en tout cas, les enchères très haut. Dans un entretien avec le magazine *Time*, paru dans les derniers jours de 1992, il estime que la tâche qui l'attend se situe, par son ampleur, à mi-chemin entre celle de Franklin Roosevelt et celle de John Kennedy. Moins considérable que celle de l'architecte du New Deal, mais plus profonde que celle entreprise par le jeune président élu en 1960.

Le quarante-deuxième président des Etats-Unis n'a cessé de répéter, tout au long de sa campagne, qu'il souhaitait mettre *«l'Amérique d'abord»*, autrement dit accorder en priorité son attention aux affaires intérieures. Il n'est pas sûr que la situation dans l'ex-Yougoslavie, en Somalie, voire en Irak où Saddam Hussein paraît tenté de le «tester», lui en laisse l'entière possibilité. Dans le même entretien à *Time*, Bill Clinton remarquait que la fin de la guerre froide, toute merveilleuse qu'elle fût, avait son «revers». Le double pilotage d'antan permettait de mieux contrôler des conflits «locaux» comme celui auquel on assiste en Bosnie. Le monde de l'après-guerre froide apparaît terriblement instable...

Pas un mot sur la Russie

Moins cynique que George Bush, plus sensible à la défense de la veuve et de l'orphelin dans les affaires internationales, Bill Clinton devrait être plus interventionniste que ce dernier. Il serait, ce faisant, dans le droit fil de la tradition démocrate, pétrie d'idéalisme. Bill Clinton s'était fait remarquer, pendant la campagne électorale, par des déclarations musclées sur la nécessité d'une intervention militaire américaine en Bosnie, lesquelles tranchaient avec les propos fort prudents de George Bush.

L'administration républicaine sortante allait répétant à qui voulait l'entendre que le drame de l'ex-Yougoslavie était avant tout une affaire européenne qu'il incombait avant tout aux Européens de régler. Bill Clinton semble, ce qui n'est pas contradictoire avec ce qui précède, considérer qu'elle constitue aussi un scandale pour le reste du monde.

George Bush, ancien ambassadeur à Pékin, manifestait beaucoup de compréhension à l'égard des dirigeants chinois, qu'il défendait contre un Congrès désireux de les punir par des représailles économiques pour leurs violations des droits de l'homme. Le président élu, là encore, paraît décidé à faire passer les considérations humanitaires, et la morale tout court, avant le commerce.

On mesure la perte d'influence de la Russie, héritière de l'URSS, lorsqu'on s'aperçoit qu'elle n'a pratiquement jamais figuré jusqu'ici dans les propos publics de Bill Clinton. En 1960, John Kennedy, dont il se réclame volontiers, avait fait du *missile gap*, le retard supposé pris par les Américains sur les Soviétiques en matière de fusées intercontinentales, un des thèmes majeurs de sa campagne. C'est d'une tout autre manière que la Russie devrait se rappeler à son bon souvenir. Le moment de vérité viendra lorsqu'il faudra faire voter par un Congrès encore plus réticent que le précédent l'octroi d'une aide financière supplémentaire.

Et l'Europe ? Les émissaires dépêchés par Bill Clinton sur le Vieux Continent après le 3 novembre ont prêché la bonne parole. Il y aura, ont-ils dit, continuité avec la politique de George Bush, qui consistait officiellement à applaudir des deux mains aux efforts d'intégration européenne. Mais on sent bien que Bill Clinton, originaire d'un État agricole et soutenu par des groupes sociaux qui craignent la compétition internationale, est davantage exposé à la tentation protectionniste que son prédécesseur, fils de banquier et très proche de l'establishment financier de la côte Est, dont le champ d'action est le vaste monde.

Bill Clinton est servi par la chance puisque la nouvelle de la sortie des Etats-Unis de leur plus longue récession depuis la seconde guerre mondiale est tombée après l'élection présidentielle. Le département du commerce a annoncé le 22 décembre que la croissance avait été de 3,4 % en rythme annuel entre juillet et septembre, la plus forte constatée depuis le quatrième trimestre de 1988.

L'événement est sans nul doute favorable, mais il remet en cause un des projets martelés par le président élu pendant toute la campagne. Le candidat démocrate a arpenté le pays en répétant qu'il fallait susciter la relance par les dépenses publiques en lançant un vaste programme de grands travaux pour la réfection des autoroutes, des ponts, des aéroports et du réseau de télécommunication.

Cette injection d'argent public dans l'économie est-elle encore nécessaire, du moins à cette hauteur, dès lors que la croissance a repris d'elle-même. Ne risque-t-elle pas au contraire d'être inflationniste ? Ne conviendrait-il pas plutôt d'essayer enfin de réduire le déficit fédéral ?

L'héritage Reagan

Le forum économique convoqué à grand renfort de publicité à Little-Rock les 14 et 15 décembre a été l'occasion pour Bill Clinton de démontrer à ses concitoyens qu'il en savait autant, en matière d'économie savante, que les têtes d'œuf venues des plus prestigieuses universités. Mais, après avoir doctement parlé de tout, il va falloir trancher. Bill Clinton va-t-il proposer au Congrès 10, 20 ou 60 milliards de dépenses publiques pour ses grands travaux annoncés ? Va-t-il se lancer d'emblée dans son projet d'assurances médicales à l'échelle fédérale ? Va-t-il commencer à imposer, sur certains produits, une taxe à la valeur ajoutée à l'image de ce qui se fait en Europe ?

L'héritage des années 80 est dur à assumer. Ronald Reagan a réduit les impôts directs sans augmenter la fiscalité indirecte. L'essence est à l'évidence sous taxée aux Etats-Unis. Ce n'est pas avec les seules rentrées provenant d'une imposition plus forte sur les hauts revenus (ceux qui dépassent 200 000 dollars) qu'on va remettre de l'ordre dans la maison. Bill Clinton avait été tenté un moment par l'idée de taxer plus lourdement les filiales des compagnies multinationales étrangères. Il a renoncé finalement à légiférer dans ce domaine, se contentant de prôner une application plus stricte des textes existants.

Ce n'est pas non plus des «dividendes de la paix» que viendra le salut puisque le futur chef du Pentagone, Les Aspin, n'entend pas renoncer à la plupart des programmes en cours. Il faudra donc, avec l'aval du Congrès, augmenter l'impôt sur le revenu, ou la fiscalité indirecte, ou les deux. C'est une décision ni populaire ni facile. Elle implique, pour le futur hôte de la Maison Blanche, de quitter les habits du candidat pour endosser ceux de l'homme d'État.

Dominique Dhombres

SCRUTINS

Les élections d'un continent à l'autre

EN Amérique et en Europe, 1993 devrait être moins riche en grands rendez-vous électoraux que l'année 1992, marquée, aux Etats-Unis, par l'élection présidentielle et, en Europe occidentale, par les élections législatives britanniques et italiennes ou la présidentielle autrichienne : chez nos voisins européens seuls les Espagnols sont appelés à se rendre aux urnes, au plus tard à l'automne, pour des législatives qui s'annoncent difficiles pour le pouvoir socialiste en place. En Allemagne, sauf accélération des échéances, les prochains rendez-vous importants – élections régionales, législatives – ne sont attendus qu'en 1994.

Dans l'ancien bloc de l'Est, les Russes sont appelés par le président Boris Eltsine, à se prononcer le 11 avril sur la Constitution de la Fédération de Russie, à l'occasion d'un référendum dont le contenu et les modalités restent à définir. Une élection présidentielle est prévue en février dans la petite Lituanie, après les élections législatives, perdues en 1992 par le nationaliste Vytautas Landsbergis au profit de l'ancien communiste Algirdas Brazauskas. Les députés tchèques, désormais séparés des Slovaques, choisiront également cette année leur propre président de la République. Les électeurs slovaques, eux, éliront leurs parlementaires.

Trois élections présidentielles sont prévues en Amérique du Sud : au Paraguay en mai, en Bolivie en juin, au Chili en décembre. Au Brésil, malgré la destitution légale du président Fernando Collor, l'élection présidentielle n'aura lieu qu'en 1994 : conformément à la Constitution, le nouveau président nommé, Itamar Franco, devrait rester en place jusque-là. Auparavant, les électeurs brésiliens auront choisi, en avril 1993, par référendum, le type de régime politique, présidentiel ou parlementaire, qu'ils souhaitent.

Au nord du rio Grande, c'est le Canada qui retiendra l'attention avec des élections générales – prévues au plus tard à l'automne – qui s'annoncent très incertaines : le premier ministre conservateur, Brian Mulroney, au pouvoir depuis 1984, bat des records d'impopularité, mais l'opposition libérale ou social-démocrate ne paraît pas en mesure de susciter l'enthousiasme.

Au Proche-Orient, l'élection présidentielle iranienne, prévue en juin, revêt une importance particulière, dans la mesure où elle devrait voir s'affronter les modérés et les islamistes «durs». De même, au Yémen, les élections législatives prévues en avril sont attendues avec intérêt : elles seront les premières depuis l'unification du pays.

Plusieurs élections, notamment présidentielles, sont prévues sur le continent africain. Ainsi, en février, au Sénégal, le président Abdou Diouf devrait être, une nouvelle fois, candidat à sa propre succession. En revanche, au Nigéria, les militaires ont promis de rendre le pouvoir aux civils au plus tard à la fin août. Sauf nouveau report, l'actuel président, le général Ibrahim Babangiba, devrait donc céder la place. Une consultation d'un autre type, le référendum sur l'indépendance de l'Erythrée – actuellement province éthiopienne, – en avril, pourrait revêtir une importance historique : c'est la première fois que les frontières héritées de la colonisation sur ce continent pourraient être remises en cause et aboutir à une reconnaissance d'un nouveau pays par la communauté internationale. Enfin, même si aucun calendrier précis n'a été fixé, l'Afrique du Sud pourrait, sur l'insistance des principaux mouvements noirs, jeter les bases d'un nouveau régime politique, en organisant, avant la fin de 1993, les premières élections multiraciales.

En Asie, après une année électorale chargée, des élections locales, au Japon, devraient donner la mesure de l'érosion électorale subie par la majorité conservatrice. Au Cambodge, l'ONU doit organiser des élections législatives avant le 31 mai mais les Khmers rouges refusent toujours d'y participer. En Indonésie, le général Suharto devrait se succéder à lui-même à la présidence pour la sixième fois.

Enfin, dans la lointaine Océanie, les électeurs des deux principaux pays de la zone, l'Australie (après dix ans de régime travailliste) et la Nouvelle-Zélande (après trois ans de conservatisme débridé), sont appelés aux urnes cette année pour renouveler leur Parlement.

J.-L. A.

1993 et le futur

Suite de la première page

Mais, même si elle est bénéfique pour la croissance économique, la mondialisation se traduit aussi par des conflits commerciaux aigus entre les trois pôles économiques principaux des pays développés : les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon. Souvenons-nous des affrontements américano-nippons sur les composants et franco-japonais lors de l'épisode des magnétoscopes dédouanés à Poitiers.

Vers la même époque, la *construction européenne*, née de l'aspiration des pays à la prospérité économique et à la recherche de la sécurité intérieure (entre les Etats de la Communauté) et extérieure (vis-à-vis de l'URSS), redémarre – après le relatif assoupissement des années 70 – autour du projet de grand marché intérieur accepté tant par les «libéraux» que par les «fédéralistes».

Quant au tiers-monde, que la conférence de l'avenue Kléber, en 1976, avait présenté comme devenu homogène sous l'effet des maux engendrés par le sous-développement, il amorce sa *différenciation*. Les quatre «dragons» entraînent l'Asie du Sud-Est. L'Inde et la Chine ont, en un quart de siècle, accru leur production agricole. L'Amérique latine est écrasée par le poids de la dette, mais certains pays de la région gardent toutes leurs chances s'ils reviennent au réalisme. Seule l'Afrique au sud du Sahara accumule les pronostics les plus sombres tandis que les performances de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient varient d'un pays à l'autre en fonction des ressources pétrolières et des politiques économiques.

∴

C'est alors que se produit, de 1985 à 1991, l'énorme rupture qui, en six ans, aboutit à l'*effondrement du communisme soviétique* et à la dislocation de l'URSS en une vague Communauté des Etats indépendants. Une transformation de cette ampleur ne pouvait que déboucher sur une transition pleine d'incertitudes. Avec des nuances d'un pays à l'autre, l'ancien empire communiste est confronté à deux énormes défis : le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, la construction d'Etats démocratiques en dépit des menaces d'anarchie, d'autoritarisme et d'éclatement ethnique.

Pour simplifiée qu'elle soit, cette analyse jette quelque lumière sur le passé récent, le présent et les futurs possibles :

1. Depuis 1985, *la différenciation du tiers-monde s'est accentuée*, l'écart se creusant entre les pays à fort taux de croissance, de plus en plus intégrés à l'économie mondiale, et les pays à la dérive. Tandis que les premiers commencent à surmonter leurs difficultés d'endettement et accueillent à nouveau des investissements étrangers, les seconds voient de plus en plus guerres civiles et sous-développement déboucher sur un effondrement de l'Etat : Libéria, Somalie, Zaïre, Mozambique, Cambodge, Pérou, posant à la communauté internationale des problèmes nouveaux.

Entrent aussi dans l'Histoire des peuples et des régions que la présence des empires avait fait oublier : les Kurdes, les pays du Caucase, les Républiques turcophones ou iranophones de l'Asie centrale. De la guerre contre l'Irak à l'assistance au Cambodge, des problèmes de Hongkong à l'état de siège en Algérie, du terrorisme sikh au Sentier lumineux, la présence de ce tiers-monde diversifié se fait de plus en plus obsédante dans l'actualité.

2. Bien que la croissance globale des sept plus grandes économies nationales n'ait été négative sur aucun des trimestres des dernières années, l'atonie économique a amplifié l'inquiétude sourde que la mondialisation commençait à engendrer dans une partie de la population de la planète. L'heure est au *réveil des nationalismes*, au rejet de l'autre : en Europe de l'Est, dans la partie orientale de l'Allemagne, en Yougoslavie, en Inde pour ne citer que quelques exemples. En Europe occidentale aussi, on assiste à une résurgence de diverses espèces de « national-populisme ». Mais cette recherche des racines prend aussi une autre forme, celle de *la renaissance des intégrismes religieux*. Une renaissance qui n'affecte pas seulement l'islam, mais atteint aussi l'hindouisme et certains milieux proches de l'orthodoxie russe.

L'humanité se cherche, plus consciente que jamais de son unicité et de l'intensité de la toile tissée entre les peuples, et pourtant traumatisée par la crainte d'une dilution de ses repères ethniques et par l'apparition de menaces nouvelles comme la prolifération nucléaire.

3. Au duopôle américano-soviétique a succédé *une unique puissance dominante*, les Etats-Unis ; mais, en dépit de leur capacité d'action, ils ne disposent plus de l'excès de ressources leur permettant d'être le régulateur économique et politique du monde. Empire vieillissant, ils seront de plus en plus conduits, en matière économique notamment, à défendre des intérêts strictement nationaux comme l'illustre la négociation du GATT. Aussi peut-on s'attendre à une multiplication des conflits entre eux et une *Communauté européenne* hésitant entre deux scénarios extrêmes : un affaiblissement qui, combiné à un élargissement rapide, la transformerait en une vaste zone de libre-échange, ventre mou de la carte géopolitique mondiale ; un renforcement qui, basé sur la mise en œuvre du traité de Maastricht et complété par une collaboration politique et économique avec les pays de l'Espace économique européen et de l'Europe centrale, en ferait un acteur essentiel de la stabilité du monde...

4. *Le rôle des Etats* est en pleine transformation. D'une part, ils se retrouvent en concurrence sur une sorte de marché mondial des services publics offerts aux firmes et aux acteurs multinationaux. D'autre part, ils deviennent de plus en plus co-souverains, contraints de régler par coopération multilatérale un nombre croissant de questions. C'est ainsi qu'au niveau mondial l'ONU fait son chemin, cahin-caha, certes avec inefficacité et lenteur, mais en faisant reconnaître son patronage, tandis que, au niveau européen, une volonté commune des gouvernements – plus ou moins timide selon les sujets – s'affirme en dépit des marchandages.

∴

Nul doute que contradictions et incertitudes continueront à peser sur 1993, car l'humanité traverse une période de transition entre l'époque de l'Etat-nation et celle de la communauté mondiale. Dans l'intervalle, le premier des enjeux est d'améliorer avec patience et ténacité la «gouvernabilité du monde». Un défi qui, pour les Européens, se situe sur quatre registres stratégiques :

– continuer la construction de la Communauté ;

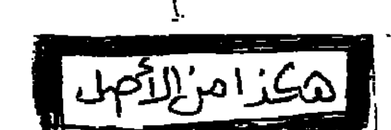
– œuvrer pour une coordination étroite des politiques monétaires et budgétaires des pays développés afin de soutenir une croissance durable ;

– favoriser l'ouverture des marchés, mais en exigeant simultanément des procédures antitrust mondiales respectant les intérêts stratégiques essentiels des partenaires ;

– participer aux politiques de redistribution à l'échelle de la planète, qu'il s'agisse de l'assistance au développement, de l'aide humanitaire ou du devoir d'ingérence.

En bref, il s'agit d'amorcer, sans gouvernement mondial et par la coopération, quelques-unes des tâches qui seraient les priorités d'un tel gouvernement. Faire du vingt et unième siècle dans un monde où le dix-neuvième est encore largement présent.

Jacques Lesourne



LÉGISLATIVES

La gauche épuisée, la droite incertaine

IL y a onze ans, au lendemain du coup d'Etat du général Jaruzelski en Pologne, Enrico Berlinguer, qui était alors secrétaire général du Parti communiste italien, faisait sensation en affirmant que la *«force propulsive»* des sociétés issues de la Révolution d'Octobre était désormais *«épuisée»*. Sous cette formule un peu obscure se dissimulait l'idée, évidente aux yeux de beaucoup mais scandaleuse encore pour quelques-uns, que le marxisme avait perdu toute capacité créatrice, tout pouvoir transformateur. C'était en 1981. En 1989, le mur de Berlin tombait et, avec lui, s'effondrait un système condamné.

Même si la social-démocratie des pays occidentaux n'a pas grand-chose à voir avec le défunt communisme de l'Europe de l'Est, tout indique qu'en France la *«force propulsive»* du socialisme est, elle aussi, *«épuisée»* et que l'année 1993 apportera la confirmation de cette évidence. Certes, le véritable «tournant» a eu lieu en 1983, lorsque les socialistes se sont convertis au réalisme économique. Toutefois, s'ils renonçaient alors à la «rupture avec le capitalisme» en se ralliant ouvertement à l'économie de marché, il leur restait, pensaient-ils, d'autres terrains pour affirmer leur identité : la solidarité sociale, l'exigence morale, la volonté démocratique. Or, sur ces terrains aussi, la gauche s'est essoufflée, ne parvenant plus à rendre crédible son message.

La solidarité sociale? Comment convaincre l'opinion que les socialistes se soucient prioritairement des plus défavorisés quand le nombre des chômeurs frôle les trois millions et que la pauvreté s'accroît? L'exigence morale? La multiplication des «affaires» a semé le doute sur l'intégrité des élus du PS alors même qu'on réclamait d'eux plus de vertu que de ceux de droite. La volonté démocratique? La «dérive monarchique» du régime, l'abaissement du Parlement, l'effacement des partis ont contribué à la désaffection des citoyens à l'égard de la politique. Bref, là où l'on attendait des socialistes qu'ils rendent l'espoir au «peuple de gauche», ils n'ont pas fait la preuve que le «socialisme», quel que soit le contenu donné désormais à ce mot, était encore capable d'apporter des réponses aux difficultés de l'époque.

La fin d'une période

L'année 1993 sera donc celle du bilan. En regard de ses échecs, la gauche fera valoir, avec raison, qu'elle a, entre autres, sauvegardé le franc, préservé la protection sociale, créé le RMI, mis en place la décentralisation, libéralisé l'audiovisuel, aboli la peine de mort, réformé le code pénal et le code de procédure pénale, moralisé le financement de la vie publique. Il n'empêche : ces initiatives, dont certaines sont incontestablement de gauche, ne pallient pas les défaillances constatées en d'autres domaines. Surtout, elles ne s'inscrivent pas dans un projet clairement lisible, en dépit des efforts du PS pour se doter d'un programme ouvrant sur *«un nouvel horizon»*.

De sorte que, pour beaucoup de ceux qui sont entrés en politique dans les années 60 et qui ont assisté ou participé à l'irrésistible progression de la gauche jusqu'à la victoire de 1981, le sentiment prévaut qu'une période s'achève et que la réélection de François Mitterrand en 1988, suivie de la courte victoire des socialistes aux élections législatives, n'a offert à la gauche qu'un sursis sur la pente d'un déclin inéluctable. Il est vrai que si la droite l'emporte en mars le président de la République restera en fonctions. Mais chacun voit bien que les circonstances ne sont pas celles d'il y a sept ans et que la défaite de 1993, si elle doit avoir lieu, aura toutes chances de mettre fin à l'expérience socialiste, au moins sous la forme qui fut la sienne depuis près de douze ans.

Pour l'opposition, l'enjeu n'est pas moindre. Il est, avant tout, de savoir si elle peut transformer le rejet de la gauche en un vote de confiance en faveur de la droite. Les plus lucides de ses dirigeants ne cachent pas que, s'ils gagnent les élections, ce sera plus par défaut que par adhésion de l'électorat à leurs propres propositions. Ils savent que le discrédit qui frappe les socialistes n'épargne pas leurs adversaires et qu'il leur appartient, à eux aussi, de prouver que leur projet conserve la *«force propulsive»* dont celui de la gauche paraît aujourd'hui dépourvu.

A entendre Edouard Balladur, qui pourrait être chargé de mettre en œuvre, le moment venu, le programme de l'opposition, le ton n'est pas vraiment à l'exaltation. En diagnostiquant, il y a quelques semaines à «L'Heure de Vérité», *«une sorte de tristesse répétitive un peu décourageante»* dans le pays, l'ancien ministre de l'économie et des finances dressait un constat plutôt sombre; et en souhaitant que les Français soient *«un petit peu plus motivés et un petit peu plus dynamiques»*, il prenait la mesure des difficultés que devra affronter le prochain gouvernement.

En dépit des divergences qui s'expriment en son sein, la droite présente, dans l'ensemble, des solutions cohérentes, dont les déclarations de ses principaux dirigeants – Edouard Balladur lui-même, Jacques Chirac, Alain Juppé, Valéry Giscard d'Estaing, Alain Madelin – et les diverses plates-formes déjà rendues publiques donnent un premier aperçu. Qu'il s'agisse de réduire le *«train de vie»* de l'Etat, de poursuivre les privatisations, de relancer le secteur du bâtiment, d'aider l'investissement, d'alléger les impôts des classes moyennes, de budgétiser les cotisations pour les prestations familiales, d'adapter le système éducatif ou de définir une nouvelle politique d'aménagement du territoire, elle ne manque pas d'idées.

Toutefois, il n'apparaît pas que les principes dont elle s'inspire diffèrent radicalement de ceux qui guident l'action de Pierre Bérégovoy. Les responsables de l'opposition feignent de croire que la gauche est prête à se laisser reprendre par ses vieux démons, mais ils savent bien que, faute d'offrir aux Français des perspectives d'avenir, ils seront jugés, s'ils reviennent au pouvoir, non sur leurs intentions, mais sur leur efficacité; et ils sont loin d'être sûrs de pouvoir faire beaucoup mieux, à court et à moyen terme, que les socialistes.

«Une période de notre histoire s'est terminée il y a deux ans», affirmait Edouard Balladur au cours de «L'heure de vérité». Ni la droite ni la gauche, en France, ne se sont encore adaptées à ce changement. Mais le renouvellement de l'Assemblée nationale en mars 1993 est l'occasion pour les Français de désigner ceux qui, des libéraux ou des socialistes, sans parler des écologistes et du Front national, leur semblent aujourd'hui les mieux à même de faire face à ce monde plein d'inconnues.

Début de recomposition

Au-delà de l'échéance législative, et compte tenu de la nouvelle donne provoquée par les transformations de la planète, on observera comment s'opère avant la prochaine élection présidentielle – dont on ne peut exclure qu'elle soit anticipée d'un an, voire de deux – la recomposition politique, que chacun sait inévitable mais dont personne ne se risquerait à prévoir la date ni les modalités.

L'application du traité de Maastricht va continuer de diviser la droite aussi bien que la gauche. Mais, si l'on suivra avec attention les parcours de Philippe Séguin d'un côté, de Jean-Pierre Chevènement de l'autre, comme la «bataille des chefs» opposant Jacques Chirac à Valéry Giscard d'Estaing dans un camp, Michel Rocard à Jacques Delors dans le camp adverse, on examinera surtout comment peut commencer à se reconstituer, sept ans avant l'an 2000, un système politique fondé sur d'autres clivages, appelés à se substituer en partie aux clivages anciens.

Thomas Ferenczi

Vᵉ RÉPUBLIQUE

Constitution et cohabitation

LE débat constitutionnel pourrait bien dominer la vie politique par l'effet conjugué d'une obligation, fruit du calendrier électoral, et de la volonté du président de la République.

Ce n'est pas seulement pour céder à leur péché mignon, qui en a fait les plus gros consommateurs de Constitutions du monde démocratique, que les Français vont devoir à nouveau réfléchir aux règles qui régissent le fonctionnement des pouvoirs publics. Les institutions voulues par le général de Gaulle en 1958 sont boiteuses et, si leur souplesse leur a permis de s'adapter aux circonstances avec efficacité, celle-ci justement est trop souvent obtenue au détriment d'un réel équilibre des pouvoirs.

Ce déséquilibre n'est pas à l'origine de toutes les difficultés que rencontre la France, mais il complique le contrôle par les citoyens de l'action des gouvernants et accroît l'usure du pouvoir. La cohabitation, attendue pour le lendemain des élections législatives de mars, soulignera, pour la seconde fois, les contradictions de la Constitution de la Vᵉ République. Non pas tant celles du texte rédigé en 1958 puisque, dans l'esprit de ses rédacteurs, le président de la République devait être un arbitre au-dessus des partis et le garant des grands intérêts du pays. Mais celles de la pratique institutionnelle qui, très vite, a mis à mal l'article 20 de la Loi fondamentale qui indique que *«le gouvernement conduit et détermine la politique de la nation»*. Tous les chefs de l'Etat qui se sont succédé depuis plus de trente ans ont estimé qu'il était de leur devoir non seulement de contrôler l'action des premiers ministres qu'ils avaient nommés, mais aussi, et surtout, de définir les choix que ceux-ci mettaient en œuvre.

Comment pourrait-il en être autrement, dès lors que chacun a accepté la réforme de 1962 qui fait de l'hôte de l'Elysée l'élu direct de tous les citoyens? Sa légitimité est au moins aussi grande que celle des 577 députés, qui ne sont que les mandataires des électeurs de leur circonscription.

Elu pour sept ans en 1988, François Mitterrand n'a pas plus l'intention en 1993 qu'en 1986 de rester *«inerte»*. Il pourra, simplement en s'appuyant sur les textes en vigueur, résister à ceux de ses opposants d'aujourd'hui qui exigent de lui, avant d'accepter de participer à une nouvelle cohabitation, qu'il les laisse gouverner comme ils l'entendent et qu'il ne se mêle pas de la conduite des affaires du pays. D'une part, le choix du premier ministre n'appartient qu'à lui, en totale souveraineté; et, en nommant les ministres, même si c'est sur la *«proposition»* du chef du gouvernement, il dispose d'un droit de regard sur leur désignation.

D'autre part, présidant de droit le conseil des ministres, il a la maîtrise de l'ordre du jour de cette institution essentielle de la vie gouvernementale, et tout ce qui doit être adopté par cette instance doit être revêtu de sa signature. L'expérience de 1986-1988 a ainsi montré que le chef de l'Etat pouvait, à ce titre, refuser de signer les ordonnances, même si le Parlement avait autorisé le gouvernement à légiférer à sa place. C'est cette même signature obligatoire qui lui donne un précieux droit de regard sur les nominations des principaux hauts fonctionnaires.

Enfin, l'usage de plusieurs instruments bien utiles à l'exécutif (dissolution de l'Assemblée nationale, organisation d'un référendum, convocation du Parlement en session extraordinaire) est de sa responsabilité ou requiert son accord. Il est, ainsi, le maître du calendrier politique.

Amorce d'un système présidentiel sous l'apparence d'un régime parlementaire classique où le gouvernement n'est responsable que devant la représentation nationale, la Vᵉ République ne peut que mal fonctionner lorsque le locataire de l'Elysée et la majorité du Palais Bourbon ne sont pas du même camp.

Codifier la «prééminence» présidentielle

La volonté de François Mitterrand de réformer la Loi fondamentale avant la fin de son mandat va également nourrir la discussion. Celle-ci ne pourra, en tout état de cause, que compliquer la tâche de la majorité qui sortira des urnes en mars. La clarification que propose François Mitterrand revient à inscrire dans la Constitution la reconnaissance de la *«prééminence»* présidentielle, nouveau nom d'un «domaine réservé» aux frontières suffisamment floues pour permettre au président de la République de se mêler de tout, ou presque. La revalorisation des droits du Parlement ne peut, elle, que susciter un accord unanime, puisque chacun reconnaît aujourd'hui que l'abaissement des chambres, voulu en 1958, ne correspond plus aux nécessités de l'heure. Mais, outre que les moyens suggérés par le président de la République ne sont pas forcément les mieux adaptés au but recherché, une telle réforme n'est pas de celles que souhaitera mettre en œuvre un gouvernement qui aura besoin de s'appuyer sur un Parlement docile.

Le rééquilibrage des institutions est certainement une belle idée et le «toilettage» de la Constitution probablement une nécessité. Pour les faire aboutir, il est, à l'évidence, souhaitable de dépasser les habituels clivages politiques, afin que les règles du jeu soient acceptées par tous. De toute façon, une révision constitutionnelle n'est possible que si le chef de l'Etat, le chef du gouvernement et la majorité parlementaire s'entendent. C'est dire que la volonté présidentielle restera du domaine du vœu pieux si la droite ne veut pas faire un cadeau à François Mitterrand en lui permettant de respecter son ultime engagement, ou si lui-même n'accepte pas la réforme institutionnelle telle que la souhaitent ceux qui resteront ses adversaires. Sera-ce vraiment, alors, le souci premier des uns et des autres? Si la cohabitation est pacifique, peut-être. Sinon le débat constitutionnel, une fois encore, empoisonnera le climat politique et camouflera, mal, d'autres divergences.

Thierry Bréhier

ÉCOLOGISTES

La grande méprise

LES Français sont incorrigibles. Vingt ans après avoir placé leurs espoirs dans un parti qui leur promettait rien de moins que de *«changer la vie»*, ils sont déjà plus de 15 % à faire confiance aux écologistes pour... Pour quoi, au juste? C'est la première ambiguïté : on fait d'autant plus crédit aux écologistes qu'on ignore encore presque tout de leurs intentions. La confiance dont bénéficient les Verts et Génération Ecologie repose sur une méconnaissance des hommes et de leur projet.

Des premières grandes luttes écologiques, au début des années 70, jusqu'aux élections régionales de 1992, les Français se sont contentés d'une image, caricaturale. L'écologiste était barbu, il mangeait surtout des légumes, sa compagne portait de larges robes à fleurs, et tous deux se mettaient en quatre pour créer des «comités Théodule» partout où ils entendaient parler de l'arrivée d'une ligne à haute tension, de l'abattage d'un arbre, de la construction d'un barrage ou, pis, d'une centrale nucléaire.

A partir de 1988, ni l'émergence d'Antoine Waechter dans le rôle de l'écologiste appliqué ni la présence au gouvernement de Brice Lalonde ne suffirent pour entamer le cliché. Tout a changé, mais rien n'est vraiment différent. Au lendemain d'une rencontre avec une délégation des Verts, l'un des principaux dirigeants socialistes confiait récemment n'avoir jamais lu un livre sur l'écologie politique. A l'exception de Brice Lalonde, d'Antoine Waechter et, dans une moindre mesure, de Dominique Voynet, les cadres de la mouvance écologiste restent inconnus des milieux politiques.

Pourtant, dans le vent de panique qui a soufflé après les régionales du 22 mars 1992, on n'a pas craint, au PS et au gouvernement, de multiplier les offres de services et les appels du pied. La réponse, négative, en a alors surpris plus d'un : ainsi donc, les gentils écologistes d'hier se refuseraient à jouer les supplétifs d'une majorité en perte de vitesse? *«Les socialistes n'ont pas encore compris que les Verts ne sont pas le Mouvement des radicaux de gauche»*, explique l'un des stratèges de la conquête de la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais par Marie-Christine Blandin. Après l'accord électoral intervenu entre les amis de Brice Lalonde et ceux d'Antoine Waechter pour la construction d'un pôle écologiste fort et autonome, les propositions de circonscriptions réservées ont soudain fait place aux mises en garde. L'ignorance ou le mépris dans lesquels les écologistes ont été tenus, pendant plus de vingt ans, ne sont pas moindres à droite.

Double ignorance

L'émergence de l'écologie politique, confirmée par les sondages, repose ainsi sur une double ignorance. Celle des hommes et des femmes qui s'en réclament – et qui ne sortent pas des circuits de formation traditionnels tels que l'ENA. Celle du fonctionnement des deux mouvements et de leur programme, mais dans la version, édulcorée, retenue par la nouvelle «Entente des écologistes».

Il est fondé sur quelques grands principes : la démocratisation de la société française, une économie réconciliée *«avec les humains et la biosphère»*, une gestion écologique des ressources et du territoire (*le Monde* du 5 novembre 1992). Mais, outre le fait qu'il comporte encore de sérieuses zones d'ombre – les écologistes sont par exemple systématiquement en panne dès qu'on les interroge sur leur projet en matière d'éducation, – il repose aussi sur plusieurs contradictions. Comment imaginer une politique économique dont les principaux inspirateurs seraient l'ancien militant de la Gauche ouvrière et paysanne Alain Lipietz, pour les Verts, et l'ancien ministre de Raymond Barre et de Michel Rocard Lionel Stoléru, pour Génération Ecologie?

En dépit de leur rapprochement, le mouvement d'Antoine Waechter et celui de Brice Lalonde reposent d'autre part sur une identité et un fonctionnement différents. GE ressemble, pour simplifier, à une fusée à deux étages avec, à la base, un réseau de militants du cadre de vie et de notables déçus du socialisme et, au sommet, un «staff» dévoué au service des ambitions de son chef. Les Verts, malgré leur hétérogénéité et leurs rivalités internes, sont rassemblés autour d'une histoire faite de démocratie directe et d'un projet radical fondé sur le refus du productivisme.

Au-delà de l'ordinaire querelle des chefs, comment passeront-ils le cap des législatives, dont le résultat pourrait bien être ambivalent? Alors que de multiples simulations électorales font craindre aux députés sortants une entrée en force des écologistes à l'Assemblée nationale, ceux-ci n'y croient plus guère. Il faudrait sans doute un nouvel effondrement de l'électorat socialiste, une montée des écologistes de 15 à 20 % et une multiplication des triangulaires au second tour pour que les Verts et GE puissent faire élire d'autres candidats que leurs têtes d'affiche.

En revanche, le capital des écologistes en nombre de voix représentera un véritable trésor de guerre pour l'élection présidentielle. Chacun à sa façon, Jacques Delors, Michel Rocard et Bernard Kouchner, ou encore Alain Carignon, qui s'efforce de convaincre Jacques Chirac de réserver des circonscriptions aux écologistes, l'ont bien compris.

C'est là le second aspect de la méprise qui fonde, sur un plan électoral, le phénomène écologiste. En 1992, celui-ci a été démultiplié par la création de Génération Ecologie. Le rejet du politique en général et du socialisme en particulier, la persistance – contre le gré des socialistes – de l'opération engagée par Brice Lalonde et l'habileté des deux mouvements à s'entendre sur l'essentiel devraient encore l'amplifier. Mais il y a gros à parier que, en votant pour ceux des écologistes qui veulent de longue date changer de société, l'immense majorité des électeurs ne se prononcera pas pour la diminution de son niveau de vie qu'imposeraient en toute cohérence un véritable partage du travail et une solidarité vraie avec les pays du tiers-monde.

Jean-Louis Saux

FRONT NATIONAL

Le «Blitzkrieg» électoral en échec

ET si le Front national avait fait le plein de toutes les catégories de mécontents qu'il pouvait mobiliser? Et si Jean-Marie Le Pen avait atteint son apogée à l'élection présidentielle de 1988, avec pas loin de 14,5 % des suffrages exprimés et près de 4,4 millions de voix? Et si, après une décennie de montée en puissance, de résultats électoraux exponentiels, de mauvais calembours et de vraies provocations, le parti d'extrême droite passait sur l'autre versant de la montagne de la notoriété?

A bon droit, le président du Front national s'est toujours gaussé des analyses ou des hypothèses qui portaient sur le recul, le déclin ou, même, la disparition de son parti. Utilisant une formidable capacité à rebondir, Jean-Marie Le Pen a régulièrement fait mentir les prophéties qui inféraient l'autodestruction du lepénisme d'un jeu de mot douteux de son chef, ou la chute électorale du mouvement d'une bienveillance coupable pour Saddam Hussein, président irakien. Et, pourtant, jamais le Front national n'est resté aussi longtemps au creux de la vague qu'en 1992. L'année qui suit devrait être, deux cents ans après 1793, selon les mots de Jean-Marie Le Pen, *«l'année terrible pour les ennemis de la patrie, juste retour des choses, accomplissement de justice immanente et propitiatoire, aube d'une ère nouvelle, celle de la renaissance française»*.

Pourtant, son parti et lui butent sur un obstacle qui paraît, aujourd'hui, infranchissable. Contrairement aux espoirs des dirigeants, les dernières élections régionales n'ont pas permis au Front national de s'installer au-dessus de la barre des 15 %, et les cantonales ont consacré son échec politique face à la droite parlementaire.

Vingt ans après sa naissance et dix ans après son émergence électorale, il est permis de s'interroger sur la qualité et la réalité de son enracinement politique. Toute sa stratégie a été fondée, dans les années 80, sur un *Blitzkrieg* électoral qui, sous l'impulsion du «conducteur», devait tout emporter sur son passage. Contraindre la droite à s'allier, avant de l'avaler pour se retrouver, seuls, face au Parti socialiste : tel était le plan des stratèges du Front national.

Il y a loin de la coupe aux lèvres. Emporté par la fougue de son président, le parti d'extrême droite a brûlé les étapes. Certes, le Front national a des élus régionaux et européens – il ne prise guère, pourtant, ni la région, ni l'Europe, – mais il est totalement absent dans la France urbaine et dans la France rurale : aucun maire de grande ville et trois conseillers généraux. Inventeurs du slogan *«Le Pen, vite!»*, les théoriciens du lepénisme ne se sont pas rendu compte qu'ils en structuraient un autre dans l'imaginaire de leur nouvel électorat : «Des résultats, vite!» N'ayant ni Le Pen, ni résultats, les électeurs, comme le montrent les élections partielles de l'année écoulée, se sont peu à peu détournés du parti «providentiel».

Même s'il ne fonde pas beaucoup d'espoirs – c'est un euphémisme – sur les résultats des élections législatives, répétant à loisir que son audience se mesurera au nombre de ses voix plutôt qu'à celui de ses élus, le Front national n'a pas disparu et ne va pas disparaître, pour autant, du paysage politique. Conscient qu'une stagnation, voire une légère progression seulement de son score législatif précédent (9,65 % en 1988), seraient interprétées comme un nouvel échec, le parti mise déjà sur une consultation qui autorise un véritable enracinement : les municipales de 1995. Cet objectif-là tourne le dos à celui qui faisait de Jean-Marie Le Pen la locomotive de la victoire. C'est une stratégie de l'après-Le Pen. Celle qui faisait récemment dire à Bruno Mégret, délégué général : *«Le Front national, aujourd'hui, est très différent de ce qu'il sera demain.»*

Olivier Biffaud

CEE

L'union, course d'obstacles

APRÈS le Royaume-Uni, c'est un autre royaume très «eurosceptique» qui assume, depuis le 1er janvier, la présidence de la Communauté pour six mois : le Danemark, par qui sont arrivés bien des malheurs aux Douze au cours de l'année qui vient de s'écouler. Les pessimistes y verront un bien mauvais présage : les Danois, en rejetant le traité de Maastricht lors du référendum du 2 juin 1992, n'ont-ils pas, en effet, ouvert les vannes de la contestation populaire et politique contre l'entreprise communautaire? N'hypothèquent-ils pas encore le devenir du traité de Maastricht supposé transformer cette Communauté en une véritable «union» politique et monétaire, puisqu'un nouveau référendum est annoncé chez eux, dont le résultat conditionnera dans une large mesure la ratification du traité par le Parlement britannique? Et si leurs dirigeants actuels sont des Européens convaincus, leur position au gouvernement n'est-elle pas des plus mal assurées et l'Europe ne risque-t-elle pas de faire à nouveau les frais d'une crise politique intérieure et de la démagogie à laquelle elle pourrait donner lieu?

Enfin, un gouvernement qui a réclamé et obtenu pour son pays un statut spécial l'exemptant des principales dispositions prévues par le traité de Maastricht peut-il diriger efficacement la gestion des affaires communautaires pendant ce semestre?

A ces incertitudes, on peut répondre, d'abord, par la décision annoncée en décembre au sommet d'Edimbourg par les dix partenaires du Danemark et de la Grande-Bretagne. Ils appliqueront le traité de Maastricht quoi qu'il advienne, laissant à Londres et à Copenhague jusqu'au 1er juillet pour dire leur dernier mot et, en cas de nouvel échec des procédures de ratification, se font fort de poursuivre le chemin vers l'union politique sans les deux pays récalcitrants. Une telle défection serait naturellement un revers très grave pour la Communauté, mais sa perspective même devrait inciter ces deux pays à rentrer dans le rang.

Les chances de voir les Danois revenir, au printemps prochain, sur leur décision de l'année dernière sont d'autre part meilleures du fait qu'ils assument la présidence de la Communauté que s'ils avaient été contraints par leurs partenaires de *«passer leur tour»* et s'étaient de la sorte sentis rejetés par une Communauté qu'eux ne répudient pas en bloc.

Sur le plan communautaire intérieur, la grande affaire de l'année 1993 devrait être l'élargissement à de nouveaux pays membres, un dossier particulièrement cher aux Danois, notamment parce qu'il concerne en premier lieu, en plus de l'Autriche, trois de leurs voisins nordiques : la Suède, la Finlande et la Norvège. Les négociations avec ces pays candidats à l'entrée doivent s'ouvrir ce mois-ci pour trois d'entre eux, un peu plus tard dans le courant de l'année à propos de la Norvège.

Sur le plan extérieur, les deux sujets qui vont dominer ce début d'année 1993 – les négociations du GATT et la politique à mener dans l'ex-Yougoslavie – échappent dans une large mesure à la présidence de la Communauté. C'est un peu par abus de pouvoir, et parce que M. John Major voulait en faire une affaire personnelle, que la présidence britannique a tellement influé au cours des dernières semaines de 1992 sur les négociations euro-américaines concernant le chapitre agricole des futurs accords GATT. La négociation est en principe du ressort exclusif de la Commission de Bruxelles.

Comme l'a montré le dernier passage à Paris du président des Etats-Unis George Bush, le différend qui a éclaté à l'automne et qui oppose essentiellement les intérêts français à ceux des Américains est loin d'être réglé. L'idée que M. Clinton, qui prend ses fonctions le 20 janvier, pourrait faire preuve sur le sujet de plus de souplesse que son prédécesseur est loin d'être démontrée. Démonstration a en revanche été faite à la fin de 1992 que le gouvernement qui sera issu des élections législatives du mois de mars en France risque de faire preuve de plus de rigidité encore que l'actuel dans la défense des positions françaises, si l'on en croit du moins les déclarations faites par plusieurs leaders de l'actuelle opposition.

Cette crise euro-américaine promet donc de rebondir, même si son aspect interne à l'Europe a quelques chances de s'atténuer dès lors qu'il ne sera plus seulement question de l'agriculture, mais de l'ensemble des dossiers en négociation dans le cadre du GATT.

L'inconnue yougoslave

Pour ce qui est de l'ex-Yougoslavie, les derniers développements ont montré là aussi que l'Europe, pour avoir échoué depuis un an et demi à désamorcer le conflit, a perdu la maîtrise quasi exclusive de la gestion de cette crise que lui avaient un peu hypocritement laissée les Etats-Unis. Ce sont de plus en plus les pressions américaines, et non les initiatives européennes, qui actionnent le Conseil de sécurité de l'ONU. L'Europe est commandée sur ce sujet par les deux puissances militaires qui ont la capacité d'intervenir à l'étranger, et qui sont également membres permanents du Conseil de sécurité : la France et la Grande-Bretagne. Français et Britanniques peuvent, certes, compter désormais dans ce cadre sur le frein mis par Moscou aux menaces d'intervention américaines, dont on ne sait d'ailleurs pas sous quelle forme elles seront reprises par M. Clinton. Mais la grande inconnue reste l'attitude qu'adopteront finalement les leaders serbes : fuite en avant dans la guerre en Bosnie, voire dans une autre guerre, ou cessation des hostilités. Comme l'a souligné récemment M. Jacques Delors, qui y voyait un motif de retenue dans la célébration du grand marché européen, l'Europe, qu'elle le veuille ou non, serait bel et bien en danger de guerre si les dirigeants serbes n'entendaient pas les mises en garde qui viennent de leur être adressées.

Cette éventualité fait naturellement pâlir tous les autres problèmes dont devrait avoir à traiter la Communauté et qui sont pourtant nombreux. Alors que la reprise économique n'est toujours pas annoncée, que les turbulences monétaires de la fin de 1992 n'ont pas fini de faire sentir leurs effets, il sera bien difficile de redonner de la crédibilité à l'objectif de la convergence et au projet d'Union économique et monétaire, ainsi que de démentir l'idée qu'une Europe à plusieurs vitesses est déjà bel et bien entrée dans les mœurs, traité de Maastricht ou pas.

Un autre grand chantier qui aurait dû en bonne logique précéder celui de l'élargissement et non lui succéder – celui des institutions communautaires : équilibre des pouvoirs et mécanismes de prises de décision – risque aussi d'être renvoyé à des jours meilleurs. Même si, en décembre 1992 à Edimbourg, la Communauté s'est donné les moyens politiques et financiers de continuer à fonctionner, même si l'avènement officiel du marché unique rappelle qu'elle a à son actif des réalisations majeures, c'est à une année encore bien difficile qu'elle se prépare.

Claire Tréan

FRONTIÈRES

Marché unique et pesanteurs culturelles

«HORIZON 93», «l'échéance 93», «la nouvelle frontière» de l'Europe : autant de formules chocs qui avaient salué le lancement, en 1985, du grand marché unique européen, ce vaste espace de 340 millions d'habitants promis à un avenir rendu radieux par «quatre libertés» nouvelles (personnes, biens, capitaux et services). Le marché unique avait alors la dimension d'un mythe : celui d'un «grand bond en avant» économique et social.

Après une période de somnolence, l'Europe, sous la houlette du tout nouveau président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, semblait retrouver le souffle historique des pères fondateurs pour faire aboutir un projet déjà contenu dans le traité de Rome de 1957. Près de 300 propositions avaient été alors programmées pour que, après huit années d'efforts (la durée de vie de deux commissions), le mythe du grand espace européen devienne réalité.

C'est aujourd'hui presque chose faite. Mais le «mythe 93» est à la fois victime de son succès, du contexte actuel d'europessimisme et de certains retards sur le calendrier. Le marché unique est victime de son succès car sur les 282 propositions du Livre blanc, le «cadre constitutionnel» du marché unique, 235 (soit 83 %) ont été déjà adoptées par le Conseil des ministres européen. Bref, le 1er janvier 1993 a été d'une certaine façon un vrai-faux événement.

Les Douze ayant opté pour une mise en œuvre progressive de ce qui pouvait l'être avant la date fatidique du 1er janvier 1993, une partie du programme a donc déjà été mise en place. En outre, nombre de professions (industriels, professions libérales, etc.) n'ont pas attendu cette date pour adapter leur activité aux dimensions du grand espace européen. Pour autant, tous les objectifs du marché unique ne sont pas atteints et l'année 1993 devra être mise à profit pour parfaire le travail.

Le citoyen absent

La France a déjà transposé 85,50 % des directives européennes en droit national. Elle se situe ainsi dans le peloton de tête des bons élèves de la classe européenne. Mais l'important, pour la bonne marche du grand espace européen, c'est que l'ensemble des pays membres soit au diapason. Or, le taux de transposition des directives européennes en droit national n'atteint, au niveau communautaire, que 77 % des objectifs. *«Le plan d'action pour l'après 1992 demande donc aux Etats membres une action considérable de transposition afin de garantir l'application complète et correcte de la législation communautaire»*, souligne la représentation de la Commission européenne en France, dans un dossier consacré à l'Europe sans frontières intérieures. Elle met en avant les risques de surplace si l'harmonisation juridique n'est pas faite dans les douze pays : *«L'effort de transposition (...) doit être général puisque le retard d'un seul Etat membre empêcherait la réalisation du marché intérieur dans l'ensemble de la Communauté»* (1).

Comme souvent en matière de construction européenne, le citoyen n'a cependant rien vu de vraiment bouleversant apparaître dans son univers proche le 1er janvier. Pas même la disparition systématique des contrôles aux frontières pour les personnes. C'est d'ailleurs ce domaine qui enregistre le retard le plus tangible pour le citoyen-voyageur européen. Même si cela peut paraître accessoire, en comparaison avec la dynamique économique globale provoquée par le marché unique, les retards pris par les Douze en matière de suppression des contrôles aux frontières communautaires risquent d'être interprétés par le citoyen comme une nouvelle traduction des tensions et des hésitations communautaires.

Au-delà de certains problèmes purement techniques (aménagement de couloirs spéciaux dans les aéroports, fichiers informatiques, etc.), les Douze restent divisés quant à la politique à mettre en œuvre en matière d'immigration. Ils ne sont pas parvenus à la fin de l'année dernière, à Londres, à trouver un compromis pour une suppression des contrôles aux frontières internes de la Communauté. Le vice-président de la Commission européenne, M. Martin Bangeman, avait alors proposé en vain un compromis, consistant à demander aux voyageurs de montrer seulement la couverture de leur passeport au passage des frontières. Les Britanniques refusent, pour leur part, toute suppression systématique des contrôles afin de lutter, disent-ils, contre *«le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine»*. Le dossier reste donc ouvert pour 1993, même si l'on peut s'attendre à certaines évolutions.

L'accord de Schengen

Les carences européennes seront en partie gommées par l'accord intergouvernemental de Schengen qui devrait assurer une libre circulation des personnes dans neuf pays de la Communauté (les Douze moins la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande). Cette libre circulation devrait être effective à la mi-décembre pour les frontières terrestres et au 1er décembre 1993, pour les aéroports. Mais les Douze ne peuvent vraiment s'en satisfaire puisque l'accord de Schengen est un traité international qui ne lie pas tous les membres de la Communauté contrairement à l'Acte unique. Au-delà de ce problème spécifique, qui a surtout une valeur de symbole, le véritable défi pour 1993 sera de donner vraiment vie au grand marché, notamment en développant les réseaux transeuropéens qui inscriront dans la réalité physique des Douze ce vaste espace sans frontières. Le traité de Maastricht prend en compte cet aspect des choses. Mais les pesanteurs géographiques ne sont pas les seules à freiner l'achèvement du grand espace européen. Les blocages culturels sont également solides.

A quand une PME française qui s'adressera à une banque britannique ou allemande pour financer ses activités? A quand une réelle mobilité professionnelle française en Europe? Si certaines professions, en France, ont pris de l'avance sur le 1er janvier 1993, il n'est pas sûr que l'ensemble du pays se soit vraiment mis à l'heure du grand marché. C'est dire que l'on ne pourra simplement se fonder sur une bonne retranscription en droit national des directives européennes pour estimer que le formidable pari du marché unique est gagné.

Pierre Servent

(1) Bureau de représentation en France de la Commission des Communautés européennes : 288, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. On peut également se reporter au supplément de la lettre hebdomadaire du Bureau consacré à la *«naissance du premier espace sans frontières de l'histoire»*.

ALLEMAGNE

Les taux tant attendus...

QUAND les taux d'intérêt allemands vont-ils baisser? Cette question a cristallisé en 1992 les relations économiques européennes. Il en sera de même en 1993. L'Europe économique et l'Europe monétaire ont été et restent suspendues à la politique restrictive décidée à Francfort par la banque centrale fédérale allemande, la Bundesbank. Une détente est attendue comme le signe principal d'un regain de confiance en l'avenir. La vigueur de la reprise en dépend, tout comme la stabilité du système monétaire européen (SME) et, au-delà, la continuation de la route vers Maastricht.

La responsabilité allemande est lourde. Personne ne l'ignore ni à Bonn, ni à Francfort, parce que, précisément toute la construction économique européenne se faisait à l'image du modèle allemand, modèle que l'unification est venue mettre à mal sinon à terre. Depuis quinze ans, l'Allemagne pèse de tout son poids dans la définition des pots catalytiques des automobiles jusque dans les statuts d'indépendance de la future banque centrale européenne copiés, mot pour mot, sur ceux de la Bundesbank.

Pourquoi, comment? Parce qu'elle est la première puissance économique du continent. Bien sûr. Mais cela n'eût pas suffi. En réalité, l'Allemagne profitait de l'espace européen en y exportant par milliards de marks, en échange d'un triple et inestimable «service» : une inflation faible, des exportations nettes de capitaux et, conséquence des deux premières, des taux d'intérêt faibles. Un à un, tous les pays d'Europe ont admis trouver leur bénéfice dans ce donnant-donnant. Le traité de Maastricht en est l'institutionnalisation. Or tout est remis en cause.

Le mur de Berlin tombe le 9 novembre 1989. L'économie ouest-allemande est alors en pleine forme. Les finances publiques sont assainies. L'économie est-allemande bien industrialisée est, elle, un modèle... pour l'autre côté. Mais bien entendu les usines et les produits ont quarante ans de retard sur leurs équivalents de l'Ouest. L'unification aurait pu ménager une transition du socialisme au capitalisme. Mais, par optimisme, par conviction idéologique libérale et parce qu'on ne voyait pas bien comment s'y prendre concrètement, Bonn décide au contraire d'absorber du jour au lendemain les cinqLander de l'Est en remplaçant l'ostmark par le deutschemark, le 1er juillet 1990.

L'économie de l'Est devient obsolète en un jour. Les syndicats, qui craignent un dumping social, exigent que les salaires de l'Est soient alignés en quatre ans sur ceux de l'Ouest. Productivité faible, coûts élevés : il faut transférer des milliards de marks pour colmater les conséquences de l'implosion et assurer aux 17 millions de nouveaux habitants, une consommation, des retraites et des protections sociales. L'Ouest paie. Environ 180 milliards de marks en 1992. Le surcroît de consommation provoque une inflation de 4 %. Comme le chancelier Kohl refuse d'augmenter les impôts, il en découle aussi une vive dégradation des comptes publics.

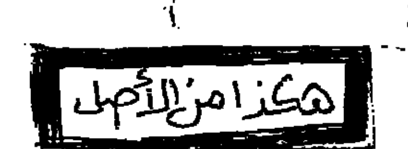
Un processus jugé trop lent

La Bundesbank réagit comme c'est son devoir : elle porte les taux d'intérêt à des niveaux records pour tenter de calmer la fièvre. Le SME est ainsi fait, autour du mark, que tous les autres pays européens sont contraints de suivre. L'Allemagne n'offre plus aucun des trois «services» d'hier : son inflation est supérieure à celle de France ou de Grande-Bretagne, elle importe des capitaux depuis deux ans, ses taux d'intérêt à court terme sont de cinq points au-dessus des américains.

A quand la détente? La Bundesbank a abaissé légèrement ses taux en septembre, mais cela fut loin de calmer les attentes. L'année 1993 devrait voir une nouvelle baisse, progressivement, en fonction de l'évolution du couple inflation-croissance. L'inflation va partir d'un niveau supérieur à 4 % en janvier. Mais la sagesse actuelle des syndicats dans leurs négociations salariales pour 1993 est un signe positif.

L'autre réconfort peut provenir de Bonn, où le chancelier est en train de mettre au point un «pacte de solidarité». Helmut Kohl veut parvenir à un accord des partis politiques et des partenaires sociaux sur le financement d'un nouvel effort pour l'Est. Il a eu, fin 1992, beaucoup de mal, mais l'Allemagne a su, en d'autres occasions, faire preuve de consensus. Dernier élément «positif» : le boom de croissance est bien fini et l'Allemagne est menacée de récession. La Bundesbank devra relâcher son corset pour l'éviter. L'année 1993 sera celle d'une baisse – sans doute lente – des taux. Reste que le processus d'ajustement peut apparaître bien trop lent à des partenaires européens en prise avec le chômage.

Eric Le Boucher



MONNAIES

SME : le psychodrame

LA lire rejoindra le Système monétaire européen (SME) avant la fin de l'année, avait promis le gouvernement italien à la mi-septembre. Au 1er janvier, les marchés des changes n'ont rien vu venir. La promesse pourra-t-elle être tenue cette année?

Au terme d'une crise monétaire particulièrement violente, en septembre, Rome avait été contrainte de suspendre la participation de la monnaie italienne au mécanisme de change européen, dans le sillage de la Grande-Bretagne, tandis que l'Espagne dévaluait sa monnaie, que la France vidait ses réserves de devises et que plusieurs Etats rétablissaient le contrôle des changes. En quelques mois, à partir du référendum danois du 2 juin, la croyance selon laquelle l'Europe aurait bientôt une monnaie unique venait de s'effondrer et un euro-pessimisme tenace s'enracinait dans les esprits.

Malgré l'ampleur des réaménagements de l'automne, il est déjà pratiquement acquis que 1993 sera une année de profonds bouleversements monétaires en Europe. Les opérateurs des marchés financiers ont déjà quelques moments-clés à se mettre sous la dent : les élections législatives en France, fin mars; le nouveau référendum danois et le débat au Parlement de Londres sur la ratification du traité de Maastricht, au printemps.

La plupart des observateurs avaient été surpris par l'ampleur de la crise des changes et de la spéculation qui a déferlé en septembre sur le SME. Au début de l'année 1993, bien avant l'échéance électorale française, les marchés s'attendent à de fortes turbulences. Ce serait plutôt un apaisement spontané des tensions qui étonnerait.

Le franc se trouve bien sûr en première ligne. Sauvée par le communiqué commun de la Banque de France et de la Bundesbank, le 23 septembre, la monnaie française est depuis l'objet d'attaques périodiques. Les marchés testent la solidité de l'accord, essaient d'anticiper la prochaine étape de la coopération – un possible resserrement des liens entre le franc et le mark, qui se traduirait par une perte d'autonomie de la politique monétaire française – et surtout se précipitent sur les déclarations des hommes politiques de l'opposition, afin de savoir quelle sera la politique de changes du nouveau gouvernement.

Les incertitudes de l'opposition

Le franc sera-t-il décroché du mark, comme le veulent Charles Pasqua ou Alain Madelin? L'axe franc-mark et la politique de «désinflation compétitive» resteront-ils au sommet des priorités? Valéry Giscard d'Estaing ou Alain Juppé plaident en ce sens. Quant au dirigeant du RPR, Jacques Chirac, il adopte sur le sujet une discrétion très stratégique, se bornant à se déclarer favorable *«sur le principe»* au maintien de la parité franc-mark. L'opposition attend sans nul doute de voir si Pierre Bérégovoy réussira à «tenir» le franc jusqu'aux élections. Car s'il échouait, le nouveau gouvernement pourrait alors rejeter la faute d'une dévaluation ou d'une sortie du SME sur l'équipe précédente.

En tout état de cause, l'apaisement des tensions monétaires en Europe ne dépend pas seulement de la position de la droite française. En Angleterre, en Italie, seuls de gros sacrifices autoriseront la rentrée dans le SME sans risque d'attaques spéculatives. Une vive remontée du dollar affaiblirait le mark et, par ricochet, apaiserait les tensions au sein du SME. Surtout, une décrue des taux d'interêt allemands, en rendant moins attrayants les placements à Francfort, bénéficierait aux autres pays de la Communauté. Encore faudrait-il que l'inflexible Bundesbank se laisse convaincre des bienfaits d'un asssouplissement sur l'activité allemande et sur la situation monétaire européenne.

Françoise Lazare

MODÈLE

L'Etat réhabilité

QUEL doit être le rôle de l'Etat dans l'économie ?. L'ultralibéralisme triomphant des années 80 et l'échec du « socialisme réel » de type soviétique à l'Est avaient rendu, à la fin de la précédente décennie, l'interrogation presque incongrue. La réponse était d'évidence : un rôle minimum, sinon nul. L'intervention publique dans la vie économique était considérée comme la source de tous les maux. L'élection à la Maison Blanche de Bill Clinton a traduit à cet égard un changement radical. Le candidat démocrate a été élu en prônant la réhabilitation de l'Etat. Quel doit être alors son rôle ? Ce sera, en France à l'occasion des élections législatives, comme à l'étranger, l'un des grands débats de 1993.

Les années 80 ont démontré concrètement les limites de trois modèles, celui de l'« Etat minimum », celui du « tout-Etat », celui enfin de l'« Etat-providence ». L'Etat minimum tout d'abord. Il a été expérimenté aux Etats-Unis par Ronald Reagan et en Grande-Bretagne par Margaret Thatcher. S'inspirant des théories ultra-libérales et monétaristes de l'école de Chicago, les républicains américains et conservateurs britanniques ont cherché à alléger, par tous les moyens, le poids de l'Etat. Ce furent à la fois les baisses d'impôts, les privatisations et la déréglementation. Dans cette philosophie, l'Etat doit limiter ses ambitions à ses fonctions régaliennes (défense, justice, sécurité...), tout le reste étant abandonné aux lois du marché, la protection sociale notamment.

Croissance endogène

Partiellement appliquée dès la fin des années 70 outre-Manche et, tout au long des années 80, outre-Atlantique, cette politique a certes favorisé au départ la croissance, mais elle a aussi conduit ces deux pays anglo-saxons à la crise d'aujourd'hui : un affaiblissement industriel et une longue période de stagnation pour les Etats-Unis, une profonde récession pour la Grande-Bretagne. Dans les deux nations, une demande d'intervention publique s'exprime désormais fortement.

Avec la mort du socialisme en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, le tout-Etat a lui aussi été sanctionné. Bien plus flagrant que dans le cas précédent, l'échec économique du socialisme de type soviétique a largement contribué aux révolutions politiques de la fin des années 80. Dans cette société, l'Etat était omniprésent : propriétaire et gestionnaire central des moyens de production et d'échange, il assurait aussi, à côté de ses fonctions traditionnelles, l'ensemble des prestations sociales. Le plan d'Etat – global – devait se substituer au marché. S'il a pu un temps faire illusion, ce système a conduit les économies est-européennes et soviétique au chaos.

Entre l'Etat minimum et le tout-Etat, l'Etat-providence a lui aussi dû reconnaître ses limites au cours de cette même décennie. La crise n'a pas épargné, en effet, les pays s'inspirant, souvent sous la direction de partis sociaux-démocrates, d'une philosophie keynésienne comme par exemple la Suède. Porteur d'une ambition collective, l'Etat doit ici réglementer le marché et assurer la protection des plus faibles, en jouant notamment avec l'arme budgétaire sur le niveau de la demande.

Les échecs relatifs de l'Etat minimum et de l'Etat-providence et celui, absolu, du tout-Etat conduisent en ce début des années 90 et partout dans le monde à la recherche d'un nouveau modèle. Celui qui se dessine le plus nettement et qui inspire notamment l'équipe de Bill Clinton s'appuie sur une réflexion amorcée aux Etats-Unis au milieu des années 80 autour de la théorie dite de la « croissance endogène » (1). Schématiquement, celle-ci considère que, si la croissance ne se décrète pas, elle n'en est pas pour autant spontanée. L'économie de marché est certes le meilleur système, mais il ne fonctionne bien que s'il est aidé par une certaine dose d'intervention publique.

Schématiquement, les théoriciens classiques expliquaient jusqu'à présent que la croissance est le résultat d'une combinaison entre trois facteurs : le capital, le travail et le progrès technique. Ce sont des facteurs exogènes. Les partisans de la nouvelle théorie – parmi eux figurent des néo-keynésiens mais aussi des économistes de l'offre – affirment que la croissance est aussi déterminée par des facteurs « endogènes ». Elle est notamment liée aux comportements des agents économiques (Etat, entreprises, ménages...). La croissance ne résulte pas seulement d'un gonflement de la population active ou d'une innovation. Elle est aussi liée à l'état des infrastructures, de la connaissance, du capital humain, du capital public. Elle ne peut donc rester soutenue que grâce à des investissements à long terme que le marché seul ne peut assurer. Cette théorie conclut donc à l'impérieuse nécessité de l'intervention de la puissance publique dans la vie économique.

Comment cependant réhabiliter l'Etat alors même que celui-ci manque de moyens ? Dans pratiquement tous les pays industrialisés – hormis le Japon qui a, de fait, lancé un programme massif de relance budgétaire dès l'été 1992 – les dirigeants politiques vont se trouver confrontés, en 1993, à cette douloureuse question. Le déficit budgétaire – et l'endettement public qui s'en suit – a souvent atteint des niveaux très élevés. Les *« stabilisateurs automatiques »* keynésiens ont joué à plein. Comment retrouver des marges pour soutenir la dépense publique et, dans le même temps, la restructurer ? A partir du 20 janvier, Bill Clinton promet de chercher à y répondre...

La fin des guerres de religion

En France, cette réflexion sur le rôle de l'Etat promet de s'animer à l'occasion des débats électoraux de mars. Si le consensus semble désormais acquis autour de l'économie de marché, les désaccords restent cependant forts sur le poids et le rôle de l'Etat dans l'économie. Le débat privatisation-nationalisation ne révèle plus les mêmes oppositions qu'autrefois. Rares sont désormais, même à gauche, les responsables politiques partisans d'un « Etat gérant », fabriquant machines à laver et poudres diverses. Thomson a vendu en décembre son électroménager à un groupe franco-italien, sans provoquer la moindre réaction. Les rapprochements entre secteurs privé et public sont devenus choses courantes : celui amorcé entre Aérospatiale (public) et Dassault (privé) n'a pas plus conduit à de violentes déclarations. La droite française a, elle-même, abandonné les dogmes ultra-libéraux auxquels elle avait un temps adhéré. Elle réfléchit à un programme d'incitation publique à l'investissement. Et elle soutient l'initiative européenne de croissance, cette forme d'intervention publique au niveau communautaire.

La mort du reaganisme ne conduira donc ni à la renaissance du tout-Etat (le socialisme), ni au retour de l'Etat-providence (le keynésianisme). Acquis pratiquement unanimement à l'économie de marché, le monde est à la recherche d'un nouvel Etat. Etat garant, Etat régulateur, Etat protecteur ? Quel sera son visage ? Il devrait commencer à se dessiner, sous des formes diverses selon les pays, au cours de ces années 90.

Erik Izraelewicz

(1) MM. Amable et Guellec notamment font une présentation des *« théories de la croissance endogène »* dans le numéro 102 de mai-juin 1992 de la *Revue d'économie politique* (p. 314 à 377).

DÉBAT

Relance ou pas ?

L'ANNÉE qui vient de s'achever s'est si mal terminée qu'une reprise spontanée de l'activité économique au cours des semaines ou des mois à venir paraît bien peu probable.

La plupart des instituts de conjoncture n'envisagent en tous les cas pas d'amélioration rapide de la situation, malgré la reprise qui se confirme de l'autre côté de l'Atlantique. Côté entreprises, la vision est beaucoup plus noire encore. Les dernières enquêtes de l'INSEE montrent que dans l'industrie les stocks sont jugés excessifs, les carnets de commandes insuffisants et que la production pourrait continuer de baisser. Sauf erreur générale d'appréciation, le premier semestre 1993 devrait donc être mauvais, tout particulièrement en termes d'emplois. Plus mauvais peut-être que ne l'a été l'année 1992.

Volontarisme et indépendance

Les prochaines élections législatives modifieront-elles le climat, restaureront-elles la confiance comme semble l'avoir fait aux Etats-Unis l'élection de Bill Clinton ? La chose est possible encore qu'une véritable reprise, si elle doit se produire, dépende aussi de facteurs objectifs comme la baisse des taux d'intérêt en Allemagne, la consolidation du SME (système monétaire européen) c'est-à-dire notamment la résistance du franc à la spéculation internationale, la ratification du traité de Maastricht par des pays comme le Danemark et la Grande-Bretagne. Et bien sûr, l'entente des dirigeants de la droite sur un programme économique et financier non seulement cohérent mais crédible en France et à l'étranger.

Le contexte très difficile dans lequel se trouvent la France et l'Europe toute entière, explique qu'un débat soit né sur le bien-fondé de la politique économique menée depuis des années. A quoi sert-il d'obtenir de bons résultats en matière d'inflation, de compétitivité, d'équilibre du commerce extérieur, si le chômage augmente inexorablement et que le niveau de vie progresse de plus en plus lentement ? N'est-il pas temps de se montrer plus coulant en matière d'inflation et de déficit budgétaire pour stimuler l'activité et la croissance ? Derrière toutes ces questions, c'est souvent la stratégie du franc fort qui se trouve remise en cause et avec elle l'existence même du SME.

Le débat empoisonne la droite qui s'apprête à revenir au pouvoir. Les positions prises par des hommes comme Philippe Séguin, Charles Pasqua ou Alain Madelin doivent correspondre grosso modo à ce que pensent un certain nombre de Français inquiets de voir la situation économique se détériorer sans qu'il soit apparemment possible d'y rien changer. D'où la tentation de mener une autre politique, plus volontariste et donc plus indépendante vis-à-vis de l'Allemagne et du traité de Maastricht.

On retrouve un écho plus ou moins lointain de ces tentations dans les prises de position d'Alain Cotta, économiste et professeur à Dauphine, ou de Jean-Louis Giral (ex-président de la Fédération nationale des travaux publics) qui fut président de la commission sociale du CNPF et qui rompit il y a un an avec l'organisation patronale conduite par François Perigot. Une organisation qui a affirmé depuis et à plusieurs reprises son soutien à la politique du franc fort. Comme l'ont fait Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Alain Juppé, Edouard Balladur et Jacques Chirac.

En rappelant presque tous les jours qu'elle est très divisée sur la politique économique à mener, la droite sème le trouble parmi ses électeurs et accroît l'incertitude des chefs d'entreprise. A tel point que les projets fiscaux avancés par les uns et les autres, notamment par Alain Juppé, s'ils ont pour eux un bon sens évident, n'en apparaissent pas moins déphasés et peu crédibles.

Comment, dans un tel contexte, l'annonce de mesures fiscales favorisant l'investissement immobilier (imputation des déficits fonciers sur le revenu global, relèvement de la déduction forfaitaire de 8 % pour les propriétaires d'immeubles), réformant et simplifiant le barème de l'impôt sur le revenu au profit des cadres moyens, déchargeant progressivement les entreprises du paiement des allocations familiales, pourrait-elle rendre confiance, puisque les formations politiques chargées de les appliquer se divisent sur des points essentiels de politique économique ?

Abréger la phase d'ajustement

Si c'est la crédibilité et la confiance qui font le plus défaut, aucune politique de relance aussi coûteuse soit-elle ne réussira à persuader les entreprises d'investir et les ménages de dépenser. Dans le contexte actuel de faible activité et d'argent cher, chacun a comme souci principal de se désendetter ou de préserver un minimum de rentabilité. Pour ce faire, les entreprises échaudées dans leur optimisme excessif de la fin des années 80, investissent le moins possible et suppriment des emplois. Ce que les économistes appellent pudiquement *« ajustement »* peut se prolonger pendant une bonne partie de 1993 malgré la reprise américaine.

Reste qu'une forte baisse des taux d'intérêt abrègerait la phase d'ajustement actuelle, si douloureuse en termes d'emploi, plus sûrement que n'importe quel plan de relance. De la Bundesbank dépend une partie de la solution du problème.

Alain Vernholes

CHOMAGE

Régimes sociaux dans le rouge

EPARGNÉS en 1992, les Français devront payer en 1993 le prix du rééquilibrage des comptes de la Sécurité sociale. Structurel, car engendré par l'absence de véritable mécanisme de régulation, le déficit de la « Sécu » se nourrit aussi du ralentissement de la croissance et de la montée du chômage. Après trois années dans le rouge, le besoin de financement cumulé sur la période 1990-1992 devrait atteindre plus de 30 milliards de francs malgré l'attribution par l'Etat d'une subvention exceptionnelle de 4,5 milliards en décembre 1992. Pour 1993, les 5 milliards de francs de « bonus » provenant de l'augmentation des prix du tabac ne seront pas non plus suffisants : le déficit tendanciel de la Sécurité sociale est de l'ordre de 25 milliards de francs.

Dès lors, le gouvernement de Pierre Bérégovoy se trouve devant une douloureuse alternative : apurer partiellement les comptes de la Sécurité sociale en augmentant la cotisation d'assurance-vieillesse (de préférence à une revalorisation de la CSG, qui nécessite le vote d'une loi) juste avant les élections ou laisser filer le déficit, au risque de voir l'opposition l'accuser de *« mettre en péril la protection sociale »* et brandir des chiffres propres à donner le vertige... Quoi qu'il fasse, Pierre Bérégovoy ne sera donc pas à l'aise sur le dossier de la « Sécu ». Mais ses probables successeurs le seront-ils davantage ? S'il est peu réaliste d'envisager une réforme des retraites pendant une période de cohabitation, le futur gouvernement aura fort à faire. Lui aussi devra se débattre avec les finances vacillantes de la protection sociale.

Fortement atténuée sous la pression de l'opposition RPR-UDF-UDC, la loi sur la maîtrise des dépenses de santé risque en effet de mal porter son nom. A moins d'une reprise économique soudaine, l'écart entre dépenses et recettes n'a aucune raison de se réduire. Enfin, l'Etat et les partenaires sociaux doivent se préparer à un rendez-vous qui, prévu pour le dernier trimestre 1993, s'annonce plus que délicat puisqu'il s'agira de renouveler la structure financière assurant le financement de la retraite à soixante ans.

UNEDIC : dossier non réglé

Quant aux conséquences du chômage sur les comptes de l'UNEDIC, elles n'en finiront pas de peser en 1993, même en supposant – ce qui est improbable – que celui-ci n'augmente pas davantage. Laborieusement construite par l'accord du 18 juillet entre les partenaires sociaux, qui prévoyait une augmentation de cotisation et l'instauration d'une allocation unique dégressive (AUD), la digue n'aura déjà pas suffi à tenir jusqu'à la fin de l'année 1992. A l'origine évalué à 20 milliards de francs en cumulé au mois de décembre, le déficit n'aura même pas été réduit par 5,3 milliards de recettes supplémentaires, puisqu'il était estimé à 21,5 milliards à la fin novembre, et finalement à 23,9 milliards.

Provoquées par l'inquiétude du patronat et des syndicats, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, les tractations de la fin du mois de décembre n'ont pas pu apporter de solutions et devaient reprendre le 6 janvier, sans vraiment plus d'espoir. Sauf à imaginer, en effet, que l'Etat prenne en charge une partie des chômeurs les plus en difficulté au nom de la solidarité nationale, l'équation actuelle est financièrement intenable. Au mieux, Pierre Bérégovoy s'est engagé sur 3,3 milliards de francs, dont la bonification des emprunts de 15 milliards de francs, qui occasionneront en 1993 le versement de 1,7 milliard d'intérêts.

Le règlement des dossiers des contrats emploi-solidarité (CES) et de l'allocation formation-reclassement (AFR), discuté avec la délégation à l'emploi le 30 décembre, ne rapportera que de 300 à 800 millions, mais s'accompagnera aussi de charges nouvelles. Et ce ne sont pas les 125 millions d'économies dues au maintien de sept jours de différé d'indemnisation, ni les 2,5 milliards de rentrées supplémentaires escomptées du renoncement à la baisse de cotisation de 0,3 point prévue pour le 1er janvier, qui suffiront.

Les partenaires sociaux auront beau protester, ils devront se résoudre à une nouvelle mise à plat du système avant la fin de l'actuelle convention, déjà mise à mal. A terme, cela risque de signifier une refonte des critères d'indemnisation, une baisse des prestations, à moins que, contrairement aux souhaits du patronat, il ne faille admettre une hausse des cotisations.

De ce point de vue, l'évolution du chômage sera également décisive. Or, après les mauvais résultats qui s'accumulent depuis l'automne dernier, aucun facteur ne permet de croire à une stabilisation et encore moins à une amélioration dans les prochains mois, si ce n'est au cours de l'année. En données brutes, le seuil des 3 millions a été franchi en octobre ; en données corrigées, il devrait l'être en janvier. Les licenciements se multiplient à un rythme élevé, les embauches se raréfient, et les offres d'emplois « stables » déposées à l'ANPE diminuent. Les mesures de politique publique ne peuvent pas freiner cette spirale, et le gouvernement actuel, comme le futur, est condamné à observer les conséquences d'un tel désastre. Sauf à espérer en un changement d'attitude des chefs d'entreprise, ou à attendre les effets d'une reprise économique qui, si elle devait venir, mettrait des mois à créer de l'emploi.

Alain Lebaube
et Jean-Michel Normand

GATT

La tectonique des blocs

LES responsables du GATT déplorent le vocabulaire guerrier souvent utilisé dans les relations commerciales. Arme alimentaire, représailles tarifaires, conflit transatlantique... Mais le libre-échange a beau être globalement bénéfique pour tous, ceux qui exportent le plus tirent le mieux leur épingle du jeu. Les affrontements sont inévitables.

En période de forte croissance, et donc de forte demande internationale, les conflits s'estompent. Mais lorsque la croissance ralentit, que la demande se contracte, comme c'est le cas actuellement, les Etats ne sont pas prêts à voir leurs marchés se rétrécir. D'où la course aux ventes de blé à la Russie, même si Moscou ne paie pas les livraisons. D'où les réticences de la CEE, alors que les prix internationaux de l'acier ont chuté de 25 %, à acheter de l'acier en provenance d'Europe de l'Est, et plus encore à intégrer les nouvelles démocraties dans son propre espace commercial. D'où le refus du Japon d'obtempérer aux injonctions de ses partenaires, qui réclament une réduction de son gigantesque excédent commercial (probablement 135 milliards de dollars en 1992). D'où, surtout, l'immense difficulté rencontrée dans la conclusion de l'Uruguay Round, le cycle de négociations commerciales multilatérales entamé en septembre 1986 à Punta del Este, célèbre station balnéaire d'Amérique latine.

De nouveaux terrains d'affrontement

Telles les plaques continentales chéries des géologues, les blocs commerciaux bougent. Les points de friction se déplacent, la physionomie des régions se modifie. En novembre 1992, l'Uruguay Round paraissait enfin sur le point d'aboutir. Le projet d'accord de Washington, passé entre une administration américaine sur le départ et une Commission européenne visiblement pressée d'en finir avec la négociation agricole transatlantique, ouvrait la porte à une signature globale entre la centaine de pays adhérents du GATT. Les échanges mondiaux devaient, à en croire les gouvernements, s'en trouver stimulés.

Aujourd'hui, non seulement l'accord agricole n'est toujours pas bouclé, mais les puissances économiques se trouvent de nouveaux terrains d'affrontement, des textiles aux services financiers. Personne n'oserait plus miser sur la date de clôture des négociations. Quoi qu'il arrive, les sept années de discussions laisseront de profondes cicatrices dans les relations économiques internationales, et surtout dans la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe. L'agriculture ne représente plus qu'une très petite partie des échanges mondiaux, mais touche le cœur même des sociétés, notamment celle de la France.

Depuis plusieurs années, les Etats-Unis se replient sur leur arrière-cour, en œuvrant pour la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA, qui associe les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, et devrait entrer en vigueur en 1994). Mais le président élu Bill Clinton a adopté une attitude très ambiguë au sujet de l'ALENA. Quant à l'Initiative pour les Amériques – une grande union commerciale de l'Arctique à la Terre de feu – lancée par le président Bush, elle ne figure pas parmi les priorités de l'agenda démocrate.

L'Europe a, pour sa part, commencé le 1er janvier de vivre le grand marché intérieur, dans lequel hommes, marchandises, services et capitaux peuvent circuler librement. Les frontières de la CEE apparaissent à tous étriquées au regard des bouleversements historiques et des évolutions économiques récentes. Cependant, le rapprochement entre la CEE et l'AELE sous le chapeau commun de l'Espace économique européen, ne se fait pas sans heurts. Le refus du peuple suisse de ratifier l'EEE provoque un véritable psychodrame national.

En Asie, le commerce fleurit, pratiquement en dehors de tout accord commercial. Les Japonais préfèrent aujourd'hui investir en Chine qu'aux Etats-Unis. Et Pékin, cet acteur en vogue du commerce international, n'est même pas membre du GATT !

« Multilatéralisme et régionalisme peuvent coexister ; et qui mieux est, ils peuvent se renforcer mutuellement », déclarait, il y a quelques mois, Arthur Dunkel, le directeur général du GATT. Il rappelait que l'accord général ne vise pas seulement à fixer les règles de base du commerce international, mais également à organiser la coexistence des accords régionaux. Le rêve d'un commerce mondial harmonieux existe encore. Mais le vocabulaire guerrier, lui, s'applique de plus en plus souvent dans les relations entre les grandes régions, voire entre Etats voisins.

F. L.



MINISTÈRE

La Rue de Valois sans Jack Lang ?

CRÉÉ dès le début de la Vᵉ République, le ministère des affaires culturelles – puis de la culture – a été marqué par quelques fortes personnalités. André Malraux, Jacques Duhamel ou Michel Guy, en dépit d'un budget étriqué, ont su s'imposer et imposer l'idée même d'un tel ministère, souvent contestée. Grâce à Jack Lang, ce portefeuille a été doté d'attributions financières sans précédent, ce qui a permis de mener une action réelle dans tous les secteurs de la culture. Au point de se poser non seulement en interlocuteur mais aussi en interprète du monde artistique.

En 1986, François Léotard, l'une des têtes de file de la nouvelle coalition gouvernementale, choisit de s'installer rue de Valois. Preuve de l'importance symbolique acquise par ce ministère. Prôna-t-il une politique nouvelle ? Des colonnes de Buren à l'Opéra-Bastille, il se contenta d'endosser les habits de son prédécesseur, dans un cadre budgétaire amoindri.

En 1988, Jack Lang retrouva son maroquin, mais infléchit notablement sa politique. On lui avait reproché d'être le ministre de la futilité et de l'éphémère. Il sera avec une égale application celui du patrimoine et de l'enseignement artistique. Cette dernière tâche sera facilitée, au printemps 1992, par la réunion des portefeuilles de l'éducation nationale et de la culture. Symboliquement le budget de la culture atteint cette année-là 1 % du budget de l'Etat et – autre symbole – Jack Lang devient, dans l'ordre du protocole, le premier des ministres après Pierre Bérégovoy.

Quelle marge de manœuvre ?

Après les élections de mars prochain, il est vraisemblable que le portefeuille de la culture retrouvera sa singularité. Il est également vraisemblable que ce perchoir désormais hautement médiatique sera convoité par des hommes politiques importants qui ambitionnent de l'être plus encore.

Quelle sera la marge de manœuvre du nouveau titulaire ? Celle-ci sera d'autant plus faible que son budget repasserait en dessous de la barre symbolique de 1 %. Car la brillante politique de Jack Lang a un prix. Et son successeur devra assumer le coûteux héritage de cette ambition. Pour ne prendre qu'un exemple, celui des Grands Travaux : il lui faudra mener à bien ceux qui sont commencés (Grand Louvre, Cité de la musique, Bibliothèque de France, Centre de conférences internationales) ou les réviser à la baisse, au risque de sévères polémiques artistico-financières. Quand ils seront achevés, il faudra dégager les moyens de les faire fonctionner. Or dans quelques années le seul fonctionnement des quatre établissements publics que sont le Centre Pompidou, les Opéras de Paris (Garnier et Bastille), le Louvre et la Bibliothèque de France, absorbera plus d'un tiers du budget du ministère.

Quatre établissements, tous parisiens, ne manqueront pas de souligner les élus locaux de tous bords. Ces derniers réclament depuis toujours un rééquilibrage des engagements de la Rue de Valois en direction des régions.

Devra-t-on pousser plus loin la décentralisation culturelle ? Oui, répondent ceux qui se plaignent du poids trop grand de la capitale dans ce domaine et de l'interventionnisme du ministère. Mais est-on certain de trouver partout des relais locaux pour prendre en charge les efforts considérables consentis pour le théâtre et la danse ? Peut-on soutenir l'industrie cinématographique française sans politique volontariste ? L'enseignement artistique, cheval de bataille de la droite, peut-il se passer des injonctions de l'Etat ? C'est sur ce terrain, défriché sur le tard par Jack Lang, que son successeur trouvera sans doute une réelle capacité d'initiative.

Grandeurs et servitudes

En phase avec une partie non négligeable de la population, la jeunesse en particulier, ce ministère ne ressemble aujourd'hui en rien à celui que Jack Lang a trouvé en 1981, ni même à celui dont François Léotard a hérité en 1986. La tâche de son titulaire est désormais plus lourde, plus précise, plus sérieuse enfin. Le long passage de Jack Lang rue de Valois a imposé des grandeurs et des servitudes qu'il faudra assumer.

Emmanuel de Roux et Olivier Schmitt



CHANTIERS

Vaste querelle pour grande bibliothèque

MÊME si François Mitterrand n'a pas innové dans ce domaine – Georges Pompidou avait lancé le centre qui porte son nom et Valéry Giscard d'Estaing avait été à l'origine du Musée d'Orsay et de la Cité des sciences de La Villette, – les grands travaux présidentiels resteront marqués par la volonté de l'actuel président de la République. Les plus lourds – ou les plus tardifs – seront loin d'être achevés en mars 1993. L'ouverture au public de l'aile Rivoli du Grand Louvre devrait se faire à l'automne, mais le remaniement du musée ne sera pas totalement achevé avant 1997 ou 1998.

La deuxième tranche de la Cité de la musique, à La Villette, a pris du retard et ne pourra être inaugurée avant 1994. Cependant, aucune de ces opérations ne sera vraisemblablement remise en cause par un changement de majorité.

En revanche, le sort des deux chantiers annoncés au début du second septennat de François Mitterrand divise les membres de l'actuelle opposition.

Le premier d'entre eux, la Bibliothèque de France, a fait couler des flots d'encre. La querelle de la coupure entre cette bibliothèque et la Bibliothèque nationale (BN), la hauteur des tours du bâtiment, les problèmes posés par le stockage de ses collections, la répartition des différents publics, la personnalité du président de l'établissement public, Dominique Jamet, tout fut sujet à polémiques. Pourtant, au-delà de ces querelles souvent liées à des questions de personnes, le projet parait largement consensuel : la France a besoin d'un établissement de ce type.

Arrêter brutalement les travaux est donc difficilement imaginable. Quai de la Gare, le bâtiment de Dominique Perrault commence à sortir de terre. Les salles de lecture se dessinent peu à peu. Que pourra-t-on remettre en cause ? La taille des tours, l'aménagement du jardin central ?

Les élus de l'opposition sont aujourd'hui fort prudents. Reste que le prix de la TGB (Très Grande Bibliothèque) paraît exorbitant à certains d'entre eux : 7,2 milliards de francs pour le bâtiment et ses aménagements (ces derniers estimés à 2,2 milliards de francs).

Le coût du bâtiment

C'est, de loin, le plus cher des grands travaux présidentiels. Peut-on rogner sur la dépense sans dénaturer gravement le projet et, par ricochets, sans risques pour la Bibliothèque nationale, qui vit déjà à l'heure du déménagement de ses 12 millions d'imprimés, dont le compte à rebours sera entamé de manière irréversible dans quelques mois ? Sans doute peut-on rogner sur l'aménagement du bâtiment. Là encore, les économies seront minces.

Le coût du fonctionnement de la Bibliothèque de France n'est pas fixé, mais les estimations actuelles oscillent entre 1,2 et 1,5 milliard par an. La tentation sera grande de supprimer la bibliothèque destinée au grand public (500 000 volumes). Mais peut-on maintenir les grandes lignes d'un projet si onéreux en limitant l'accès d'une telle réalisation ?

Certains, et pas seulement au sein de l'actuelle opposition, évoquent l'idée de transformer cette bibliothèque tout public en une vaste bibliothèque universitaire (qui manque à Paris). L'éducation nationale pourrait alors participer au financement du fonctionnement de la Bibliothèque de France. Un tel compromis sera bien difficile à monter. Jacques Toubon, député et maire (RPR) du XIIIᵉ arrondissement, et Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine et membre du Conseil supérieur des bibliothèques, auront leur mot à dire. Leurs avis convergeront-ils ? Rien n'est moins sûr.

La nouvelle majorité pourrait demander l'étalement des travaux. Si l'inauguration du bâtiment se fera courant 1995, comme prévu, le public devra attendre 1996, voire le début de 1997, pour avoir accès aux salles de lecture. Là encore, la Bibliothèque nationale est impliquée dans le calendrier.

Un étalement excessif des travaux complique dangereusement son déménagement et augmente considérablement la gêne des chercheurs, qui souffriront de toutes les manières du déplacement des collections. Les nouveaux locataires de Matignon et de la Rue de Valois se contenteront-ils de la tête de Dominique Jamet, maintenu à la présidence de l'établissement public pour trois ans encore ?

En revanche, la présence de Jean-Ludovic Silicani, nouveau directeur général de la TGB (il remplace Serge Golberg, atteint par la limite d'âge), est une garantie de continuité. Cet ancien responsable de l'administration centrale du ministère de la culture, nommé par François Léotard et maintenu à ce poste par Jack Lang, a fait la preuve de sa diplomatie.

Enfin, du sort de la TGB dépendra celui de la Bibliothèque nationale des arts et de l'Institut, qui doivent se loger dans les locaux vacants de la rue de Richelieu. Ce vieux projet, concrétisé par Jack Lang à l'automne 1992, pourrait, lui, être remis en cause ou sévèrement amputé.

Longtemps bloqué par une querelle administrative entre la Ville de Paris et l'Etat, le Centre de conférences internationales (CCI) du quai Branly a reçu son label d'« intérêt général » du Conseil d'Etat, le 30 octobre 1992. Le Conseil de Paris, qui se réunit le 25 janvier, ne devrait plus pouvoir s'opposer formellement à sa construction.

Acrobaties pour les espaces verts

Mais le président de l'établissement public, Alain Villaret, répète à l'envi qu'un tel projet ne peut se faire contre la Ville de Paris. Aussi son architecte, Francis Soler, a-t-il dû sévèrement revoir sa copie : la hauteur du triple bâtiment de verre correspond désormais à celle autorisée par le POS parisien (25,60 m). Des acrobaties ont été opérées pour que la surface (7 500 mètres carrés) des espaces verts ouverts au public soit conforme à la demande de la Ville. Enfin, les accès au CCI ont été enterrés pour ne pas gêner une circulation particulièrement dense sur ces bords de Seine.

Reste à trouver le financement de l'opération, estimée initialement à 2,8 milliards de francs. Elle aurait dû être couverte par la vente de l'immeuble de l'actuel centre de conférences de l'avenue Kléber, vente qui s'est révélée infructueuse. La construction du centre devrait donc être largement subventionnée par l'Etat. A moins que celle-ci ne soit plus jugée aussi indispensable après mars 1993.

E. de R.

Rendre la Bastille à l'art lyrique

FAISONS un rêve. La nomination des responsables de l'Opéra-Bastille ne dépend plus du po[illegible]discrétionnaire des politi[illegible]ées, les conventions collectives permettent à l'Opéra de s'inscrire dans la grande compétition du marché lyrique. La droite et la gauche ne se jettent plus à la figure les contrats de directeurs musicaux signés par leurs adversaires.

L'Opéra présente chaque soir – et le dimanche en matinée – des spectacles où se produisent les meilleurs artistes du monde entier. Chaque première est diffusée sur ARTE et France-Musique. Les productions les plus réussies sont commercialisées en vidéo et, comme celles d'autres grandes maisons d'opéra, diffusées en Europe, en Amérique du Nord et au Japon par les réseaux câblés et les satellites.

Fantasme ? C'est pourtant la seule voie à emprunter pour donner sens au projet d'« opéra populaire » éternellement invoqué et s'affranchir des stériles polémiques. On le sait, la réalité est différente. Le nouvel opéra semble vérifier la règle bien connue : *« Le prestige international d'une institution musicale française est inversement proportionnel à la présence de l'Etat dans la dite institution. »* Un problème récurrent qui dépasse les « couleurs » de la majorité politique en place, depuis que l'Etat a [illegible] en charge le sort des musiciens, en 1966.

Tout ne va pas si mal

Pourtant tout ne va pas si mal à Bastille. Le chaos financier annoncé ne s'est pas produit. Le public payant assure un taux de remplissage de 90 %. De 1 200 F du temps de Garnier, le poids de l'argent public est passé à 700 F par fauteuil, selon Jean-Marie Blanchard, le nouvel administrateur (1). Tout le monde s'accorde à trouver l'orchestre de premier plan lorsqu'il est dirigé par Myung-Whun Chung, et le corps de ballet de l'Opéra-Garnier est le meilleur du monde.

Faudra-t-il, une fois de plus, repartir de zéro, au risque de traumatismes nouveaux ? Les Opéras de Paris méritent mieux que de rester l'enjeu de batailles politiciennes.

Alain Lompech

(1) Lire le numéro de janvier du *Monde de la musique*.

MÉDIAS

Les ondes de l'alternance

ELECTIONS pour les uns, distribution et concentration pour les autres : télévisions et journaux vont vivre l'année avec des préoccupations différentes, sur fond d'économie ralentie.

L'audiovisuel sortira-t-il indemne des élections ? Sa santé dépend largement de son cadre réglementaire... que certains escomptent bien changer en même temps que de gouvernement ; l'équilibre de ses institutions et de ses entreprises est loin d'être atteint, et les « étranges lucarnes » focalisent les regards des politiques et l'attention du public, qui leur prêtent tant d'influence en période électorale ou de cohabitation. Tout se conjugue donc pour que le verdict des urnes se traduise en remous cathodiques. Déjà la pré-campagne, avec son lot de dossiers qui n'épargnent ni les liens politique-médias ni les stars de l'information, met en exergue la lancinante question d'un « quatrième pouvoir » dont les droits et les devoirs sont contestés.

L'opposition a fait travailler des experts, mais n'a pas encore réussi à arbitrer un programme d'alternance pour le petit écran. Le cinquième canal de télévision hertzienne, le rôle et les structures du service public, la place du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) seront autant de dossiers inéluctablement ouverts. ARTE, imposée aux forceps par les socialistes sur le réseau de l'ex-Cinq, a un statut de chaîne binationale. Au nom du traité franco-allemand, de la culture et du fait accompli, elle peut échapper à la « restauration » d'une chaîne grand public qu'à droite certains revendiquent. La chaîne éducative chère à M. Jack Lang, faute d'avoir démarré à temps, risque, en revanche, d'avoir à réviser son programme ou son organigramme.

Quant au CSA, tout le monde sent bien que sa suppression, après celle de la CNCL et de la Haute Autorité, porterait le coup de grâce à l'idée même d'autorité de régulation, qui a fait son chemin. Mais son maintien probable n'implique nullement son entrée dans la Constitution, évoquée par la gauche. Et ses pouvoirs devront être modifiés, si l'on veut harmoniser ses compétences sur les différentes chaînes et lui donner un vrai rôle de régulation, et non pas de simple gardien de lois rigides.

Si, en France, tout finit par des chansons, dans l'audiovisuel, tout se traduit par des nominations. Celles des responsables de l'audiovisuel public – mais plus largement de toutes les « têtes » de l'information cathodique – seront donc scrutées à la loupe grossissante. M. Hervé Bourges, le PDG commun de France-Télévision, a beau prendre des contacts tous azimuts pour expliquer son credo en trois points – redressement, rapprochement, fusion de France 2 et France 3, – son mandat, qui vient à échéance en fin d'année, sera soumis à rude épreuve. Et pas seulement le sien. Malgré les bonnes intentions affichées par certains, la tentation (ou la crainte) du système des dépouilles n'a pas disparu des rédactions audiovisuelles. Car, *« dans un contexte difficile, sous la pression des militants, ce qui n'est pas une priorité peut vite devenir une urgence... »*, note ironiquement un expert de l'opposition.

La presse fragile

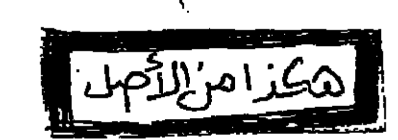
Toutes ces joutes se déroulent sur un fond économique qui n'est guère porteur en dehors de la télévision, seule épargnée par le marasme publicitaire. Les annonceurs et intermédiaires de la publicité (agences, centrales d'achat) doivent s'adapter à la loi Sapin, qu'ils ont combattue.

Les principaux médias, les mieux établis, pourraient en bénéficier. Mais cela n'empêchera pas la presse de connaître une nouvelle année fragile. Les journaux n'ont pas récupéré la « béquille » publicitaire (et d'annonces classées) qui leur a fait défaut après des années fastes ; ils appuient leur survie sur la « béquille » de prix en hausse, qui peuvent contribuer à l'érosion du lectorat. Ils cherchent donc à réduire les coûts. La concentration des titres (déjà engagée notamment en province) pourrait se poursuivre, forcément influencée par l'évolution du groupe Hersant, encore incertaine. La modernisation des imprimeries étant largement entamée, le débat va se porter en 1993 sur le système de distribution de la presse.

Personne n'ose toucher à la loi Bichet, qui l'organise sur un mode coopératif. Mais tout le monde souhaite une réforme des NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne) qui en améliore l'efficacité, mette fin au soupçon lancinant de privilèges dévolus à l'opérateur Hachette (dorénavant fusionné avec Matra) et mette la presse française au diapason européen. Les voies explorées comportent notamment un affinage des réseaux, un développement du portage, pour aller au plus près du lecteur, une modulation des tarifs qui réfrène les invendus très coûteux pour le système, dans lequel certaines coopératives voudraient renforcer leur pouvoir.

Si la presse rénove ses kiosques, l'audiovisuel tente d'élargir ses écrans, et la radio d'agrandir ses réseaux. 1993 sera en effet la première année véritable de la télévision directe par satellite et de la TV grand format, avec une diffusion sur tout le territoire de chaînes thématiques et de trois chaînes au nouveau format 16/9 d'écran rectangulaire. Le million d'abonnés au câble sera courtisé par plus de chaînes. Quant aux réseaux de radios privées, ils espèrent que la loi préparée par M. Jean-Noël Jeanneney, mais bloquée par le calendrier politique, revivra pour leur ouvrir de nouvelles perspectives de croissance.

Michel Colonna d'Istria



هكذا من الأصل

re la Bastille
art lyrique

ARTS · SPECTACLES



D.R.

« DRACULA »
de Francis Ford Coppola

LES DENTS DE L'AMOUR

Comme une locomotive lancée à pleine vitesse, entraînant à sa suite des wagons rutilants, le dernier film de Francis Ford Coppola sort en France le 13 janvier. Son «Dracula» se réfère scrupuleusement au roman fondateur de Bram Stoker, paru en 1897, deux ans après l'invention d'un cinématographe dont Coppola a voulu retrouver le pouvoir d'illusion et la magie. Il remet les vampires, qui pourtant n'aiment pas ça, en pleine lumière : livres, disques, émissions de télévision, tout leur est bon. Et le film va son train.

INFINIMENT agressif et grossi, vivant comme un reproche, un globule rouge a envahi l'écran. D'accord. On a compris. Les délicieux effrois de la légende, les griffes exaspérées du pauvre Nosferatu accrochées au gréement de nos plus beaux cauchemars en noir et blanc, la sarabande assoiffée des vampires de haut lignage, leurs avatars de pacotille, tous ces plaisirs nous sont désormais refusés. L'irruption de la réalité a transformé le mythe apprivoisé en terrifiante métaphore. Cette histoire très vieille de baiser qui tue, de sang maudit, cette histoire «gothique» qui hante la littérature et le cinéma, était donc, après tout, une terrible prémonition? Mais a-t-on vraiment envie, aujourd'hui, de se voir confirmer que Dracula rime bien avec sida?

On ne peut s'empêcher, en entrant dans les splendeurs cramoisies du dernier film de Francis Ford Coppola, de se poser ce genre de questions déprimantes. Il se les est bien posées, lui. Mais ses réponses sont tellement habiles, ses partis pris narratifs, techniques, esthétiques, tellement spectaculaires, qu'on va se laisser emporter. Bon sang, c'est du cinéma, et du beau, dès le prologue. Au grand galop, au plus barbare, au plus sanglant. Il y a quatre siècles de cela, en Transylvanie, Vlad, le prince empaleur, s'en va-t-en-guerre contre les mécréants. Il défait les Turcs, sauvagement. Sa douce Elisabeta l'attend : un faux message, elle croit son seigneur mort, elle se tue. Vlad jure et abjure, fend la croix d'un coup d'épée, la croix saigne, tout n'est que ténèbres zébrées de fulgurances, ombres rougeoyantes et féroces, appels rugissants aux forces du mal, il faut bien que Vlad devienne Dracula, voilà, c'est réglé, avec cette forte séquence, hommage assumé au *Kagemusha* de Kurosawa.

Viendra, pourtant, à la fin, le regret vague et déchirant d'avoir perdu quelque chose en chemin qu'on espérait, la sensation d'être davantage repus qu'émus, comme si trop de magnificence avaient fini par étouffer la sensibilité au profit de l'intelligence, par asphyxier toute innocence. Francis Ford Coppola a annoncé, dès le titre, une intention, une ambition. Il a intitulé son film *Bram Stoker's Dracula*, retournant en grande partie dans le giron du roman fondateur *(lire l'article de Henri Béhar, page 30)*. S'il y retourne, ce n'est pas par souci frileux de légitimité, c'est pour se plonger avec une délectation créative dans les interdits empesés de la société victorienne afin de mieux les voir se fracasser sous l'irrésistible emprise d'un vampire amoureux. Le roman de Stoker a été publié en 1897. Deux ans après la naissance du cinématographe. La coïncidence est trop belle. Un siècle plus tard, *Dracula* – le film – sera bien un retour aux sources, mais pas seulement à celles du livre : à celles aussi du cinéma.

C'est ainsi que seront bannis les trucages électroniques, les images de synthèse, les effets spéciaux commandés par ordinateur. On retrouvera le charme primal de l'illusion. On appellera à la rescousse les mânes tutélaires de papa Méliès, on sortira une vieille caméra Pathé à manivelle du musée, on utilisera des effets très simples, ralentis, accélérés, défilement arrière, surimpression. Une scène, peut-être la plus belle, la plus personnelle du film, illustre le bien-fondé de cette nostalgie, la virtuosité de sa matérialisation. Dracula, ayant quitté la Transylvanie et son apparence de grand vieillard griffu, tout comme quelques autres avatars répugnants (chauve-souris géante, notamment), est arrivé à Londres sous les traits d'un pâle dandy amblyope. Il regarde Mina, et, parce qu'il le veut, Mina le voit. La foule les porte vers une séance de cinématographe; les images nouvelles, les images tremblantes sont à l'unisson de l'émoi irrépressible de Mina. Jeux de miroirs, de reflets, de magie. Soudain passe un loup blanc, que la foule ignore. Est-il échappé du zoo? De l'écran? Du désir inconnu qui étreint la jeune fille? Un régal.

Dans les faits au moins, le *Dracula* de Coppola suit d'assez près celui de Bram Stoker, les affres justifiées du petit clerc de notaire Jonathan Harker, plongé dans une aventure trop grande pour lui, à moitié violé par les fiancées de Dracula dans le fameux château des Carpates. Les ambitions immobilières du vampire, arrivé à Londres, une nuit d'orage, avec sa cargaison de cercueils emplis de sa bonne terre natale, sa certitude d'avoir retrouvé en Mina la fiancée de Jonathan, sa chère Elisabeta, et les dangers mortels qui s'en suivent pour la courageuse jeune fille. Cette façon cavalière qu'a le «non-mort» aussi de se faire les dents sur la meilleure amie de Mina, la fantasque et séduisante Lucy (Sandie Frost), qui n'y résistera pas.

La trame patinée du roman remplit son office, et, visuellement, c'est un enchantement. Les costumes de la styliste japonaise Eiko Ishioka sont mieux que somptueux, d'un raffinement total, d'une imagination constante, symbolistes (pour le style), symboliques quant aux textures, aux couleurs, aux formes, aux références. Dans des transparences innéfables, ils dévoilent les charmes vénéneux des fiancées de Dracula, ils laissent flotter autour de Lucy, vampirisée, des dentelles faussement virginales à la Gustave Moreau, ils enveloppent, accompagnent et transcendent les métamorphoses de Dracula, armure de soldat nervurée comme le corps d'un écorché, surplis de grand prêtre des royaumes interdits brodé de dragons d'or, redingote grise de héros romantique, sublime et lourde robe, cloisonnée telle un vitrail, un Klimt, et que le sang enflammera...

Magnifiques décors aussi (d'Andrew Precht) : cryptes brumeuses, labyrinthe de verdure, salons bourgeois, paysages escarpés à la Caspar Friedrich que déchirent dans la nuit des fantômes de diligences et des hordes de rats. Incessant plaisir des yeux, primauté éclatante de la forme sur le fond, malgré la très belle distorsion sentimentale apportée au livre : le vampire n'est plus objet de répulsion, mais pathétique objet de convoitise, le vampire, en fait, est aimé. Lorsque Mina lui aura enfin donné une mort salvatrice, elle pourra, libérée de sa flamme éternelle, retourner à son barbant mariage, retrouver son barbant clerc de notaire, dont on comprend bien qu'il n'aura jamais accès aux rêves classés X de sa vertueuse épouse...

On devrait vibrer et s'émouvoir, on devrait trembler, être troublés bien davantage, c'est indéniable. Pourquoi ce froid, parfois, cette légère lassitude devant ce superbe pandémonium? Ce n'est certes pas la faute de Gary Olman/Dracula; l'ex-Lee Harvey Oswald du *JFK* d'Oliver Stone est impressionnant, séduisant, parfait dans ses multiples incarnations. Pas la faute non plus d'Anthony Hopkins – sa galerie de «bizarres» s'agrandit – ni de Tom Waits – vieux complice de Coppola, pour qui il a écrit la musique de *Rusty James*, de *Coup de cœur*, – tous deux bien délirants dans les rôles hyperboliques du professeur Van Helsing et du malheureux Renfield, le fou clairvoyant. En revanche, Keanu Reeves, que l'on avait aimé gracieusement malsain dans *My Own Private Idaho*, de Gus Van Sant, déçoit en Jonathan Harker, il est amidonné comme son col, assez absent. Tout comme Winona Ryder, ravissante, c'est tout. Et ce n'est pas assez. Ce serait donc là que le bât blesse? La froideur du joli petit couple réfrigère le film tout entier, l'aseptise, affaiblit sa charge d'érotisme revendiqué.

Il semble plutôt que Francis Ford Coppola n'ait pas donné à ce vampire tout son sang, mais tout son talent et son savoir-faire. Ce qui est beaucoup, mais n'empêche pas *Dracula* d'être un film de commande. Un film que Coppola a demandé à Coppola pour lui permettre enfin d'éponger ses dettes et renouer avec le succès commercial sans déchoir. Un film plein de rouerie et d'anachronismes appuyés (*«Nous sommes tous devenus des fous de Dieu»*, dit Van Helsing après que le comte a eu son compte à coups de fusil, de couteau et de croix brandies), un film où le diable a la part moins belle qu'on le voudrait, mais qui, tout mercenaire qu'il est, recèle de multiples merveilles.

DANIÈLE HEYMANN

UN MYTHE
de la littérature à l'écran

DANS LA VEINE DE BRAM STOKER

Depuis la naissance «officielle», en 1897, du Comte Dracula inspiré au romancier Bram Stoker par une abondante mythologie et une littérature déjà fournie, le prince des vampires a connu, dans les livres et à l'écran, de multiples avatars qui traduisent les peurs et les fantasmes des différentes époques. En donnant pour titre original à son film « le Dracula de Bram Stoker », Coppola se pose en restaurateur de l'authenticité.

LORSQUE *Dracula* paraît en 1897, son auteur, Bram Stoker a cinquante ans. Ni le roman ni son personnage ne sortent du néant, ils descendent des mythes innombrables qui mêlent le sexe et la mort, le désir et la peur, le cannibalisme et la vie éternelle. Cette tradition légendaire a pris, en Europe et dès la Renaissance, une coloration germano-balkanique, quand se répandent les exploits de Vlad, dit «Tepes» (l'Empaleur), descendant d'Attila et prince de Valachie, qui, au quinzième siècle, empalait ses ennemis (ou certains de ses soldats pour mieux effrayer l'ennemi). S'y mêlent les exploits, au siècle suivant, de la comtesse hongroise Elizabeth Bathory, réputée s'être baignée dans le sang de plus de six cent cinquante vierges pour retrouver sa jeunesse.

D'abord accusés de toutes les épidémies, de toutes les catastrophes, de toutes les étrangetés biologiques, les vampires deviennent ensuite les symboles de la transgression du conformisme social, sexuel et religieux. Ils seront ainsi naturellement «récupérés» par l'imaginaire romantique, comme figures du déviant, du mal-aimé victime d'un destin tragique : dès 1797, Goethe évoque les créatures d'Illyrie dans *la Fiancée de Corinthe*. Et, en 1819, un ami de Byron, John Polidori, en fait le héros du *Vampire*. «Lord Ruthven» – nom inspiré du roman *Glenarvon*, paru trois ans plus tôt et signé par Lady Carolyn Lamb, dont le personnage principal n'est autre que Byron rebaptisé Ruthven Glenarvon. Le *Vampire* de Polidori serait d'ailleurs né au cours de la même soirée littéraire où Mary Shelley imagina son *Frankenstein*.

La fortune du personnage est dès lors assurée. En 1820, Charles Nodier adapte le texte de Polidori pour le Théâtre de la Porte-Saint-Martin à Paris, l'année suivante, l'Allemand Heinrich Marschner en tire un opéra, *Der Vampyr*. Et cinq ans à peine après la naissance de Stoker, Alexandre Dumas père présente à Paris une nouvelle adaptation de Polidori. Mais, tandis que le genre fantastique connaît un succès considérable (parutions de *Carmilla*, de J. Sheridan Le Fanu en 1872, de *l'Etrange Cas du Dr. Jekyll et de Mr. Hyde*, de Robert Louis Stevenson en 1885, du *Portrait de Dorian Gray*, d'Oscar Wilde en 1891, de *la Machine à remonter le temps* de H. G. Welles en 1895), l'essor du mythe s'explique aussi par le développement simultanné du darwinisme et de la psychanalyse.



PROD/DB

Frank Langella, 1979.



COLL. CHRISTOPHE L

Bela Lugosi, 1931.

Avec sa théorie de l'évolution, Darwin établit le lien entre l'homme et l'animal en 1872. Et Freud entame en 1895, donc deux ans avant la parution du livre de Stoker, la publication de son *Etudes sur l'hystérie*, dix ans avant son *Interprétation des rêves*. Ce même Freud qui dira en arrivant à New-York en 1909, anticipant Nosferatu, *«ils ne savent pas que je leur apporte la peste et le choléra»*.

Né à Dublin en 1847, fils de haut fonctionnaire, Bram Stoker, de santé fragile, s'est essayé très tôt à la littérature fantastique : son premier écrit publié, *The Chain of Destiny*, un conte d'horreur en quatre épisodes, date de 1875 – Stoker a vingt-huit ans. L'année suivante, il rencontre Henry Irving, célèbre acteur et directeur de théâtre dont, en 1878, à peine marié, il devient l'assistant à la direction du Lyceum de Londres. Considéré comme le plus grand homme de scène de sa génération (il fut le premier comédien annobli par la Couronne britannique), Irving usait de son physique imposant, préfigurant à la fois Bela Lugosi et Christopher Lee, pour interpréter de préférence les grands rôles diaboliques, Méphistophélès dans *Faust* en particulier.

Stoker vivra vingt-huit ans dans l'ombre de cet inspirateur, supervisant les productions du Lyceum et organisant ses tournées outre-Atlantique. Parallèlement, il publie une collection de contes macabres pour enfants (*Under The Sunset*, 1882), puis, en 1890, se lance dans la préparation des *Non-Morts* (*The Un-Dead*). David Sklar, auteur de *Hollywood Gothic*, qui a consulté les notes de Stoker conservées au Rosenbach Museum de Philadelphie, a reconstitué la genèse du nom du personnage-titre, d'abord platement baptisé le Comte Vampyr, et qui deviendra, pour faire fortune, un vieux mot valaque signifiant «démon», Dracula.

L'acceuil de la critique à la parution du roman, en 1897, est pourtant réservé, ou, pis, indifférent. Son auteur, mort en 1912, n'aura jamais pu imaginé ni réalisé qu'il s'en vendrait plus de 20 millions d'exemplaires traduits en 37 langues, et que son livre inspirerait en soixante-dix ans pas moins de 154 films! Sans compter celui de Francis Ford Coppola qui retourne donc aux sources et affirme bien haut avoir adapté à l'écran le roman fondateur. Mais s'il se démarque ainsi des multiples apparitions littéraires et cinématographiques du Prince des vampires, le cinéaste ne pouvait, ni ne voulait, les ignorer. Pas plus le *Nosferatu* de Murnau (1922), qui demeure, au cinéma, le modèle révéré (par lui également), que l'intervention moderne la plus significative, celle de la romancière Anne Rice.

En 1976, elle donnait au mythe un singulier coup de jeune, en publiant, avec un considérable succès, *Entretien avec un vampire* (paru, en France, chez Presses Pocket), dont les personnages principaux sont deux jeunes vampires mâles, Louis et Lestat, et une vampirette de cinq ans, Rice. Rejetant les cryptes moisies, la quincaillerie religieuse et les gousses d'ail, Anne Rice entraîne ses lecteurs de la Nouvelle-Orléans à Paris et du XVIII[e] siècle à l'époque contemporaine, et dote ses «monstres» d'une étonnante puissance de séduction et d'érotisme.

Dix ans plus tard, elle publie la suite, *le Vampire Lestat*, où le héros désormais unique, Lestat de Liancourt, le plus charmeur des deux (qui traite le Dracula de Stoker de *«slave hirsute»*), se joue du temps et de l'espace, part de la France du XVIII[e] siècle, fait un crochet par la Rome antique, revient dans les années 80 en star du rock, affichant publiquement son état de vampire. Il retrouve ainsi le cousinage «naturel» des images de vampire avec la rock culture, qui a toujours goûté le fantastique, de Screaming Jay Hawkins à Damned en passant pas *Sympathy for the Devil* et Black Sabbath. En retour, Sting consacre à Louis la chanson *Moon Over Bourbon Street*, les groupes rock, heavy metal, punk, grunge, multiplient désormais citations et hommages plus ou moins parodiques dans leurs chansons et leurs scénographies.

Or Coppola, ancien disciple du cinéaste-producteur-roi de la série B Roger Corman et désireux de renouer avec l'horreur dont il avait tâté dans son premier film, *Dementia 13* (1963), a d'abord voulu filmer *Entretien avec un vampire* – *«mais on ne me l'a pas proposé»*. Il s'en souviendra lorsque Winona Ryder, la future Mina, lui apporte un scénario de James Hart : *Dracula*. *«Est-ce Dracula, le vrai?»*, demande le cinéaste. *«Oui»*, répond Ryder, emportant l'adhésion de Coppola. Il connaissait le «vrai Dracula» depuis ses dix-huit ans, quand, moniteur de colonie de vacances, il lisait le roman de Bram Stoker à ses pensionnaires.

Si son film respecte la trame du livre de Bram Stoker, il lui fait subir de substantielles modifications. A commencer par l'aspect même de Dracula, qui cesse vite d'être le vieillard à la fascinante laideur décrit par Stoker pour devenir le jeune et beau Gary Oldman – héritage, peut-être, de la première adaptation scénique où, l'action étant concentrée à Londres, le comte Dracula devait être assez présentable pour être reçu dans les salons de la haute société. Dracula cesse également d'être *«vêtu de noir de la tête aux pieds, sans la moindre tache de couleur»*, pour multiplier les parures somptueuses, conçus par la styliste japonaise Eiko Ishioka.

Surtout, jamais chez Stoker le comte ne rajeunit ; et jamais Mina, qui en parle toujours avec dégoût, n'en tombe amoureuse... C'est en étudiant l'histoire du véritable Vlad l'Empaleur que le scénariste James Hart lui a donné une épouse qui, le croyant mort pendant la bataille – livrée effectivement contre les Turcs – se suicida avant son retour. Désespéré par la mort de son Elizabeth, Dracula alors défie Dieu d'égal à égal (et écope de la malédiction d'une éternité de mort-vivant). Mina sera, quatre siècles plus tard, le sosie d'Elizabeth, il n'aura de cesse de la conquérir...

«Viens, bois de mon sang, pour que tu sois enfin mon égale», dit Dracula-Oldman à Mina-Ryder, au cours de la dramatique scène finale. Phrase aux accents christiques, mais qui prend aussi une singulière signification à l'époque du sida. Sexe et mort, le parrallèle est inévitable. On sait, depuis la multiplication des extraterrestres à l'heure de la guerre froide et du maccarthysme, combien le cinéma fantastique a pour habitude de transposer les «grandes peurs» du moment. Et, depuis la campagne menée par le basketteur Magic Johnson et la récupération du thème par les candidats à l'élection présidentielle, le sida est devenu, aux Etats-Unis, l'affaire de tout le monde.

Des phrases telles que *«le sang est une denrée trop précieuse en ce moment»* ou *«c'est une maladie du sang inconnue de toutes les théories médicales»* prennent dès lors des résonances terribles. Pour bien faire passer le message, la morsure du vampire selon Coppola ressemble d'ailleurs moins aux perforations de deux crocs qu'à deux taches du sarcome de Kaposi... Si plusieurs cinéastes indépendants avaient déjà évoqué le sida, *Dracula* devient ainsi le premier grand film hollywoodien sur le sujet.

HENRI BÉHAR

Comme un vol de vampires

UNE suite imposante accompagne le débarquement du comte Dracula sur les écrans français. En marge d'une campagne promotionnelle considérable placée sous le signe de la gargouille (budget publicitaire de 4,5 millions) : un clip d'Annie Lennox qui chante le thème musical du film dans les décors où il a été tourné ; réédition du roman de Bram Stoker chez Presses Pocket, augmenté du chapitre – paru seulement en 1914 – intitulé *l'Invité de Dracula*, et d'un considérable appareil critique (33 F) ; parution de la «novellisation», signée Fred Saberhagen et James Hart, du scénario de ce dernier (Presses de la Cité ; 100 F) ; édition d'un très joli, très instructif et très ludique petit ouvrage, *Sang pour sang, le réveil des vampires*, de Jean Marigny (Découvertes Gallimard ; 68 F), vade-mecum au pays des buveurs de sang.

La télévision n'est pas en reste. Sur les images de *Blood Letting*, clip de Concrete Blonde, apparaît le visage de Catherine Deneuve. Semblant surgir d'un autre monde, elle lit un texte de Lautréamont où il est question d'une araignée. Parfois, elle regarde le public, lui confie ses réflexions personnelles. Ainsi commence la soirée thématique «Vampire», proposée par Sylvie Blum et André S. Labarthe, et que diffusera ARTE le dimanche 10 janvier, de 20 h 40 à 0 h 40 *(lire l'article de Jean-Louis André dans le supplément «Radio-télévision» daté 3-4 janvier)*.

Grand maître de cérémonies, André Labarthe a déjoué les poncifs pour présenter une évocation inventive, et parfois iconoclaste, des vampires et de leur prince. Ainsi une certaine princesse Caradja Dracula, descendante du noble roumain, s'en vient défendre la mémoire de son ancêtre, contre Coppola particulièrement. Dans les images qui lui sont consacrées passe l'ombre des compositions esthétiques d'Averty, grand «vampiriseur» de l'électronique. La princesse intervient à nouveau, après la diffusion de *Nosferatu* de Murnau, présenté dans la copie teintée d'origine, restaurée par Enno Patalas à la Cinémathèque de Munich.

Refusant la tentation de l'anthologie, Labarthe bifurque ensuite vers des sentiers qui n'ont pas été battus, avec notamment *Vampires State Building*, reportage réalisé aux Etats-Unis : interview de Coppola dans une limousine longue comme un corbillard de luxe ; évocation de l'actuelle «vampire-mania» américaine. Suit le très surprenant – et très sanglant – court métrage réalisé par Scorsese en 1967, *The Big Shave*, puis un admirable documentaire, *les Maîtres fous*, tourné en Afrique par Jean Rouch en 1957, et le semi-documentaire fantastique réalisé par Labarthe, *les Trois Serrures*.

Auparavant, le cinéma le Grand Rex (5, boulevard Poissonnière à Paris) aura consacré deux nuits aux vampires (de 21 heures à 3 heures du matin). Projection en avant-première du film de Coppola et de *Nosferatu* puis de *Vampire, vous avez dit vampire*, de Tom Holland, le tout entrelardé de *«bandes-annonces, publicités et surprises sanguinolentes»* (Rens. : Ciné culte, 40-26-39-41. 150 F).

Le Festival d'Avoriaz rend un hommage appuyé aux gloutons d'hémoglobine, du 16 au 23 janvier, avec en particulier *To Sleep With a Vampire*, d'Adam Friedman, *Tale of a Vampire*, de Shimako Sato, sous les yeux de Chritopher Lee, membre du jury.

JEAN-MICHEL FRODON et JACQUES SICLIER





SI TOUS LES DRACULA DU MONDE

Du plus noble (« Vampyr », de Carl Dreyer, 1932) au plus drôle (« le Bal des vampires », de Roman Polanski, 1967), en passant par les plus délirants – « Blacula, Spermula, Deafula » (pour les mal-entendants), « Dracula me pompe ! » (deux versions, dont une porno), « Ce vieux cochon de Dracula », – les vampires et leur prince occupent un place de choix sur les écrans. Si les Anglo-Saxons ont un net avantage, le phénomène est mondial : on trouve des variantes au Japon (« Japula »), en Corée (« The Bad Flower »), au Mexique (« El Imperio de Dracula » et tout un aréopage de bebedores de sangre, dont le Festival d'Amiens a récemment proposé un florilège), sans oublier les Philippines (« Les hommes d'action rencontrent les femmes de Dracula »).



D.R.

Gary Oldman, 1992.



PROD/DB

Christopher Lee en 1968.

MAX SCHRECK dans *Nosferatu : une symphonie de l'horreur*, de F. W. Murnau (1922), reste la figure fondatrice. Tourné sans l'autorisation de la veuve de Bram Stoker, qui exigera sa destruction, le film utilise d'autres noms et d'autres lieux, et insiste sur l'idée (cinématographique) de la lumière comme ennemi mortel de la créature du mal.

En attendant que soit redécouvert le *Drakula* hongrois de 1920, dont toute trace semble perdue, le *Dracula* réalisé par Tod Browning en 1931 et interprété par Bela Lugosi reste donc la première apparition du prince des vampires sous son propre nom. Portant cape et cheveux laqués, mais sans canines protubérantes (son rictus suffit), le Hongrois Bela Lugosi parle, comme l'indique le roman, *« un excellent anglais* [mais] *avec des intonations étranges »*. Bien qu'ayant déjà incarné le comte au théâtre, Lugosi apprit son rôle phonétiquement. Simultanément, et dans le même décor mais sous la direction de George Melford, se tourne une version mexicaine, avec Lupita Tova et Carlos Villarias, sosie de Lugosi. Le triomphe du film permit au studio Universal de se refaire une santé financière.

Définitivement associé au personnage de Dracula dans l'esprit du public (et le sien), Lugosi ne reprendra le rôle qu'une seule fois au cinéma, dans *Deux nigauds contre Frankenstein* (1948) avec Abbott et Costello. Il sera pourtant souvent un comte en cape, mais sans nom, en particulier dans *la Marque du Vampire*, de Tod Browning (1935), présenté au prochain Festival d'Avoriaz. D'autres reprendront le flambeau (Lionel Atwill, Lon Chaney Jr.), avant que John Carradine ne crée le rôle dans la première adaptation télévisée (il figurera aussi, en 1966, dans *Billy The Kid contre Dracula*).

Mais en 1958 est apparu Christopher Lee, nouveau roi des vampires. *Dracula*, de Terence Fisher, et toutes les suites (il y en aura au moins six, certaines d'époque, d'autres contemporaines) feront la gloire et la fortune de la très britannique Hammer Films. Traqué par Peter Cushing en Dr. Van Helsing (qui finira par devenir à son tour comte transylvanien, le temps d'un *Tendre Dracula* en 1974), Christopher Lee souligne l'aspect féroce du personnage – canines sanguinolentes, lentilles de contact rougeoyantes, – mais, dépourvu d'accent, il gomme l'aspect étranger du personnage.

Lee se fera une rente de situation avec Dracula, mis à tous les rhésus : il rajeunit à vue en buvant le sang des autres, séduit la blonde nièce d'un curé, verse dans la magie noire, sévit dans le Londres des sixties, menace la planète d'un virus mortel et inconnu... Il ira jusqu'à disputer à Bernard Menez les faveurs de Marie-Hélène Breillat dans *Dracula, père et fils*, d'Edouard Molinaro en 1976.

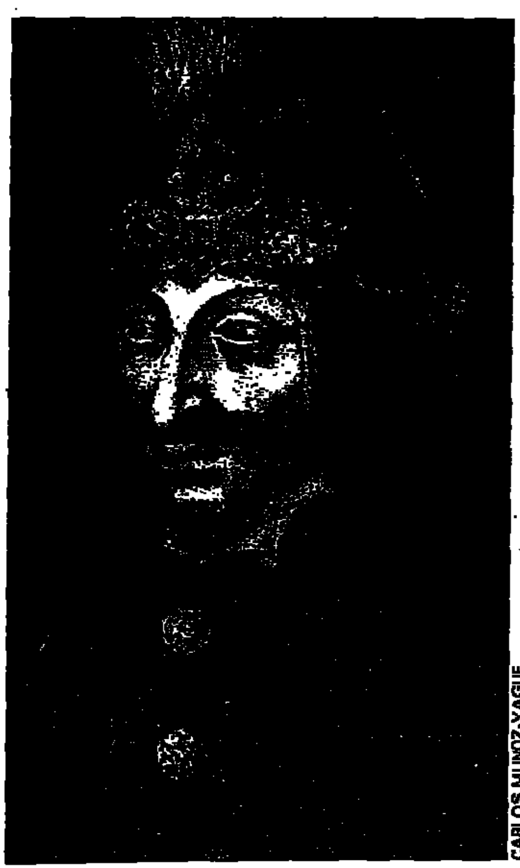
Entre-temps, mais sous d'autres traits, Dracula est devenu de plus en plus sensuel, et ses victimes se sont faites de plus en plus consentantes. Alors que Roman Polanski (*le Bal des vampires*, 1967) ou Andy Warhol (*Batman Dracula*, 1964, *Andy Warhol's Dracula*, 1974, réalisé par Paul Morissey) jouent la carte de la comédie ou du kitsch, presque insensiblement, de réincarnation en réincarnation, Dracula devient un anti-héros tragique.

C'est ainsi que l'aborde Jack Palance en 1973 pour *Bram Stoker's Dracula (les Compagnes de Dracula)*, tourné pour la télévision par Dan Curtis et écrit par Richard Matheson qui, avant Coppola, revendique la fidélité à l'œuvre originale. Dans *Count Dracula*, téléfilm anglais de trois heures, Louis Jourdan donne au personnage un charme aristocratique et un accent français. En 1979, année charnière, George Hamilton (*Love at First Bite*) lui donne charme et humour, tandis que, face à Isabelle Adjani, Klaus Kinski (*Nosferatu*, de Werner Herzog), figure tragique, endure de siècle en siècle l'inanité de son existence. Et, dans *Dracula*, de John Badham (avec Laurence Olivier en Dr Van Helsing), Frank Langella joue de sa voix de velours et de l'élégance de ses gestes : Dracula n'est plus celui qui effraie, mais celui par qui on *veut* être conquis.

Puis, à nouveau, le vampire se met en sommeil. Il ne se réveillera vraiment qu'en 1985, avec *Vampire, vous avez dit vampire*, de Tom Holland, avec Chris Sarandon, puis, la sortie, coup sur coup, de *Near Dark (Aux frontières de l'aube)*, de Kathryn Bigelow, et du film pour adolescents *The Lost Boys (Génération perdue)*, de Joel Schumacher, avec Kieffer Sutherland. Deux versions du vampire moderne, reflet de la mode – cuir, moto et liberté sexuelle. Le comte prend plus tard les visages les plus inattendus : agent littéraire très reaganien se croyant un vampire (Nicolas Cage dans *le Baiser du vampire*, 1991) ; banlieusarde californienne particulièrement agile (*Buffy, la tueuse de vampires*, de Frank Kazui, 1992) ; jeune femme tourmentée (Anne Parillaud dans *Innocent Blood*, de John Landis, 1992). Il plonge à l'occasion dans les quartiers noirs de Chicago (*Candyman*, de Bernard Rose, qui sera projeté au Festival d'Avoriaz), devient médecin fou fils d'un médecin fou (*Dr Rictus*, de Manny Coto, également à Avoriaz).

Dans cette floraison de vampires, Dracula n'est plus lui-même. On lui inventera aussi une famille, bon prétexte pour mettre en scène des vampires féminins, toujours très appréciés : ainsi, dès 1936, et en bravant la censure avec une évocation très osée de l'homosexualité féminine, une « Fille de Dracula » (*Dracula's Daughter*, de Lambert Hillyer, avec Gloria Holden). Et, récemment, l'étrange *Veuve de Dracula* (1989), où Sylvia Krystel prenait possession du musée de cire de Los Angeles. Le film était réalisé par... le neveu de Coppola, Christophe.

H. B.



CARLOS MUNOZ-YAGUE

Vlad Tepes (1431-1476) le « vrai » Dracula.

Orson Welles, aussi

NON, Orson Welles n'a jamais filmé de vampires. Pourtant, il a bien réalisé, en 1938, un *Dracula*. Cette année-là, l'Amérique découvrait et faisait un triomphe au jeune patron du Mercury Theater, alors âgé de vingt-trois ans. La station de radio CBS eut l'idée de lui confier la réalisation d'une série de mises en scène radiophoniques. On en connaît le développement le plus spectaculaire, cette « mise en ondes » de *la Guerre des mondes* qui déclencha le 30 octobre 1938 une panique dans le pays, les auditeurs croyant à une véritable invasion d'extraterrestres. Mais Welles avait inauguré cette série d'émissions le 11 juillet à 21 heures avec son adaptation pour la radio du roman de Bram Stoker, interprétée par la troupe du Mercury. Lui-même se réservant à la fois le rôle du Docteur Seward promu narrateur, et bien sûr du Comte maléfique.

Extraordinaire travail de mise en scène sonore, mais surtout d'adaptation, que nous pouvons goûter aujourd'hui grâce à son édition en CD, accompagnée d'un livret comportant le texte original, sa traduction en français et un commentaire historique. Prélude de l'emprise quasi hypnotique qu'il aura sur son public (jusqu'à ce qu'il joue à en démonter les mécanismes dans *Vérités et mensonges*), Welles use d'abord de cet instrument incomparable qu'était sa voix, envoûtante, capable de toutes les variations et de tous les travestissements. Pour un auditeur d'aujourd'hui qui associe naturellement cette voix à des images de cinéma, le film *Dracula* tel qu'aurait pu le tourner Orson Welles se projette mentalement pendant l'audition du disque, parfois avec une réelle évidence.

Autour du dialogue dit par ses compagnons, Welles construit un univers sonore d'une puissance d'évocation surprenante, alors même que les éléments en sont plutôt simplistes : une musique très illustrative, composée et interprétée en direct par Bernard Herrmann, et un bruitage qui laisse deviner le bric-à-brac d'accessoires dont devaient être entourés les interprètes.

Mais le plus étonnant est l'adaptation. Respectant la composition du texte de Stoker, Welles n'utilise que les extraits de journaux intimes qui permettent aux personnages de dire « je », et élimine toute description. En parvenant à condenser en une heure précise (génériques et annonces de début et de fin compris) les presque cinq cents pages de ce roman foisonnant, il ne réussit pas seulement un tour de force littéraire : il donne à l'émission un élan formidable, qui, sans rien omettre d'essentiel, en fait une folle équipée rebondissant de coups de théâtre spectaculaires en « arrêts sur image » impressionnants.

Si James Hart, le scénariste de Coppola, a été obligé de résumer ou de développer le texte de Stoker, Orson Welles donne sa pleine mesure de démiurge en n'utilisant que le matériau fourni par le livre – à une seule exception, mais de taille, l'ajout de l. relation érotique entre Dracula et ses victimes (les soupirs langoureux d'Agnes Moorehead dans le rôle de Mina et d'Elisabeth Farrel dans celui de Lucy sont tout à fait évocateurs).

On ne sera pas étonné de voir Coppola croiser un chemin jadis emprunté par Welles. Le cinéaste de *Citizen Kane*, génie confronté à l'industrie hollywoodienne et vaincu par elle, semble avoir inspiré, parfois jusqu'à la fascination, l'auteur du *Parrain*, dont on ne compte plus les démêlés avec les studios. *Dracula* sera pourtant sa planche de salut financière après dix ans de faillite et de disgrâce. C'est d'ailleurs loin d'être la première fois qu'on repère, à l'écran, les parentés entre l'un et l'autre. Le premier projet de film de Welles n'avait-il pas été d'adapter *Au cœur des ténèbres*, de Conrad ? Ce que Coppola a fait avec *Apocalypse Now*.

J.- M. F.

★ CD « Dracula, d'Orson Welles », présenté par François Thomas. Edité par Phonurgia Nova, collection « Les grandes heures de la radio ». En vente dans les FNAC, Virgin, ou par correspondance (23, rue de la Madeleine, 13200 Arles. Tél. : 90-93-79-79).

CINEMA

Tous les films nouveaux

Arizona Dream

d'Emir Kusturica,
avec Johnny Depp, Jerry Lewis, Faye Dunaway, Lili Taylor, Vincent Gallo.
Américano-français.

Les rêves et les cauchemars de l'Amérique filmés par un Européen, par un Bosniaque. Une distribution étonnante, intrigante, de la jeune idole Johnny Depp au vieux clown Jerry Lewis.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopanorama), handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50).
VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).

Les Experts

de Phil Alden Robinson,
avec Robert Redford, Dan Aykroyd, Ben Kingsley, Sidney Poitier.
Américain (2 h 06).

Vingt ans après *les Trois Jours du Condor*, Robert Redford se retrouve coincé entre le marteau et l'enclume, entre les méchants et les encore plus méchants. Cette fois, il est secondé par une fine équipe (Sidney Poitier, Dan Aykroyd, River Phœnix), dont le savoir-faire technologique laisse loin derrière les gadgets de *Mission impossible*.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-65-75-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, handicapés, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U.G.C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

Une étrangère parmi nous

de Sidney Lumet,
avec Melanie Griffith, Eric Thal, John Pankow, Tracey Pollan, Lee Richardson, Mia Sara.
Américain (1 h 51).

Melanie Griffith, fonctionnaire du New York City Police Department, doit s'infiltrer clandestinement dans la communauté hassidique de Brooklyn. Une tâche bien difficile, on s'en doute.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
VF : Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).

Une journée chez ma mère

de Dominique Cheminal,
avec Charlotte de Turckheim, Hélène Vincent, Claire Nadeau, Lorella Cravotta, Anne Roumanoff, Jorg Schnass,
Français (1 h 21).

Un spectacle de café-théâtre à succès, une actrice qui reprend son propre rôle à l'écran. Il fut un temps où la formule fit beaucoup pour la santé commerciale du cinéma français.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

Vieille canaille

de Gérard Jourd'hui,
avec Michel Serrault, Anna Galiena, Pierre Richard, Jean-Pierre Bouvier, Nathalie Schmidt, Maaike Jensen.
Français (1 h 40).

D'après un roman d'un des grands horlogers du policier américain, Fredric Brown, un polar bien de chez nous, avec un monstre sacré dans le rôle titre.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; U.G.C. Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-65-75-08) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18e (45-22-47-94).

Grock

de Carl Boese,
avec Grock, Max Van Embden, Gina Manès.
Suisse, noir et blanc (1 h 31).

Sorti de l'oubli, un quasi-documentaire sur celui que beaucoup considèrent comme le plus grand clown de tous les temps.

Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Ranelagh, handicapés, 16e (42-88-64-44).

Impitoyable

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris.
Américain (2 h 10).

Un grand cinéaste surgit hors de la nuit des codes du western, couvert d'aventures et des blessures d'un monde qui s'effondre et se *trahit*.

VO : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85).

Maris et femmes

de Woody Allen,
avec Woody Allen, Mia Farrow, Judy Davis, Sydney Pollack.
Américain (1 h 47).

Quand les tribulations sentimentales de deux couples d'intellectuels new-yorkais se font parabole à l'humour tranchant, jamais le « petit théâtre de Woody Allen » n'a été à ce point du grand cinéma.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Grand Action, dolby, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; U.G.C. Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; U.G.C. Triomphe, handicapés, dolby, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; U.G.C. Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer.
Français (2 h 10).
Interdit –12 ans.

A toute allure et sans ceinture de sécurité dans les virages mortels de l'amour, un film impur et poignant comme la vie qui bat.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Le petit prince a dit

de Christine Pascal,
avec Richard Berry, Anémone, Marie Kleiber, Lucie Phan, Mista Préchac.
Français (1 h 45).

Le ton juste, et la juste distance, pour affronter l'insupportable : un enfant qui va mourir.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-65-75-08) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Qiu Ju, une femme chinoise

de Zhang Yimou,
avec Gong Li, Lei Lao Sheng, Ge Zhi Jun.
Chinois (1 h 40).

Quand le combat obstiné d'une paysanne pour la justice et la dignité devient l'occasion d'un regard passionnant et intrigant à la fois sur la Chine actuelle et sur les idéaux de partout.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).

Sélection

Bhumika

de Shyam Benegal,
avec Smita Patil, Anant Nag.
Indien (2 h 22).

En suivant pas à pas la carrière d'une actrice, Benegal investit les codes du mélo indien pour un superbe pamphlet poétique et sensuel.

Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

Et la vie continue

d'Abbas Kiarostami,
avec Farhad Kheradmand, Puya Paevar.
Iranien (1 h 31).

La recherche de deux enfants parmi les ruines du tremblement de terre qui endeuilla l'Iran en 1990 se transforme en rencontres avec les manifestations les plus simples, les plus gaies, les plus émouvantes, de la vie-même. Et c'est superbe.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon et Thomas Sotinel

MUSIQUE

Classique

Mercredi 6 janvier

Boulez
Notations

Beethoven
Concerto pour piano et orchestre n° 1

Tchaïkovski
Symphonie n° 1 « Rêves d'hiver »
Alicia de Larrocha (piano),
Orchestre national de France,
Charles Dutoit (direction).

Non, Alicia de Larrocha ne joue pas les *Notations* de Boulez ! C'est Dutoit qui dirigera la version pour orchestre que le compositeur français a tirée de cinq de ces pièces originellement écrites pour piano seul. Elle jouera bien, en revanche, le *Premier* de Beethoven, et, on l'espère, avec sa verve habituelle, sa sonorité splendide et tout le charme dont est capable cette splendide artiste. Le concert se termine par la première des symphonies de Tchaïkovski. Prélude à une intégrale que Dutoit a programmée entre janvier et juin.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 (+le 7). Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

Beethoven
Schubert
Lieder
Olaf Baer (baryton),
Geoffrey Parsons (piano).

L'un des jeunes barytons aptes à prendre la sucession de Dietrich Fischer-Dieskau dans un programme classique qui associe des Lieder peu fréquentés de Beethoven à ceux beaucoup plus célèbres de Schubert.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Webern
Mouvements op. 5

Prokofiev
Concerto pour violon et orchestre n° 2

R. Strauss
Une symphonie alpestre
Alexander Markov (violon),
Orchestre de Paris,
Günther Herbig (direction).

Alexander Markov s'était fait connaître par son interprétation impeccable des *Caprices* de Paganini, enregistrée pour Erato et filmée pour la télévision par Bruno Monsaingeon. Le voici invité par l'Orchestre de Paris pour jouer l'un des plus beaux concertos de violon du répertoire, dont on s'étonne qu'il soit assez peu donné en concert. Une pièce très difficile à jouer, dont il existe un enregistrement splendide par Isaac Stern chez Sony. En ouverture, les *Mouvements op. 5* de Webern, qui sont un élargissement aux cordes de l'orchestre de pièces originellement écrites pour quatuor à cordes, en clôture la *Symphonie alpestre* de Richard Strauss. Une symphonie « kolossale ».

Salle Pleyel, 20 h 30 (+le 7). Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 230 F.
Et le 9 janv. à 11 h au Théâtre du Châtelet, *Concerto pour violon et orchestre n° 2* de Prokofiev et la *Symphonie n° 8* de Beethoven (concert réservé aux moins de 25 ans).

Satie
Prélude de la Porte héroïque du ciel
Gymnopédies
Socrate

Cage
Quatuor à cordes n° 1
In a Landscape
Dream

Nancarrow
Prélude
Blues
Quatuor à cordes n° 3
Paul Hillier (baryton),
Joanne McGregor (piano).
Quatuor Balanescu.

De la simplicité du Satie des *Gymnopédies*, du dépouillement de son *Socrate* (dans la version pour une voix et piano) à la virtuosité contrapuntique de Nancarrow (l'un des grands compositeurs de notre temps), en passant par les expériences de John Cage, ce concert qui associe chant, piano et quatuor à cordes est une sorte de modèle de ce que des artistes aventureux peuvent présenter à un public qui accepte de sortir des sentiers battus.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Jeudi 7

Cesti
India
Steffani
Durante
Haendel
Duetti da camera
Véronique Gens (soprano),
Claire Brua (mezzo-soprano),
les Arts florissants,
William Christie (direction).

Duos de chambre puisés dans l'immense répertoire aujourd'hui à la disposition des interprètes baroques, par deux remarquables jeunes chanteuses cornaquées par l'exigeant Christie.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Bryars
The Old Tower of Löbenicht
Sub Rosa
Allegrasco
Out of Zaleski's Gazebo
Aus den Letzten Tag
Eglisak
Gavin Bryars Ensemble.
A Venir

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Vendredi 8

Hume
Musical Humors
Jordi Savall (basse de viole).

On avait fini par oublier que Jordi Savall était un gambiste qui pouvait se produire seul. Depuis quelques années, il était passé de l'autre côté, avait troqué l'archet contre la baguette. Le triomphe de *Tous les matins du monde* l'a, à nouveau, mis en situation de soliste. Heureux de voir la viole de gambe faire la « une » de l'actualité musicale, il vient se présenter au public du Théâtre de la Ville. Dans la musique d'un vieux et énigmatique militaire britannique qui confia toutes sortes de choses à un instrument qui faillit disparaître.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Haydn
Symphonies n°s 84 et 85 « la Reine »

Hindemith
Kammermusiken n°s 4 et 6
Guy Comentale (violon),
Andreï Gridchuk (viole d'amour),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Marek Janowski (direction).

Difficiles, très difficiles à bien jouer, les symphonies de Haydn. Elles sont un test idéal pour mesurer le niveau de cohésion, de perfection technique individuelle des musiciens d'un orchestre. Et le Philharmonique, grâce à Janowski, est devenu une formation souvent impeccable.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Bartok
Quatuor à cordes n° 3

Mozetich
Lament in the Trampled Garden

Beethoven
Quatuor à cordes n° 14
Quatuor Saint Lawrence.

La réussite des concerts de quatuors à cordes organisés par l'association Pro Quartett à l'Opéra-Bastille est totale : public nombreux et silencieux à chaque concert. Mais, toutes les belles histoires ayant une fin, l'expérience ne sera pas reconduite l'année prochaine. La Bastille, et c'est bien normal, préfère se recentrer exclusivement sur le chant.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Schumann
Manfred, ouverture

Chopin
Concerto pour piano et orchestre n° 2

Moussorgski
Les Tableaux d'une exposition
Maria-Joao Pires (piano),
Orchestre national de Lyon,
Emmanuel Krivine (direction).

Un chef voudrait montrer que son orchestre de province n'a rien à envier aux grandes machines parisiennes qu'il ne choisirait pas un autre programme... ni une autre soliste. Pirès attire le public, à coup sûr. Enfin ne préjugeons pas trop, les salles sont si peu fréquentées ces temps-ci.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Samedi 9

Levaillant
Les Couleurs de la parole, création

Condé
Le Chant du silence, création
Philippe Huttenlocher (baryton-basse),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
David Davies (direction).

Des couleurs de la parole à celles du silence, les œuvres à découvrir de deux musiciens hors école. Deux indépendants, dont notre collaborateur Gérard Condé.

Maison de Radio-France, 17 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Dimanche 10

Beethoven
Coriolan, ouverture

Bartok
Concerto pour violon et orchestre n° 1

Rimski-Korsakov
Shéhérazade
Konstanty Kulka (violon),
Concertgebouw d'Amsterdam,
Riccardo Chailly (direction).

Retour de Chailly au Châtelet (il avait ouvert la saison avec un programme Schumann), dans un programme roboratif taillé pour son orchestre et avec un soliste peu connu mais dont le nom dit beaucoup aux violonistes et aux admirateurs de Karl Munchinger, avec lequel il a beaucoup joué.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 17 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 220 F.

Beethoven
Douze variations sur « See, the Conquering Hero Comes » du Judas Macchabée de Haendel
Sonates pour violoncelle et piano op. 69, 102 n°s 1 et 2
Henri Demarquette,
Xavier Phillips (violoncelle),
Marie-Josèphe Jude (piano).

Deux violoncellistes pour une pianiste ! Drôle d'idée, mais les concerts du dimanche matin, à Gaveau, ne sont pas tristes. On y écoute de la musique jouée par des jeunes peu connus, on y grignote, on y boit le thé avec les artistes et l'on y papote avec eux lors de débats dirigés du micro par le directeur de la musique à Radio-France.

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 90 F.

Lundi 11

Schubert
Lieder
Chœurs
Birgid Steinberger (soprano),
Mitsuko Shirai (mezzo-soprano),
Markus Schafer,
Christoph Prégardien (ténors),
David Wilson-Johnson (baryton),
Peter Lika,
Cornelius Hauptmann (basses),
Klaus et Rainer Feldmann (guitare).
Quatuor Dauprat,
Hartmut Höll (piano).

Début de l'hommage rendu par le Louvre à une récitaliste accomplie fort connue en Allemagne et, en France, seulement par le disque (elle enregistre chez Capriccio que distribue Adda). La

➡

Les entrées à Paris

L'année se sera donc achevée sous les signes opposés d'une relative amélioration du nombre total d'entrées et d'une domination outrancière des films américains. Avec moins de 20 000 spectateurs à eux quatre, les nouveaux venus du 30 décembre (*l'Atlantide, Crush, En route pour Manhattan* et *Toubab Bi*) ne risquent guère de modifier les grands équilibres. La situation reste donc dominée par un triumvirat, suivi de deux outsiders.

En tête avec environ 85 000 entrées chacun, *la Mort vous va si bien* (210 000 en quinze jours), *Maman j'ai encore raté l'avion* (335 000 en trois semaines) et *Bodyguard* (470 000 en quatre semaines), tous trois dans des combinaisons de plus de quarante salles. Viennent ensuite, *ex aequo* aux abords des 60 000, *la Crise*, seul titre français à faire honorable figure (390 000 en cinq semaines) et *Sister Act* (535 000 en six semaines), avec respectivement 33 et 35 écrans.

Le haut du box-office est complété par *Des hommes d'honneur*, à 45 000, soit un total de 170 000, sans oublier le phénomène *Blade Runner*, qui dans seulement trois salles atteint en quatre semaines le score remarquable de 75 000 entrées. Et, déjà vétéran mais vaillant jusqu'au dernier jour des congés scolaires, *la Belle et la Bête*, à 810 000 en onze semaines, dépasse l'un des champions de 1992, *l'Amant*. Enfin, *Maris et femmes* enregistre une carrière « moyenne » pour un film de Woody Allen, avec plus de 200 000 spectateurs en cinq semaines.

Monsieur de La Palice en aurait convenu : si les films américains dominent, c'est que les résultats commerciaux des autres déçoivent. La liste est longue de ceux qui prétendaient rivaliser avec les productions hollywoodiennes pour la période des fêtes, et s'y sont cassé les dents : *Fatale, le Grand Pardon 2, Beau fixe, la Fille de l'air, Le petit prince a dit, Siméon, Voyage à Rome, les Meilleures Intentions* constituent autant de déceptions. Et même *l'Accompagnatrice*, à 230 000 en huit semaines, n'a pas atteint les résultats escomptés. Quant au *Souper*, s'il repasse les plats avec dignité en restant à 20 000 entrées en deuxième semaine, il n'a aucune chance de transformer l'habituel face-à-face entre cinématographies américaine et française en dîner de gala.

DE LA SEMAINE

mezzo japonaise fait équipe avec son mari, le pianiste Hartmut Höll, et avec Fischer-Dieskau qui l'a adoubée. Elle a bâti ses programmes autour du lied allemand, et se propose de faire découvrir un opéra inachevé de Hugo Wolff, *Manuel Venegas*, sur un texte de Moritz Hoernes (le 16, à 20 h 30).

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 130 F à 160 F.

Beethoven
Debussy
Rachmaninov

Œuvres non communiquées
Moura Lympany (piano).

Moura Lympany est une légende vivante du piano britannique. Elève de Steuermann, le créateur des pièces pour piano de Schoenberg (qui lui conseilla de les jouer comme du Rachmaninov), créatrice, à l'Ouest, du *Concerto pour piano* de Khatchatourian sous la direction du compositeur, à la tête d'une belle discographie de laquelle émergent des interprétations du *Troisième Concerto* de Prokofiev et des *Premier* et *Troisième Concertos* de Rachmaninov (Olympia), cette grande dame revient à la Salle Gaveau.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 100 F à 200 F.

Mardi 12

Stravinsky

Renard
Les Noces

Berio

Passaggio
Lorna Anderson,
Ana Pusar (sopranos),
Dagmar Peckova (mezzo-soprano),
Neil Mackie,
Leonard Pezzino (ténors),
Wolfgang Koch,
Nicholas Isherwood (basses),
Chœur du Théâtre du Châtelet,
Ensemble InterContemporain,
David Robertson (direction).

Vraiment éclectique, ce David Robertson. Pour les fêtes de fin d'année, il a dirigé un programme de musiques de films à grand spectacle, à Montpellier, il vient de publier un disque consacré à *Namouna* d'Edouard Lalo. Le voilà de retour au bercail, pour diriger un programme plus « sérieux », à la tête de son Ensemble InterContemporain.

Châtelet, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Régions

Bordeaux

Martinu

Mémorial pour Lidice
Symphonie n° 6
« Fantaisies symphoniques »

Prokofiev

Concerto pour piano et orchestre n° 3

Stravinsky

L'Oiseau de feu
Barry Douglas (piano),
Orchestre national
de Bordeaux-Aquitaine,
Pinchas Steinberg (direction).

On n'accusera pas Alain Lombard de bâtir des programmes de concert mille fois entendus (s'il pouvait suivre ce chemin pour ses disques !). Martinu a été vaguement remis à l'honneur, il y a deux ans, en France lors d'un festival. Mais c'est surtout le disque qui s'est préoccupé de sa postérité (ceux de Supraphon, notamment). Et Martinu est un remarquable compositeur à qui il manque un héros pour défendre ses couleurs en dehors de l'ex-Tchécoslovaquie.

Les 6 et 7. Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 56-52-75-21. De 80 F à 95 F.

Lyon

Mozart

Ouverture de la Flûte enchantée, transcription de Busoni
Symphonie concertante, transcription de Drillon
Sonate pour deux pianos KV 448
Symphonie n° 40, transcription de Singer
Jean-François Heisser,
Georges Pludermacher (piano).

Heisser et Pludermacher viennent de publier chez Erato un bel enregistrement de la *Sonate pour deux pianos et percussion* de Bartok, mais les voilà qui reprennent un programme de transcriptions au milieu duquel ils ont placé un original qui n'est pas inintéressant. La *Sonate en la majeur pour deux pianos* de Mozart est même sa plus belle sonate pour piano.

Le 10. Salons de l'hôtel de ville, 11 heures. Tél. : 78-60-37-13. 100 F.

Toulouse

Haydn

Symphonie n° 94 « la Surprise »

Mozart

Concerto pour piano et orchestre KV 482

Schumann

Symphonie n° 4
Rudolf Buchbinder (piano),
Orchestre national du Capitole de Toulouse,
Michel Plasson (direction).

Eh bien voilà ! Michel Plasson ne craint plus de jouer Haydn, Mozart et Schumann. Il se passionne même, ces derniers temps, pour Bruckner. Une nouvelle étape dans sa collaboration fructueuse avec son orchestre. Le concert s'achève avec l'une des œuvres de Schumann les plus difficiles à diriger, l'une des plus belles symphonies romantiques, avec la *Rhénane*.

Le 7. Halle aux Grains, 20 h 30. Tél. : 61-22-80-22. De 65 F à 200 F.

Jazz

West Indies Jazz Band

Le zouk s'impose. Miss France vient de Guadeloupe. Patrick Chamoiseau est Prix Goncourt. Derek Walcott, Prix Nobel. Kali vient de représenter la République à l'Eurovision. La banane s'écroule, mais les Antilles ont le vent en poupe. Le West Indies Jazz Band est un grand orchestre, dirigé par un saxophoniste de Sainte-Lucie (comme Walcott), Luther François, essentiellement composé de pupitres des Antilles françaises (comme Chamoiseau et Miss Guadeloupe) et doté d'un *steel band* de Trinidad, comme dans le groupe de Kali. Le West Indies Jazz band est un grand orchestre.

Le 8. Bonneuil-sur-Marne. Salle Gérard-Philipe. 20 h 30. Tél. : 49-80-37-48. 50 F.

Barry Altschul
Paul Bley
Gary Peacock

Reconstitution d'un trio exceptionnel. A l'époque, personne n'imaginait une seconde qu'on reconstituerait ce genre de musique. D'un autre côté, elle est restée si vive, si potentiellement ouverte, qu'il n'y a aucune raison majeure de s'en priver. Percussions, Barry Altschul, maître d'œuvre des années 70, est au centre du jeu. Au piano, un des immenses inventeurs discrets du siècle, rendu patronymiquement fameux par son ex-épouse Carla : Paul Bley. A la basse, Gary Peacock.

Le 12. Cachan. *Théâtre*, 20 h 45. Tél. : 46-64-12-15. 38 F.

Rock

Paul Personne

On est doublement content de voir Paul Personne à l'Olympia, maintenant. D'abord parce qu'il a sorti l'été dernier son meilleur album à ce jour (*Comme à la maison*, Polydor), ce qui veut dire qu'il sera encore meilleur sur scène (guitare élégante, voix cassée et séduisante) que d'habitude, et ensuite parce que, à part lui, personne ne joue à Paris en ce moment.

Les 8 et 9. Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 125 F.

> La sélection
> « Classique » a été établie
> par Alain Lompech.
> « Jazz » : Francis Marmande.
> « Rock » : Thomas Sotinel.

DANSE

Angelin Preljocaj

La Peau du monde

Dans un désert de sable, qui évoque pour Angelin Preljocaj *« la peau du monde »*, des cavaliers sans monture doivent tout réinventer après la catastrophe.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 12 janvier (sauf le 10), 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 85 F et 130 F.

Fattoumi-Lamoureux

Fiesta, Rencontres parallèles

Héla Fattoumi et Eric Lamoureux ont enchanté Avignon, l'été dernier, avec *Fiesta*, anthologie de leur jeune répertoire retravaillée et parfaitement montée. Ils en extraient ici deux solos.

Douai, l'Hippodrome, 8 janvier, 20 h 45. Tél. : 27-87-07-78. 105 F.

Maguy Marin

Cortex

Appuyée sur des textes tirés de livres d'anatomie, de philosophie et de méthodes de langues, dits par les danseurs, une très amusante étude sur nos sens, nos perceptions, nos automatismes. Avec une distanciation pseudo-scientifique qui en redouble la drôlerie.

Strasbourg, le Maillon, les 12 et 13 janvier, 20 h 30. Tél. : 88-27-61-81. 110 F. Egalement le 15 à Saint-Brieuc, Grand Théâtre du CAC, et le 28 à Flers, au Forum.

Ballet du Rhin

Histoires de femmes

Jean-Paul Gravier, directeur de la compagnie, sait toujours composer des menus équilibrés : romantisme avec *Jardins aux Lilas* de Tudor, curiosité avec *Pavane pour une infante défunte* de Kurt Jooss, exotisme avec *Tarde en la siesta* d'Alberto Mendes, place aux jeunes avec *Febrile* du danseur Ivan Favier.

Strasbourg, Opéra du Rhin, les 6,7,8,9 et 10 janvier à 20 heures, le 10 à 15 heures. Tél. : 88-75-48-23.

Hervé Robbe

De Humani Corporis Fabrica

Francesca Lattuada

Stultifera Navis

Deux pièces aussi contrastées que possible : lenteur, exploration gestuelle méthodique et minimaliste chez Robbe, théâtralité loufoque et surréaliste chez Lattuada, servie par l'exubérant et protéiforme Denis Lavant, héros des films de Leos Carax.

Belfort, Théâtre Granit, le 8 janvier, 20 h 30. Tél. : 84-28-09-98.

> La sélection
> « Danse » a été établie par
> Sylvie de Nussac.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Au bord de la vie

de Gao Xingjian,
mise en scène
d'Alain Timar,
avec Thérèse Roussel, Philippe Goudard et Thi-Hia Luong.

Trois personnages et un monologue. Ce spectacle en français, mis en scène par un Avignonnais, inaugure le programme chinois du Rond-Point, qui va durer tout le mois de janvier et comporte entre autres deux opéras traditionnels : *le Serpent blanc* et *Médée*.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. A partir du 6 janvier. Du mardi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 100 F à 140 F.

Le Chasseur de lions

de Javier Tomeo,
mise en scène
de Jean-Jacques Préau,
avec Charles Berling.

Un coup de fil suffit au Chasseur de lions pour s'immiscer dans la vie d'un inconnu que l'ennui d'une soirée pluvieuse rend disponible. L'humour pincé de Tomeo.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. A partir du 12 janvier. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Désir sous les ormes

d'Eugène O'Neil,
mise en scène
de Matthias Langhoff,
avec Evelyne Didi, Clovis Cornillac, Jean-Marc Stéhlé, Pierre Meunier, Gilles Privat, Emilien Tessier, Andrew More et Alain Cuny (voix off).

C'est à Rennes qu'a été créé ce spectacle rude, ambigu, superbe. Une histoire de paysans, un conflit entre la Bible et le désir. La violence de la frustration dans un décor chaotique.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 11 janvier. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Les Filles du néant

de Catherine Mariette,
mise en scène
de Maurice Attias,
avec Nini Crépon, Karin Viard, Véronique Hubert et Jean-Yves Thual.

Portrait de saintes, paroles d'extase. Ces femmes ont rompu sans remord avec le monde et ses lois profanes. Le spectacle, disent les auteurs, est un « essai de libertinage théâtral », un « guignol de Dieu ».

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. A partir du 6 janvier. Le mardi à 18 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 90 F à 140 F.

Magdeleine Leclerc, dernier amour de Sade

de José Pierre,
mise en scène
de Thomas Levy,
avec Sophie Caffarel, Rémy Roubakha et Pauline Giacobi.

Rien ne pouvait éteindre la chaleur sensuelle du divin marquis. A soixante-douze ans, enfermé à Charenton, il se prend de passion pour une mineure.

Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6e. A partir du 6 janvier. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Marie

d'Isaac Babel,
mise en scène
de Bernard Sobel,
avec Serge Merlin, Clotilde Debayser, Muriel Picquart, Aurélien Recoing, Jean Badin, Ulla Baugué, Jean-Pierre Bagot, Xavier Guittet, Maxime Leroux, Mikhaïl Volokhov.

En 1975, déjà, Bernard Sobel avait monté cette pièce qui raconte les heurts de deux mondes, un qui tente de s'installer, l'autre qui ne veut pas mourir. L'histoire se passe dans les années 20 à Moscou. Elle pourrait se passer aujourd'hui.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 8 janvier. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Marie Tudor

de Victor Hugo,
mise en scène
de Daniel Mesguich,
avec Jean-Damien Barbin, Michel Baumann, Odile Cohen, Guy-Pierre Couleau, Frédéric Cuif, Hervé Furic, William Mesguich, Laurent Natrella, Jean Térensier, Christèle Wurmser et Bernard Yerlès.

C'est avec cette mise en scène brillante, pleine d'effets spéciaux, de tours de magie que Daniel Mesguich a inauguré sa direction au centre dramatique du Nord et séduit le public lillois.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 8 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 100 F et 120 F.

Le Nuage amoureux

d'après Nazim Hikmet,
mise en scène
de Mehmet Ulusoy,
avec Genço Erkal, Mehmet Ulusoy, Ayse Emel Mesci, Stéphane Gallet, Sylviane Eneleda, Fatos Sezer Ulusoy, Jülide Kwal, Michel Moreau et Islam Ragip Yavüz.

Mehmet Ulusoy célèbre les vingt ans de sa compagnie en reprenant le texte magnifique d'un grand poète turc.

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 6e. A partir du 7 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et 100 F.

Ondine

de Jean Giraudoux,
mise en scène
de François Rancillac,
avec Johann Corbeau, Hélène Hardouin, Yves Thouvenel, Jean-Jacques Lagarde.

La légende de la fille des eaux revient sur la scène où elle a été créée, par Louis Jouvet et Madeleine Ozeray. Il y a longtemps et la façon de faire et de voir le théâtre a considérablement évolué.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. A partir du 8 janvier. Le mardi à 19 heures, du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 90 F à 140 F.

Pratiques innommables

d'après Raymond Carver, Donald Barthelme, Robert Coover, Stephen Dixon, Kenneth Gangemi, William Gass et Flannery O'Connor,
mise en scène
de Christian Peythieu,
avec Paul Borne, Stéphane Dausse, Maryline Even et Catherine Vinatier.

Quelques textes insolites et américains. Les fantasmes à la dérive. Un climat trouble.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18e. A partir du 11 janvier. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. 65 F et 110 F.

Le Prix Martin

d'Eugène Labiche,
mise en scène
de Daniel Benoin,
avec Arlette Allain, Dominique Balzer, Louis Bonnet, Paul Charieras, Jacques Echantillon, Catherine Lachens, Jean-Pierre Laurent et Fabienne Monteiro-Braz.

Tout droit venu de la Comédie de Saint Etienne, l'avant-dernière pièce d'un vaudevilliste plus absurde encore que loufoque, et bien méchant comme il se doit.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. A partir du 8 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 80 F et 130 F.

Le Rôdeur

d'Enzo Cormann,
avec Enzo Cormann, Gérard Marais, Youval Micenmacher et Jean-Marc Padovani.

Quelque jours dans la vie d'un errant, d'un solitaire dont le seul ami est un faucon.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 11 janvier. Le lundi à 21 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Les Sept contre Thèbes et Souvenirs des tragédies disparues

d'Eschyle
et Zarina Khan,
mise en scène
de Zarina Khan,
avec Jean-Louis Cassarino, Ioana Craciunescu, Jacques Heurtel, Maïa Khan, Zarina Khan et Cyril Volk.

Entre la mort d'Œdipe et celle d'Antigone, les malheurs d'Eteocle et de Polinyce. Pour que Thèbes se libère, la famille maudite doit mourir. Dans le sort des hommes et des femmes d'aujourd'hui, se lit quelque chose de cette horreur sacrée.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 12 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Terra incognita

de Georges Lavaudant,
mise en scène
de l'auteur,
avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, David Bursztein, Mara Hernandez, Sergio Lagunas, Sylvie Orcier, Patrick Pineau, Fernando Rubio Banos, Marie-Paule Trystram, Ambrozio Enrique Partida Ayala et Albert Tovi (musiciens).

Reprise d'un spectacle qui a marqué le dernier Festival d'Avignon. Georges Lavaudant aime le Mexique et raconte ses amours, ses souvenirs. Cahier de notes, en musique, en paroles, en émotions.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 6 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 150 F.

Ubu

d'Alfred Jarry,
mise en scène
par le Nada Théâtre,
avec Babette Masson et Guilhem Pellegrin.

C'est le grand succès de la compagnie : Monsieur et Madame Ubu comme des guignols humains, et le reste de la distribution en poireaux et autres légumes, dont on peut trancher la tête plus aisément que s'il s'agissait de personnes.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georgette-Agutte, 18e. A partir du 6 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. Durée : 1 h 15. 70 F et 100 F.

Vingt-cinq années de littérature de Léon Talkoï

de Joël Pommerat,
mise en scène
de l'auteur,

C'est pratique de faire parler les grands écrivains, même morts. On est sûr de pouvoir en tirer quelque chose, même si on déforme leur nom.

Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'or, 11e. A partir du 8 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. De 80 F à 120 F.

Paris

Le Banc

d'Hervé Lebeau,
mise en scène
de Tara Depré,
avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Un garçon, une fille, un banc public. De la danse, de la musique, quelques paroles et un charme énorme. Du Passage Nord-Ouest, ils sont venus dans un vrai théâtre.

Hébertot, 78 *bis*, bd des Batignolles, 17e. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 100 F à 100 F.

Cabaret Karl Valentin

de Jean-Louis Besson
et Jean Jourdheuil,
mise en scène
de Jean Jourdheuil
et Jean-François Peyret,
avec François Chattot, Anne Durand, Michel Kullmann et Stéphane Leach.

Des sketchs acerbes, violents, burlesques dont Brecht s'est inspiré. Un retour aux sources.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Imprécation II, Money Makes me so Happy

de Michel Deutsch,
avec André Wilms, Gabrielle Forest et le groupe Sentimental trois 8.

Les aventures de l'homme pressé quand une femme se met en travers de son chemin. On ne raconte pas une pièce de Michel Deutsch, on la savoure.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Mortadela

d'Alfedo Arias,
mise en scène
de l'auteur,
avec Haydee Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar Jacinta, Alma Rosa, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.

Le Buenos-Aires de vos rêves se trouve à Montparnasse. Il étincelle dans les souvenirs d'Arias, dans la vie et la mort qui se confondent en chansons, en danses, en sketchs désopilants, séduisants, irrésistibles.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mercredi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 300 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.

Les Zingaros se sont un peu reposés pendant les fêtes, et reprennent leurs galopades, leurs affrontements musicaux, leurs drôles d'histoires de connivence entre les chevaux et les hommes.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Le samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 44-59-79-99. Durée : 2 heures. 120 F et 180 F.

Sourire des mondes souterrains

de Lars Noren,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Hélène Duc, Florence Giorgetti, Fabienne Luchetti, Jacques Mathou et Claude Perron.

Une famille tuyau-de-poêle particulièrement folle. A tous les points de vue et dans tous les sens. Quand l'humour se mêle à la cruauté et à la psychanalyse, ça décoiffe.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Régions

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Stéphane Braunschweig,

Quand un metteur en scène qui n'a pas trente ans s'empare d'un monde qui s'éteint et raconte l'histoire de gens désemparés par le temps qui passe.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et 105 F.

Master Class

de David Pownall,
mise en scène
de Michel Vuillermoz,
avec Paul Le Person, Jean-Pol Dubois, Philippe Faure et Patrick Ligardes.

Un soir, Jdanov et Staline convoquent Prokofiev et Chostakovitch, ni l'un ni l'autre en odeur de sainteté communiste. Et tous les quatre, ils jouèrent du piano...

La Rose des vents, bd Van-Gogh, 59000 Villeneuve-d'Ascq. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 20-91-02-02. 90 F et 110 F.

Les Prodiges

de Jean Vauthier,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Sophie Barjac, Marcel Maréchal et Marie Mergey.

Le lyrisme désordonné de Jean Vauthier, la générosité de Marcel Maréchal : un mariage réussi.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures, le samedi à 14 h 30, le dimanche à 15 heures. Dernière représentation lundi 11 à 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 125 F.

> La sélection « Théâtre »
> a été établie par :
> Colette Godard

BRIGITTE ENGUERAND

« Désir sous les ormes », mise en scène de Matthias Langhoff au Théâtre des Amandiers de Nanterre.

ARTS

Nouvelles expositions

Ariane Lopez-Huici

Avec ses « in abstracto », Ariane Lopez-Huici présente des plats et dos de chaises anciennes en fer avec leurs ombres projetées. Résultat : des compositions mystérieuses fondées sur des matières toutes en nuances de noir et de blanc.

Galerie Gérard Delsol & Laurent Innocenzi, 18, rue Charlot, Paris-3e. Tél. : 48-87-41-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Du 9 janvier au 4 février.

Cherbourg

Gérard Schneider

Grand oublié des rétrospectives consacrées aux années 50 – on l'associait pourtant à l'époque à Soulages et Hartung. – Gérard Schneider est à redécouvrir pour son expression plane et violente, qui en faisait un des rares Européens à pouvoir rivaliser d'expressivité avec les grands abstraits américains, tout en conservant un sens de la composition des plus classiques.

Galeries du Théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vastel, 50100. Tél. : 33-44-35-72. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 7 janvier au 28 février.

Paris

Byzance

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transporta ses pénates de Rome à Byzance, qui devint Constantinople. Puissant et riche, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns virent sa griffe dans l'art de la rénovation carolingienne, ce que d'autres contestaient vigoureusement. Quatre cents œuvres, souvent très riches, tirées des collections françaises, pour se retremper dans une civilisation prête à s'entretuer au nom des images.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 1er février. 35 F (billet couplé avec « le Bruit des nuages »).

Coop Himmelblau

Il était très important de présenter en France des exemples de l'architecture du groupe viennois Coop Himmelblau, adepte d'une forme maintenant archaïque de déconstructivisme. Le Centre Pompidou en montre un exemple – que le FRAC Centre, à Orléans, élargit à deux autres constructeurs de Salons : le New-Yorkais Peter Eisenman et le Canadien Rodney Graham. Pour les amateurs d'architecture, cela vient avec dix ans de retard. Pour les autres...

Centre Georges-Pompidou, 1er sous-sol petite salle, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

Figures du moderne

Quatre cent cinquante œuvres d'une des plus importantes tendances de l'art du vingtième siècle, souvent évoquée mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke*, à Dresde puis à Berlin, au *Blaue Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmidt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de ce début d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 14 mars. 30 F.

Peter Fischli et David Weiss

La Suisse n'est plus ce qu'elle était : on y trouve l'excentricité, l'humour et le clin d'œil, le plaisir jamais gratuit de la dérision. Zurichois, Fischli et Weiss posent leurs valises, leurs drôles de sculptures, leurs photos montées et leurs vidéos à Paris.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 janvier.

Fragonard et le dessin français au XVIIIe siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du dix-huitième siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des cinquante-sept illustrations qu'il fit des *Contes* de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février. 30 F.

Gary Hill

Ce vidéaste américain, une des principales figures du genre, présente sept installations autour du corps et de la nature. Un programme rétrospectif de bandes vidéo permet également de comprendre l'œuvre de cet ancien sculpteur.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 janvier. 16 F.

Le bruit des nuages : parti pris de... Peter Greenaway

Les dessins conservés au Musée du Louvre sont fragiles et ne peuvent être montrés que rarement : excellente idée donc que d'en confier le choix à un regard d'amateur. Peter Greenaway joue les Mercure et nous place dans le rôle d'Icare : après l'envol vient la chute, qui se prolonge dans les abîmes, et l'exposition s'achève aux Enfers, dans une mise en scène luciférienne.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1er février. 35 F (billet couplé avec « Byzance »).

Points de vue

Nombreux sont les photographes qui ont travaillé ou témoigné autour du sida. Cinq d'entre eux, dans l'hôpital, ont suivi la vie au quotidien du personnel soignant, les infirmières notamment, « qui se battent à la fois contre la maladie et pour le malade ».

Musée de l'Assistance publique, hôtel de Miramion, 47, rue de la Tournelle, Paris 5e. Tél. : 46-33-01-43. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 janvier. 14 F.

Martial Raysse

Depuis dix ans, le travail de Martial Raysse est, pour beaucoup, une énigme : il fut une des comètes du nouveau réalisme mais, contrairement à ses amis qui menaient grand tapage, a disparu depuis dix ans du devant de la scène artistique. Retour en beauté.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Projection de films et vidéos de Raysse tlj à 14 heures. Jusqu'au 31 janvier. 35 F.

Egon Schiele

Il fut condamné pour obscénité, mourut à un âge où d'autres apprennent encore leur métier, et passe aujourd'hui pour un des plus grands dessinateurs du siècle. Cent aquarelles et dessins, empruntés à des collections américaines, résument le parcours fulgurant et sulfureux d'Egon Schiele.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 27 février. 25 F.

Les Saint-Marceaux

Mme Saint-Marceaux tenait salon : le jeune Proust y côtoyait Jacques-Emile Blanche et Dumas (fils) ; MM. Saint-Marceaux sculptaient ou taquinaient la toile d'une brosse légère. Une époque charmante, délicatement fin de siècle, où l'on s'appliquait à ne tenir aucun compte des bouleversements si vulgaires qui firent l'art moderne.

Musée d'Orsay, place Henry-de-Montherland, quai Anatole-France, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 janvier. 31 F (billet d'accès au musée).

Vision d'Océanie

Parmi les arts dits primitifs, les surréalistes ont privilégié ceux qui venaient de la zone Pacifique. Vincent Bounoure, qui fut un familier d'André Breton, a préparé cette exposition pour le Musée Dapper, traditionnellement tourné vers l'Afrique. Soixante-dix pièces renvoyant plutôt à un imaginaire occidental qu'à une réalité ethnologique (mais pourquoi pas ?) représentent les trois bassins de civilisation de ce continent émietté sur un océan : Mélanésie, Micronésie, Polynésie.

Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo, Paris-16e. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

Galeries

Bitran

La seconde génération des abstraits d'après guerre, celle qui commençait à percer lorsque la peinture française fut balayée par la vague et la vogue de l'école américaine. Depuis quelque temps, une réévaluation de cette période est en cours, et la parution d'un catalogue rétrospectif est l'occasion d'une exposition d'une trentaine de dessins de Bitran.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris-8e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 23 janvier.

Francis Ponge

Hommage à Francis Ponge, qui regroupe certaines œuvres de sa collection, complétées par des peintures, des sculptures et des dessins de tous les artistes, de Braque, Picasso ou Miro à Debré, Giacometti ou Richier, sur lesquels il sut écrire des préfaces flamboyantes, où il osait tout, y compris un impossible *« J'aime les peintures de Fautrier »* que tout le monde lui envie.

Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé, Paris-6e. Tél. : 43-25-20-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

Lucien Lorelle

Photocollages, photomontages, photogrammes et surimpressions étaient le lot quotidien de Lucien Lorelle (1894-1968), surréaliste oublié et expérimentateur « enthousiaste ». Des tirages originaux sont présentés dans cette galerie qui s'est fait une réputation dans la redécouverte de la photographie des années 30.

Galerie Bouqueret + Lebon, 69, rue de Turenne, Paris-3e. Tél. : 40-27-92-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier.

Aurélie Nemours

Travaux récents d'une grande dame de l'abstraction géométrique. Alors qu'une nouvelle génération perpétue la vivacité de ce genre, souvent en puisant au répertoire d'Aurélie Nemours, il fait bon constater l'austère fraîcheur d'une des dernières formes d'expression où la peinture allie la rigueur à l'honnêteté.

Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris-3e. Tél. : 48-87-73-94. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier.

Régions

Albi

Alain Jacquet

Albi et Castres montrent les derniers travaux d'Alain Jacquet, qui, dans les années 60, poussa le plus loin les notions de reproduction industrielle qui firent les beaux jours du pop-art. Depuis des œuvres mécaniquement pointillistes qui dénudaient les critiques ou revisitaient le *Déjeuner sur l'herbe*, il a pris son envol et regarde le monde du point de vue de Sirius.

Centre culturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, 81000. Tél. : 63-54-11-11. Tous les jours sauf mardi de 15 heures à 19 heures. Egalement au Centre d'art contemporain de Castres. Tél. : 63-59-30-20. Jusqu'au 6 février.

Bordeaux

Wolfgang Laib

Laib butine à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obturer l'arche centrale de la grande nef du CAPC. Contraste absolu avec les peintures des figuratifs des années 80, de Barcelo à Schnabel en passant par Combas, tirées des collections du musée, qui sont exposées au même moment.

CAPC Musée d'art contemporain. Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi, de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 février.

Chartres

L'œuvre gravé de Goya

Caprices, Désastres de la guerre, Tauromachie, Disparates... 218 gravures de Goya, appartenant aux collections de la Fondation Juan March de Madrid, sont présentées à Chartres. Pour se souvenir que *« le sommeil de la raison engendre les monstres »*.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1er mars.

Limoges

Douglas Huebler

Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler photographia une jeune fille, souriante et dénudée. Il pressa le bouton très précisément 1/8 de seconde avant minuit. L'ouverture de l'appareil étant réglée au quart de seconde, la prise de vue fut achevée l'année suivante. Le temps et l'espace analysés par un artiste précurseur, tellement pillé aujourd'hui que tout le monde voudrait l'oublier. Ce serait dommage : dans sa catégorie, il reste un des seuls à faire preuve d'humour et de talent.

FRAC Limousin, impasse des Charentes, 87100. Tél. : 55-77-08-98. Tous les jours sauf dimanche, jours fériés et mardi, de 14 heures à 19 heures. Nocturnes les 13 janvier, 15 février et 10 mars jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 15 mars.

Montbéliard

Eric Dalbis

Durant son séjour à la Villa Médicis à Rome, en 1991-1992, Eric Dalbis a poursuivi son patient travail : successions de couches de peinture à l'huile, dans la lignée des Rothko, Ryman, Marden, mais dont les couleurs douces et lumineuses sont proches de Pontormo et des maniéristes.

Centre d'art contemporain, Musée du château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 81-94-43-21. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Mouans-Sartoux

Face à face

Le *Carré noir* de Malevitch fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontées ces vénérables images avec leurs descendantes modernes, de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres, d'Albers, Honneger, Federle et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Basile et tous les saints de la vieille Russie.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf mardi, de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars.

Nîmes

Takis

Grand magnétiseur devant l'éternel, Takis installe au Musée de Nîmes des sculptures musicales qu'un électro-aimant à l'alimentation aléatoire fait vibrer à intervalles irréguliers. Quand l'art en mouvement rejoint l'harmonie des sphères grâce à un artiste qui a su imposer l'apesanteur à son travail.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule, 30033. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Saint-Etienne

Vincent Bioulès

Après avoir vécu brillamment l'aventure du groupe Supports/Surfaces, Vincent Bioulès s'est retiré sur ses terres provençales, et, comme beaucoup de ses camarades, a cessé d'analyser l'essence de la peinture pour en redécouvrir l'apparence. Un travail figuratif, plus proche de Vivin que du Douanier Rousseau, qui s'attaque aux nus. A voir également, l'accrochage consacré au années 50, très bien étudié.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 février 1993.

Vence

Le grand émerveillement pour le Sud

La lumière de Méditerranée leur a brûlé les yeux, mais les a rendus clairvoyants. Delacroix, Van Gogh et Matisse l'ont éprouvé. On connaît moins le « grand émerveillement pour le Sud » de Dubuffet, Soulages ou Martin Barré, ou celui des indigènes que sont Noël Dolla, Alain Clément, Claude Viallat et bien d'autres.

Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06140. Tél. : 93-24-24-23. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mars.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet

« Architecture » : Frédéric Edelmann

« Photo » : Michel Guerrin





DISQUES

Classique

Haydn

Symphonies nos 30, 53 et 69
Orchestre du Concentus Musicus de Vienne, Nikolaus Harnoncourt (direction)

Enregistrées en 1990, ces trois symphonies sont une illustration de la perfection technique à laquelle le Concentus Musicus de Vienne est parvenu près de quarante ans après sa création. Ces interprétations témoignent également du naturel dont les musiciens viennois et leur chef sont capables et de la façon avec laquelle ils transcendent une musicologie que d'autres (Hogwood et son Academy of Ancient Music ou Norrington et ses Classical Players) n'arrivent pas toujours à faire oublier dans ce répertoire. Cohabitent donc dans ces interprétations vivacité, profondeur, drame et grâce. La quadrature du cercle, en quelque sorte.

1 CD Teldec-Warner 9031 76460-2.

Verdi

La Traviata
Edita Gruberova (Violetta), Neil Schicof (Alfredo), Giorgio Zancanaro (Germont), Ambrosian Singers, Orchestre symphonique de Londres, Carlo Rizzi (direction)

Certes, Edita Gruberova n'est pas une chanteuse qui brûle les planches : la caractérisation dramatique n'est pas sa qualité première. Mais son chant est si soigné, son art du phrasé si élégant, son souffle si long qu'il paraît infini, son timbre si lisse que son art n'est pas sans évoquer celui de la grande Nellie Melba (l'une des chanteuses les plus parfaites de l'histoire du chant). Le problème viendrait de l'hétérogénéité de la distribution. Au chant éthéré de Gruberova répond la passion de Neil Schicof (Alfredo) et l'impassibilité de Zancanaro (Germont). Schicof émeut à chacune de ses interventions, un peu à la façon de Jon Vickers autrefois : en ne cherchant jamais à produire de beaux sons, en préférant la vérité de l'expression à toute autre considération. Le problème vient surtout de l'esthétique retenue pour la prise de son. Captés dans un studio à l'acoustique très claire, l'orchestre (superbement dirigé par le jeune Carlo Rizzi), le chœur et les chanteurs s'expriment dans une dynamique qui interdit toute écoute domestique. Les pianissimos sont couverts par le bruit de fond normal d'un appartement, les fortissimos cassent les vitres. Il faut donc, sans cesse, remonter le volume ou le baisser. Marguerite Gautier aurait-elle supporté de chanter dans un wagonnet lancé sur les pistes d'une montagne russe?

Un coffret de 2 CD Teldec-Warner 9031 76348-2.

Youri Egorov

Œuvres de Bach, Bartok, Beethoven, Chopin, Chostakovitch, Schubert, Haydn, Prokofiev et Scarlatti
Youri Egorov (piano)

Youri Egorov était un pianiste qui ne ressemblait à aucun autre. Virtuose transcendant, il n'exhibait jamais ses doigts, ne forçait pas les limites physiques du piano et sa nature musicale lui faisait dédaigner la moindre concession musicale. Sa sonorité irradiante, sa noblesse et son apparent détachement du monde qui l'entourait provoquaient une émotion durable chez ses auditeurs. Youri Egorov était amical, bien qu'il fut très réservé. Ses confrères l'admiraient. Beaucoup le tiennent pour l'un des musiciens les plus admirables que l'Union soviétique ait produits depuis l'irruption de Guilels et de Richter à l'Ouest, au cours des années 50. Egorov est mort du sida, en 1988, entouré d'amis musiciens venus lui donner une dernière aubade.

Quelques mois auparavant, son éditeur officiel avait décidé de rompre le contrat qui les liait, au «motif» (c'est ainsi que l'on s'exprime dans ces cas-là) qu'il était un piètre vendeur de disques. Ce n'est donc pas de ce côté-là que vient l'hommage qui nous parvient aujourd'hui, mais d'un petit éditeur hollandais qui a puisé dans les archives de différentes radios pour constituer le programme d'un coffret de quatre disques compacts.

L'un d'entre eux reprend des *Moments musicaux* de Schubert, enregistrés lors du dernier concert donné par Egorov, qui avait décidé, fin 1987, de ne plus se produire en public. Cette précision chronologique ne nous aurait pas été donnée que nous aurions tout de même remarqué la lenteur de tempos qui accentuent la gravité d'une musique dont l'allégresse n'était de toutes les façons pas la qualité première. Qu'Egorov ait décidé de quitter la vie publique avec cette musique n'est pas un hasard.

Un coffret de 4 CD Channel Classics CG Box 0492. Distribué par Média 7.

A. Lo.

Musiques du monde

Cuba Classics 3

Diablo al infierno

Sous l'égide de David Byrne, le label Luaka Bop continue de compiler la musique cubaine, consacrant ce troisième volume à la musique telle qu'elle se fait aujourd'hui dans l'île. On y trouvera d'abord ce que l'on attend naturellement de la musique cubaine : du *son* plus ou moins parfumé de jazz (Irakere, los Van Van), mais aussi des recherches musicales qui témoignent du mouvement social à Cuba.

Sintesis, par exemple, revendique l'héritage africain de la majorité noire de Cuba, mettant en évidence la survie de la discrimination officiellement abolie depuis la révolution. Le vieux chanteur Lazaro Ros, qui garde vivante la tradition yoruba, est accompagné par Mezcla, groupe emmené par Pablo Mendez, un exilé yankee. Zeus pratique un rock lourd qui de loin sonne comme à Londres ou à San-Francisco mais finit par révéler des traces de latinité. Carlos Varela cherche des noises au régime très prudemment, se cachant derrière des métaphores juste assez opaques pour le préserver de gros ennuis. Et à chaque fois on retrouve le même sens de la musique, de la joie de jouer, malgré la pauvre qualité des enregistrements, malgré la pénurie d'instruments. Et sans doute jamais autant que sur *Cong Yambumba*, moment de salsa très noire, interprété *a capella* par le Grupo Vocal Sampling.

Luaka Bop/WEA 9362-45107-2.

T. S


PHILIPPE LEVY

Noir Désir.

Rock

Noir Désir

Tostaky

Soudain l'air du temps est devenu salubre pour Noir Désir. Ces grands fracas de guitares, ces rythmes pesants, cette bande-son d'accident de voiture au ralenti, venus du nord-ouest des Etats-Unis *(Pearl Jam, Alice in Chains)*, on en avait entendu l'écho du côté de Bordeaux avant même qu'ils n'éclatent à Seattle.

Bien sûr, le quatuor bordelais ne procède pas de la même histoire que les groupes *grungy* américains. Le romantisme sombre de Noir Désir, son emphase n'appartiennent qu'au groupe. Mais, un instant enfermé dans la formule musicale établie au moment de *Sombres Héros*, le groupe a trouvé dans la compagnie des Américains de nouvelles ressources sonores, un appétit de surenchère qui font de *Tostaky* un album très fort, jusque dans ses défauts. Un instant menacée (les rumeurs de séparation de Noir Désir, pas toujours infondées, ont couru tout au long de l'année écoulée), la stabilité du groupe s'est rétablie dans une espèce de compétition à celui qui fera le plus de bruit. Manquent dans cette orgie sonore quelques portes d'entrées : pour un *Tostaky* (la chanson), avec son motif de guitare délicieusement agaçant, trop de titres demeurent impénétrables à force de fureur. Reste une impression de joie sombre, de désir retrouvé.

Barclay 517 598-2.

American Vocals

Sous ce titre imbécile («voix américaines», c'est un peu comme acheter une boîte de conserve étiquetée «légumes»), cette jaquette d'une laideur minimaliste se cache une heure et quart de plaisir : trente morceaux de doo-wop américain enregistrés entre 1953 – *Crying in The Chapel* par les Orioles – et 1964 – *The Chapel of Love*, par les Dixie Cups (on appréciera la symétrie ecclésiastique). On y trouve des classiques du rock'n'roll *(Love Potion Nº 9* par les Clovers), des tubes country repris par des Noirs des villes *(Crying in The Chapel)*, des classiques de Broadway *(Smoke Gets in Your Eyes*, par les Platters, *Blue Moon*, par les Marcels). A tout ces matériaux on applique le même traitement : accompagnement instrumental minimum pour mieux mettre en valeur des arrangements vocaux d'une simplicité admirable.

De toutes les onomatopées vocales utilisées par les groupes vocaux américains, c'est *doo wop* qui a donné son nom au genre. Ç'aurait pu aussi être *Bo-mang-mang-mang (Blue Moon)* ou le *parfait Hey-toom, ah-tuh-tum* qui ouvre *Why Do Fools Fall In Love*, le chef-d'œuvre de Frankie Lymon and The Teenagers. Cette musique simple, débordante de vie, bêtement sentimentale est à la fois l'une des sources du rock'n'roll et l'une des manières de le faire. Sa descendance fut innombrable, des Beach Boys aux Temptations, mais pendant qu'elle vécut elle resta à la merci des grands exploiteurs du rock, Alan Freed (le disc-jockey qui échangeait le privilège de passer dans son émission contre le droit d'apposer sa signature sur la chanson concernée) ou Morris Levy (le patron de Roulette Records). Ici, le livret qui se dissimule sous la triste illustration déjà évoquée, permettra de se frayer un chemin dans la jungle de ces histoires de groupes à noms d'oiseaux ou d'automobiles qui ne duraient généralement que le temps de quelques 45 tours, et pourra donner l'envie de se lancer à la recherche d'autres merveilles plus ou moins oubliées.

FNAC Music 662179.

T. S.

FELICITY LOTT
au Théâtre des Champs-Elysées

POULENC MÉLODISTE DES POÈTES

Le mercredi 13 janvier prochain, au Théâtre des Champs-Elysées, dans le cadre de la série des « Grandes Voix », la Britannique Felicity Lott, accompagnée par Graham Johnson, donnera un récital entièrement consacré aux mélodies de Francis Poulenc, dont ce mois de janvier 1993 marque les trente ans qui nous séparent de sa disparition, le 30 janvier 1963 (la même année que Jean Cocteau et Edith Piaf). Une vraie voix pour un musicien qui détestait les diseuses « pseudo-intelligentes, presque toujours aphones »...

SERGE LIDO/SIPA

QUELLE idée eut Francis Poulenc, en 1939, de commencer un *Journal* (1) qui ne traiterait que de ses mélodies? Nul ne le sait vraiment, même si, dans les premières lignes du manuscrit, le déclenchement de sa rédaction apparaît on ne peut plus clairement : *« Horrible journée!!! Une dame vient de miauler, un quart d'heure durant, à la radio des mélodies qui pourraient bien être de moi! (...) J'entreprends ce* Journal *dans l'espoir de servir de guide aux interprètes qui auraient quelque souci de ma pauvre musique. »*

A la fin des années 30, écrire des mélodies passait encore : Richard Strauss n'avait pas parachevé le bouquet de ses lieder (les quatre «derniers» lieder datent de 1948, l'année même de la... *Deuxième Sonate* pour piano de Pierre Boulez), le cinéma et les planches réclamaient encore de la musique fraîche, le boulevard des chansons et des mélodies. En cet avant-guerre, le goût de la rengaine et du texte persistait. Et, bien évidemment, Poulenc, amoureux qu'il était de Vincent Scotto, Maurice Yvain et Henri Christiné (qui lui rappelaient les guinguettes des bords de Marne de son enfance nogentaise), de Piaf, d'Yvonne Printemps ou de Maurice Chevalier (un modèle pour la scène, aimait-il à rappeler), ne pouvait faire autrement que de s'inscrire dans cette dynamique du texte chanté.

S'il détestait le mélange des genres, les plus grands succès publics de Poulenc continuent sans doute de s'apparenter à la «chanson» : *Voyage à Paris* et la «valse chantée» *les Chemins de l'amour* demeurent d'inmanquables (et en effet irrésistibles) bis. Mais, au sujet de *Toréador*, une invraisemblable *« chanson hispano-italienne »* que lui commande Jean Cocteau en 1917 pour un spectacle de music-hall, Poulenc écrira, sans illusion : *« Marie Dubas, qui fait trépigner la salle de l'Empire avec* Pedro, *endosserait, j'en suis certain, une belle veste en présentant à ce même public* Toréador. *(...) Chacun à sa place : c'est ce que devraient se répéter sans cesse les artistes soucieux de leur standing. »*

Tout en sachant s'encanailler (le fameux style parigot «casquette sur l'oreille»), Poulenc aimait la poésie et les poètes : sans renier la rue et le côté «populo» qu'il adorait (*« Je n'aime que le peuple et l'aristocratie »*, clamait-il) et sans pour autant renouer avec les origines salonardes du genre, Poulenc construisit un corpus de mélodies profondes, admirablement écrites pour la voix, subtilement respectueuses des textes, et... très aimées des chanteurs. Et cependant, dès 1939, dans un passage inédit du *Journal*, le doute pénètre le compositeur : *« (...) A quarante ans, où j'ai encore tout à apprendre, je suis aux deux tiers de ma vie (mettons d'artiste) car, après soixante ans, comment s'exprimer sans se redire? Il est vrai que Verdi... Mais Verdi... Voilà... »*

Quelques années plus tard, alors qu'il est pris au piège d'une « modernité » qu'il comprend et soutient activement mais ne peut endosser, les mots du *Journal*, tendrement et dignement nostalgiques, disent encore le temps qui passe et qui, pourtant, ne peut changer : *« Il me semble que tant qu'il y aura des poètes, il y aura des mélodies. »* Et il y eut des mélodies, jusqu'aux dernières années, avec des moments de dense inspiration, des creux, des ratages, des abandons, des reprises, des doutes et des «étés indiens» inespérés. Ce *Journal*, qui nous était jusque lors parvenu sous une forme incomplète et faussement chronologique (avec l'aval du compositeur, qui avait eu le temps d'en préparer l'édition pour Grasset qui le publie en 1964), le montre bien.

Poulenc a de bonnes fréquentations : son oncle « Papoum » qui le sort sur le boulevard, ainsi qu'une amie d'enfance, Raymonde Linossier, avocate brillante et précoce, future orientaliste au Musée Guimet et amie d'Adrienne Monnier, qui l'introduit dès 1916 dans le cercle des Amis des livres, cette librairie mythique de la rue de l'Odéon (sise en face de la non moins célèbre librairie Shakespeare & Company de Sylvia Beach) où la fine fleur de ce que sera sous peu la littérature française contemporaine prend racine. C'est là que le musicien rencontre les surréalistes et, parmi eux, Paul Eluard.

Pourquoi Eluard, plutôt qu'Aragon ou Breton, plus «brillants»? *« D'abord, parce que c'était le seul surréaliste qui tolérât la musique. Ensuite, parce que toute son œuvre est vibration musicale. »* Ce n'est pourtant pas Eluard que le jeune compositeur décide de mettre d'abord en musique. Il sacrifie au goût ambiant et intègre des vers faussement africains à la *Rhapsodie nègre* (1917) qui le lance dans les milieux d'avant-garde et le fait remarquer de Cocteau et Ravel. Puis, quelques mois plus tard, c'est la poésie d'Apollinaire, découverte dans les revues littéraires qu'il se procure chez Adrienne Monnier. *Le Bestiaire*, célèbre recueil de miniatures aux contours justes – et à ce jour sans rides, – verra le jour et assurera un confortable succès au compositeur, lequel devait s'étonner, quelques lustres plus tard, qu'elles soient déjà *« très Poulenc »*.

Le déclic éluardien ne se produit qu'en 1935, mais les *Cinq poèmes* qu'il met alors en musique ne sont pas encore au niveau des mélodies et des grands cycles à venir *(Tel jour telle nuit, la Fraîcheur et le Feu, le Travail du peintre)*. Si *le Bestiaire* frappait d'emblée juste, Poulenc reconnaît que *« la clé grince »* encore dans la serrure du secret éluardien, qui ne se laisse pas facilement forcer. Apollinaire a plus de chance : l'année 1931 voit naître *les Trois Poèmes*, de Louise Lalanne (*alias* Apollinaire *himself*, au gré d'une mystification littéraire orchestrée par Eugène Montfort, directeur de la revue *les Marges*) et les *Quatre poèmes*, qui sont déjà du Poulenc *« définitif »*. (Preuve s'il en est que le compositeur ne *« déposait pas des vers »* sur une musique aux recettes infaillibles, mais que celle-ci était asujettie à la qualité de la prosodie.)

Eluard devra attendre 1937 ; mais 1937 est l'année du chef-d'œuvre, *Tel jour telle nuit*, «cycle» au sens où Schumann entendait le terme, architecture subtile et symétrique, admirablement pensée, tant sur le plan du dire que de l'équilibre harmonique : avec Duparc, Chausson, Debussy, Fauré (qu'il détestait...) et quelques rares autres, Poulenc réussit à créer une alternative au sacro-saint lied allemand, alternative au demeurant intrinsèquement « française ». Avec *Tu vois le feu du soir*, de 1938, Poulenc réitère l'exceptionnelle réussite de *Tel jour telle nuit*. *« Je me demande*, écrit-il, *si au stupide « jeu de l'île », ce n'est pas celle de mes mélodies que j'emporterais. Elle est née de hasards et de rencontres heureuses. Un matin d'août 1938 (...), j'ai acheté, en bas de chez moi, rue de Médicis, chez Corti, le numéro de* Mesures *qui renfermait ce poème d'Éluard. Choc merveilleux. C'est au-devant de ce paysage que je courais ; c'était la vue de ma chambre de travail d'Anost. Rares sont les endroits où j'ai si bien travaillé, avec tant de légèreté et d'oxygène en moi. (...) Peu de villes m'émeuvent davantage qu'Autun, peu de montagnes reflètent avec plus de douceur « le feu du soir » que ces monts du Morvan. »*

Poulenc le Parigot se laisse influencer par la vue d'une campagne flamboyante, à mille lieues d'une sage Touraine où il possède une maison, à Noizay, et que certains (l'amie Colette la première, qui le décrit poète-paysan faisant lui-même son vin...) ont voulu lui croire consubstantielle : *« Poulenc le Tourangeau » est un slogan que je n'arrive pas à tuer. Croyez-moi, je n'ai rien de tourangeau ni de près ni de loin. J'ai choisi la Touraine parce que c'est un joli pays, assez neutre pour qu'on y puisse travailler librement. »* Ce seront, ensuite, les deux recueils *la Fraîcheur et le feu* (1950) et *le Travail du peintre* (1956), où l'idiome éluardien est magnifié. Poulenc fouille dans la production du poète, permute, recueille. Et Eluard, étonné de cette prescience du musicien, se laisse faire, jusqu'à bouleverser l'ordre des pièces et réintituler les poèmes.

Leur correspondance à ce sujet est édifiante. Poulenc est lancinant ; Eluard, docile, s'exécute. Pour *Tel jour telle nuit*, il répond au compositeur : *« Mon cher ami, je m'aperçois que ce que vous m'avez demandé n'est pas tellement facile. Je crains bien de n'avoir trouvé que des titres qui ne vous conviendront pas. Les voici dans l'ordre de préférence : 1. Tout dire. 2. Tel jour telle nuit. 3. Aussi loin que l'amour. 4. Paroles peintes. Choisissez, ou, mieux, donnez vous-même un titre qui s'accorde à votre musique. »*

Apollinaire, surtout celui du recueil posthume *Il y a*, est l'autre principal axe de référence de Poulenc au long de sa carrière de mélodiste (marquée, mais dans une moindre mesure, par Max Jacob et Louise de Vilmorin). Après les *Deux Poèmes* de 1938, la guerre approchant fait naître l'une des mélodies les moins connues et pourtant les plus extraordinaires de Poulenc, *Bleuet*, sur un texte qui n'est pas sans rappeler la thématique du *Dormeur du val* d'Arthur Rimbaud. En quelques instants, une scène est tracée, sans trop s'appesantir : des duretés infinies sont dites, et la conclusion (*« O douceur d'autrefois, lenteur immémoriale »*) est simplement l'une des plus belles phrases de toute l'histoire de la mélodie française. L'on retrouve cette même douleur sublimée dans «Sanglots» qui termine le recueil (et non «cycle») des *Banalités* (1940), où tout le spectre émotionnel du compositeur s'exprime : angoisse et nostalgie («Sanglots»), nonchalance («Hôtel»), et atmosphère «bords de Seine» («Voyage à Paris»).

1945 et 1946 verront naître quatre mélodies isolées *(Montparnasse, Hyde Park, le Pont, Un poème)* mais où le savoir-faire de Poulenc s'exprime pleinement. Savoir-faire qui s'avoue à l'occasion difficultueux : *« J'ai mis quatre ans pour écrire* Montparnasse. *Je ne regrette pas le soin que j'y ai apporté car c'est probablement une de mes meilleures mélodies. (...) J'ai trouvé la musique du vers « Un poète lyrique d'Allemagne » à Noizay, en 1941. Toute la fin (depuis « Vous connaissez de son pavé ») à Noizay, en 1943. Les deux premiers vers, en 1944, à Paris. Restaient quelques vers dont la terrible incidente : « Donnez-moi pour toujours une chambre à la semaine ». Je l'ai cueillie au vol à Noizay, en 1943. Ensuite, j'ai laissé macérer ces fragments et tout mis au point, en trois jours, à Paris en février 1945.*

» Cette méthode de travail, par bonds, pourra surprendre. Elle m'est cependant assez habituelle lorsqu'il s'agit de mélodies. J'ai eu l'occasion de voir des manuscrits de la comtesse de Noailles ; elle opérait souvent ainsi, fixant après des lignes de points de suspension, tel mot, au milieu d'un vers à venir. »

Cette réflexion sur la prosodie, à laquelle l'apparente «facilité» de Poulenc semble laisser peu de prise, féconde plus encore le dernier cycle (au sens fort, là aussi) qu'est *Calligrammes* (1948), *« l'aboutissement de tout un ordre de recherches quant à la transposition musicale d'Apollinaire »*. La « transposition » du poème est presque graphique : *« Du point de vue technique, c'est dans le domaine du raffinement de l'écriture pianistique que j'ai poussé l'aventure, essayant dans* « Il pleut » *d'obtenir une manière de calligramme musical. »* Ailleurs (avec Radiguet, par exemple), Poulenc cherchera même à restituer musicalement les *« blancs typographiques »*.

Quatre ans plus tard, l'on constatera une sorte de fêlure dans le rapport à l'auteur d'*Alcools* – non à l'Apollinaire poète, mais à la poésie d'Apollinaire comme potentiel mélodique : *« Plus je feuillette les volumes d'Apollinaire, plus je sens que je n'y trouve plus ma pâture. Non pas que j'aime moins la poésie d'Apollinaire (je ne l'ai jamais tant aimée), mais j'ai l'impression que j'ai épuisé tout ce qui m'y convenait. »* Suivront deux bluettes, *Rosemonde* (1954), et *la Souris* (1956, extraite du *Bestiaire*), courte et probablement significative rémission dans l'abandon mélancolique de la poésie d'Apollinaire : *« Puisque, hélas, le temps grignote nos ans, comme la souris, je mets en musique celle d'Apollinaire. Je retrouve tout de suite la mélancolie de mes vingt ans et me crois revenu à Pont-sur-Seine où j'étais trouffion en 1919. »*

Le temps grignote les ans, les certitudes s'émoussent. C'est la période du milieu des années 50 où Poulenc vit l'une de ses plus profondes dépressions sentimentales, dépression qui est aussi (et non seulement, comme on l'a trop dit) professionnelle (les droits d'adaptation des *Dialogues des carmélites* sont suspendus). Ce seront un dernier poème d'Eluard, la mineure *Chanson de porcelaine* (1958), et puis le « retour en enfance» de *la Courte Paille* (1960), sur des poèmes du très inattendu Maurice Carême, que Poulenc destine à Denise Duval *« pour qu'elle les chante à son petit garçon »*. Mais le petit garçon a déjà six ans et Denise Duval, qui a créé Blanche de La Force, des *Dialogues*, ne chantera jamais cette musique d'un Poulenc attendri alors qu'elle l'a connu ailleurs déchiré et cinglant.

Parmi les dernières paroles (inédites) du Journal, on trouve, à la date du 6 juin 1956 – c'est-à-dire avant la composition de cette *Courte Paille*, – une troublante confession : *« La seule personne qui pourrait peut-être me faire écrire des mélodies, c'est Denise Duval, dont le « premier » récital, à Bordeaux, m'a surpris et enchanté. (...) Peut-être est-il plus sage de s'en tenir maintenant, pour elle et moi, au théâtre... « Good bye my songs, et sans rancune ! »*. Sans rancune? Et comment!

RENAUD MACHART

(1) Les citations de cet article sont extraites du *Journal de mes mélodies*, dont une nouvelle version inédite et intégrale paraît ce mois-ci chez Cicero Editeurs, en coédition avec les Editions Salabert, et des *Entretiens avec Claude Rostand*, dont le même éditeur prépare une nouvelle transcription du matériel radiophonique de base.

★ Le 13 janvier à 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 390 F.



